

Volume 1 : Un cadre conceptuel

Le volume 1 du Livre source offre une vue d'ensemble conceptuelle des éléments constitutifs de l'analyse institutionnelle, politique et sociale de l'AIPS. Le volume 1 est organisé comme suit : La [Partie 1](#) présente le Livre source, expliquant qu'il est conçu pour répondre à un besoin perçu chez les praticiens dans la réalisation de leurs activités d'appui en matière d'analyse institutionnelle, politique et sociale, et pour constituer un complément aux conseils fournis dans la Boîte à outils économiques existante de la Banque mondiale (Bourguignon et da Silva, 2003). [La partie 2](#) présente l'AIPS et ses principaux objectifs et passe brièvement en revue [Le Guide de l'utilisateur de l'AIPS de la Banque mondiale \(Banque mondiale 2003a\)](#). Cette partie 2 se concentre sur trois domaines importants pour une AIPS de qualité, qui consiste à construire le contrefactuel et à identifier les canaux de transmission ainsi que les impacts directs et indirects des réformes de politique. En plus des cinq canaux de transmission identifiés par le Guide de l'utilisateur, ce Livre source en présente un sixième pour les [cas](#) où l'autorité – comprenant le pouvoir, les structures et processus-- est directement transformée grâce aux réformes de politique, notamment celles ayant trait à la fonction publique, à la décentralisation ainsi qu'à d'autres similaires de type institutionnel.

Le reste du Livre source fournit des conseils techniques concernant trois niveaux d'analyse, tels que présentés dans le [Tableau 1.1](#). La [Partie 3](#) présente les outils nécessaires à l'analyse au niveau macro du pays et du contexte des réformes. La [Partie 4](#) décrit les outils utilisés pour l'analyse des processus au niveau méso de la mise en œuvre des réformes de politique. La [Partie 5](#) présente les outils d'analyse de l'impact des réformes de politique aux niveaux méso et micro. La [Partie 6](#) montre comment cette analyse peut être utilisée pour évaluer le risque lié à ces réformes de politique. La [Partie 7](#) comprend une brève conclusion. Une [bibliographie](#) incluant des références utiles est fournie en fin de document.

1. Introduction au Livre source : Outils d'Analyse Institutionnelle, Politique et Sociale (TIPS) dans l'AIPS

L'Analyse des impacts sur la pauvreté et le social (AIPS) se réfère à l'analyse de l'impact distributionnel qu'ont les réformes de politique ¹ sur le niveau de vie ou le bien-être de différents groupes de personnes concernées, tout en accordant une attention particulière aux populations pauvres et vulnérables.

Ce Livre source fait partie d'un effort collaboratif qui va en s'amplifiant, de la part d'organismes internationaux et de leurs partenaires nationaux, pour encourager et fournir des analyses d'impacts sur la pauvreté et le social plus systématiques, renforcer les capacités au sein des pays et faire en sorte que l'expérience en matière d'AIPS ne soit pas confinée aux bailleurs de fonds seulement. Plus spécifiquement, il est conçu pour remplir un vide perçu dans le domaine des conseils en matière d'analyse institutionnelle, politique et sociale et doit compléter ceux présentés dans le [Guide de l'utilisateur de l'AIPS \(Banque mondiale, 2003a, \(pdf file 664 kb\)\)](#) (les traductions française, espagnole et russe de ce document sont disponibles sur le [site web de l'AIPS de la Banque mondiale](#)). Ce guide favorise une approche multidisciplinaire et fournit des méthodes et outils économiques et sociaux ainsi que la [Boîte à outils économiques de la Banque mondiale \(Bourgignon et da Silva, 2003\)](#). Le Livre source peut également être utilisé pour compléter les notes 'réforme par réforme' de l'analyse économique de l'AIPS, publiées par la Banque mondiale.

Au sens générique, l'expression "analyse sociale" comprend ce qui est décrit dans le Livre source en tant qu'analyse institutionnelle, politique et sociale. Ce sont trois champs d'analyse qui se chevauchent, dérivés de disciplines différentes, se concentrant sur les règles et les relations qui constituent le fondement des résultats des réformes et les influencent.

. **L'analyse institutionnelle** concerne les "règles du jeu" que les gens développent pour régir le comportement et l'interaction de groupe dans les sphères politique, économique et sociale de la vie. L'analyse institutionnelle est basée sur la compréhension que ces règles, formellement construites ou incorporées de manière informelle dans les pratiques culturelles, agissent comme médiateur et déforment, parfois fondamentalement, les impacts attendus des réformes de politique.

. **L'analyse politique** concerne la structure des rapports de pouvoir et les intérêts établis des différents dépositaires d'enjeux, qui affectent la prise de décision et les résultats distributionnels. L'analyse politique est établie sur la reconnaissance que les intérêts politiques sont à la base des débats relatifs à l'élaboration des politiques et aux réformes économiques, contestant ainsi les suppositions concernant la nature "technique" des dites politiques.

. **L'analyse sociale** concerne les rapports sociaux qui régissent l'interaction à différents niveaux organisationnels, y compris les ménages, communautés et groupes sociaux. L'analyse sociale se fonde sur la compréhension du rôle des normes sociales et culturelles dans les relations existantes au sein et entre les groupes d'acteurs sociaux, avec des implications sur le degré d'inclusion et d'habilitation de groupes sociaux spécifiques.

Ce Livre source présente des outils permettant de comprendre les dimensions institutionnelles, politiques et sociales de la conception et de l'exécution de politiques qui auront un impact sur la pauvreté et l'équité distributionnelle. Ces outils sont présentés pour être utilisés dans l'AIPS, mais peuvent être également appliqués, de manière plus large, dans l'analyse des politiques. Les méthodes et approches utilisées dans l'AIPS ne sont pas nouvelles, pas plus que la concentration sur les aspects distributionnels des interventions. La première analyse d'impact utilisant le titre "AIPS" a été réalisée dans le cadre d'une série d'études pilotes effectuées par la Banque mondiale et le DFID en 2002. L'intérêt pour la chose a crû de manière relativement rapide. En trois ans, plus de 125 AIPS ont été entreprises dans plus de 60 pays.

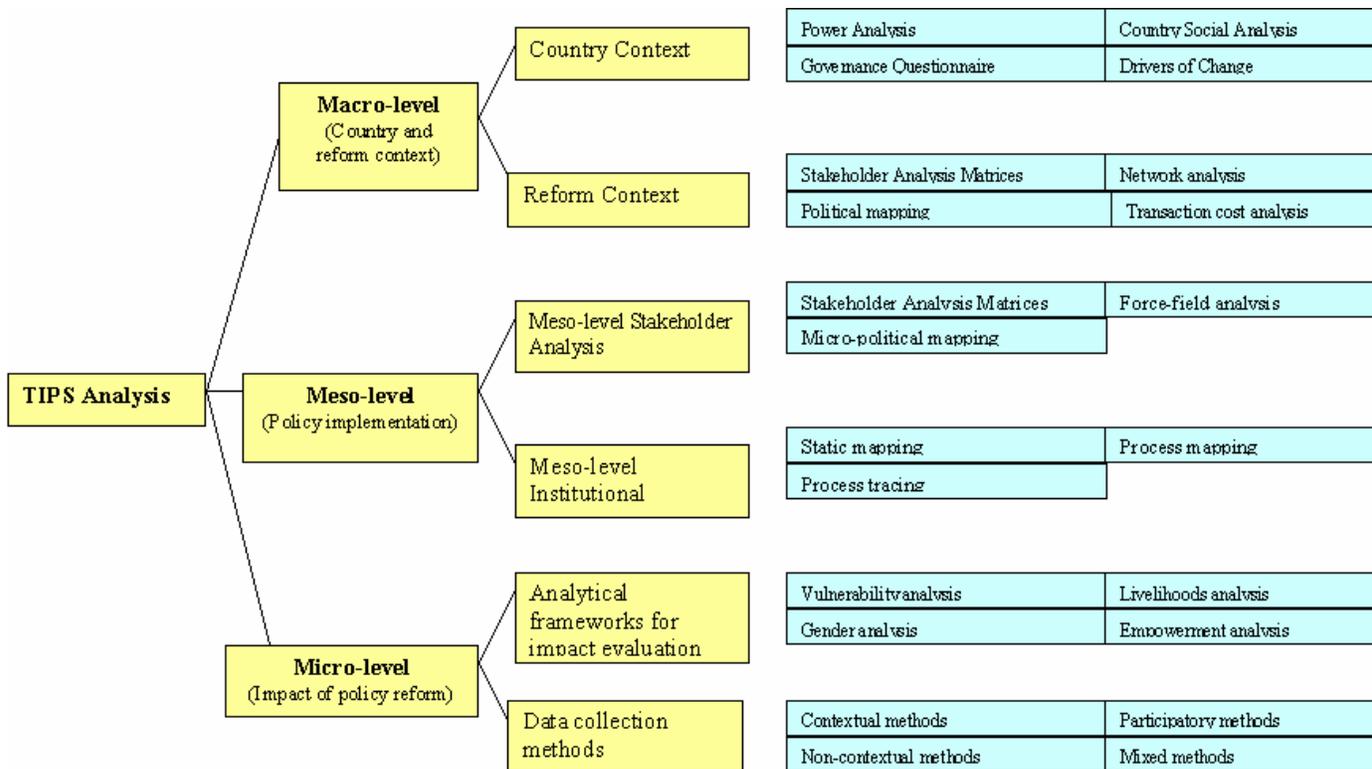
Le Livre source est conçu en premier lieu pour les praticiens qui réalisent des AIPS dans les pays en développement. Il ne cherche pas à leur fournir des prescriptions, mais favorise plutôt une approche démonstrative concernant toute une gamme d'outils et leur application. Les outils en provenance d'autres disciplines sont utiles pour l'AIPS, en particulier s'ils sont fondés sur des données solides appuyées par une analyse qualitative et une compréhension contextuelle de qualité. L'AIPS permet l'utilisation d'un puissant mélange de méthodes, tel qu'illustré par les études de cas présentées dans ce Livre source.

Ce Livre source est divisé en deux volumes. Le volume 1 fournit une vue d'ensemble des éléments qui composent l'analyse institutionnelle, politique et sociale de l'AIPS, présentant des cadres et outils, utilisant des illustrations et des études de cas. Le volume 2 offre une guidance plus détaillée et une illustration de l'utilisation d'outils spécifiques ou concernant des domaines particuliers de bonnes pratiques. Cette version CD-ROM du Livre source y intègre des annexes par le biais d'hyperliens et fournit des liens concernant les publications citées dans le texte. Cliquez sur les liens suivants pour accéder aux versions PDF des deux volumes : [Volume 1\(pdf 616kb\)](#) [Volume 2\(pdf 8.8mb\)](#).

Le volume 1 est organisé comme suit : La partie 2 présente l'AIPS et ses principaux objectifs et passe brièvement en revue les dix éléments nécessaires à une bonne pratique présentés dans le *Guide de l'utilisateur de l'AIPS* de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2003a). Le reste du livre source est en quelque sorte guidé par ces éléments et présente des conseils techniques à trois niveaux d'analyse, tels que présentés dans le [Tableau 1.1](#). La partie 3 présente des outils pour l'analyse au niveau "macro" du pays et du contexte des réformes. La partie 4 décrit les outils d'analyse des processus au niveau "mésos" de mise en oeuvre des politiques. La partie 5 présente des outils d'analyse d'impact au niveau méso et "micro" des réformes de politique. La partie 6 montre comment cette analyse peut être utilisée pour évaluer les risques liés aux réformes de politique. La partie 7 comprend une brève conclusion.

¹ Bien que l'AIPS se concentre sur les politiques, l'approche et les outils dont il s'agit ici peuvent également être utilisés pour les évaluations de plans, programmes et méga projets.

[Tableau 1.1.](#)



Contexte du pays

[Analyse du pouvoir](#)

[Analyse sociale du pays](#)

[Questionnaire sur la gouvernance](#)

[Facteurs de changement](#)

Niveau macro

(Conditions du pays et contexte des réformes)

Contexte des réformes

[Matrices d'analyse des parties prenantes](#)

[Analyse de réseau](#)

[Mappage politique](#)

[Analyse du coût des transactions](#)

Analyse méso des

[Matrices d'analyse des parties prenantes](#)

[Analyse des forces](#)

parties prenantes

[Mappage politique micro](#)

[en présence](#)

Analyse TIPS

Niveau méso

(Mise en oeuvre des politiques)

Niveau méso institutionnel

[Cartographie](#)

[Cartographie des processus](#)

[Traçage des processus](#)

Cadre analytique pour l'évaluation d'impact

[Analyse de vulnérabilité](#)

[Analyse des modes de subsistance](#)

[Analyse du genre](#)

[Analyse de l'habilitation](#)

Niveau micro

(Impact des réformes de politique)

Méthode de collecte des
données

Méthodes contextuelles

Méthodes participatives

Méthodes non contextuelles

Méthodes mixtes

2. Une introduction à l'AIPS

L'Analyse des impacts sur la pauvreté et le social (AIPS) a pour but de fournir un appui aux mesures de réduction de la pauvreté par l'adoption de meilleures politiques, particulièrement, mais pas exclusivement, dans les pays à faible revenu. Elle est de plus en plus considérée comme un élément important des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et des programmes de prêt du FMI et de la Banque mondiale. Dans cette section nous détaillons les objectifs de l'AIPS et présentons les éléments principaux de la méthodologie utilisée en la matière.

2.1. Les objectifs de l'AIPS

L'objectif principal de l'AIPS est d'évaluer les effets distributionnels des réformes de politique en analysant les impacts sur le bien-être de différents groupes sociaux et de groupements selon les moyens de subsistance (*livelihoods groups*). Les préoccupations exprimées à propos de la lenteur du rythme de réduction de la pauvreté ont présidé à la création de l'AIPS. À cela il faut ajouter les réactions aux impacts sociaux des Programmes d'ajustement structurel et la reconnaissance que la pauvreté et les aspects distributionnels sont influencés par un large éventail de politiques --même lorsque celles-ci ne sont pas directement orientées vers la réduction de la pauvreté.

L'AIPS produit des données probantes qui peuvent être intégrées dans les cycles de politique, selon qu'il s'agit d'une analyse préalable des impacts possibles de réformes spécifiques, d'une analyse pendant la réforme, ou d'une analyse réalisée après les réformes.¹ L'AIPS effectuée avant les réformes de politique peut informer sur le choix, la conception et l'ordonnancement des options alternatives en matière de politiques. Durant la mise en oeuvre, le suivi d'une réforme et de ses impacts permet de l'affiner,

de reconsidérer le rythme/l'ordonnement de ses dispositions institutionnelles, ou d'introduire ou renforcer des mesures d'atténuation des effets. Finalement, une AIPS effectuée après la réforme de politique permet d'en évaluer les impacts distributionnels véritables, ce qui peut aider les analystes à comprendre les effets possibles des futures réformes.

L'AIPS peut être appliquée aux réformes de politique dans un certain nombre de domaines et secteurs (voir [Encadré 2.1](#)). Certaines réformes, telles que celles ayant trait à la décentralisation ou au secteur public, ont souvent des impacts directs qui se prêtent le mieux à l'analyse institutionnelle, politique et sociale. Cependant, des outils d'analyse institutionnelle, politique et sociale peuvent être utilisés pour les impacts indirects de types marchands et non marchands des réformes de politique (en amont et en aval), en raison de leur nature, mais également parce que les réformes de marché sont atténuées (quant à leurs impacts) par les réponses comportementales des acteurs institutionnels et personnes affectées.

L'AIPS est une forme d'analyse parmi plusieurs autres qui considèrent les impacts possibles du changement de politique ou de réglementation. *L'Évaluation de l'impact sur l'environnement* en particulier, a longtemps constitué une pratique standard chez les bailleurs de fonds et les organismes gouvernementaux pour ce qui concerne les projets. L'Évaluation environnementale stratégique (voir [Encadré 2.2](#)) déplace l'analyse vers les aspects stratégiques (les politiques, plans et programmes), se concentrant d'abord sur l'environnement naturel, mais de plus en plus également sur les climats sociaux et économiques.

Alors que les divers types d'analyse peuvent être focalisés sur des questions différentes, ils ont en commun une série de suppositions concernant notre capacité à expliquer, comprendre, prévoir et contrôler notre environnement. L'AIPS utilise une gamme de qualifications communes à l'analyse d'impacts ordinaire, mais se concentre sur le bien-être en termes comparatifs de différents groupes sociaux, en particulier ceux qui risquent le plus de subir les impacts des politiques.

Une AIPS couronnée de succès tend à posséder les trois caractéristiques suivantes :

- i) Elle permet de promouvoir l'utilisation d'un éventail plus grand d'arguments dans l'élaboration des politiques ;
- ii) Elle permet, avec le travail analytique qui s'y rapporte, de mieux prendre en compte l'équité distributionnelle dans le processus des politiques :
- en s'assurant que les politiques ne sont pas jugées uniquement sur la base de l'efficacité économique globale ; et
 - en clarifiant les suppositions ou les théories à la base du rapport entre pauvreté et décisions en matière de politique de réformes.
- iii) Elle favorise l'élaboration de politiques *inclusives* en fournissant des arguments que les décisionnaires et autres dépositaires d'enjeux peuvent utiliser dans leurs discussions avec un large éventail d'acteurs, dans le cadre de processus existants ou en création, tels que les Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté (PRSP). Grâce aux bons processus, les arguments de l'AIPS sont incorporés dans le dialogue de politique, approprié localement, transparent et contesté.

¹ Les termes *ex ante* et *ex post* sont quelque fois utilisés pour indiquer avant ou après analyse, mais nous évitons l'utilisation superflue du latin dans ce Livre source.

Encadré 2.1. Vue d'ensemble : Questions de politique pouvant être pertinentes pour l'AIPS

- Réforme de politique macroéconomique et fiscale : politique monétaire; politique externe générale ; politique fiscale générale
- Réforme des finances publiques : politique de dépenses ; politique des revenus
- Réforme du Commerce et du taux de change : barrières tarifaires et non tarifaires ; taux de change
- Réforme agricole : élimination des prix administrés ; changement des subventions et des taxes nationales ; élimination des offices de commercialisation
- Réforme foncière : distribution aux paysans sans terre ou passage de lois régissant le droit à la propriété, relatives à l'échange ou à l'héritage des terres
- Réforme du marché du travail : législation sur le salaire minimum ;

réglementation ayant trait à la sécurité de l'emploi ; programmes marché du travail actif

- Réforme des utilités publiques : restructurer les sociétés étatiques de services publics ; accroître la participation privée dans ces sociétés ; cession complète des utilités publiques
- Privatisation : mise en location des actifs, contrats de gestion ; cession complète
- Réforme de la fonction publique : gestion axée sur les résultats ; licenciements ; réductions de la masse salariale
- Décentralisation des services publics : ressources ; conception de politiques et/ou mise en oeuvre ; autorité fiscale
- Filets de protection sociale : transferts ciblés en espèces/en nature ; bénéficiaires catégoriels ; bénéficiaires des systèmes d'assurance sociale axés sur la contribution
- Pensions de retraite : réduction des régimes publics de pension ; augmentation des provisions privées ; introduction du système de pensions sociales

Encadré 2.2. L'Évaluation environnementale stratégique (EES)

Les Évaluations participatives de la pauvreté (EPP) dans le monde ont démontré que les stratégies de subsistance adoptées par les pauvres sont inextricablement liées à leur contexte environnemental. Les liens entre pauvreté et environnement sont ainsi de plus en plus reconnus par les organismes impliqués dans la réduction de la pauvreté : les environnements pauvres contribuent à accroître la pauvreté, alors que celle-ci a souvent comme conséquence des dommages causés à l'environnement.

Les liens complexes entre pauvreté et environnement peuvent être ramenés à trois domaines principaux : la *santé* (par exemple, l'accès à l'eau propre et à l'hygiène, à l'air propre ; l'exposition aux maladies hydriques et aux produits agrochimiques, etc.) ; les *moyens de subsistance durables* (par exemple, l'accès aux ressources naturelles et leur contrôle, ainsi qu'aux services environnementaux pour la production alimentaire, la protection des bassins versants, le contrôle des inondations et la lutte contre les parasites, etc.) ; et la *vulnérabilité* (par exemple, les désastres environnementaux et les conflits sur les ressources naturelles, etc.).

L'Évaluation environnementale stratégique (EES) constitue un outil et un processus analytiques importants pour obtenir des résultats en matière de développement durable, en évaluant les incidences potentielles sur l'environnement durant les premières étapes du développement des politiques, plans et programmes. L'EES possède plusieurs des principes de l'AIPS, tels que la participation des dépositaires d'enjeux, la transparence, la responsabilité et les méthodes multidisciplinaires.

En général, L'EES est actuellement comprise comme un processus permettant

d'identifier et de traiter les dimensions, les effets et les conséquences environnementaux (et aussi, de plus en plus, les aspects sociaux et économiques associés) des politiques, plans et programmes. Les objectifs sont de s'assurer que les considérations environnementales sont effectivement incorporées dans la prise de décision stratégique lors de l'étape formative, et sont ainsi à même de l'influencer ; que les liens entre les facteurs environnementaux, sociaux et économiques sont mieux compris et traités ; et qu'ainsi les résultats des politiques, plans et programmes puissent mieux contribuer au développement durable avec réduction de la pauvreté.

Source: Adapté de Steele (2002)

2.1.1. Élaboration de politiques fondées sur des données probantes : défier les politiques axées sur les groupes d'intérêt

Les nouvelles approches relatives à la gestion de politique soulignent l'importance des données probantes, des évaluations appropriées et des bonnes analyses, comme étant au centre de l'élaboration des dites politiques. Des données probantes robustes permettent de prendre de meilleures décisions de politique avec de meilleurs résultats. Au niveau national, les politiques fondées sur des données probantes sont stimulées par des flots d'informations opportunes et pertinentes. Sans ces informations, les décideurs travaillent dans le noir. Cependant, l'AIPS ne devrait pas être promue naïvement comme menant automatiquement à l'élaboration de politiques neutres car fondées sur des données probantes. Les données probantes se politisent rapidement entre les mains des décideurs et autres groupes d'intérêt. Celles ayant trait à l'AIPS peuvent inclure une analyse transparente des politiques et des structures de pouvoir existantes, permettant ainsi d'éviter la mainmise de groupes d'intérêt et conduit à la formulation de politiques plus inclusives avec des institutions plus responsables.

2.1.2 La réduction de la pauvreté dans l'élaboration des politiques : le rôle de l'équité et de l'efficacité

L'abandon des prescriptions universelles en matière de réformes de politique pour des approches spécifiques au contexte, consolide les efforts continus déployés pour une élaboration et une mise en œuvre de politiques motivées par des soucis de réduction de la pauvreté et d'équité distributionnelle. Les partenaires du développement se sont engagés à réaliser des analyses en amont de la pauvreté et des implications sociales des réformes de politique. La Banque mondiale requiert par exemple que les documents des programmes concernant les opérations de développement, indiquent quelles sont les politiques qu'elles appuient qui peuvent avoir des conséquences sur la pauvreté et sociales significatives, de présenter en résumé ses principaux effets, de même que le système mis en place par l'emprunteur pour y faire face. Elle demande également qu'y soit décrit comment seront traitées les lacunes analytiques ou les déficiences de l'emprunteur, avant ou pendant la mise en oeuvre (*Prêts de politiques de développement* OP8.60). Des conseils techniques sur la façon d'entreprendre ce travail sont fournis dans la note d'accompagnement [Good Practice Note on PSIA \(pdf 184kb\)](#)

l'AIPS concernée par les impacts distributionnels des politiques, fournit un dispositif analytique de promotion de la croissance avec équité, en traitant les problèmes de compromis et en identifiant les gagnants et les perdants des réformes de politique.

Considérer cette relation dans le cadre de l'AIPS, signifie que les évaluations économiques, institutionnelles, politiques et sociales doivent être combinées de manière effective pour comprendre aussi bien que possible les impacts distributionnels probables ou réels des initiatives en matière de politiques. L'évaluation économique utilise toute une série d'outils pour estimer les coûts et les avantages de ces initiatives (voir [Encadré 5.2](#)). L'analyse institutionnelle, politique et sociale complète l'analyse économique en utilisant en grande partie des outils qualitatifs analytiquement solides, pour comprendre la nature des relations sociales, politiques et institutionnelles qui structurent la mise en oeuvre et l'impact des politiques.

Encadré 5.2. Exposé général : Modélisation économique des impacts directs et indirects des réformes de politique



Les modèles des *impacts directs* tendent à se concentrer sur le court terme, cherchant à identifier ceux qui ont subi directement les impacts du changement de politique et jusqu'à quel degré, avant qu'ils ne soient en mesure d'effectuer eux-mêmes des changements :

- *L'analyse de l'incidence* étudie les données principales pour identifier qui (habituellement au niveau des ménages) est 'exposé' au changement de politique, et peut également s'intéresser aux effets moyens et marginaux sur les concernés.
- *Les cartes de la pauvreté* montrent la distribution spatiale de la pauvreté à travers le pays et peuvent être combinées avec les cartes des services et infrastructures, pour montrer les impacts sociaux et spatiaux des politiques.
- *L'évaluation de la fourniture de services publics* mesure l'efficacité des dépenses publiques et de la fourniture de services. Elle comprend des enquêtes de suivi des dépenses publiques et quantitatives de fourniture des services.

Toute une série de modèles sont disponibles pour *les impacts indirects*, en intensifiant la complexité conceptuelle et la demande en matière de données, qui comprennent :

- *L'analyse comportementale simple*, qui se concentre sur les changements immédiats de comportements, en utilisant quelques variables clés seulement, assumant que toutes les autres sont constantes. Une augmentation des prix de certains produits par exemple, peut causer une importante réduction des quantités achetées ; ainsi, les changements concernant les dépenses sont déterminés à la fois par ceux des prix et de la quantité. Pour calculer ceux-ci on doit estimer la courbe de la demande pour le produit et l'élasticité de son prix – c.-à-d. de combien la quantité demandée change lorsque le prix change.
- *L'analyse de l'équilibre partiel*, qui reconnaît que l'impact, dans ce cas celui du changement de prix, peut être plus complexe. Le modèle exigera un plus grand nombre d'équations comportementales, avec les variables et coefficients associés. Il suppose toujours qu'un grand nombre de variables sont constantes. Le changement relatif à la quantité de produits achetés peut avoir un impact sur la quantité d'autres produits achetés, c.-à-d. de remplacement et complémentaires (nécessitant des estimations d'élasticité croisée). De même, les dépenses pour le produit peuvent avoir un effet sur la capacité d'une personne d'acheter d'autres marchandises (effet de revenu). L'analyse de l'équilibre partiel répond ainsi à un besoin théorique d'un ensemble plus détaillé d'équations et de données, afin de saisir l'interaction entre plusieurs marchés.
- *Les matrices de comptabilité sociale et l'Analyse d'équilibre général calculable*, qui reconnaissent que pour certains changements majeurs de politique, les interactions peuvent avoir des impacts sur l'économie dans son ensemble, influençant un large éventail de marchés, même de niveau macro. Ceci exige un modèle complexe avec beaucoup d'équations et de données ; et
- *Relier les modèles généraux aux ménages (macro et micro)* : Afin de traiter la question des impacts distributionnels au niveau des ménages, de nouvelles méthodes ont été développées permettant d'alimenter les données du niveau ménage avec les résultats macro et méso des modèles présentés ci-dessus. Ceci permet de fournir bien

plus de détails sur les impacts relatifs en termes de revenu de différents groupes de ménages (même des ménages à titre individuel), contribuant de ce fait aux objectifs de l'AIPS de comprendre les conséquences distributionnelles d'une politique.

Source: Poulsen (2004)

2.1.3 Élaboration de politiques inclusives : Favoriser la participation et l'habilitation des détenteurs d'enjeux

Avec le changement en faveur de réformes de politique basées sur des données probantes, il existe une opportunité d'adoption de cadres d'élaboration de politiques tels que les PRSP. Ceci afin d'améliorer l'inclusivité et la participation dans le cycle de politique en s'appuyant sur les données probantes de l'AIPS, lorsqu'on traite de manière transparente avec tout un éventail d'acteurs étatiques et non-étatiques. Il y a en quelque sorte une dimension morale à la collecte de l'information, à son interprétation et à l'élaboration de politiques. Les mécanismes de transparence et de responsabilité doivent, de préférence, inclure les pauvres, pour les habiliter pour ce qui concerne les intérêts en compétition et les alliés potentiels.

L'AIPS, comme corps d'évidences, ne sera effective que si elle s'appuie sur un processus de politique transparent. [World Bank Good Practice Guide on Participation\(pdf 532kb\)](#); [DFID Good Practice Principles Note \(pdf 56kb\)](#). Grâce aux bonnes pratiques en matière d'AIPS, l'analyse de politique peut être ancrée dans l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies nationales de réduction de la pauvreté qui se fondent sur l'habilitation en incluant de manière transparente autant de dépositaires d'enjeux que possible, y compris la société civile et les groupes directement affectés.

Pour les dépositaires d'enjeux et les bailleurs de fonds, l'AIPS fournit des données probantes ainsi que la possibilité de repenser de manière fondamentale la réforme, de modifier le choix du moment ou l'ordonnancement de la politique, ou l'introduction de mesures compensatoires ou complémentaires afin d'en atténuer les impacts négatifs ou de renforcer ceux de type positif.

Souvent, le processus même de production de données probantes pour l'AIPS, en réunissant les personnes concernées à différents niveaux pour participer aux ateliers d'analyse des dépositaires d'enjeux et d'autres formes d'évaluation axée sur le groupe, crée des espaces institutionnels additionnels de discussion sur le changement de politique. Parfois cependant, lorsque par exemple l'analyse de politique précédant la réforme est très sensible, mettre l'emphase sur les processus de l'AIPS sera moins approprié ou devra être effectué avec soin.

2.2. Éléments de méthodologie de l'AIPS

Le [Guide de l'utilisateur de l'AIPS \(Banque mondiale, 2003a\) \(pdf 884kb\)](#) présente dix éléments d'une bonne AIPS ([Voir Encadré 2.3](#)). Ce Livre source se base sur ces éléments en introduisant des outils d'analyse institutionnelle, politique et sociale. Nous nous concentrons ici sur trois domaines importants qui fondent une AIPS solide ; il s'agit de construire le contrefactuel et d'identifier des canaux de transmission ainsi que les impacts directs et indirects des réformes de politique.

Encadré 2.3. Les dix éléments d'une bonne AIPS

Élément 1 - Poser les bonnes questions : Le choix des questions pour l'AIPS est influencé par la dimension et l'orientation de la lutte contre la pauvreté et les impacts sociaux anticipés, l'importance assignée à ce problème dans l'agenda politique du gouvernement, le choix du moment et l'urgence de la politique ou de la réforme sous-jacente, et le niveau du débat national concernant cette dernière.

Élément 2 - Identifier les dépositaires d'enjeux : L'analyse les concernant permet d'identifier les personnes, groupes et organisations qu'il est important de considérer lorsqu'on examine les impacts sur la pauvreté et sociaux des réformes.

Élément 3 - Comprendre les canaux de transmission : L'impact anticipé d'un changement de politique se manifeste par le biais de cinq canaux de transmission principaux : emploi, prix (production, consommation et salaires), accès aux biens et services, actifs et transferts, et taxes.

Élément 4 - Évaluer les institutions : Les institutions déterminent le cadre dans lequel les réformes de politique peuvent affecter des dépositaires d'enjeux au sein du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Les institutions sont les cadres principaux où les dépositaires d'enjeux interagissent les uns avec les autres.

Élément 5 - Rassembler les données et les informations : Évaluer les données disponibles ainsi que les besoins en la matière et planifier la périodisation de leurs collectes dans l'avenir est une partie importante de l'AIPS, y compris d'en assurer la

disponibilité pour de futures AIPS.

Élément 6 - Analyse des impacts : L'analyse d'impacts implique d'organiser les questions de la recherche pour tester les liens critiques entre les objectifs de politique, les actions de politique et leurs impacts sur les principaux groupes de dépositaires d'enjeux, avec une concentration sur les gagnants et les perdants.

Élément 7 - Considérer des mesures de perfectionnement et de compensation : Dans la mesure où il y a des perdants des réformes, l'AIPS peut servir à identifier les options permettant de limiter les impacts négatifs lors de la conception de mécanismes de compensation appropriés. Si les résultats de l'AIPS déterminent que les coûts de la réforme, en termes d'impacts sur la pauvreté, d'atténuation ou de compensation, sont supérieurs aux avantages, alors il faudrait considérer la reprogrammation de la réforme, son abandon ou la suspension de la mise en oeuvre de la politique (qui la sous-tend).

Élément 8 - L'évaluation des risques : Cette évaluation considère les risques que certaines des hypothèses qui sous-tendent l'analyse peuvent ne pas se réaliser. Ces risques peuvent être de type institutionnel, politique, exogène, et des risques-pays.

Élément 9 - Suivi et l'évaluation des impacts : L'AIPS fournit l'occasion d'établir dès le départ des systèmes de suivi et d'évaluation des impacts et de la responsabilité sociale.

Élément 10 - Stimuler le débat de politique et le feedback concernant le choix des politiques : L'élaboration de politiques axées sur les données probantes peut se baser sur les données et l'analyse de l'AIPS. Pour les pays à bas revenu par exemple, l'AIPS a été conceptualisée comme partie intégrante du processus du PRSP et comme élément du dialogue sur la stratégie de réduction de la pauvreté du pays.

Source : Source : Adapté du Guide de l'utilisateur de l'AIPS (Banque mondiale, 2003a)

¹ Dans ce Livre source nous introduisons un sixième canal, règles institutionnelles, présenté dans la Section 2.2.2.

2.2.1. Construire le contrefactuel ou scénario « cas de base »

Nous avons indiqué à quel point il est important de comparer les impacts d'un changement de politique avec ce qui ce serait produit si aucun changement n'était réalisé. Ceci afin d'évaluer la dimension et la nature de l'impact d'une intervention relativement à d'autres scénarios de politique, ou de ne rien faire du tout (le contrefactuel).

Dans de nombreux cas, cette comparaison peut être établie en prenant connaissance des écrits et données disponibles sur le cas de base, et les tendances à l'œuvre dans le pays ou ailleurs dans des contextes similaires. Cependant, si la situation comparative fournie par la littérature secondaire n'est pas suffisamment claire, alors une recherche primaire, établie sur la

base de protocoles d'échantillonnage et de modélisations valides, peut être entreprise de manière à permettre une comparaison de l'impact avec le scénario cas de base (Voir [Encadré 2.4](#)).

Dans le contexte de la *recherche expérimentale*, l'échantillonnage pour le contrefactuel implique souvent l'utilisation de méthodes d'essai contrôlé et randomisé (*randomized control trial methods*). En fait, ce processus de randomisation est souvent soit impossible ou est singulièrement inadapté, particulièrement s'il implique la négation de l'accès à certains avantages essentiels à une partie de la population. Dans certains cas, il peut être possible de déterminer des zones géographiques comme population témoin, mais qui ne seront pas affectées par la mise en oeuvre de la réforme (voir [Encadré 2.5](#))

Encadré 2.4 Pourquoi une évaluation du contrefactuel est-elle importante?

- Pour une bonne évaluation de l'impact marginal de la réforme de politique
- Afin de convaincre les autres de l'impact distributionnel d'une politique d'intervention
- Dans le contexte de politiques de rechange ou de méthodes de mise en oeuvre, elle contribue à déterminer laquelle est préférable
- Elle peut permettre d'établir si une politique fonctionne mieux pour certains sous-groupes plutôt que pour d'autres

Source: Adapté de Purdon et al (2001)

Encadré 2.5 Étude de cas: Considérer le contrefactuel dans le cadre de la réforme AIPS du secteur de l'eau d'Albanie



Le gouvernement d'Albanie (GoA) a inclus la réforme du secteur de l'eau dans sa Stratégie nationale pour le développement socio-économique (Stratégie de réduction de la pauvreté d'Albanie) dont l'objectif est d'améliorer l'efficacité et l'efficacités de la fourniture de services, d'assurer l'accès aux services d'infrastructure de base et d'améliorer le ciblage de la population à faible revenu. Le but du GoA est de fournir un accès équitable à l'eau salubre à des tarifs abordables, grâce à la réforme du secteur de l'eau qui utilise deux modèles parallèles : la décentralisation de la compagnie des eaux, avec gestion (a) privée et (b) publique.

L'étude mesure les impacts réels de la mise en œuvre de la réforme en comparant deux modèles différents de réforme relative à la décentralisation dans huit villes --les quatre villes du projet comprenant les services publics de l'eau gérés par le privé (Durrës, Fier, Lezha, Saranda), et quatre autres villes avec des services décentralisés gérés par l'État (Vlorë, Korçë, Lushnjë, Gjirokastër) --à divers moments, avant et après la participation du secteur privé. Dans le premier cas, une ligne de base a été déterminée au moment où l'opérateur privé a commencé la gestion du service dans les quatre villes du projet, et les impacts de la réforme seront mesurés un an après environ, une fois devenus perceptibles.

ETUDE DE CAS COMPLETE

Source: Beddies et autres (à paraître)

2.2.2. Identifier les canaux de transmission

Le [Guide de l'utilisateur de l'AIPS \(Banque mondiale, 2003a\)](#) trace les contours d'un cadre pour les canaux de transmission grâce auxquels les politiques peuvent produire des impacts distributionnels. Définir les canaux de cette manière rend plus clair les suppositions inscrites dans l'AIPS de la réforme de politique, c.-à-d. la manière dont un changement de politique produit des impacts. Cinq canaux sont identifiés dans le *Guide de l'utilisateur*. Pendant le développement des TIPS et basé sur l'expérience acquise depuis que le guide a été produit, on a essayé de mieux comprendre ces canaux. Quelques modifications mineures ont été ajoutées aux cinq canaux existants, en affinant par exemple la notion d'emploi pour y inclure d'autres sources de revenu et celle de prix, pour constituer plus que le prix payé au comptant.

Avec l'expérience grandissante en matière d'AIPS, il est apparu qu'un principe de fonctionnement important à la base du *Guide de l'utilisateur*, est que tout impact de premier tour de la politique de réforme qui émerge et qui ne peut être expliqué par un des canaux existants, rend nécessaire l'ajout de canal (canaux) de transmission. Lors de discussions avec des praticiens de l'AIPS durant le développement de ce Livre source, il est apparu que cela était en effet le cas d'impacts tels que ceux énumérés dans l'[Encadré 2.6](#), concernant les changements formels dans la gouvernance du secteur public ou les relations de pouvoir. Essayer de 'forcer' ces réformes dans les canaux existants a été considéré suboptimal : le canal est devenu si large que sa validité analytique en a été sapée, et même dans ce cas leur intégration s'est mal faite. Alors que l'analyse ex-ante est possible pour certaines de ces réformes, les impacts d'autres, comme celles portant les numéros 4 et 6 dans l'[Encadré 2.6](#), se prêtent mieux à l'analyse ex-post.

Avec ces types de réformes à l'esprit nous présentons ici un sixième canal de transmission pour les cas où l'autorité – comprenant pouvoir, structures et processus -- est directement transformée par les réformes de politique, notamment par celles de la fonction publique, la décentralisation et d'autres de type institutionnel similaires. Ces réformes ont souvent comme conséquence des changements dans la prise de décision et de nouvelles formulations de droits, devoirs, incitations et sanctions, qui à leur tour influenceront le comportement du gouvernement et des citoyens. Dans la sphère politique, la réforme institutionnelle en Asie du sud par exemple a permis de garantir un tiers des sièges du gouvernement local aux femmes, alors qu'au Brésil les initiatives en matière de gouvernance encouragent la participation dans la conception et la mise en œuvre du budget local. Dans la sphère sociale, les relations de pouvoir changent lorsque les femmes, comme en Éthiopie par exemple, sont en mesure de tenir les hommes responsables grâce à la réforme du système judiciaire ; ou en Roumanie lorsque des groupes appartenant à certaines minorités améliorent leur accès aux informations sur leurs droits juridiques.

La réforme de la fonction publique est un exemple utile du fonctionnement du sixième canal parce qu'elle change directement les règles d'après lesquelles le personnel opère. Par exemple, la création d'une fonction publique plus professionnelle contribuera à séparer le personnel du politique, et crée des incitations pour une gouvernance fondée sur des règles, donnant au membres de cette fonction publique une plus grande autonomie par rapport aux politiciens. Les systèmes de gestion des performances

peuvent inclure des sanctions pour les fonctionnaires fournissant de mauvais services publics. Ceci peut susciter la création de processus décisionnels qui permettent d'améliorer les performances - par exemple pour satisfaire les besoins des groupes faibles ou d'exclus - et réduire la recherche de rentes et d'autres comportements nuisibles. Le canal peut être complété par d'autres canaux en abaissant le coût effectif des services publics, grâce à une diminution des pots de vin (canal des prix), ou en améliorant la fourniture et la gamme des services (canal d'accès).

De même pour la réforme juridique, qui, par exemple, afin que les populations autochtones et pauvres d'Amérique latine puissent bénéficier du droit à une carte d'identité, transforme l'autorité en s'attaquant à un aspect de l'exclusion sociale. Il s'agit de plus que l'accès aux biens et services. Cette réforme change tout le système des droits de ce groupe social et agit comme un moyen parmi d'autres pour réduire les préjudices dont il souffre. En tant que porteurs de cartes d'identité, les membres de ce groupe gagnent un statut et une reconnaissance qu'ils ne possédaient pas auparavant. Ils ont maintenant le droit de faire des demandes pour recevoir une certaine assistance de la part de l'État, des prêts, etc.. et l'obligation de respecter divers exigences telles que la fourniture de rapports sur leurs activités et en matière fiscale, au cas où ils décideraient par exemple de créer une affaire. En plus, un des vecteurs de la réforme juridique est la reconnaissance que l'indépendance du pouvoir judiciaire (structures) et la transparence (processus) sont essentiels au fonctionnement des marchés et pour l'accès des pauvres à la justice.

Il est important d'insister ici qu'en présentant un nouveau canal nous n'entendons pas signifier que les cinq canaux existants sont économiques par nature et que le sixième est social. Au contraire, le sixième canal complète et enrichit la liste actuelle de mécanismes de transmission. Bien que certains de ces canaux se prêtent davantage à l'analyse économique plutôt que sociale, les impacts de ces canaux peuvent être étudiés en s'appuyant sur divers outils d'analyse institutionnelle, politique et sociale. Le choix des canaux les plus appropriés pour analyser aussi bien les premiers impacts que ceux qui suivent, prendra invariablement en compte le contexte. Selon la nature de la réforme, il faudra prendre en compte le contexte social, économique et institutionnel de la réforme. En outre, il y aura très probablement des effets de second tour additionnels par le biais d'autres canaux de transmission. La description suivante des canaux de transmission récapitule les questions clés ayant trait aux cinq canaux décrits

dans le guide de l'utilisateur de l'AIPS et donne des détails sur le sixième, basé sur la présentation faite ci-dessus.

(1) **Emploi.** Dans la mesure où un changement de politique affecte la structure du marché du travail ou la demande pour du travail, en particulier dans les secteurs qui emploient les pauvres (travail non qualifié agricole et non agricole en milieu rural), le bien-être des ménages à faible revenu en sera affecté. Ces changements peuvent en inclure d'autres, tels que ceux de statut, ayant trait à l'estime de soi ou à l'accès au réseau social, qui à leur tour ont un impact sur l'exclusion et la vulnérabilité sociales. La transmission peut être directe (par exemple par la réduction des dépenses dans le secteur public ou de nouvelles opportunités d'emploi), ou indirecte (par exemple par la croissance macroéconomique, la dépréciation du taux de change, ou la libéralisation du commerce ou des marchés) et peut affecter les secteurs formels et informels de manière différente, y compris le travail indépendant.

(2) **Prix (production, consommation et salaires).** Les prix déterminent les revenus réels des ménages. Les prix incluent le coût monétaire réel payé ainsi que les coûts d'opportunité (faire la queue) et les coûts encourus à cause des comportements de recherche de rente. Les changements de prix affecteront à la fois la consommation et les décisions d'allocation des ressources. Du côté de la consommation, les politiques (d'accroissement des taxes à l'importation ou monétaires inflationnistes) qui suscitent une augmentation des prix des biens ou des services consommés par le ménage auront un effet négatif direct sur son bien-être. Les producteurs seront également affectés par des politiques qui causent des changements relatifs des prix de leurs produits ou des intrants. Les changements de salaire affecteront les acheteurs et les vendeurs nets de travail de manière différente, et les politiques qui changent les prix relatifs induiront des variations à la fois dans la demande et dans l'offre.

(3) **Accès.** Le bien-être sera affecté par l'accès aux biens et services. Ceci se fera grâce à l'accès aux marchés et centres de services, ou à l'amélioration de la qualité et de la réactivité des fournisseurs publics ou privés de services. Les politiques peuvent affecter l'accès directement en améliorant les infrastructures ou celle des services qui leur sont liés ; ou indirectement, en éliminant les contraintes auxquels font face des

ménages ou des groupes particuliers. Les normes ou les règles structurelles ou culturelles (telles que les restrictions à la mobilité des femmes ou à leurs droits à la propriété) peuvent également imposer des coûts de transaction plus élevés ou créer les barrières à l'accès, dont certaines sont plus sensibles aux actions de politique que d'autres. Ces types de réformes auront le canal 'autorité' en tant que canal principal et le canal 'accès' comme canal de support.

(4) **Actifs.** Les changements de la valeur des actifs affecteront les dimensions revenu et hors revenu du bien-être. Ceux-ci peuvent être dus à des changements de niveau ou de rendement. Les dotations en ressources comprennent le capital physique (tel que le logement), naturel (tel que la terre, l'eau), humain (tels que l'éducation, les qualifications), financier (tel qu'un compte d'épargne), et social (tel que l'adhésion à des réseaux sociaux qui augmentent l'accès à l'information ou aux ressources). Les changements de politique, telles que la réforme foncière, les réallocations des dépenses publiques, ou en matière de politique macro-économique, peuvent avoir un impact direct ou indirect sur la capacité des personnes à investir dans leurs actifs ou à en maintenir les rendements.

(5) **Transferts et impôts.** Le bien-être est affecté par les transferts qui peuvent prendre la forme de flux privés (tels que cadeaux et envois de fonds) ou publics (tels que subventions et impôts). Les finances publiques ont un impact direct sur le bien-être de groupes spécifiques par les transferts -- comprenant les subventions, les transferts ciblés de revenu et les initiatives de protection sociale -- et la politique fiscale qui peut être plus ou moins progressive quant à son impact distributionnel. La politique fiscale a des effets distributionnels directs dans la mesure où les ressources ou le revenu d'un ménage sont imposés. Les régimes d'impôt régressif accablent de manière disproportionnée les ménages les moins bien lotis, et les subventions peuvent parfois être tout simplement mal orientées ou captées par les non pauvres. Les transferts privés jouent également un rôle significatif, entre les zones urbaines et rurales et les envois de fonds des travailleurs immigrés. Les transferts illégitimes ou illégaux, tels que l'argent pour protection, peuvent également avoir des effets distributionnels significatifs.

(6) **Autorité.** Ceci concerne les changements concernant le pouvoir et les structures et processus qui régissent les fonctions formelles et

informelles des institutions publiques. Ce canal peut fonctionner au niveau macro (par ex : la réforme de la fonction publique), au niveau méso (par ex : la décentralisation de l'autorité administrative), et même au niveau micro (par ex., en réorientant les prestations sociale des hommes vers les femmes). Ce canal encourage l'analyse de l'impact possible sur les acteurs étatiques et les citoyens, ainsi que des changements de comportements et interactions en matière de prise de décision qui résultent de nouveaux alignements des droits, obligations, incitations et sanctions. Une analyse de deuxième tour par ce canal pourrait également explorer comment les individus et les groupes réagissent en développant ou en diversifiant leurs stratégies de vie, ou en changeant leur comportement sur la base du fait que le système est plus réactif et responsable. Ces changements de comportement en affecteront d'autres de manière relative ou absolue, qui ont trait au pouvoir et à l'influence. Certains groupes peuvent chercher à saper les nouvelles structures de prise de décision ou les ensembles de droits, en limitant leur mise en oeuvre, ou en utilisant d'autres moyens pour que d'autres ne puissent jouir de leurs nouveaux droits.

Avec l'expérience, la compréhension des canaux de transmission mènera inévitablement à plus d'améliorations. Pour le moment, cependant, ce canal additionnel peut à la fois remplir un vide théorique et répondre à un besoin pratique, par rapport à toute une série de réformes. Il est important de noter que l'ajout de ce canal de transmission ne supprime pas le besoin d'analyse institutionnelle, politique et sociale de second tour, qui concerne les six canaux de transmission. Nous abordons ces aspects plus longuement ci-dessous.

Encadré 2.6. Réformes impliquant des modifications de l'autorité.

Grâce à l'expérience grandissante en matière d'AIPS, le besoin d'un canal additionnel s'est fait ressentir pour un certain nombre de réformes que la Banque mondiale promeut

1. La réforme : Le transfert des actifs sociaux des entreprises étatiques aux municipalités – Russie et autres économies en transition.

Le canal de transmission : permet aux municipalités d'exercer leur autorité sur ces

services

2. La réforme : L'introduction de la loi des 2% en Hongrie

Le canal de transmission : donne aux citoyens le droit de prendre des décisions concernant l'affectation [du produit de] de l'impôt sur le revenu aux entreprises à but non lucratif choisies par le contribuable

3. La réforme : La loi sur la décentralisation au Pakistan

Le canal de transmission : donne aux pouvoirs locaux le contrôle des finances et l'autorité concernant les services sociaux et l'infrastructure locale.

4. La réforme : Des sièges sont réservés aux femmes et aux groupes désavantagés au sein des collectivités locales en Inde et au Pakistan

Le canal de transmission : accroît leur influence et leur autorité dans la prise de décision.

5. La réforme : L'Ordonnance relative au micro-crédit et la Loi sur la micro-finance en Roumanie et en Bosnie

Le canal de transmission : permet aux institutions financières non bancaires de s'engager dans le micro prêt.

6. La réforme : La Politique relative aux populations autochtones : Une nouvelle exigence de consultation préalable des ces populations sur tous les projets qui les affectent.

Le canal de transmission : donne plus de poids aux populations autochtones et accroît la responsabilisation du gouvernement, des bailleurs de fonds et d'autres défenseurs des projets.

2.2.3. Identifier les impacts de premier et second tours

L'impact d'une politique peut être comparé à l'effet d'une pierre jetée dans un étang. Il y a un impact initial direct : un éclaboussement, mais les ondulations qui en résultent auront des conséquences moins prévisibles au fur et à mesure qu'elles se développeront. Plus ou moins de la même manière, l'impact direct initial d'une politique peut susciter des réactions en chaîne d'impacts secondaires et d'autres qui suivront, qui peuvent renforcer, fausser ou diminuer l'effet original du changement de politique.

Comme mentionné dans la description des six canaux de transmission, les changements de politique peuvent avoir des *impacts de premier tour et de second tour* par le biais de ces canaux et sur les résultats finals. Les impacts

de premier tour sont les effets immédiats d'une politique, comme par exemple une augmentation de prix qui résulterait en une réduction du pouvoir d'achat ou en l'expansion de la couverture d'un nouveau service. Ces impacts tendent à être faciles à mesurer. Il n'y a aucun changement comportemental assumé et les données requises sont perceptibles, si elles ne sont pas toujours disponibles. Cependant, ces impacts directs peuvent modifier certains droits grâce à d'autres impacts indirects. La perte d'un travail grâce à la réforme du secteur public par exemple, peut avoir des impacts sociaux indirects considérables dans les contextes où les bénéfices du travail fonctionnent comme une forme de sécurité sociale, en l'absence de solides prestations sociales étatiques et d'un marché de l'assurance privée. La perte de statut peut accroître la pauvreté de ceux qui sont affectés. La perte d'emplois dans le secteur public, particulièrement dans les villes monoindustrielles peut également mener à la contraction de l'économie locale, créant ainsi des effets de deuxième tour.

En plus des changements affectant les ensembles de droits, la plupart de ceux de politique auront également comme conséquence des changements de comportement. Ceux-ci sont souvent précisément les objectifs des changements de politique. Ces derniers résulteront en impacts indirects, ou de second tour, qui sont plus difficiles à évaluer. L'augmentation du prix d'un bien par exemple, peut conduire les consommateurs à consommer moins ou à rechercher des produits de substitution. Les augmentations de prix peuvent pousser les consommateurs à revenu moyen à réduire leur consommation de biens et services moins nécessaires, affectant ainsi la vie de groupes pauvres. De même, les producteurs peuvent réduire l'emploi d'un intrant particulier ou peuvent essayer de répercuter l'augmentation des coûts sur les consommateurs qui devront payer des prix plus élevés. Alternativement, ils peuvent diminuer la production, ce qui affectera leurs employés et fournisseurs et ainsi de suite. Ces effets liés sont beaucoup plus difficiles à évaluer et nécessitent des données et une modélisation plus détaillées.

L'expérience acquise jusqu'à présent en matière d'AIPS montre que des réformes particulières, telles que celles concernant la décentralisation et certaines de type institutionnel ont des impacts directs de premier tour, par le biais du canal de transmission relatif à l'autorité. L'AIPS concernant la décentralisation et la privatisation du secteur de l'eau d'[Albanie](#) par exemple, montre que les changements des règles de gestion décentralisée et ceux relatifs à la réglementation de la fourniture de services, conviennent à un

canal de transmission de premier tour de l'autorité (modifiée), qui caractérise à la fois les rapports au sein du gouvernement et ceux entre le gouvernement local et les citoyens. L'impact de second tour est constaté dans la réponse de ceux affectés, à la fois dans leur comportement individuel et dans leurs rapports avec les autres. Les cadres et les outils présentés dans ce Livre source sont conçus pour aider à l'analyse institutionnelle, politique et sociale de ces impacts de second tour. Cette analyse recoupe souvent les divers canaux de transmission, démontrant la nécessité d'étudier l'interaction des différents effets de premier tour. Dans le [Tableau 2.1](#) nous avons procédé au mappage des canaux de transmission avec les impacts de premier ordre sur une liste indicative (mais non exhaustive) de réformes de politique. Dans le [Tableau 2.2](#) nous avons effectué un mappage des outils décrits dans ce Livre source sur les canaux de transmission.

Nous avons souligné dans cette section que l'inclusion d'un sixième canal de transmission sur l'autorité ne remplace pas le besoin d'analyse institutionnelle concernant les réformes pour lesquelles d'autres canaux de transmission peuvent produire des effets de premier tour, qui peuvent avoir un impact sur les institutions et les pratiques, y compris les normes socioculturelles. Un mélange de méthodes qualitatives et quantitatives en provenance de plusieurs disciplines peut être utilisé pour nous aider à comprendre ces multiples impacts indirects. Ce Livre source vise à mieux faire comprendre le processus des AIPS et la gamme de méthodes qui peuvent être utilisées. Les sections suivantes vont à présent exposer plus en détail les diverses méthodes disponibles pour réaliser de telles analyses.

Étude de cas utilisant des méthodes combinées. AIPS de l'Albanie : Réforme relative à la décentralisation et à la privatisation du secteur de l'eau

L'objectif est ici de mesurer l'impact distributionnel de la réforme du secteur de l'eau potable et de l'assainissement, qui vise à fournir un accès équitable à l'eau salubre, à des tarifs accessibles, en utilisant deux modèles parallèles : la décentralisation des utilités avec gestion (a) privée et (b) publique. La Banque mondiale fournit une assistance au gouvernement grâce au Projet municipal de l'eau et des eaux usées (*Municipal Water and Wastewater Project*). Les impacts de la réforme doivent affecter 35 à 38% environ de la population urbaine, avec la décentralisation de la gestion du secteur de l'eau qui constitue une première en Albanie, grâce au projet de la Banque. C'est ainsi que le gouvernement et la Banque mondiale ont conçu une AIPS pour définir une ligne de base en évaluant les perceptions des consommateurs / bénéficiaires et leur degré de satisfaction vis-à-vis de la fourniture du service. Ceci est fait en comparant quatre villes du projet dotées d'une administration privée du service, et quatre villes 'de contrôle' avec administration publique du dit service. Les impacts seront également comparés grâce à la ligne de base à différentes périodes - avant et après la participation du secteur privé.

L'AIPS a été réalisée par une équipe multidisciplinaire de chercheurs et de membres du personnel locaux de la Banque, avec l'assistance financière du PNUD. L'étude a appliqué une approche utilisant des méthodes mixtes. Elle a permis de rassembler des données grâce à 664 enquêtes socioéconomiques sur les ménages, 90 entrevues menées auprès d'informateurs principaux, des discussions avec 32 groupes cibles et huit profils de villes. Après avoir mené des analyses des dépositaires d'enjeux, institutionnelles et des risques, l'étude a examiné les impacts distributionnels de la réforme sur le bien-être des différents groupes, en termes (i) d'augmentations des tarifs ; (ii) d'accès aux services de l'eau et de l'assainissement fournis par des entreprises publiques et privées ; (iii) d'appui aux pauvres (par l'intermédiaire de subventions prenant la forme d'un tarif minimal pour 20 litres par tête et par jour, et d'installation de compteurs et de raccordements gratuitement ou dont le coût est divisé et réparti sur plusieurs factures) ; (iv) de transfert des droits de propriété des actions de la compagnie des eaux aux collectivités locales ; et/ou (v) de changements en termes d'emploi pour différents groupes. Des membres du personnel de la Banque ont offert une formation de deux jours aux chercheurs locaux, suivie de deux jours de pilotage. L'équipe a collaboré étroitement avec des représentants de l'administration au niveau central et local du Ministère de l'ajustement territorial et du tourisme, des huit municipalités, des services publics de l'eau et des représentants de la société civile et du secteur privé

Les résultats des recherches relatives à la ligne de base de l'AIPS suggèrent de changer le séquençement et la cadence des réformes. Par exemple, des améliorations de la qualité du service et du ratio de recouvrement devraient constituer une condition préalable à l'augmentation progressive des tarifs. Actuellement, les services publics ne peuvent se permettre des améliorations (de leurs services) sans augmenter d'abord les tarifs. Cependant, les clients sont incapables ou peu disposés à payer ces augmentations sans améliorations évidentes des dits services. En outre, dans les villes du projet de la Banque où les services publics sont gérés par le privé, l'AIPS suggère d'accélérer l'achèvement du programme d'installation des compteurs avant d'augmenter les tarifs. Ceci permettrait aux groupes faibles et vulnérables de tirer pleinement profit du tarif minimal que le projet offre et de permettre un recouvrement des coûts, étant donné que nombre de consommateurs non pauvres sont disposés à payer des tarifs plus élevés pour de meilleurs services ainsi que pour une évaluation de leur consommation par compteur. Pour les villes avec des services publics gérés par l'État, l'AIPS suggère de mettre en application le décret sur la redevance d'assainissement, accompagnée de campagnes de sensibilisation et de la collecte d'une redevance d'utilisation et d'accélérer la fusion des services de l'eau potable et de l'assainissement.

L'AIPS a un impact sur les opérations de la Banque, particulièrement son Projet municipal de l'eau potable et de l'assainissement, grâce à une certaine perspicacité dans l'appréciation du processus de réforme en cours et des perceptions et attentes des autorités et des différents groupes sociaux quant à sa portée, ses objectifs et sa mise en oeuvre. L'AIPS complète également le programme de communication publique du projet et l'étalonnage des activités du service public de l'eau. L'AIPS aura également un impact sur le dialogue de politique au sens large, entre la Banque, le gouvernement et les partenaires locaux et internationaux sur la participation du privé dans le secteur. Ceci, car elle fournit une image complète des progrès de la réforme et des perceptions respectives des dépositaires d'enjeux, grâce à ses mesures longitudinales des impacts de la réforme par rapport à la ligne de base établie dans le temps.

Contact: Andreas Rohde, Arohde@worldbank.org

Tableau 2.1. Exemples de canaux de transmission qui se rapporte à des réformes de politique spécifiques

	Réforme	Canaux de transmissions primaires et impacts de premier tour (“first-round”) possibles
1 Réforme macroéconomique et fiscale	Réformes de politique monétaire - c.-à-d., réformes influençant l'inflation et les taux d'intérêt.	Effet prix - des changements en termes d'inflation et de taux d'intérêt. Effet accès au crédit - peut être négatif suivant les contractions de la masse monétaire (les fonds prêtables sont en diminution et les taux d'intérêt augmentent).
	Réformes de politique fiscale au sens large pour s'attaquer au déficit fiscal (l'ajustement implique spécifiquement de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts).	Accès aux services publics - peut être affecté si les dépenses publiques sont réduites ; le marché du crédit peut se resserrer pour les investisseurs privés si le gouvernement a recours à l'emprunt domestique Emploi - le gouvernement peut réduire le nombre d'emplois
2 Finance publique	La réforme des dépenses, par ex : changements dans les niveaux/allocation des dépenses sectorielles	Transferts - le changement peut être positif ou négatif selon le groupe de bénéficiaires en question et l'orientation des changements. Accès aux services publics - peut augmenter/se contracter grâce à l'augmentation/réduction des dépenses.
	Politiques de revenu - niveaux, composition, améliorations de l'administration fiscale, recouvrement des coûts dans les services publics	Taxes – changement du revenu net des contribuables – sera positif (négatif) avec une imposition en diminution (augmentation). Prix – changement de la fiscalité indirecte
3 Réforme du commerce et du taux de change	Reformes des barrières tarifaires et non tarifaires	Les prix – une baisse des prix résultera du retrait des barrières et des droits. L'accès - le retrait des barrières devrait étendre l'accès aux biens. Les actifs -le rendement de l'actif dans les secteurs protégés diminuera L'emploi - il y aura un impact négatif pour les secteurs auparavant protégés.

	Réforme	Canaux de transmissions primaires et impacts de premier tour (“first-round”) possibles
	Reformes du taux de change	<p>Les prix - les termes de l'échange changeront, affectant les prix à la consommation et à la production.</p> <p>L'autorité - le changement concernant le droit d'effectuer des transactions externes, diminue la capacité du gouvernements d'affectation des devises étrangères et de perception de pots de vin.</p> <p>L'accès aux devises étrangères</p>
4 Réforme agricole	Éliminer les prix administrés (c.-à-d. prix planchers et plafonds) ; mettre fin aux programmes de stocks de sécurité (utilisés pour maintenir les prix).	<p>Les prix des biens libéralisés seront directement affectés, et par la même la production et le comportement du consommateur.</p> <p>L'accès aux stocks de nourriture</p>
	Modifier les systèmes de subventions et des impôts nationaux	<p>Les impôts et transferts transformeront les rendements nets de différentes activités agricoles</p> <p>Les prix des biens libéralisés seront directement affectés, et par la même la production et le comportement du consommateur.</p> <p>L'accès aux services sera affecté par les changements dans l'équilibre du budget</p>
	Éliminer les offices du commerce	<p>L'effet prix concernera directement les prix agricoles</p> <p>L'accès aux fournitures et services</p> <p>L'effet sur l'emploi concernant les employés de l'Office</p> <p>L'autorité – retire celle de ceux qui dirigent les Offices, ce qui peut accroître l'influence des commerçants privés et du marché</p>
5 Réforme foncière	Distribution aux paysans sans terre, ou passage de lois régissant le droit de propriété, d'échange, ou d'héritage de terres	<p>Les actifs- les paysans sans terre posséderont des actifs importants après la reforme foncière.</p> <p>L'accès – un titre de propriété donne accès au crédit.</p> <p>L'autorité – un changement s'opère concernant l'attribution de l'autorité permettant de prendre les décisions sur l'utilisation de la terre</p>

	Réforme	Canaux de transmissions primaires et impacts de premier tour (“first-round”) possibles
6 Réforme du secteur financier	Libéralisation financière (taux d'intérêt, allocation du crédit, niveau de réglementation, appropriation des institutions financières)	<p>Les prix- les coûts des services financiers changeront dans le sens où, probablement, ils baisseront ; ceci peut contribuer à une augmentation de la croissance grâce à une amélioration du système financier</p> <p>L'accès- ceux qui ont souffert de discrimination peuvent à présent obtenir des actifs ; cependant, ceux qui ont bénéficié de financements ciblés perdront cet accès.</p> <p>L'autorité- l'État et les institutions financières qu'il contrôle perdront leur autorité pour ce qui concerne les allocations financières, alors que les organisations reflétant les forces du marché gagneront en autorité ; il faut s'attendre à des changements possibles quant au niveau de supervision des institutions financières.</p> <p>L'accès – l'étendre aux pauvres peut ne pas se produire dans le court terme</p>
7 Réforme du marché du travail	Législation relative aux salaires, sécurité de l'emploi, libéralisation du marché de l'emploi	<p>Les prix – les changements des taux des salaires horaires affecteront l'incidence des bas salaires et la dispersion des revenus</p> <p>L'emploi- orientation très débattue</p> <p>Les actifs – changement du rendement du capital humain</p> <p>L'autorité – de nouvelles formes de contrat entre employeurs et employés introduites et que l'État fait respecter, transforment l'équilibre des droits et des obligations entre employeurs et employés ; droits à l'action collective, établissement de syndicats</p>
8 Réforme des services publics	Restructurer les services publics appartenant à l'État ; accroître la participation privée à ces services jusqu'à la privatisation complète	<p>Emploi - débauchages comme ajustement au niveau de dotation en effectifs</p> <p>Les prix – changements de tarifs affectant les redevances et les frais de raccordement</p> <p>L'autorité- changement en termes d'autorité, du secteur public aux</p>

	Réforme	Canaux de transmissions primaires et impacts de premier tour (“first-round”) possibles
		nouveaux propriétaires/gestionnaires ; dépend des dispositions contractuelles et de l’environnement réglementaire. L’ accès - peut être transformé en fonction de la nature du changement de la gestion par le propriétaire
10 Réforme de la fonction publique	Réforme de la gestion, personnel/salaires, restructuration.	L'autorité - changements en termes de droits, obligations, sanctions et mesures d’incitation dans les rapports entre personnel politique et fonctionnaires et entre différents niveaux du service L’emploi - diminution du pouvoir du personnel et changements en termes d’emploi, y compris concernant l’âge de la retraite ou la nature du contrat de travail Les prix - les changements de salaire peuvent s’amplifier, ou d’autres avantages à long terme tels que les engagements de pension peuvent être réduits
11 Décentralisation	Décentralisation fiscale, déconcentration de l’autorité (de l’État)	L’autorité - changements affectant les droits, obligations, mesures d’incitations et sanctions concernant les rapports entre institutions centrales et régionales, et avec les consommateurs L’accès - faciliter l’accès du public aux services dans les zones isolées Les prix – se débarrasser de niveaux administratifs inutiles peut contribuer à réduire les coûts.
12 Filets de protection sociale	Transferts ciblés en argent ou en nature, à des catégories spécifiques (SIDA, orphelins, invalides, personnes âgées).	Les impôts/transferts – versement des prestations, niveau des impôts/taxes pour payer des services en croissance L’autorité – changements en termes de droits et obligations pour ce qui concerne fournisseurs privés et régimes gérés ou garantis par l’État.
13 Réforme des	Modifications des	Les impôts/transferts – les régimes

	Réforme	Canaux de transmissions primaires et impacts de premier tour (“first-round”) possibles
systemes de pension	dispositions de financement, taux de contribution, âge de la retraite, droits à pension, y compris l'introduction de régimes de pension privée et de régimes de pension non contributive.	de pensions contributives peuvent permettre une réduction des charges fiscales ; les régimes de pensions non contributives peuvent servir comme mécanismes de transfert aux pauvres. L'accès – la redéfinition des critères d'éligibilité peut affecter l'accès. L'autorité – le changement en termes de responsabilité concernant les pensions, passant de l'employeur à l'État, ou l'individu peut affecter les droits et les régimes de pension non contributive

Tableau 2.2. Les outils TIPS applicables aux canaux de transmission

[Note: Le tableau suivant montre l'utilisation des outils d'analyse des impacts pour différents canaux de transmission ¹ Le choix exact des cadres et outils analytiques dépendra du contexte du pays, de la nature de la réforme, du rapport du secteur à l'économie, des données et ressources disponibles et des capacités du client.]

	Canaux de transmission	Cadres analytiques et outils
1.	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> · Analyse de vulnérabilité · Analyse du genre · Analyse des moyens de subsistance · Analyse du réseau social · Méthodes participatives
2.	Prix (production, consommation et salaires)	<ul style="list-style-type: none"> · Analyse de vulnérabilité · Analyse du genre · Méthodes non contextuelles
3.	Accès	<ul style="list-style-type: none"> · Analyse de vulnérabilité · Méthodes contextuelles · Cartographie statique et des processus · Analyse des coûts de transaction · Méthodes participatives
4.	Actifs	<ul style="list-style-type: none"> · Analyse des moyens de subsistance · Analyse du genre · Analyse de l'habilitation · Méthodes participatives
5.	Transferts et impôts	<ul style="list-style-type: none"> · Analyse de vulnérabilité · Analyse des coûts de transaction
6.	Autorité	<ul style="list-style-type: none"> · Analyse politique (CSA, Analyse du pouvoir)

- Cartographie statique et des processus
- Analyse des coûts de transaction
- Analyse de l'habilitation
- Méthodes participatives

¹ Au fur et à mesure que de l'expérience est acquise, l'analyse peut produire des conseils plus spécifiques et permettre de saisir comment la combinaison des cadres et des outils peut fonctionner le mieux pour un ensemble particulier de réformes

3. Comprendre le contexte du pays et des réformes

Il existe une conscience croissante de la part des bailleurs de fonds internationaux, des partenaires étatiques et de la société civile, que les réformes de politique devraient être basées sur une meilleure compréhension des pays et des contextes des réformes. Au niveau "macro" du pays et du contexte des réformes, l'analyse générale en amont du pays qui examine le paysage politique peut être complétée par une analyse plus spécifique du contexte pour un type particulier de réformes. Ici nous présentons des approches adoptées pour l'analyse du pays ([Section 3.1](#)) et décrivons un certain nombre d'outils qui peuvent être utilisés pour évaluer les dépositaires d'enjeux et leurs intérêts au niveau macro ([Section 3.2](#)) et pour examiner les institutions qui régissent le contexte des réformes ([Section 3.3](#)).

3.1. Analyse du contexte du pays : Analyse du pays

Mieux comprendre le contexte du pays signifie étudier ce mélange de variables, héritées et en évolution -de type politique, économique et social- qui influencent les agendas de politique et le changement. Les bailleurs de fonds en particulier reconnaissent à présent que :

- Les expériences et les "leçons de l'histoire" d'autres pays concernant le développement et la réduction de la pauvreté peuvent fournir des idées et des connaissances valides pour le développement international. Celles-ci ils peuvent être appréhendées et comprises dans le cadre de la situation dans laquelle se trouve un pays particulier.
- Les gouvernements de nombreux pays demeurent insensibles aux besoins des pauvres et peu intéressés à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement. Des concepts tels que le "manque de volonté politique" qui sont souvent utilisés pour décrire ces

situations sont inadéquats parce que bien qu'ils identifient un problème, ils n'expliquent pas la raison de ces échecs et n'aident pas à identifier des solutions viables.

- Les conditionnalités liées à l'aide au développement et dont l'objectif est de changer le comportement des gouvernements bénéficiaires, sont des 'instruments émoussés' ; et l'efficacité de l'aide augmente lorsqu'elle supporte les efforts nationaux, faisant de la situation locale le point de départ plutôt que de tenter d'appliquer des politiques préconçues. Ceci signifie donner une plus grande attention à l'analyse du contexte du pays et de la manière dont il peut changer.

Les bailleurs de fonds et les partenaires du pays effectuent et demandent à présent certaines formes d'*analyses de pays*, afin de comprendre le contexte historique et son importance pour le changement futur. Les exemples récents incluent une étude des facteurs liés à l'économie politique de l'Ukraine d'après l'indépendance (Mueller, 2002) et du Gabon (Mueller, 1999), qui influencent les efforts de réforme de politique. Des analyses de pays de ce type peuvent être réalisées en utilisant la littérature secondaire, avec en outre, peut-être, des interviews d'informateurs principaux et une étude plus approfondie des données d'enquête existantes. Dans cette section nous présentons et illustrons des approches pour les analyse de pays adoptées et financées par la communauté des bailleurs de fonds. Celles-ci incluent l'[Analyse sociale du pays](#) de la Banque mondiale, les [Facteurs du changement](#) de DFID, l'[Analyse du pouvoir](#) de SIDA, et le [Questionnaire sur la gouvernance](#) de GTZ.

Nom de l'outil : Analyse sociale du pays (Banque mondiale)

Nom de l'outil : Analyse sociale du pays (ASP)

Qu'est-ce?	L'analyse sociale du pays est un outil de diagnostic adopté par la Banque mondiale qui intègre analyse sociale, économique, politique et institutionnelle pour améliorer la compréhension des liens entre la dynamique socio-économique du développement et les structures sociales et politiques qui façonnent les résultats (en termes de développement) au niveau local et national.	
À quoi sert-il?	L'ASP peut être utilisée pour appréhender le contexte de la réforme comme base de compréhension des risques possibles pour l'impact anticipé de la réforme de politique	
Que fait-il?	L'ASP utilise les bases de données comparatives existantes telles que les statistiques du développement social de la Banque mondiale. La couverture thématique des ASP de la Banque mondiale comprend : (i) la pauvreté et les moyens de subsistance des ménages et des groupes sociaux, (ii) la gouvernance, le pouvoir, l'efficacité et l'équité de l'environnement institutionnel pour différents groupes sociaux, et (iii) les risques sociaux, politiques et institutionnels pour le développement. Chaque composante comporte un ensemble de dimensions standards pour l'analyse empirique. Dans ce cadre, des questions spécifiques au pays sont choisies pour une analyse détaillée. Celles-ci sont déterminées par les tendances politiques et sociales identifiées et par la Banque	
Outils complémentaires	Statistiques du Développement Social (SD Stats)	
Éléments essentiels	L'ASP est principalement basée sur des données qualitatives et quantitatives existantes, complétées par d'autres données primaires (nouvelles) relatives à des questions d'intérêt particulier pour le cas en question. L'ASP donne une attention particulière : (i) à la distribution des actifs, aux droits, aux activités et à l'accès aux marchés de différents groupes sociaux, (ii) pour savoir comment les institutions et les systèmes politiques locaux affectent la prise de décision politique et sa mise en œuvre, ou quels sont les institutions qui empêchent les pauvres de participer et d'accéder aux actifs et services qui faciliteraient leur mobilité sociale et économique, et (iii) aux opportunités et contraintes en matière de développement du pays qui proviennent du contexte social du pays en question.	
Exigences	Données/ informations	Accès à la littérature sur l'analyse politique économique, de science politique, sociologique et autre : interviews d'informateurs principaux
	Temps nécessaire	Entre deux et six mois
	Qualifications	Connaissances approfondies du pays
	Logiciel d'appui	Sans objet
	Coût financier	Environ \$50,000
Limites		
Références et applications		

Étude de cas 1 : Analyse sociale de l'Équateur

Lors de la détermination du champ d'application de l'Analyse sociale (ASP) de l'Équateur, trois ensembles de questions transdisciplinaires ont émergé comme étant d'importance particulière : (a) la pauvreté, les risques et la vulnérabilité, (b) le contexte de la gouvernance, et (c) les moyens de subsistance et les opportunités. A partir de ces questions, la mission en charge de déterminer le champ d'application de l'analyse a identifié des lacunes dans les connaissances relatives à l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes de privation et d'exclusion sociale et a constaté un manque de compréhension des facteurs à l'origine des stratégies de subsistance axées sur l'immigration. Les priorités en matière de recherches suivantes ont ainsi été déterminées comme étant particulièrement pertinentes pour l'ASP, elles ont trait : (1) à la gouvernance et aux capacités institutionnelles, et (2) aux impacts sur la pauvreté et les stratégies de subsistance.

La phase de détermination du champ d'application durant laquelle les questions clés ont été identifiées en même temps que les lacunes en matière de connaissances s'est appuyée sur une importante quantité de données locales en termes de publications officielles et non officielles, de bases de données démographiques, d'études universitaires et d'informations de presse. Des Interviews ont également été conduites avec les informateurs principaux au sein des institutions mentionnées ci-dessus, et des visites de terrain au nord et au sud de l'Équateur ont permis de rassembler encore plus d'informations de valeur.

La méthode permettant l'examen des deux priorités principales est basée sur le travail existant et sur une analyse primaire additionnelle. Trois missions de conseils passeront en revue des sujets spécifiques en utilisant des données primaires :

- Relations sociales, institutions et gouvernance
- Diversité ethnique, pauvreté et opportunités économiques
- Migrations internationales et nationales

L'ASP établira également des liens avec d'autres activités opérationnelles et études analytiques de la Banque, dont les thèmes complètent l'analyse sociale du pays au sens large. Il s'agit (i) d'une AIPS concernant la réforme de la protection sociale, (ii) d'une Évaluation de la pauvreté en Équateur, (iii) d'une analyse de l'environnement habilitant pour la société civile, (iv) d'un examen de portefeuille CDD, (v) d'un examen des dépenses publiques, et (vi) de la stratégie de développement rural de l'Équateur proposée par la Banque.

Du point de vue équatorien, les résultats devraient permettre d'appuyer la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté et les réformes de secteur proposées. Pour la Banque, l'ASP permettra de fournir des informations pour

l'examen à mi-parcours de la SAP concernant les politiques et les prêts d'investissement.

Étude de cas 2 : Analyse sociale du Yémen

L'objectif au sens large de l'Analyse sociale (ASP) du Yémen est d'examiner les facteurs qui contribuent à l'inclusion/exclusion de groupes socio-économiques spécifiques, les processus qui renforcent ou affaiblissent la cohésion au sein et parmi les groupes et les modalités selon lesquels les institutions peuvent être tenues responsables. Dans le contexte du Yémen, ceci a nécessité de se concentrer sur les moyens de subsistance en analysant les trois thèmes suivants :

- La manière dont les caractéristiques des moyens de subsistance changent dans les villes secondaires et comment ceci affecte l'accès des différents groupes sociaux aux actifs et services.
- Les stratégies de vie dans les zones rurales. Étant donné que la pauvreté se trouve pour la plupart dans les zones rurales où la base principale du gagne-pain est l'agriculture, l'analyse se concentre sur l'accès des ruraux aux actifs, sur les institutions auxquelles les ruraux pauvres ont à faire et sur les stratégies d'adaptation en milieu rural.
- L'alignement des politiques et investissements du gouvernement sur les stratégies des gens. Ceci nécessite d'examiner comment les politiques et les programmes du gouvernement sont liés aux questions d'accumulation des actifs par les pauvres en milieu rural et urbain et les manières dont ces politiques favorisent ou gênent l'accumulation d'actifs.

Ces trois thèmes ont été identifiés à partir des tendances et problèmes principaux auxquels fait face la société yéménite, notamment ceux relatifs à la transition d'une économie agricole, à l'accroissement démographique et à l'urbanisation rapide. Les lacunes en matière de connaissances ont été identifiées, en particulier concernant les stratégies de vie et leur lien avec les migrations, particulièrement vers les villes secondaires. Les résultats concernant les stratégies de vie et leur alignement sur les initiatives du gouvernement possèdent un intérêt à la fois pour le gouvernement (le Document de stratégie de réduction de la pauvreté de 2005 -PRSP) et pour la Banque (Stratégie d'aide pays, 2005).

La méthodologie a combiné la recherche ayant trait à la littérature secondaire, la collecte de données primaires grâce à des méthodes de recherches participatives avec les groupes cibles clés (agriculteurs pauvres et migrants), des interviews ciblées approfondies et l'analyse de données quantitatives déjà disponibles. En outre, l'ASP s'inspire également beaucoup du travail d'évaluation

sociale en cours. Les étapes méthodologiques plus détaillées sont décrites ci-dessous :

- Mission de détermination du champ d'application pour identifier les principales questions sociales.
- Examen de la littérature disponible pour identifier les lacunes en matière de recherches.
- Analyse quantitative pour déterminer les caractéristiques de la croissance urbaine, les opportunités économiques, la dynamique de la pauvreté, l'exode rural, la disponibilité/qualité des services etc.
- Définition des critères de sélection des sites pour la recherche approfondie.
- Recherche secondaire concernant les politiques et les programmes de l'État en matière d'agriculture, de développement rural et urbain et de fourniture des services de base.
- Interviews détaillées des principaux décideurs pour comprendre les hypothèses du gouvernement à la base des politiques, les opportunités et les contraintes liées à leur mise en œuvre et à leurs résultats.
- Interviews détaillées de ceux qui mettent en œuvre les programmes, pour comprendre les hypothèses du gouvernement qui ont présidé à leur conception, les opportunités et les contraintes relatives à leur mise en œuvre et à leurs résultats.
- Analyse quantitative des ressources en commençant par les villes du centre pour s'orienter vers les villes secondaires, en se basant sur des données statistiques déjà disponibles pour mieux comprendre la fourniture de services par l'État
- Recherche qualitative dans 6 villes secondaires en utilisant les cadres d'analyse des moyens de subsistance pour obtenir des informations sur les stratégies de vie, l'impact sur la cohésion sociale, les relations de genre, la jeunesse et les attentes des gens vis-à-vis de l'État

Nom de l'outil : Facteurs de changement (DFID)

Nom de l'outil : Analyse des facteurs de changement (DFID)

Qu'est-ce ?	Une analyse qui vise à améliorer l'appréhension des forces politiques, économiques, sociales et culturelles qui guident le changement dans un contexte régional et national, et pour lier cette compréhension à l'identification des "vecteurs" clés du changement en matière de politique et institutionnel, laquelle fournit le contexte de la réduction de la pauvreté. Elle oriente l'attention vers les facteurs structurels et institutionnels qui peuvent conduire le changement à moyen terme, et vers les intérêts sous-jacents et les incitations qui affectent l'environnement de la réforme	
À quoi sert-il?	Des efforts croissants sont déployés pour que les programmes soient basés sur une bonne compréhension des contextes des pays à titre individuel, y compris les rapports possibles entre les changements sociaux politiques, économiques de base, sur les long et moyen termes. Il s'agit de mieux comprendre la façon dont le changement se produit dans les pays pour mieux appréhender les risques potentiels qui peuvent se poser par rapport à l'impact anticipé de la réforme de politique.	
Que dit-il?	L'outil informe sur : Les contextes structurels et institutionnels, les processus de politique et les contraintes à long terme à la réduction de pauvreté. La capacité et la légitimité des États à faire respecter les droits. La nature des incitations et des désincitations à la croissance et au développement. L'influence des forces externes, y compris les bailleurs de fonds en tant qu'acteurs politiques eux-mêmes.	
Outils complémentaires	Analyse sociale du pays ; Analyse du pouvoir ; Questionnaire relatif à la gouvernance.	
Éléments essentiels	Six éléments font partie de l'Analyse des "Facteurs du Changement" : l'analyse de base du pays; la dynamique à moyen terme ; le rôle des forces externes ; les effets sur la pauvreté ; les implications opérationnelles ; et les incitations. Il n'est pas nécessaire de couvrir ces éléments simultanément ou consécutivement. Cependant, pour que l'analyse explore le contexte national (plutôt que des politiques préconçues) comme point de départ de l'aide au développement, alors les six lignes d'enquête et d'analyse devraient être suivies à un certain point.	
Exigences	Données/ information	Accès à la littérature sur l'analyse politique économique, de science politique, sociologique et autre : interviews d'informateurs principaux
	Durée	Entre deux et six mois
	Qualifications	Connaissances approfondies du pays
	Logiciel d'appui	Sans objet
	Coût financier	Environ \$50,000
Limitations	Peut nécessiter beaucoup de temps et de ressources. Doit être soigneusement géré et doté en ressources pour que les extrants puissent être utiles dans les opérations	
Références et	Site web GRC Exchange. Disponible à : http://www.grc-	

applications[exchange.org/g_themes/politicalsystems_drivers.html](http://www.grc-exchange.org/g_themes/politicalsystems_drivers.html)

Duncan, A., H. Macmillan and N. Simutanyi (2003) Zambia - Drivers of pro-poor change: an overview (Short version). Oxford Policy Management Ltd., Oxford, UK. Disponible à : <http://www.grc-exchange.org/docs/DOC48.pdf>

Étude de cas : Analyse des facteurs de changement, Zambie

Au début de l'année 2003, une Analyse " des facteurs du changement" a été entreprise en Zambie afin de contribuer, avec d'autres analyses, à la préparation du Plan d'assistance pays du DFID, qui constitue un guide pour les activités de cet organisme en Zambie pour les quelques années à venir. La priorité explicite a été -pour cette courte période de temps, d'identifier les principales caractéristiques d'un ensemble large et complexe de sujets politiques, sociaux et économiques, plutôt que d'examiner n'importe lequel de ces thèmes dans le détail. Certains des résultats de l'analyse sont brièvement récapitulés ci-dessous.

L'analyse a montré que bien que la Zambie a réussi à éviter la guerre civile et la répression au cours des 20 à 30 dernières années, ses réalisations en termes de réduction de la pauvreté sont mauvaises, avec les indicateurs principaux du bien-être humain et les revenus par habitant en baisse. Bien que l'analyse a permis de constater l'existence d'un certain potentiel des individus (agissant seuls ou collectivement) ainsi que du secteur privé, pour conduire le rétablissement économique et renverser ces tendances, ceux-ci restent neutralisés par des contraintes d'un autre ordre, dont bon nombre portent sur les performances du gouvernement. On ne peut compter sur ceux qui possèdent pouvoir et influence pour relever les défis du changement pro pauvres (comme par exemple, accroître la croissance économique, améliorer l'accès aux marchés, services et actifs, habiliter les citoyens et renforcer les filets de sécurité sociale).

Le système clientéliste a peut être pu permettre d'assurer la cohésion d'une société complexe, il a cependant coûté cher en termes d'occasions manquées et de problèmes économiques et politiques. La croissance économique a stagné et l'économie s'est à peine diversifiée ; les filets de sécurité sociale ont failli ; les services publics de santé se sont détériorés ; la corruption s'est répandue avec des effets politiques et économiques néfastes ; les problèmes structurels en matière de finances publiques (principalement liées à la masse salariale de la fonction publique), grâce aux emprunts effectués par le gouvernement, ont eu comme conséquence des taux d'intérêt réels préjudiciables aux affaires ; et le gouvernement fait face à une crise de légitimité en raison de fraudes électorales alléguées durant les élections de 2001.

Le développement et la réduction de la pauvreté seront réalisés plus efficacement si des changements peuvent être faits concernant les incitations et les contraintes qui régissent le comportement de ceux qui possèdent pouvoir et influence. Les changements nécessaires se produiront seulement si des pressions efficaces peuvent être exercées par les citoyens par le biais (entre d'autres) du parlement, des médias ou des organisations de la société civile. La dépendance de la Zambie à l'égard de l'aide signifie que les bailleurs de fonds sont très influents dans les sphères politiques et économiques et au sein de la société civile. Cependant, les perspectives que de telles pressions soient appliquées et de manière soutenue restent un problème.

Du côté positif, la société civile (bien qu'encore limitée) s'est développée en termes d'extension et d'efficacité au cours des 15 dernières années ; le parlement où siègent des représentants de plusieurs partis montre des signes de vigueur ; les débats publics ouverts se sont intensifiés ; la campagne anti-corruption bénéficie d'un certain appui populaire ; certaines des entreprises d'État qui ont servi d'instrument du clientélisme ont été privatisées ; la presse et les radios indépendantes sont plus nombreuses (quoiqu' encore fragiles) ; et la cour suprême a la possibilité de créer des précédents pour de futures redditions de comptes.

Cependant, certains facteurs de changement potentiel sont faibles et/ou s'affaiblissent. Le clientélisme continue de dominer la vie politique et il est difficile d'éviter la cooptation ; le secteur privé formel (manufacturier, en particulier) s'est contracté, affaiblissant sa position pour pouvoir faire pression sur le gouvernement afin d'améliorer la fourniture de biens publics ; la classe moyenne s'est réduite ; le VIH/SIDA et la pauvreté contribuent au désespoir de beaucoup de gens et contribuent à réduire leur aptitude à s'engager dans des causes plus générales et à favoriser une vision à court terme. En outre, une grande partie de la population rurale a vu limiter ses pouvoirs à cause de la faiblesse des liens urbains et industriels et grâce à un vide institutionnel dû à la quasi disparition (à la fin des années 60 et 70) des réseaux marchands, de la fermeture (au début des années 90) de la plupart des coopératives et des prérogatives limitées des collectivités locales.

En dépit de ces problèmes et de l'incertitude au sujet des résultats, plusieurs points d'entrée existent pour renforcer les forces qui peuvent soutenir le changement pro pauvres. Il y a d'abord les mesures de renforcement du contexte social, politique et économique (par exemple en appuyant les efforts d'éducation et d'alphabétisation, en améliorant le fonctionnement des marchés de sorte qu'ils soient plus inclusifs et avec moins de contraintes, le statut de la santé publique, et en renversant le déclin des niveaux de vie. En second lieu, il faut considérer les mesures de soutien aux vecteurs particuliers du changement, y compris les médias, la société civile, les membres du système politique et de la fonction publique enclins aux réformes, les associations de professionnels ainsi que des grandes et petites entreprises, les églises et peut-être aussi les chefs traditionnels. Cependant, tous les membres de ces groupes ne sont pas

nécessairement favorables au changement pro pauvres. Ainsi des évaluations réalisées avec soin sont nécessaires pour pouvoir travailler avec eux.

Certaines de ces mesures, particulièrement celles qui affectent l'environnement du changement au sens large, sont susceptibles d'avoir des impacts à plus long terme (sur 10 à 20 ans), alors que d'autres, en particulier celles qui affectent les vecteurs du changement, peuvent avoir des impacts sur une période beaucoup plus courte. Les bailleurs de fonds sont des vecteurs du changement particulièrement efficaces car ils ont une influence sur le système politique, l'économie et la société civile de Zambie. Les programmes d'aide fournissent des ressources substantielles qui inévitablement sont intégrées dans le système clientéliste, créant à la fois des possibilités et des responsabilités pour ces bailleurs de fonds. Ceux-ci doivent au minimum reconnaître l'éventail complet des impacts politiques, sociaux et économiques de leurs actions. L'efficacité en termes de développement de programmes soutenus, sera accrue grâce à une meilleure compréhension des incitations qui affectent le comportement des fonctionnaires avec lesquels ils traitent. Dans la mesure où la gestion de l'aide se déplace des projets vers les programmes de secteur et à l'appui au budget, au centre du fonctionnement de l'État, cette compréhension sera essentielle pour améliorer l'efficacité, et minimiser l'abus des ressources en provenance de l'aide.

Source: Duncan, Macmillan et Simutanyi, 2003.

Nom de l'outil : Analyse du pouvoir (SIDA)

Nom de l'outil: Analyse du pouvoir	
Qu'est-ce?	Il s'agit d'un outil narratif pour l'analyse des relations de pouvoir au niveau macro.
A quoi sert-il?	Acquérir une compréhension nuancée des relations et des structures <i>formelles et informelles</i> de pouvoir, et appréhender comment ces facteurs affectent et sont affectés par la coopération en matière de développement. Acquérir une connaissance et une compréhension plus profondes des contextes et conditions politiques particuliers. Comprendre les facteurs institutionnels et structurels affectant "le manque de volonté politique". Renforcer les stratégies de pays et les rendre plus réalistes, y compris en termes de calendrier et d'indicateurs d'évaluation des progrès, améliorer l'analyse du risque et défier les suppositions des donateurs au sujet des conditions de la réforme pro pauvres. Réfléchir stratégiquement à la façon dont le changement (ou le retard en la matière) se produit et comment ces changements affecteront les hommes et femmes pauvres.
Que dit-il?	L'analyse des acteurs, groupes d'intérêt et structures essaie de déterminer où se trouve le véritable pouvoir dans une société et comment il est distribué géographiquement, institutionnellement et

	<p>socialement. Elle peut également permettre de savoir quel genre de pouvoir est exercé et comment, ainsi que comment il est compris ou perçu, et par qui.</p> <p>Les questions qui devraient être étudiées ici pourraient concerner les acteurs, structures, processus, relations et hiérarchies.</p> <p>D'autres domaines d'intérêt essentiels pourraient être l'analyse de base du pays (par exemple les facteurs sociaux, politiques, économiques et institutionnels affectant la dynamique et les possibilités de changement) ; la dynamique du changement à moyen terme (par exemple les incitations et les capacités des agents opérant dans des domaines institutionnels particuliers - c.-à-d. les processus de politique) ; le rôle des forces externes (par exemple, les actions des bailleurs de fonds, les modalités d'aide et les stratégies influençant ces processus) ; les liens entre le changement et la réduction de la pauvreté (par exemple, comment les changements prévus affectent la pauvreté, sur quelle période de temps ainsi que leurs implications) ; les implications opérationnelles (par exemple, comment traduire la compréhension en stratégies/actions) ; et comment les donateurs ou les organismes de financement travaillent (par exemple, les incitations organisationnelles pour que le personnel acquière et maintienne une connaissance plus profonde du contexte du pays).</p>	
Outils complémentaires	Analyse sociale du pays Vecteurs du changement	
Éléments essentiels	Une analyse narrative en profondeur sur la base de la littérature secondaire et des interviews des informateurs principaux	
Exigences	Données/ information	Accès aux analyses d'économie politique, de science politique, sociologiques et autres
	Durée	Entre deux et six mois
	Qualifications	Connaissances approfondies du pays
	Logiciel d'appui	Sans objet
	Coût financier	Approx \$50,000

Limitations	<p>Le concept de "pouvoir" est contesté, ainsi plusieurs études du même pays au même moment, réalisées par des personnes différentes peuvent produire des résultats très différents.</p> <p>Lorsque des questions complexes et difficiles à rechercher sont incluses, l'analyse peut se concentrer sur celles qui sont le plus familières, que l'on retrouve dans la plupart des modèles et/ou exemples (par exemple, les institutions politiques et d'État et le droit) plutôt que des problèmes plus difficiles concernant les "politiques relatives à la pauvreté".</p> <p>Si le pouvoir et la pauvreté ne sont pas systématiquement liés, des questions telles que la culture politique existante et la volonté politique des acteurs principaux d'alléger le fardeau des pauvres peuvent être laissées de côté.</p> <p>L'analyse doit être suffisamment focalisée afin d'être détaillée et opérationnellement utile.</p>
References et applications	<p>Vaughan S and K Tronvoli, 2003. The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life (<i>La culture du pouvoir dans la vie politique éthiopienne contemporaine</i>), Sida Studies No. 10, Stockholm, Sweden</p>

Résumé d'étude cas: Analyse du pouvoir, Éthiopie

Historiquement, la culture sociopolitique dominante dans presque toute l'Éthiopie a été celle d'une société verticalement stratifiée et rigidement hiérarchique. La socialisation favorise une compréhension des rôles et des statuts assignés à différents individus, les marquant en tant que marginaux et privés de droits civiques ou favorisés et dotés de pouvoirs, habituellement sur la base de l'appartenance ethnique, du clan, de la classe, du genre, de la richesse ou de l'âge. Ceci contribue à une distribution du pouvoir non égalitaire, profondément ancrée et résistante au changement. Étant donné que l'État en Éthiopie continue d'exercer un contrôle étendu sur les principales ressources, la question de l'expansion et de l'équité d'accès aux ressources et pouvoirs de décision est plus critique qu'ailleurs. Cette question est quelque peu urgente puisque l'inégalité d'accès a été la cause première des conflits ayant agité le pays durant les décennies d'avant 1991. Le gouvernement actuel considère la création d'une population instruite comme préalable à la démocratisation d'une culture sociopolitique hiérarchique.

Le Front démocratique révolutionnaire des peuples d'Éthiopie (EPRDF) est arrivé au pouvoir en 1991 avec l'engagement de démocratiser et décentraliser l'accès aux ressources de l'État, grâce à trois processus de réforme principaux qui sont liés : constituer une structure fédérale déconcentrée avec des élections

multipartites, s'attaquer au problème de la culture et des capacités de la fonction publique et procéder à la libéralisation de l'économie planifiée avec privatisation progressive et introduction de systèmes pluriels dans de nombreux domaines. Ces processus ont été repris à la suite de la crise politique et économique provoquée par la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée de la fin des années 90. Le gouvernement met actuellement en œuvre un deuxième programme de développement quinquennal, conçu pour accroître la productivité agricole, améliorer l'infrastructure rurale, encourager l'investissement privé et poursuivre les politiques sectorielles macro-économiques "appropriées".

Sur le papier, la République fédérale démocratique d'Éthiopie (RFDE) est une "confédération", avec toutes les pouvoirs résiduels et la souveraineté attribués aux États régionaux nationaux (ERN). Dans la pratique cependant, il y a trois entraves à cette décentralisation : l'exigence constitutionnelle que la prise de décision politique des ERN se fasse en conformité avec les normes fédérales ; la centralisation de l'élaboration des politiques combinée à un manque de capacités régionales ; et le contrôle financier central des subventions fédérales (qui constituent la plus grande partie de leur budget).

L'EPRDF s'est développé à partir des mouvements marxistes étudiants de la fin des années 60 et début des années 70. Sa conception préférée de la démocratie est basée sur la participation collective/communale, basée sur un consensus forgé par la discussion menée "à partir du haut" par l'organisation d'avant-garde. En fait, l'EPRDF n'a jamais semblé dévoué à la cause du pluralisme pour le pluralisme, mais a compris depuis longtemps le potentiel politique d'une coïncidence d'intérêts entre les populations rurales tirant bénéfice du développement socio-économique et l'appui donné à un parti-État considéré responsable de tels avantages. Il a ainsi été réticent à l'apparition de concurrents, soit pour ce qui est de la répartition des postes gouvernementaux (partis d'opposition) ou pour la distribution d'autres ressources et services (O.N.G., églises etc.). Il continue à être réticent à s'engager dans le dialogue avec les tenants de perspectives politiques alternatives, incitant l'exclusion et le conflit plutôt que la concurrence saine. Étant donné la faiblesse des partis d'opposition et la puissante dominance de l'État central, il semble probable que les principaux agents du changement continueront dans un avenir prévisible à être le leadership du parti régnant.

Source: Résumé à partir de Vaughan et Tronvoli (2003)

Questionnaire sur la gouvernance (GTZ)

Nom de l'Outil : Questionnaire sur la Gouvernance (QG)	
Qu'est-ce ?	Le QG permet aux praticiens et décideurs en matière de développement d'analyser et de visualiser le cadre politique et institutionnel d'un pays, ainsi que les acteurs et les processus d'un système de gouvernance..
A quoi sert-il?	Appliqué dans sa totalité, le QG peut être utilisé pour situer les politiques dans leur contexte politique et institutionnel au sens large. Il peut aider à analyser les performances du système politique et les relations en son sein, ainsi qu'entre l'État et la société civile. Ainsi, le QG peut fournir à ceux qui l'ont commandé et aux facilitateurs de l'AIPS des indications. Celles-ci concernant les acteurs et processus à considérer lors de la conception du processus de consultation de l'AIPS ainsi que son feedback pour la prise de décision. Les praticiens peuvent choisir des questions spécifiques et les adapter pour évaluer le contexte politicoéconomique de réformes spécifiques. Le QG peut aider à identifier des points d'entrée pour une analyse institutionnelle additionnelle et des dépositaires d'enjeux.
Que dit-il?	Le potentiel du QG repose sur trois caractéristiques essentielles : 1. Il va au-delà de l'examen des institutions formelles pour inclure également les informelles, telles que valeurs, normes, attitudes et coutumes. 2. Son approche multidisciplinaire rassemble les perspectives de la science politique, du droit, de l'économie, de l'anthropologie légale et de la recherche sociale empirique. 3. L'introduction des domaines politiques facilite l'examen de structures sociales complexes, sans perdre de vue les corrélations importantes.
Outils complémentaires	Si nécessaire, le QG peut également être utilisé pour l'analyse quantitative avec un logiciel statistique. Il a été conçu pour être utilisé en appui aux "outils pour penser " (<i>Think tools</i>)
Éléments essentiels	Le QG est basé sur un formulaire pouvant être utilisé pour demander à des personnes qualifiées assujetties à l'enquête, une évaluation personnelle de la réalité politique de leur société. Ces personnes peuvent fournir les raisons de leurs réponses à la fin de chaque question. Ces explications additionnelles peuvent fournir une image détaillée d'une situation spécifique et être utilisées pour une analyse plus

	<p>approfondie. Les questions couvrent six domaines politiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport entre l'État et la société 2. Le système politique 3. La culture politique, les agents du changement et les paradigmes du développement 4. La politique et le genre 5. Les politiques économiques et le cadre politique des marchés 6. L'intégration internationale <p>Pour une analyse qualitative : Interviews écrites ou orales d'au moins 15 répondants qualifiés de différents groupes professionnels et milieux sociaux - en utilisant l'option qui permet d'indiquer les raisons des réponses fournies.</p> <p>Pour une analyse quantitative : Interviews écrites d'au moins 10 répondants qualifiés par domaine politique. Les résultats peuvent alors être visualisés en utilisant le logiciel <i>Visual Scoremap de Think Tools®</i>, fournissant de ce fait une vue d'ensemble immédiate permettant de situer les problèmes et d'établir une comparaison entre les pays ou par rapport aux repères.</p>	
Exigences	Temps nécessaire	Deux à trois mois.
	Qualifications	Formation en recherche sociale empirique, ainsi qu'en sciences politiques/économie politique, sociologie. Des connaissances de la situation locale et, de manière générale, des principaux acteurs du pays, sont essentielles..
	Logiciel d'appui	Logiciel d'accès disponible.
	Coût financier	Analyse qualitative avec 15 répondants : \$30.000 Analyse quantitative avec 30 à 50 répondants : \$50.000
Limitations	L'approche systémique du questionnaire sur la gouvernance fournit un première tableau des tendances et des blocages. Une analyse plus détaillée de l'état de certaines réformes de politique est donc nécessaire. L'inclusion des institutions informelles n'inclue pas certains sujets qui appartiennent au discours classique de la gestion publique.	
Références et	Le questionnaire sur la gouvernance sera utilisé dans	

applications

plusieurs pays pilotes en 2005. Plus d'informations concernant le questionnaire peuvent être obtenues auprès de [Martha Gutierrez](#), [Armin K. Nolting](#) et sur Internet à l'adresse suivante : www.gtz.de/governance.

3.2. Analyse du contexte de la réforme : Analyse des détenteurs d'enjeux au niveau macro

L'analyse des dépositaires d'enjeux est établie sur la reconnaissance que les résultats de la prise de décision sont une fonction des intérêts politico-économiques et idéologiques des personnes clés concernées par les politiques. Le but de l'Analyse des dépositaires d'enjeux est d'identifier leurs caractéristiques et intérêts ; ainsi que la nature et le degré de leur influence sur les politiques existantes ou futures, les réformes ou interventions. L'objectif de l'Analyse institutionnelle est de connaître les organisations et institutions formelles et informelles qui constituent le contexte de ces politiques, réformes, ou interventions.

Le grand défi qui se pose en essayant d'évaluer le paysage institutionnel des réformes de politique est qu'il y a souvent bon nombre d'acteurs différents, ou dépositaires d'enjeux avec des intérêts et des interactions qui changent et évoluent avec le temps (Brinkerhoff et Crosby, 2002, 164). Un dépositaire d'enjeux est défini comme étant un individu, une communauté, un groupe ou une organisation ayant un intérêt pour les résultats d'une intervention, soit parce qu'il sera affecté par elle de manière positive ou négative, ou parce qu'il est en mesure de l'influencer positivement ou négativement (DFID, 2003, 2.1).

Il y a trois types principaux de dépositaires d'enjeux, bien qu'en réalité la distinction ne puisse être très clairement établie :

- Les dépositaires d'enjeux clés : Ceux qui peuvent influencer de manière significative ou sont importants pour le succès d'une intervention.
- Les dépositaires d'enjeux primaires : Ce sont ces individus et groupes qui sont affectés par une intervention, comme bénéficiaires (positivement affectés) ou perdants (négativement affectés).
- Les dépositaires d'enjeux secondaires : Tous les autres individus ou groupes avec un enjeu ou un intérêt, ou jouant un rôle intermédiaire dans l'activité.

Les dépositaires d'enjeux auront des niveaux d'intérêt, des motivations, ainsi que des niveaux de pouvoir et d'influence différents. Les dépositaires d'enjeux viennent du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Le but de l'Analyse des dépositaires d'enjeux est d'identifier leurs caractéristiques et

intérêts, ainsi que la nature et le degré de leur influence sur les réformes ou interventions existantes ou futures. L'analyse des dépositaires au niveau macro se concentre en particulier sur les dépositaires clés, ceux qui sont capables d'influencer de manière significative la conception, la mise en oeuvre et les résultats des réformes de politique.

Le contexte de l'analyse des dépositaires à ce niveau est constitué habituellement par l'examen de la littérature secondaire (voir la discussion sur l'analyse de pays ci-dessus), combiné à des séances additionnelles de remue-méninges (*brainstorming*) ou ateliers de travail avec un nombre restreint d'informateurs principaux avertis. Les analystes peuvent utiliser les [matrices d'analyse des dépositaires d'enjeux](#) afin d'en établir une liste et représenter graphiquement leur rapport au processus de politique. Ces matrices peuvent être utilisées pour représenter graphiquement deux variables ou plus parmi les suivantes (DFID, 2003 ; Banque mondiale, 2003b ; Brinkerhoff et Crosby, 2002) :

- Le degré d'impact que la réforme de politique aura sur eux.
- Le niveau de leur intérêt pour une réforme de politique spécifique.
- Le niveau de l'importance qu'ils donnent à la satisfaction des besoins et intérêts de chaque dépositaire d'enjeux.
- Le niveau de l'influence que possède le dépositaire d'enjeux pour faciliter ou gêner la conception et la mise en oeuvre des politiques.
- Le niveau de pouvoir coercitif que le dépositaire d'enjeux doit posséder pour obtenir l'acquiescement au processus de politique.
- Le niveau des ressources que les dépositaires d'enjeux possèdent et peuvent utiliser dans le processus de politique.
- Le degré de légitimité de l'intérêt de chaque dépositaire d'enjeux ; c'est à dire jusqu'à quel point les demandes du dépositaire sont considérées appropriées par d'autres dépositaires ?
- L'urgence qui devrait être attachée aux demandes en concurrence de chaque dépositaire d'enjeux.

Il existe plusieurs versions de cet outil. La matrice pour l'analyse des dépositaires d'enjeux par exemple, identifie les catégories de dépositaires au sein du gouvernement, du secteur privé et de la société civile ; les classe selon leur pertinence par rapport au domaine de la réforme, avec leurs caractéristiques, leur intérêt pour la réforme de politique (favorables au statu quo ou au changement) et le degré d'influence qu'ils ont sur le processus (élevé, moyen ou faible). La [Matrice Importance/Influence](#) énumère de la même manière

les types de dépositaires et la nature de leur intérêt (positif ou négatif) pour la réforme de politique et les organise dans quatre quadrants selon leur importance pour la réforme et leur influence sur elle. La [Matrice Intérêt pour les politiques](#) se concentre plus spécifiquement sur les objectifs de politique des principaux acteurs au sein du gouvernement, ainsi que sur les avantages et contraintes éventuels tels qu'ils les perçoivent et le degré d'influence qu'ils exercent. Cet outil a été utilisé dans l'AIPS relative au tarif du riz en Indonésie (décrite dans le volume 2). Les matrices d'analyse des dépositaires sont des outils utiles pour organiser l'analyse mais doivent être maniées avec précaution (DFID, 2003, 2.8). C'est ainsi que :

- Le jargon utilisé peut être intimidant pour beaucoup
- La qualité de l'analyse dépend de celle des informations rassemblées et utilisées
- Les matrices peuvent simplifier de manière exagérée des situations complexes
- Les appréciations utilisées pour placer les dépositaires dans une matrice sont souvent subjectives. Plusieurs avis en provenance de sources différentes seront souvent nécessaires pour confirmer ou nier l'appréciation.
- Le travail d'équipe peut être altéré si les différences plutôt que les points communs entre les groupes dans une activité donnée, sont exagérées
- Essayer de décrire les "gagnants" et les "perdants", ainsi que prévoir les conflits et intérêts cachés, peut conduire à s'aliéner certains groupes puissants

Nom de l'outil : Matrices d'analyse des dépositaires d'enjeux

Nom de l'outil : Matrices d'analyse des dépositaires d'enjeux	
Qu'est-ce?	L'analyse des dépositaires d'enjeux est une méthodologie systématique qui utilise des données qualitatives pour déterminer les intérêts et l'influence de différents groupes par rapport à une réforme.
À quoi sert-il?	Bien que l'analyse des dépositaires puisse être réalisée pour n'importe quel type de réforme, elle est particulièrement adaptée

	aux réformes structurales et sectorielles. L'analyse de base des dépositaires d'enjeux devrait précéder la conception des réformes et être approfondie au fur et à mesure que les éléments des dites réformes sont rendus définitifs.	
Que dit-il?	Une fois différents types de dépositaires identifiés et énumérés, on peut développer des matrices et d'autres dispositifs d'illustration qui permettent de représenter graphiquement : (i) la nature de leur intérêt (positif ou négatif) pour la réforme de politique; (ii) jusqu'à quel point leurs intérêts convergent ou se chevauchent ; (iii) leur importance pour la réforme ; (iv) leur influence sur la réforme dans les quatre quadrants. L'analyse des dépositaires est d'importance critique afin de pouvoir fournir les informations nécessaires à une évaluation de fin d'exercice des risques qui se posent à une réforme de politique.	
Outils complémentaires	Mappage politique ; Analyse de réseau ; 'Outils pour penser'. L'analyse qualitative (des dépositaires d'enjeux) peut également être combinée à des modèles mathématiques des préférences des dépositaires, tel que le Modèle d'utilité prévue des dépositaires d'enjeux (<i>Expected Utility Stakeholder Model</i>), qui quantifie les préférences des dépositaires (Nunberg and Green, 2004).	
Éléments essentiels	L'analyse des dépositaires est itérative et procède généralement des sources de données suivantes : (i) l'information documentaire sur les contraintes se posant à l'élaboration de politiques efficaces de la part du gouvernement ; (ii) les interviews des informateurs principaux et ateliers de travail en groupe qui identifient les dépositaires appropriés pour ce qui concerne la durabilité de la réforme des politiques. Lors du travail avec les groupes, il faut faire en sorte que les participants proviennent de groupes d'intérêt divers, afin de limiter les partis pris ; (iii) la vérification des hypothèses concernant l'influence et les intérêts des dépositaires, grâce à un travail d'enquête et à une analyse quantitative des données secondaires.	
Exigences	Données/ informations	Les intérêts des dépositaires d'enjeux sont rarement explicitement articulés dans les sources existantes. Les sources principales d'information sont : (i) Les interviews des informateurs principaux et les ateliers de travail en groupe; et (ii) l'analyse secondaire d'économie politique à partir de publications universitaires et d'articles de presse.
	Temps nécessaire	Si elle est menée en même temps que les interviews en cours des informateurs principaux, l'analyse des dépositaires peut être réalisée en une semaine. Dans les cas où il n'est pas prévu de travail qualitatif significatif, un exercice complet nécessiterait deux à trois semaines de

		recherche. Cependant, l'analyse censée prévoir les positions et l'influence des dépositaires selon différents scénarios de réforme n'est pas un travail isolé et devrait émerger des résultats d'autres travaux analytiques. Une image complète et à jour peut nécessiter un travail de plusieurs mois de la part de spécialistes.
	Qualifications	Une formation en sociologie ou en anthropologie est utile, ainsi qu'en science politique. Des connaissances locales, y compris des contacts avec des experts locaux sont essentiels. Ceux qui effectuent l'analyse doivent également bien comprendre la réforme et l'histoire récente du secteur concerné.
	Logiciel d'appui	Sans objet
	Coût financier	Lorsque combiné avec d'autres travaux qualitatifs, le coût incrémental de l'analyse des dépositaires peut être aussi bas que \$10.000. Lorsqu'aucun travail qualitatif n'est projeté, il peut s'élever jusqu'à \$25.000.
Limitations	L'analyse des dépositaires se fonde sur des données qualitatives, des perceptions et des préférences. L'absence de représentativité statistique nécessite un choix et une triangulation rigoureux des données et des informateurs principaux.	
Références et applications	World Bank (2003b); DFID (2003); Brinkerhoff and Crosby (2002); Nunberg and Green (2004)	

Temps, matériaux et qualifications requis

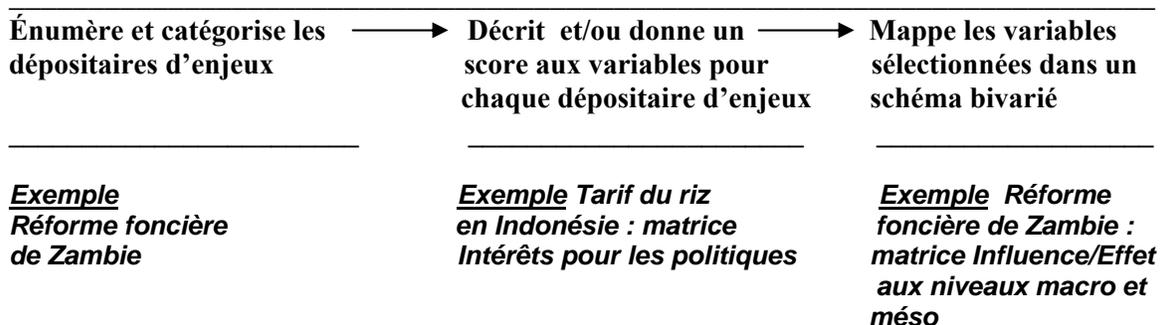
Les interviews des informateurs principaux peuvent prendre jusqu'à une heure. L'analyse des dépositaires conduite dans un atelier de travail en groupe nécessite une demi-journée à une journée. Ces méthodes peuvent être triangulées pour accroître la solidité de l'analyse. Travaillant avec les deux méthodes, l'interviewer/facilitateur peut combiner des questions préalablement préparées avec la construction d'une matrice graphique à partir de tableaux papiers. Les interviews et les ateliers de travail devraient être conduits par un interviewer/facilitateur qualifié avec une connaissance approfondie du pays et du contexte des réformes.

Approche possible

L'approche suivante est offerte à titre d'exemple et peut être adaptée au contexte local, ainsi qu'à la perception des choses des analystes locaux et des objectifs de la recherche. Cette approche met l'emphase sur le travail de groupe en tant qu'élément d'un processus continu de dialogue sur la réforme. S'il existe des préoccupations concernant la sensibilité, ou s'il est très possible qu'un groupe introduise un parti pris stratégique dans l'analyse, alors cette procédure peut être appliquée indépendamment, avec des informateurs principaux sur une base individuelle. Le parti pris peut être réduit si une attention particulière est donnée à la composition des groupes dans chaque atelier de dépositaires d'enjeux.

Les participants sont divisés en groupes de travail de 4 à 6 personnes et sont informés de leur rôle dans l'atelier et du but de l'analyse, en utilisant des exemples de réformes de politique pour illustrer l'importance de l'analyse des dépositaires d'enjeux. Il est important que certains aspects de la réforme de politique débattue, concernant à la fois son contenu et sa mise en œuvre en phases successives, soient bien spécifiés, de sorte que l'analyse des dépositaires puisse être nuancée. Présenter et discuter de la privatisation du secteur de l'électricité par exemple, est bien moins utile qu'une discussion plus désagrégée des options spécifiques de politique dans le cadre de la réforme en général. Les étapes qui suivent sont récapitulées en figure 1

Figure 1. Ordonnancement de l'analyse des dépositaires d'enjeux, avec exemples



Étape 1: Énumérer et catégoriser les dépositaires d'enjeux

Une fois les petits groupes constitués et l'objectif de l'exercice expliqué, les analystes peuvent utiliser des tableaux papiers (*flipcharts*) pour dresser une première liste des dépositaires d'enjeux classés par catégorie. Il est recommandé de procéder à l'établissement des listes et à la catégorisation des

dépositaires d'enjeux par rapport à la réforme de politique, avant d'essayer de se mettre d'accord sur une liste unique.

Ces dépositaires peuvent être listés dans un Tableau des dépositaires d'enjeux tel que montré ci-dessous, dans lequel les participants scorent comparativement chaque dépositaire en fonction d'une série de variables qui pourraient inclure :

- **L'influence** : le pouvoir d'un dépositaire de faciliter ou de prévenir la conception et la mise en oeuvre de réformes de politique;
- **L'importance** : la priorité accordée à la satisfaction des besoins et intérêts de chaque dépositaire (DFID, 2003, 2.3) ;
- **L'intérêt** : le niveau d'intérêt perçu que chaque dépositaire a concernant la réforme de politique, le long d'un continuum allant de l'engagement au statu quo, à l'ouverture au changement ;
- **L'impact** : le degré d'impact que la réforme de politique a sur chaque dépositaire ;
- **Le pouvoir** : le niveau de pouvoir coercitif que le dépositaire doit posséder pour obtenir la conformité au processus de politique ;
- **Les ressources** : le niveau des ressources que les dépositaires possèdent et peuvent mettre à disposition du processus de politique ;
- **La légitimité** : le degré de légitimité de l'intérêt de chaque dépositaire, c'est-à-dire jusqu'à quel point les demandes du dépositaire sont considérées comme justes par d'autres dépositaires ;
- **L'urgence** : l'urgence qui devrait être accordée aux demandes en concurrence de chaque dépositaire. (DFID, 2003, 2.3.)

Stakeholder categories	Relevant stakeholders	Characteristics (social, geographical, organisational)	Influence Power to facilitate or impede reform	Importance Degree of priority needs and interests	Interest From commitment to status quo to openness to change
Government Policymakers					
Implementing Agency staff					
Intended beneficiaries					
Adversely affected persons					
Organised interest groups					
Civil society organisations					
Donors Other external stakeholders					

Source : Adapted from World Bank (2003b) and DFID (2003)

Catégories des dépositaires	Dépositaires appropriés	Caractéristiques (sociales, géographiques, organisationnelles)	Influence Pouvoir permettant	Importance Degré de priorité des besoins et intérêts	Intérêt De l'engagement au statu quo à l'ouverture au changement
-----------------------------	-------------------------	--	------------------------------	--	--

	organisationnelles)	de faciliter ou d'entraver les réformes	des intérêts	l'ouverture au changement
Responsables Gouvernementaux				
Personnel de l'organisme de mise en œuvre				
Bénéficiaires attendus				
Personnes affectées de manière adverse				
Groupes d'intérêts Organisés				
Organisations de la Société civile				
Bailleurs de fonds Autres dépositaires d'enjeux externes				

Source : Adapté de World Bank (2003b) et DFID (2003)

Étape 2 : Créer un diagramme de données relatives aux dépositaires

d'enjeux dans une matrice

Une fois que ce tableau catégorisé a été développé, les participants peuvent créer un diagramme concernant leur relation au processus de réforme sur divers formulaires d'analyse bivariée des dépositaires, à partir de variables listées et scorées.

En utilisant une matrice d'Importance/Influence, le groupe ou le principal informateur peut par exemple identifier ces dépositaires dans des encadrés A et B en tant que principaux dépositaires d'enjeux du processus :

- **L'encadré A** présente les dépositaires de grande importance pour l'activité mais dotés d'une faible influence. Ceux-ci nécessitent une attention particulière lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques pour s'assurer que leur participation est garantie et leurs intérêts protégés ?
- **L'encadré B** présente les dépositaires de grande importance pour l'intervention de politique qui peuvent également influencer de manière significative son impact. Dans la mesure du possible, les responsables des politiques devraient développer de bonnes relations de travail avec ces dépositaires afin de réduire les risques pour la réforme
- **L'encadré C** montre les dépositaires qui présentent une faible priorité et influence. Bien qu'il puisse être nécessaire de quelque peu les impliquer

et les contrôler, ils sont peu susceptibles d'être le centre du processus de réforme de politique.

- **L'encadré D** montre les dépositaires possédant une grande influence, qui peuvent affecter les résultats du processus de réforme de politique, mais dont les intérêts ne sont pas la cible de l'intervention. Ces dépositaires peuvent bloquer, miner ou biaiser la conception ou la mise en œuvre des politiques et pourrait donc constituer un risque destructeur ('*killer risk*').

Matrice relative à l'importance/ l'influence	
Grande importance / Faible influence	Grande importance / Grande influence
A	B
C	D
Faible importance/ Faible influence	Faible importance/ Grande influence
Source: DFID, 2003. <i>Tools for Development: A Handbook for those engaged in development activity</i> , 2.4	

Étude de cas 1 : Analyse des dépositaires dans l'AIPS relative à la réforme foncière en Zambie.

Dans le cas de cette AIPS les interviews des dépositaires ont constitué la base de leur mappage dynamique sur le continuum impact/influence. Ce mappage a complété l'analyse institutionnelle (AIPS) en fournissant une vue d'ensemble claire des acteurs impliqués dans la réforme foncière ainsi que de leurs positions et de leur pouvoir.

Les dépositaires d'enjeux clés ont été identifiés et classés par catégorie en quatre groupes : Organismes gouvernementaux, secteur privé, bailleurs de fonds et société civile (voir le tableau ci-dessous). Pour pouvoir situer les dépositaires sur un graphique bidimensionnel, l'analyse doit permettre de mieux comprendre leurs caractéristiques et comment la réforme les affecterait, puisque ceci influence leur appui/résistance et leur participation à la réforme. Ainsi, l'étude a pu révéler en premier lieu les impacts, risques, influences et perceptions de chaque groupe individuel de dépositaires, et a par la suite permis d'établir un diagramme de leurs rapports à la réforme. L'information sur les impacts et les

risques potentiels a été basée sur un travail qualitatif et quantitatif, ainsi que sur plusieurs interviews, groupes cibles et réunions (pour plus de détails sur les méthodes voir l'encadré xx). Grâce à ces outils, il a été possible d'établir un diagramme des rapports des dépositaires à la réforme d'une manière dynamique en utilisant les dimensions influence/effet comme principe d'organisation.

Key stakeholders

Government and State agencies	Private Sector	Civil Society
1 The President	16 Commercial farmers	25 The Chiefs
2 Ministry of Land	17 Small scale farmers	26 Landless
3 Land's Tribunal	18 Surveyors	27 Herders
4 The Judiciary	19 Lawyers	28 FHH, CHH
5 Office of the Vice-President	20 Foreign Investors	29 Minority Ethnic Groups
6 Ministry of Legal Affairs	21 Commercial Banks	30 Zambia National Farmers Union (ZNFU)
7 Ministry of Local Government and Housing	Bailleurs	31 Local NGOs
8 The Ctg, Municipal and District Councils	22 USAID	32 International NGOs
9 Ministry of Agriculture and Cooperatives	23 WB/IMF	33 Media
10 Ministry of Works and Supply	24 DFID, GTZ, EU	
11 Ministry of Commerce, Trade and Industry		
12 Ministry of Tourism, Environment and Natural Resources		
13 Ministry of Finance		
14 Parliament		
15 The Police Force/ Ministry of the Interior		

Dépositaires d'enjeux clés

Gouvernement et organismes d'État	Secteur privé	Société civile
1 Le Président	16 Agriculteurs commerciaux	25 Les chefs
2 Ministère des affaires foncières	17 Petits agriculteurs	26 Paysans sans terres
3 Tribunal foncier	18 Arpenteurs	27 Pâtres
4 Pouvoir judiciaire	19 Avocats/juristes	28 FHH, CHH
5 Cabinet du vice président	20 Investisseurs étrangers	29 Groupes ethniques minoritaires
6 Ministère de la justice	Bailleurs de fonds	30 Syndicat national des agriculteurs de Zambie (ZNFU)
7 Ministère des collectivités locales et du logement	22 US-AID	31 ONG locales
8 Conseils municipaux et de districts	23 Banque mondiale/FMI	32 ONG internationales
9 Ministère de l'agriculture et des coopératives	24 DFID, GTZ, UE	33 Média
10 Ministère des travaux publics et des approvisionnements		
11 Ministère du commerce et de l'industrie		
12 Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles		
13 Ministère des finances		
14 Parlement		

Fig. XX. La réforme foncière telle que proposée par le gouvernement

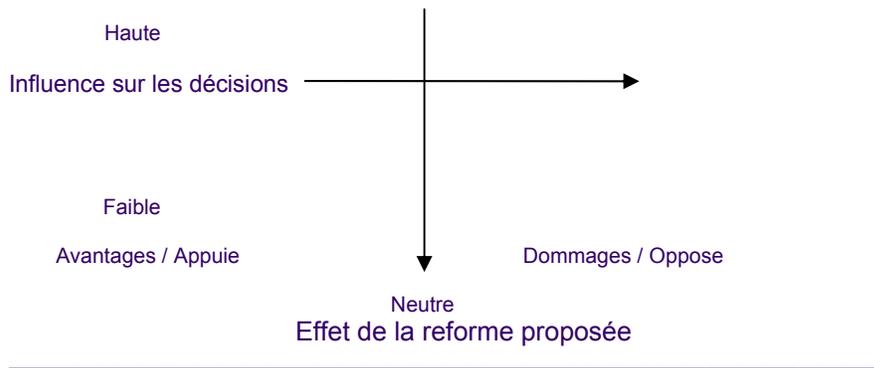
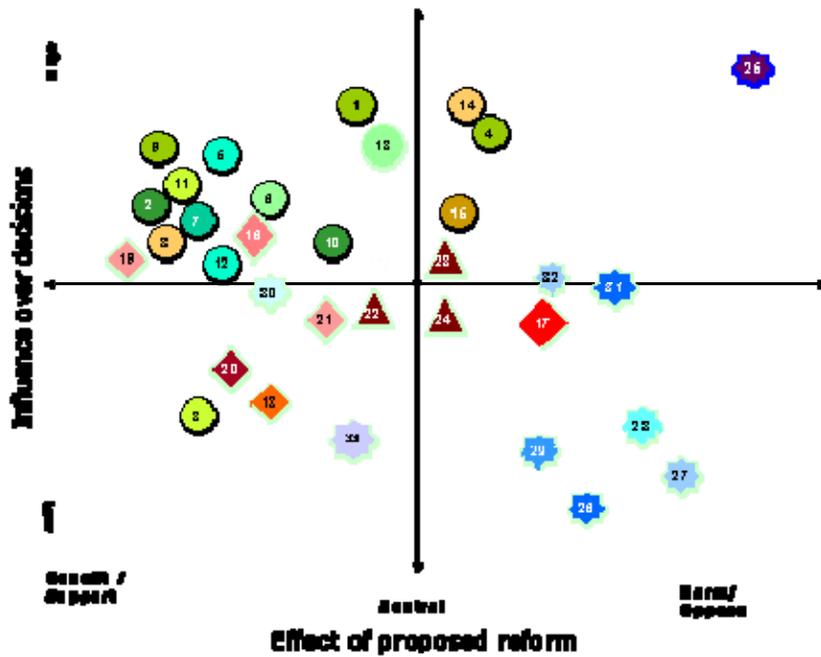


Fig XX. The Land Reform as suggested by the Government



Étude de cas 2: Analyse des dépositaires d'enjeux dans l'AIPS relative au tarif du riz en Indonésie

Cette AIPS concernait les impacts sur la pauvreté d'une augmentation des tarifs du riz en Indonésie. Le contexte de la réforme de politique était largement caractérisé par deux arguments opposés :

- Les défenseurs d'une politique des tarifs du riz plus élevés ont argué du fait que des prix plus élevés impliquent des revenus plus élevés pour les agriculteurs et ouvriers ruraux.
- Les défenseurs de l'abolition des tarifs du riz ont argué du fait que les pauvres sont des consommateurs nets de riz, qui souffriront en raison du prix élevé du riz.

Dans le cas de l'AIPS concernant l'Indonésie, la modélisation CGE a fourni les fondements économiques de l'élaboration des politiques. Pour déterminer les effets à court et moyen termes de la politique proposée sur la pauvreté, ce modèle utilise dix catégories de consommateurs et producteurs de riz. Cependant, dans l'environnement fortement politisé caractérisant l'Indonésie à la démocratie fragile de l'époque, ces fondements n'ont pas toujours constitué les facteurs déterminants des décisions du gouvernement. En plus de l'évidence économique fournie par ce modèle, une matrice de dépositaires d'enjeux clés a été créée indiquant leurs positions concernant la politique, les raisons de ces positions, les intérêts à la base de ces positions, et le degré d'influence de ces dépositaires sur les dites décisions (voir le tableau 1). Ceci a permis d'identifier les coalitions naturelles aux perspectives similaires, les groupes d'intérêt les plus puissants et les plus influents, et de créer un environnement plus transparent et plus clair lorsque chacun a semblé avoir quelque chose à dire qui semblait contradictoire.

Ceci a été réalisé grâce à l'analyse des déclarations de politique publiées -- documents officiels, journaux, études de données secondaires et en provenance d'autres sources--, des interviews d'informateurs principaux et des discussions avec des groupes cibles. Les informations recueillies ont été triangulées avant de procéder à des "recoupements" durant les discussions avec les groupes cibles, en utilisant des tableaux papiers et des esquisses de matrices.

Les principaux acteurs identifiés le long de l'axe vertical ont été dans ce cas des administrations, des fonctionnaires influents, des bailleurs de fonds externes tels que l'USAID et la Banque mondiale, des universitaires, des défenseurs influents de la politique, des groupes de citoyens et des O.N.G. L'axe horizontal a permis en premier lieu de catégoriser les positions vis-à-vis de la politique de chaque acteur principal, grâce aux objectifs explicites et implicites de la dite position, suivi du raisonnement à la base de cette position. Les deux encadrés qui suivent dans la matrice identifient les avantages et les contraintes de la position dans les court, moyen et long termes. Viennent ensuite les questions relatives à la manière dont la position vis-à-vis de la politique sera mise en œuvre, et quel ensemble d'intérêts ou de convictions la position représente. La conclusion concerne le degré d'influence de l'acteur en question.

La matrice a montré que les positions pro et anti-tarif n'étaient pas aussi polarisées qu'on l'a cru, en expliquant le raisonnement qui a présidé à leur adoption. Ceci a permis de déterminer un certain espace de manœuvre. Les

objectifs de politique informels, les ensembles de convictions et la raison officielle des positions ont permis de mieux comprendre pourquoi les organismes, institutions et individus en ont adopté certaines, et quels sont leurs droits acquis. De manière inattendue, nombre de positions adoptées par les ONG se sont avérées très semblables à celles des grands propriétaires fonciers censés tirer bénéfice d'un environnement protectionniste avec des tarifs et des prix plus élevés du riz importé, le rendant en fait plus cher. En conclusion, la transparence qui a résulté de la matrice a signifié que les institutions et les individus peuvent être tenus responsables de leurs positions

Tableau 1. Matrice Intérêt pour la politique de la part des acteurs clés, AIPS tarif du riz en Indonésie

Key players	Policy Objective		Argument rationale	Benefits			Constraints		Transmission channel	Interests	Degree of influence
	Explicit	In formal		(Short-term)	(Medium-term)	(Long-term)	(Short-term)	(Medium-term)			
BULOG	high tariff, regulate imports	source of finance	protect local farmers from import dumping	stable rice mkt, domestic production	Increase rice produce increase farmers (profitability)	self sufficiency control of rice economy	Don't have control of policy smuggling	Tariff less binding Creation of black market	high price- higher wages for labour, benefit to farmers	Source of income	high linked to ruling party fund raising
Dept Agrik.	High tariff Encourage domestic prod of rice Self sufficiency	Its their job perform based on Agri prod	Higher returns to rice farmers	Maintain high income of farmers	More rice availability		None stated. Unsure if would encourage high wages			Political High tariff local rice prod	High (less than Bulog)
Min of Planning	No tariff to maintain low rice prices	None	Java should diversify out of rice	low price benefit to poor	stable economy food available	Efficient resource allocation removes distortion Farmers will plant high yield crop	Sustainability of diversity		Low price for rice	Pro free market allied with intl community WB	High but declining Influence is waning
Ministry Finance & Ministry Economy	Low prices for rice	No	No rice tariff will help poor people	Increase purchase power	Flexibility to plant high price crops, less dependent on govt	Better resource allocation	Farmers will suffer in short term Employment probs	Shortage of rice, no self sufficiency	Prices and wages	Stabilized lower price of basic needs	(econ high, fin high but less so) lower than BULOG

Ministère des finances & Ministère de l'économie	Bas prix pour le riz	Non	Pas de tarif du riz qui permettra d'aider les pauvres	Augmentation du pouvoir d'achat	Flexibilité pour planter des cultures à haut rendement, dépend moins du gouvernement	Meilleure allocation des ressources	Les agriculteurs souffriront dans le court terme. Emploi	Pénurie de riz, pas d'autosuffisance	Prix et salaires
Ministère du commerce et de l'industrie	Pas de tarifs Commerce plus ouvert	Coûts directs/indirects moins élevés pour indust. Moins de politique.	Allocation des ressources efficace	Bas prix allègent la pression sur les exigences salariales	Avantages macro-économiques		Pas de pouvoir d'exécution		Bas prix du riz
Min. du bien-être social	Hauts et bas tarifs contradictoires	Aucun	Bas prix de la nourriture pour les pauvres	Bas prix bénéficient aux pauvres					
Consultants activistes	Tarifs élevés	Aucun	Protège production agricole. Augmente la Productivité	Salaires ruraux plus élevés permettent de réduire la pauvreté		Productivité élevée dans le secteur agricole			Des prix plus élevés favorisent augmentation des salaires
Économistes universitaires	Bas tarifs	Principes économiques	Prix élevés mauvais pour les pauvres	Bas prix bénéficient aux pauvres	Augmentation de la consommation				
USAID Banque mondiale FMI / ADB	Pas de tarifs	Libéralisation du commerce	Amélioration du bien être. Prix mondiaux élevés créent un marché noir	Bas prix Bénéficient aux pauvres	Stabilise les prix	Efficacité du marché. Meilleure allocation des ressources	Pas les dirigeants		Tel que ministère de la planification
Producteurs HKTI ONG	Tarifs élevés	Intérêts des milieux d'affaires	Des Prix plus élevés protègent les agriculteurs	Bénéficie aux agriculteurs		Productivité accrue	Ne fait pas partie du gouvernement		Voir Bulog
Gouverneur de Java Est	Interdiction des importations	Recherche populiste de rentes de situation	Protège les intérêts des agriculteurs	Ventes plus importantes de riz local	Revenus plus élevés pour agriculteurs	La production de riz s'étend	Inexécutable		Blocages au niveau des ports, douanes

Intérêts	Degré d'influence
Source de Revenu	Élevé, grâce à levée de fonds pour parti au pouvoir
Politique. tarif élevé production locale de riz	Élevé (moins que Bulog)
Favorable à économie de marché, allié à communauté internationale BM	Élevé, mais influence en déclin
Prix des besoins essentiels plus faibles, stabilisés	(éco. élevé) moins élevé que Bulog
Prix industriels, gouvernement propre	Moyen (moins qu'agri., en déclin)
Fardeau allégé !	Élevé (plus que Min. de la planification. Certains disent n'a pas d'influence sur fixation des prix)
Peut être ambition politique	Pas d'influence (n'a pas d'alliés)
Académique basé sur théorie et données	Moyen (un certain accès aux ministères et médias)
Libre-échange	Élevé (peut bloquer) généralement informel
	Faible, mais se fait entendre
Élections de 2004	Accès aux médias et aux hommes/femmes politiques

Les 4 acteurs principaux impliqués dans l'élaboration de politique :

1. Ministère de l'économie- bas tarifs
2. Bulog – tarifs élevés
3. Ministère de l'agriculture - tarifs élevés
4. Bappenas- pas de tarifs

3.2.2. Mappage politique

Alors que les matrices d'analyse des dépositaires d'enjeux se concentrent sur le pouvoir, l'influence et la proximité des individus et groupes d'intérêt par rapport à une réforme de politique particulière, le [mappage politique](#) met quant à lui l'accent plus directement sur le paysage politique de la réforme en identifiant la nature et la force des opinions politico-idéologique relatives à un aspect donné de la réforme. Le mappage politique permet d'identifier les acteurs politiques les plus importants et d'illustrer dans l'espace leurs relations entre eux, concernant la conception et l'exécution de la politique. Le mappage politique peut, de ce fait, atteindre plusieurs objectifs (Brinkerhoff et Crosby, 2002, 164) :

- Il peut fournir une représentation graphique de la viabilité politique d'un régime
- Il peut fournir des indices à propos des vulnérabilités du régime
- Il peut détecter l'existence d'alliances d'opposition et des coalitions de soutien potentielles
- Il peut donner une indication du niveau de l'autorité que possède le régime
- Il peut donner des indications sur la capacité de mise en oeuvre de divers acteurs
- Il peut détecter de nouvelles orientations en matière de politique

Afin de comprendre un paysage politique complexe, une carte politique permet d'en fournir une présentation de manière simple en deux dimensions, horizontale et verticale. Comme le gouvernement est le lieu de la prise de décision concernant la manière dont seront distribués les avantages à la société, il est toujours placé au centre de la carte. L'activité politique est orientée de manière à influencer le gouvernement dans ses décisions de politique. Les différents types d'acteurs politiques sont organisés le long de l'axe vertical en quatre sphères : les acteurs externes (y compris les bailleurs de fonds et les ONG internationales) ; les secteurs sociaux (y compris les groupes d'intérêt axés sur un secteur industriel particulier ou une classe sociale) ; les partis politiques (cherchant à influencer directement les politiques publiques grâce aux instruments de pouvoir) ; et les groupes de pression (groupes d'influence concernant certaines questions de politique). Le but de l'axe horizontal est d'évaluer le degré de soutien du gouvernement de la part de chaque groupe. Ce soutien varie, il va du soutien essentiel au soutien idéologique ou modéré. L'opposition est différenciée, en tant qu'opposition légale (qui soutient fermement

les règles du système politique) et opposition anti-système (qui s'oppose non seulement à la politique en question mais également à la manière dont les décisions sont prises).

Les groupes sont placés sur la carte en fonction tout d'abord de leur soutien ou opposition au régime, puis de la relation de leur agenda politique avec celui du dit régime (en plaçant sur le côté gauche de la carte les groupes qui sont plus "progressistes", "interventionnistes" et/ou "gauchistes"). Dans ce second cas, s'agissant d'une dimension considérée très subjective et contextuelle, le but est de séparer visuellement ces groupes qui ont peu en commun idéologiquement et sont peu susceptibles de former des coalitions ou le travailler ensemble.

La carte "est lue" en considérant : (i) le degré de soutien au régime ; la cohésion des groupes assurant ce soutien et ses caractéristiques en termes de concentration ; et (ii) l'opposition au régime, sa taille et sa composition, son niveau d'intensité et d'engagement et toute alliance importante en formation. Plus les acteurs sont groupés au milieu de la carte autour du gouvernement pour ce qui concerne une réforme donnée, plus le gouvernement aura de pouvoir et de stabilité pour mettre en oeuvre la réforme. Avoir des acteurs dispersés de 'chaque côté' du gouvernement ne peut que produire un environnement politique instable et antagonique quant à la mise en oeuvre de la réforme, qui dépend également de l'engagement et de la coopération de l'opposition.

Un problème qui se pose avec le mappage politique est le manque de dynamisme, avec une carte politique unique que l'on pourrait comparer à un instantané. En combinant une série de cartes dans le temps, les analystes de processus peuvent commencer à apprécier la dynamique politique (Brinkerhoff et Crosby, 2003, 165).

Nom de l'outil: Mappage politique macro et micro

Nom de l'outil:	Mappage politique macro et micro
Qu'est ce ?	Le mappage politique est un outil permettant d'organiser des informations concernant le paysage politique de manière illustrative. Le mappage macropolitique fournit une analyse des alliances politiques au niveau macro (national ou par secteur), alors que le mappage micropolitique fournit des informations plus désagrégées sur le paysage politique méso et micro. Les outils peuvent être utilisés comme point d'entrée pour une analyse plus détaillée d'économie politique
À quoi peut-il être utile?	Le mappage politique peut être utilisé pour illustrer les concentrations du soutien au gouvernement
Que nous dit-il?	L'outil permet d'illustrer la distribution et la nature du soutien ou de l'opposition au gouvernement pour ce qui concerne une réforme donnée.
Outils complémentaires	Mappage micropolitique ; analyse des forces en présence ; analyse des dépositaires d'enjeux

Éléments clés	<p>Le mappage politique est habituellement conçu comme un diagramme bidimensionnel avec le gouvernement placé au centre comme décideur principal. Le long de l'axe vertical, les dépositaires identifiés peuvent être groupés en différentes unités discrètes telles que les acteurs externes, les acteurs parlementaires, la fonction publique, les groupes d'intérêt et les organisations de la société civile. L'axe X décrit le degré auquel les acteurs appuient/opposent le gouvernement et la nature de leur relation avec celui-ci. Brinkerhoff et Crosby suggèrent de grouper le soutien au gouvernement selon un axe allant de soutien essentiel à soutien modéré, et l'opposition, d'opposition légale à contestataire (anti-établissement). Un mappage politique plus complexe inclurait également les relations entre les différents acteurs pour déterminer les caractéristiques centrifuges ou centripètes du système politique. Plus les acteurs sont groupés au milieu de la carte autour du gouvernement pour ce qui concerne une réforme donnée, plus celui-ci bénéficiera de pouvoir et de stabilité pour mettre en œuvre la réforme. Avoir des acteurs dispersés de chaque côté du gouvernement produit un environnement politique instable et antagonique quant à la mise en œuvre de la réforme, qui dépend de l'engagement et de la coopération de l'opposition.</p>	
Exigences	Données/ informations	Analyse développée à partir des interviews d'informateurs clés, de la revue des écrits sur le sujet (documents du gouvernement et articles de journaux) et des ateliers des dépositaires d'enjeux
	Temps nécessaire	S'il est effectué en même temps que les interviews des informateurs clés, le mappage politique peut être réalisé en une semaine. Dans les cas où il n'y a pas de travail qualitatif significatif prévu, un exercice complet nécessiterait deux à trois semaines de recherche. Cependant, l'analyse censée mapper les positions politiques dans différents scénarios de réforme n'est pas un travail isolé et devrait résulter d'autres travaux analytiques. Offrir une image complète et à jour peut nécessiter un travail d'analyse de plusieurs mois de la part des spécialistes.
	Qualifications	Une formation sociologique ou anthropologique est utile, ainsi qu'en science politique. Des connaissances locales, ainsi que des contacts avec des experts locaux sont essentiels. Ceux qui effectuent l'analyse doivent également comprendre de manière approfondie la réforme, de même que l'histoire récente

		du secteur.
	Logiciel d'appui	Un logiciel spécialisé n'est pas nécessaire pour réaliser un mappage de qualité et instructif. Un logiciel existe cependant, tel que le 'PolicyMaker 2.3' (une version limitée peut être téléchargée en visitant http://www.polimap.com/ pour analyser le soutien à la réforme et mapper les résultats.
	Coût financier	Lorsque combiné avec un autre travail qualitatif, le coût incrémental du mappage politique peut s'élever à \$10.000. Lorsqu'il n'y a pas de travail qualitatif projeté, il peut s'élever à \$25.000
Limitations	Dans le mappage politique, les acteurs sont décrits comme unités homogènes au niveau macro, mais le gouvernement, par exemple, se compose de multiples départements sur plusieurs niveaux différents. Le mappage micropolitique est nécessaire pour pouvoir comprendre l'analyse d'un niveau plus bas. Les relations de pouvoir entre acteurs peuvent être décrites qualitativement mais ne le sont pas dans la carte. La carte peut donc être complétée par une analyse des forces en présence	
Références et applications	Brinkerhoff and Crosby (2002)	

Mappage politique macro et micro : Procédures et exemples

L'objectif de base d'une carte politique est de réduire une réalité complexe à un diagramme bidimensionnel. Le système politique est caractérisé par des processus multiples, des ordres du jour cachés, des luttes pour le pouvoir, impliquant une multitude d'acteurs différents opérant à différents niveaux.

Temps, matériel et qualifications nécessaires

Le mappage politique (macro ou micro) est basé sur l'analyse produite par d'autres outils qualitatifs tels que les revues de la littérature en la matière, des interviews d'informateurs clés et des discussions avec des groupes cibles. Ces outils sont nécessaires pour identifier les principaux acteurs d'une réforme donnée. Il sont également utiles pour recueillir suffisamment d'informations permettant la création d'une carte où les acteurs sont placés l'un par rapport à l'autre. Les chercheurs pour mener à bien ce travail devraient être expérimentés dans l'utilisation des techniques qualitatives et l'analyse des relations de type politique. Une fois l'information obtenue, l'exercice de mappage nécessite en soi

très peu de temps. Les chercheurs impliqués dans la collecte des données devraient aussi, de préférence, être impliqués dans l'exercice de mappage.

Approche possible

Étape 1 : Identifier les dimensions

Les dimensions du mappage doivent être adaptées à l'objectif de l'analyse. Les dimensions les plus utilisées sont celles du pouvoir et du soutien à la réforme (comme dans les deux exemples présentés ci-dessous), mais d'autres dimensions peuvent également être ajoutées. Dans certains cas, il pourrait être utile d'avoir l'intégration dans la société sur un axe, afin de déterminer comment les différents acteurs canalisent leur opposition/soutien. Une faible intégration sociale indiquerait que l'opposition/le soutien ne se manifestent pas nécessairement par le biais des institutions politiques formelles, mais plutôt par la violence, la corruption, ou l'établissement d'institutions informelles contre-productives. De telles activités qui sont externes au processus politique étroitement défini, pourraient avoir des impacts significatifs sur les résultats attendus de la réforme. Déterminer les étapes durant lesquelles l'opposition aux réformes serait la plus sérieuse présente également un intérêt. Dans un tel cas, la dimension pourrait le moment où les différents acteurs sont les plus capables de poser un risque à la réforme : dans la phase de conception, de négation politique, ou dans la phase de mise en œuvre. La dimension relative au pouvoir pourrait également cacher beaucoup de disparités internes qui ne peuvent être exposées qu'en incluant l'aspect cohésion interne. Le gouvernement par exemple est l'acteur le plus puissant pour ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme, mais d'autres études (par exemple le mappage micropolitique) pourraient indiquer un fort degré d'hétérogénéité et de conflit en son sein, pouvant poser un risque sérieux à la réforme. Une dimension supplémentaire peut quelques fois être obtenue en changeant la taille de l'observation, en tenant compte par exemple du pouvoir.

Étape 2 : Identifier les dépositaires d'enjeux

L'identification initiale des dépositaires sera souvent basée sur la littérature secondaire et de manière empirique. Cependant, l'identification des acteurs est un processus itératif où les interviews des acteurs identifiés initialement par les dépositaires, pourraient conduire le chercheur à inclure d'autres acteurs ou groupes qui ont été négligés durant les étapes préparatoires. Les acteurs qui pourraient influencer ou être influencés par la réforme proposée devraient être classés par catégorie dans différents groupes. Brinkerhoff et Crosby suggèrent de grouper les dépositaires selon les cinq catégories suivantes : acteurs du gouvernement, acteurs externes (multinationales, bailleurs de fonds/ONG internationales, ambassades étrangères, etc.), secteurs sociaux (ouvriers urbains, populations autochtones, femmes, petits agriculteurs, etc.), partis politiques et groupes de pression (syndicats, associations professionnelles,

églises, etc.), mais d'autres catégories peuvent être ajoutées, en se basant sur les données disponibles et l'objectif de l'analyse. Dans l'exemple ci-dessous, une catégorie supplémentaire concernant les médias a été incluse.

L'étape qui suit consiste à placer les acteurs identifiés sur la carte contenant les dimensions choisies. La valeur des cartes politiques réside non pas dans les coordonnées numériques de chaque acteur, mais dans leur placement l'un vis-à-vis de l'autre, en une illustration spatiale de leur relation. Il est donc souvent préférable de donner à chaque dépositaire une description d'une page, et par la suite de déplacer librement -si l'on peut dire- les dépositaires dans les dimensions choisies. Cet exercice pourrait être conduit indépendamment par tous les membres de l'équipe qui participe à l'analyse sociale pour discerner les chevauchements et pour discuter les raisons des divergences. Les acteurs les plus importants devraient être placés en premier pour agir en tant que points focaux pour l'exercice de mappage. Dans le contexte de l'AIPS, le gouvernement sera souvent l'acteur le plus important pour ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme. Les autres acteurs devraient alors être placés en fonction du gouvernement et de chacun d'entre eux. Il sera souvent nécessaire de procéder à des ajustements des positions au fur et à mesure que l'organisation et la 'population' de la carte politique progresse.

Le format exact du mappage dépendra de l'objectif de l'analyse et du processus initial (de mappage). Si le processus révèle l'existence d'une demande importante pour plus d'informations qualitatives afin de compléter l'exercice de mappage, un format tabulaire pourrait être préférable à une illustration graphique. Un exemple de chaque type est présenté ci-dessous.

Les points à retenir

Le mappage politique est statique alors que le processus politique est hautement dynamique, ainsi une carte politique peut très vite devenir périmée (avec un changement soudain de gouvernement). Pour inclure une certaine dynamique, une approche possible serait de procéder à des mappages chaque année et de les suivre dans le temps. Une autre possibilité serait de compléter le mappage avec d'autres outils qui peuvent mieux saisir les effets dynamiques, tels que le mappage de processus.

Une attention particulière devrait également être donnée au fait qu'un mappage peut contenir une information sensible. C'est particulièrement vrai si le mappage révèle des alliances et des réseaux informels

Étude de cas de mappage politique : Réduire les tarifs à l'importation sur les aliments de base

Le mappage politique peut utiliser nombre de formats différents adaptables aux exigences de l'analyse. L'illustration ci-dessous simule un contexte politique

dans lequel un gouvernement propose une réforme permettant de réduire les taxes à l'importation sur les aliments de base. La matrice rend explicite les réponses probables ou réelles des différents acteurs de la réforme. La rangée supérieure décrit les différents types de soutien ainsi que l'opposition, identifiés en utilisant des méthodes qualitatives. On peut utiliser les mêmes catégories pour le soutien et l'opposition ou – comme c'est le cas dans le mappage ci-dessous – choisir différentes catégories pour le soutien et l'opposition. Les cinq catégories ayant trait à l'opposition se concentrent sur les canaux grâce auxquels celle-ci peut être exprimée, alors que les trois catégories relatives au soutien décrivent la nature de celui-ci. La première colonne liste le groupe de dépositaires qui ont été identifiés, et dans ce tableau les médias ont été inclus en tant qu'acteur additionnel comparé à l'illustration graphique. Le gouvernement est placé dans le coin gauche supérieur avec un soutien solide pour la réforme. La télévision, qui appartient à l'État, devrait également fournir un soutien vigoureux à la réforme. On s'attend à ce qu'un soutien plus modéré et plus fragile pour la réforme soit apporté par la classe moyenne urbaine, les bailleurs de fonds internationaux et plusieurs journaux indépendants. Ici le soutien à la réforme peut être affecté plus facilement par les chocs externes ou des résultats inattendus. L'opposition peut se matérialiser par le biais de nombreux canaux.

Le parlement et les municipalités locales oeuvrent principalement par le biais de canaux politiques, bien que l'administration de certaines municipalités pourrait gêner la mise en oeuvre de la réforme. Des stations de radio locales couvrant des zones rurales spécifiques sont contre la réforme. Bien qu'ils aient un pouvoir limité pour ce qui est des résultats de la réforme, les agriculteurs sont susceptibles de s'engager dans une stratégie de violence qui pourrait s'avérer fortement déstabilisatrice pour le gouvernement et néfaste pour la réforme. L'intérêt pour la réforme est une autre dimension à prendre en considération. Bien que l'OMC soit en principe très en faveur d'une réduction des taxes à l'importation (et ainsi obtenir une note élevée pour ce qui est du soutien), l'intérêt de l'organisation peut être négligeable s'agissant d'un petit pays en voie de développement. En raison du format tabulaire, on peut facilement ajouter autant de texte que nécessaire dans chaque cellule.

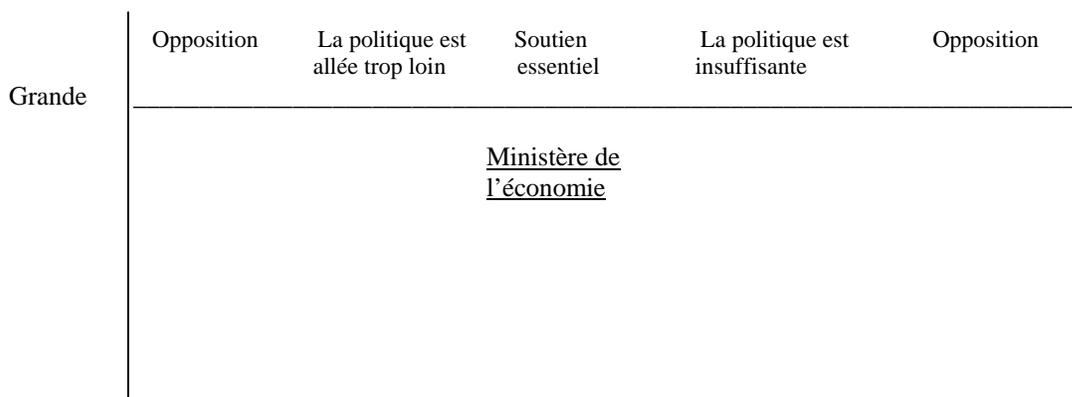
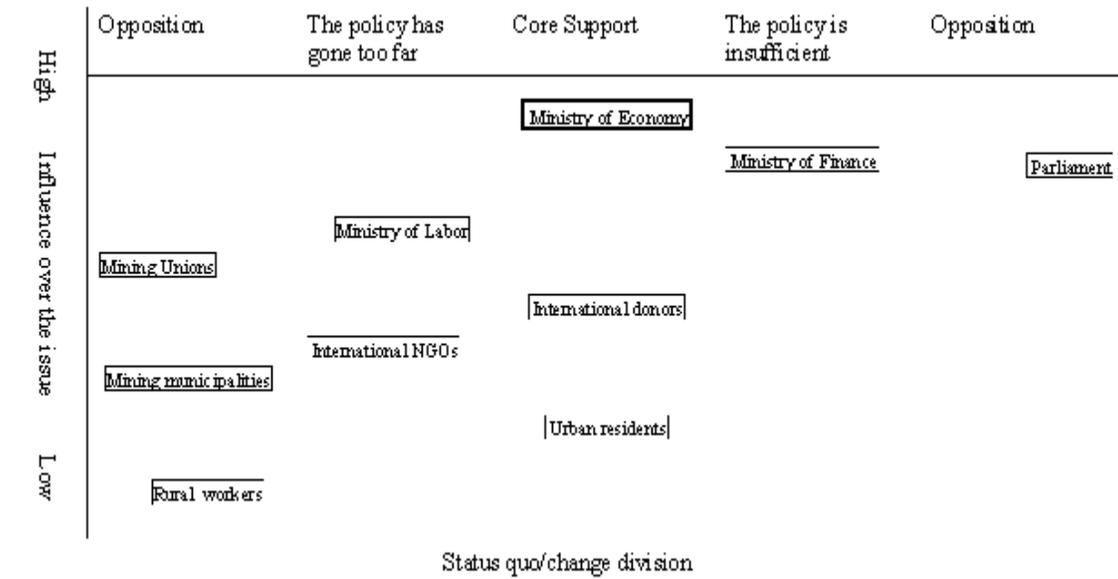
	Support Robust	Support Fragile	Support Ideological	Opposition through public mobilization	Opposition through political channels	Opposition through disobedience	Opposition through conflict	Opposition Limited channels
Political Actors	Government				Parliament Municipalities	Municipalities		
Social groups		Urban middle class					Small farmers in certain remote regions	Small farmers/landless laborers
External Actors		International donors	WTO	International NGOs				
Media	Television	Most newspapers		Local radio stations				

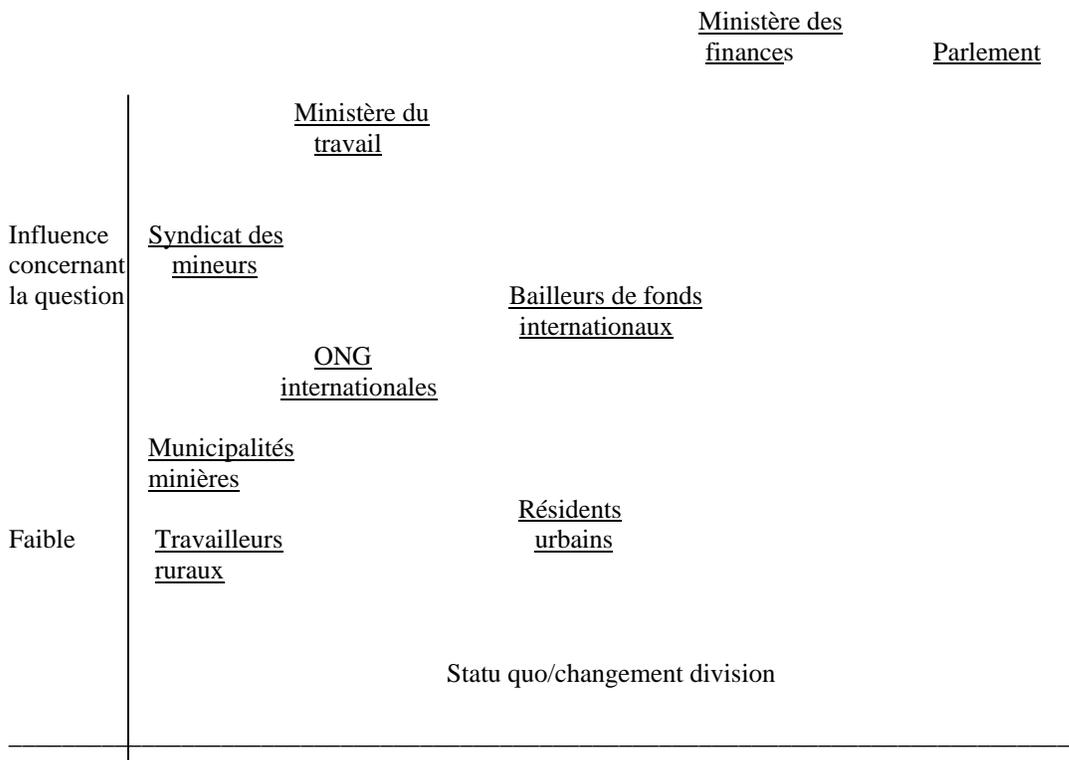
	Soutien solide	Soutien fragile	Soutien idéologique	Opposition grâce à mobilisation publique	Opposition par le biais de canaux politiques	Opposition par la désobéissance	Opposition par le conflit	Opposition Canaux limités
Acteurs Politiques	Gouvernement				Parlement Municipalités	Municipalités		
Groupes sociaux		Classe moyenne urbaine					Petits agriculteurs dans certaines régions isolées	Petits agriculteurs / ouvriers agricoles sans terres
Acteurs Externes		Bailleurs de fonds internationaux	OMC	ONG internationales				
Média	Télévision	La plupart des journaux		Stations de de radio locales				

Étude de cas de mappage micropolitique : Libéraliser le secteur minier

La carte ci-dessous illustre l'environnement micropolitique relatif à la proposition du gouvernement de libéraliser l'industrie minière. Reformuler le secteur minier doit réduire les contraintes pesant sur les finances publiques et accroître la productivité, mais ce faisant elle génère des gagnants et des perdants. Le ministère de l'économie a proposé au nom du gouvernement un plan de

libéralisation du secteur sur une période de dix ans et un mappage macropolitique préliminaire indique un fort soutien à la réforme. Cependant, en désagrégeant l'entité gouvernementale en une carte micropolitique, des factions conflictuelles peuvent être identifiées. Dans l'exemple ci-dessous, le puissant ministère des finances aurait souhaité une réforme plus globale et une libéralisation plus complète sur une période de cinq ans, tandis que le ministère du travail aurait voulu que les licenciements massifs inhérents à la libéralisation bénéficient d'une approche plus prudente que celle proposée. Toujours est-il qu'aucune des factions ne s'oppose réellement à la réforme à ce stade, mais la tension réelle qui existe entre ces deux ministères pourrait dégénérer lors de la mise en œuvre. La véritable opposition à ce stade provient du ministère de l'économie. Le parlement n'étant pas directement responsable envers les électeurs pour les politiques mises en œuvre, a plaidé pour des réformes plus radicales qui résoudreaient une fois pour toutes les problèmes du secteur (si seulement il avait assez de mandats !). D'un autre côté, on trouve les groupements politiques de dépositaires d'enjeux qui seront affectés de manière adverse par la réforme (syndicat des mineurs, municipalités minières). Ces deux oppositions sont susceptibles de se manifester jusqu'à la phase de mise en œuvre et pourraient poser des risques à l'efficacité de la dite réforme. La carte micropolitique révèle également que la majorité des acteurs politiques considèrent que la politique proposée va trop loin ; ils sont cependant équilibrés par les acteurs en plus petit nombre mais plus influents qui se trouvent de l'autre côté.





3.3. Analyse du contexte de la réforme : analyse institutionnelle de niveau macro

Les institutions, des créations humaines, sont les "règles de jeu" d'une société, qui donnent forme et contraignent les interactions sociales et les choix individuels (North, 1990, 3)¹. Les institutions peuvent être un ensemble de règles telles celles qu'on trouve dans une constitution, un régime réglementaire ou commercial, un régime politique ; ou qui régissent les relations entre l'exécutif et le judiciaire, un système électoral, un système politique partisan, un système de la fonction publique, une communauté sociale ou géographique. Les règles peuvent également se manifester dans les manières ordinaires, habituelles, de faire les choses. Ce type d'institutions informelles représentent les pratiques culturelles qui façonnent les comportements et interactions sociales et comprennent les hiérarchies sociales, les relations de clientèle et diverses formes de 'recherche de rentes'.

Les institutions réduisent l'incertitude en fournissant une structure à la vie politique, économique et sociale de tous les jours. En d'autres termes, les êtres humains s'imposent consciemment ou inconsciemment des contraintes afin de se rendre la vie plus facile. Comprendre comment des institutions sont créées, comment elles changent et influencent le comportement humain est donc essentiel pour appréhender comment et pourquoi les réformes de politique sont conçues et développées.

Une analyse des institutions en termes de pouvoir montre que des règles tendent à se manifester pour soutenir l'idéologie ou la vision du monde dominantes dans n'importe quel contexte donné. Le pouvoir peut être utilisé par ceux ayant le contrôle des ressources et de l'information, de prendre des décisions afin de contraindre les gens à faire ce qu'ils n'auraient pas choisis de faire. Ceci se fait parfois par la coercition ou la violence, mais souvent plus subtilement en créant un consensus au sujet des "règles du jeu", lequel permet de modifier ces règles en faveur des puissants et d'empêcher les gens de faire des choix critiques et informés.

L'analyse institutionnelle de niveau macro examine les règles qui concernent l'identification et la négociation des thèmes et secteurs de la réforme de politique. Elle nous permet de comprendre les motivations pour la réforme ainsi que l'"architecture" institutionnelle qui vont influencer sa conception. Une analyse institutionnelle de ce type est essentiellement narrative. En appliquant les méthodes d'évaluation des institutions politiques, le défi qui se pose consiste à définir comment organiser l'information pour la rendre utile et pour alimenter l'analyse narrative. Diverses méthodes peuvent être appliquées à l'analyse des contextes institutionnels pour la réforme de politique et nous en présentons deux ci-dessous : l'analyse de réseau et celle des coûts de transaction.

¹ Il y a ici une distinction importante entre les institutions qui fournissent les règles et les organisations de type social, politique ou économique, permettant d'atteindre des objectifs communs grâce à ces contraintes institutionnelles (North, 1990, 5)

3.3.1. Analyse de réseaux

[L'analyse de réseaux](#) est un outil permettant de réfléchir de manière stratégique quant à la solidité et à la nature des relations institutionnelles au sein du paysage politique. C'est une méthode de mappage visuel qui permet aussi de mesurer les relations et interactions entre un ensemble d'acteurs/entités (individus, groupes, organisations, etc.) au sein d'une communauté, d'un secteur, d'une industrie, etc. Elle se concentre sur la structure des relations entre acteurs/entités, plutôt que sur leurs attributs.

L'outil permet de comprendre la structure organisationnelle et le fonctionnement des systèmes, le comportement organisationnel, les relations inter-organisations, le flot d'informations, les connaissances et les ressources. Ces relations influent sur la prise de décision et la négociation relative à la réforme de politique.

Un réseau se compose de "noeuds" et de "liens" (voir les études de cas décrites dans le volume 2). Les noeuds dans un réseau peuvent être des personnes, groupes ou organisations. Les liens dans un réseau sont les relations ou les flots entre les noeuds ; ce peut être des contacts sociaux, des informations et connaissances, de l'influence, de l'argent, l'adhésion à des organisations, la participation à des événements spécifiques, ou de nombreux autres aspects des relations humaines.

Les acteurs (les "noeuds") ne se comportent pas ou ne prennent pas des décisions en tant qu'individus hors du contexte social. Leur comportement, décisions et actions sont ancrés dans des systèmes de relations sociales. Les interventions en termes de développement sont imbriquées dans des réseaux sociaux d'individus et d'organisations formels et informels, et leur but est d'avoir une influence sur les vies des personnes au sein et hors de ces réseaux. Une représentation en termes de réseau d'un programme de développement permet de mettre l'emphase sur 'qui influence qui' (directement et indirectement), et jusqu'à quel niveau de complexité. Les représentations de réseau sont très modulables, allant du local au global, et peuvent inclure les structures formelles et informelles.

Nom de l'outil : Analyse des réseaux

Nom de l'outil :	Analyse des réseaux / mappage	
Qu'est ce ?	Une méthode visuelle de mappage et de mesure des relations et interactions entre un ensemble d'acteurs/entités (individus, groupes, organisations, etc.) dans une communauté, un secteur, un secteur industriel, etc.	
À quoi peut-il être utile?	Comprendre la structure organisationnelle et le fonctionnement des systèmes. Comprendre le comportement organisationnel, les relations inter-organisationnelles, le soutien social et le flot d'informations / connaissances / ressources, etc. Comprendre les impacts potentiels des changements affectant les politiques ou leur mise en oeuvre sur les relations entre un ensemble d'acteurs.	
Que nous dit-il?	La structure des relations entre acteurs/entités. Relations actuelles avant toute modification de politique ou intervention.	
Outils complémentaires	Analyse des détenteurs d'enjeux ; Questionnaire sur la gouvernance.	
Éléments clés	L'Analyse de réseaux met l'accent sur la structure des relations entre acteurs/entités plutôt que sur leurs attributs.	
Exigences	Données/ informations	Le réseau est construit sur la reconnaissance de la fréquence des flots d'information, des connaissances et des ressources entre les "noeuds" représentant les acteurs ou organisations) dans un contexte donné
	Temps nécessaire	Si intégré dans des interviews d'informateurs clés, l'analyse de réseaux peut être réalisée en une semaine, dans les cas où il n'y a pas de travail qualitatif significatif prévu, un exercice complet peut nécessiter deux à trois semaines de recherche.
	Qualifications	Une formation sociologique ou anthropologique est utile, de même qu' en science politique. Des connaissances locales, y compris des contacts avec des experts locaux sont essentielles. Ceux qui effectuent l'analyse doivent également bien comprendre la réforme et l'histoire récente du secteur en question
	Logiciel d'appui	- UCINET http://www.analytictech.com/ucinet_5_description.htm - SociometryPro 2.3 http://www.sociometry.ru/eng/index.php - NetMiner http://www.netminer.com/NetMiner/home_01.jsp - InFlow http://www.orgnet.com/
	Coût financier	Lorsque combiné avec d'autres travaux qualitatifs, le coût incrémental de l'analyse des dépositaires peut s'élever à \$10.000. Lorsqu' aucun travail qualitatif n'est projeté, il peut s'élever jusqu'à \$25.000.

Limitations	Les grands ensembles de données nécessitent un logiciel d'analyse. Il peut y avoir des difficultés à tester statistiquement les hypothèses parce que des données sont auto-corrélées, bien que les tests de permutation traitent à présent ce problème.
Références et applications	<ul style="list-style-type: none"> - Borgatti, S. (18/01/05) What is Social Network Analysis (<i>Qu'est-ce que l'analyse de réseau social</i>). Disponible à : http://www.analytictech.com/networks/whatis.htm - Borgatti, S. Social Network Analysis Instructional Web Site (<i>Site web : Instructions pour l'analyse de réseau social</i>). Disponible à : http://www.analytictech.com - Davies, R. (2003) Network Perspectives In The Evaluation Of Development Interventions: More Than A Metaphor. (<i>Perspectives réseau dans l'évaluation des interventions de développement : Plus qu'une métaphore</i>) Disponible à : http://www.mande.co.uk/docs/nape.pdf - Freeman, L. (viewed 18/01/05) The Study of Social Networks (<i>Etude des réseaux sociaux</i>). Disponible à : http://www.insna.org/INSNA/na_inf.html International Network for Social Network Analysis website (<i>Site web : Réseau international pour l'analyse de réseau social</i>). Disponible à : http://www.insna.org/ - Krebs, V. (2005) An Introduction to Social Network Analysis (<i>Introduction à l'analyse de réseau social</i>). Disponible à : http://www.orgnet.com/sna.html (viewed 18/01/05) - NHS (2001) Knowledge Management: Social Network Analysis (<i>Gestion des connaissances : Analyse de réseau social</i>). National electronic Library for Health. Disponible à : http://www.nelh.nhs.uk/knowledge_management/km2/social_network.asp - Steven Were Omamo and John Farrington (2004) Policy Research and African Agriculture: Time for a Dose of Reality? (<i>Recherche en politiques et agriculture africaine: Moment de vérité?</i>) Natural Resource Perspectives, Number 90, January 2004. Disponible à : http://www.odi.org.uk/nrp/90.pdf - Stoebenau, K. and T.W. Valente (2003) Using Network Analysis to Understand Community-Based Programs: A Case Study from Highland Madagascar. (<i>Utiliser l'analyse de réseau pour comprendre les programmes axes sur les communautés</i>) International Family Planning Perspectives. Vol. 29, No. 4, December 2003. Disponible à : http://www.agi-usa.org/pubs/journals/2916703.html - Site web d'information MandE : http://www.mande.co.uk/networks.htm

Analyse des réseaux / mappage : Procédures et exemples

Un réseau se compose de "noeuds" et de "liens" (voir les études de cas décrites dans le volume 2). Les noeuds dans un réseau peuvent être des personnes, groupes ou organisations. Les liens dans un réseau sont les relations ou les flots entre les noeuds ; ce peut être des contacts sociaux, des informations et connaissances, de l'influence, l'argent, l'adhésion à des organisations, la

participation à des événements spécifiques, ou de nombreux autres aspects des relations humaines.

Les acteurs (les "noeuds") ne se comportent pas ou ne prennent pas des décisions en tant qu'individus hors du contexte social. Leur comportement, décisions et actions sont ancrés dans des systèmes de relations sociales. Les interventions en termes de développement sont imbriquées dans des réseaux sociaux d'individus et d'organisations formels et informels, et leur but est d'avoir une influence sur les vies des personnes au sein et hors de ces réseaux. Une représentation en termes de réseaux d'un programme de développement permet de mettre l'emphase sur qui influence qui (directement et indirectement) et jusqu'à quel niveau de complexité. Les représentations de réseau sont très modulables, allant du très local au global, et peuvent inclure les structures formelles et informelles

Approche possible

L'approche suivante est un exemple qui peut être adapté au contexte local, aux intentions des analystes locaux et aux objectifs de la recherche.

Étape 1: Identifier le réseau et définir les objectifs

La première étape consiste à identifier le réseau à analyser. Au niveau macro par exemple, ceci pourrait comporter un réseau de départements et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui sont liés ensemble d'une manière spécifique par rapport à un domaine donné de la réforme de politique.

Rassembler les éléments d'appréciation en provenance des informateurs clés ainsi que les données secondaires, afin de bien appréhender les besoins ou les problèmes spécifiques. Clarifier les objectifs, la portée de l'analyse et le niveau des comptes rendus requis. Un grand ensemble de données d'un grand réseau, nécessitera plus de ressources pour le traitement et l'analyse (temps, ressources informatiques adéquates, etc.) ; ainsi, il peut être approprié, selon le sujet de l'analyse, de mettre une limite à un réseau en plaçant une frontière (par exemple, un village, un district urbain ou une ville). Ceci cependant pourrait fausser les données jusqu'à un certain point, mais peut être nécessaire pour pouvoir les traiter et obtenir une analyse utile.

Étape 2 : Collecte des données

La collecte des données pour l'analyse d'un réseau dans un contexte de développement peut s'appuyer sur des questionnaires, tels que le celui sur [la gouvernance](#), mais dépend beaucoup des interviews des informateurs clés pour identifier les relations, liens et flots entre les acteurs et les organisations du

réseau. Il est nécessaire de s'assurer que tous les répondants sont au courant et comprennent ce qui est étudié et pourquoi.

L'analyse de réseaux peut fournir une analyse visuelle et une analyse mathématique des relations humaines. Les matrices peuvent être utilisées pour représenter la structure du réseau en montrant les liens entre les acteurs/entités. Elles sont compactes et donnent des descriptions détaillées des relations de réseau. Elles peuvent également être utilisées pour collationner des descriptions textuelles détaillées de grands ensembles de relations individuelles, cellule par cellule. Les outils de mappage par ordinateur peuvent également être utilisés pour mapper visuellement le réseau. Ils sont particulièrement utiles dans les cas de réseaux complexes et à grande échelle et rendent les connexions plus facile à visualiser et à comprendre.

Les mesures mathématiques des attributs des réseaux ont aussi été développées, Elles vont des mesures simples et intuitives aux mesures complexes. Cependant, on ne peut les ajouter à l'analyse dans tous les contextes et ceci devrait être déterminé au préalable.

Étape 3: Analyse de réseaux

Un principe important pour comprendre les réseaux consiste à évaluer l'emplacement ou la "centralité" des acteurs/entités en leur sein. Ceci peut permettre d'établir l'importance, ou la prééminence, des acteurs/entités dans le réseau et peut être différent de l'emplacement dans une hiérarchie ou un organigramme. Trois mesures de réseaux importantes sont la "centralité de degré", la "centralité d'intermédiarité" et la "centralité de proximité".

La centralité de degré mesure l'activité du réseau par le nombre de connexions directes qu'un noeud possède. Les noeuds avec le plus de connexions directes à d'autres sont des "connecteurs" ou "concentrateurs" (*hubs*). Cependant, il est également important d'examiner où mènent ces connexions et comment elles relient les noeuds qui seraient autrement déconnectés, plutôt que le nombre de connexions directes seulement.

La centralité d'intermédiarité évalue où se trouve les noeuds en termes de leur emplacement parmi les autres. Les noeuds avec un degré élevé "d'intermédiarité" ont un niveau d'influence élevé sur ce qui circule dans un réseau. Ils peuvent avoir un rôle puissant dans le réseau mais peuvent également constituer une faiblesse importante s'ils échouent, interrompant les flots entre d'autres noeuds.

La centralité de proximité mesure le degré auquel les liens directs et indirects permettent à un noeud d'accéder rapidement à tous les autres noeuds dans un réseau. Les noeuds avec une "proximité" élevée ont des voies courtes vers tous

les autres et peuvent souvent être en bonne position pour surveiller les flots au sein des réseaux et percevoir ce qui s'y produit.

D'autres questions à poser dans le cadre de l'analyse de réseaux peuvent être :

- Quel est le degré de connexion qu'un noeud établit entre son groupe/grappe immédiat(e) et d'autres groupes/grappes dans le réseau ? Ceux-ci peuvent être dans une bonne position pour combiner des influences et flots nouveaux, franchissant les frontières des groupes au sein de réseaux.
- Quel est le degré de connexion qu'un noeud à la frontière d'un réseau établit avec d'autres réseaux non mappés?
- Que signifie la relation entre les centralités de tous les noeuds pour la structure globale du réseau ? Est-elle est dominée par quelques noeuds très centraux ? Que se produirait-il si ces noeuds étaient retirés ou endommagés ? Comment un réseau peut-il être rendu moins centralisé ou moins vulnérable à des points uniques de panne?
- Quels noeuds jouent des rôles semblables dans un réseau ?
- Où y a-t-il des grappes densément connectées, ou "cliques" ? Quels groupes dans le réseau sont ouverts ou fermés aux autres ?
- Où sont les secteurs sans connexions entre les noeuds qui pourraient présenter des opportunités?

Étape 4: Utiliser l'analyse

La carte de réseau produite et les problèmes et opportunités mis en exergue pendant l'analyse peuvent être passés en revue dans d'autres interviews et/ou ateliers de travail. L'analyse fournit une ligne de base. Les effets potentiels des changements proposés peuvent être évalués en fonction de cette ligne de base, et/ou les changements et interventions appropriés pour améliorer les connexions et les flots de réseau peuvent être conçus et hiérarchisés. Le réseau peut aussi être mappé à nouveau plus tard pour évaluer tous les changements qui se seraient produits.

Étude de cas : Utiliser l'analyse de réseaux pour comprendre les programmes communautaires dans les Hautes Terres de Madagascar

Les programmes utilisant la distribution communautaire (CBD) des services du planning familial ont eu un succès mitigé quant à l'amélioration de l'adoption et des taux d'utilisation du dit planning familial en Afrique sub-saharienne. L'efficacité a généralement été mesurée au niveau global en comparant les niveaux de conscience du planning familial et son utilisation, avant et après le lancement d'un programme, ou tous les deux ans, période de protection 'achetée' par la population. Ceci peut montrer l'efficacité d'un programme mais ne permet pas souvent de mesurer des facteurs importants pour comprendre pourquoi les programmes communautaires réussissent ou échouent. L'analyse

de réseaux peut aider à déterminer si et comment les programmes communautaires réalisent leurs objectifs, en se concentrant sur des processus et des interactions au niveau communautaire, pour examiner l'influence sociale et les aspects éducatifs de l'adoption du planning familial.

En 1999, 159 femmes et hommes d'âge reproducteur (sur un total de 189) ont été interviewés dans un village appelé Mandrosohasina, dans la région centrale des Hautes Terres de Madagascar où existait un programme communautaire actif de planning familial fonctionnant depuis six ans environ (à l'époque de l'enquête). Deux agents CBD travaillaient à Mandrosohasina depuis le début du programme et vendaient des préservatifs, des suppositoires spermicides et des pilules contraceptives, tout en référant les clients à l'hôpital pour d'autres méthodes [contraceptives].

L'étude a considéré le village en tant que réseau fermé et l'agent CBD comme "agent de diffusion" interne. Elle était concernée par trois questions :

- Est-ce que des agents CBD sont situés de manière centrale dans les réseaux de communication du village (c.-à-d., sont-ils contactés dans les réseaux plus souvent que d'autres membres des dits réseaux) ?
- Est-ce que les individus qui communiquent directement avec un agent CBD ont un niveau de connaissances et d'utilisation des méthodes modernes de planning familial plus élevé que d'autres villageois ?
- Est-ce que les individus avec accès aux sources d'informations hors du village ont un niveau de connaissances et d'utilisation du planning familial plus élevé que ceux qui n'ont pas de sources d'informations extérieures ?

L'information a été collectée grâce à un questionnaire structuré (couvrant les caractéristiques d'arrière plan (*background characteristics*)) ; l'expérience en matière de planning familial ; la compréhension de la nature du planning familial ; des connaissances détaillées le concernant ; et les réseaux permettant d'obtenir des conseils généraux et de discuter du planning familial). Quatre interviewers qualifiés ont fourni ce questionnaire tous les hommes et femmes d'âge reproducteur dans le village, ainsi qu'au mari de toute femme âgée de moins de 50 ans.

L'information concernant les liens de communication des répondants du village a été obtenue grâce aux questions suivantes :

- À qui parlez-vous, ici dans le village de Mandrosohasina, quand vous avez une grande décision à prendre dans votre vie, ou quand vous avez besoin d'un conseil au sujet d'un problème? Pouvez-vous citer le nom de quatre personnes ?
- Avez-vous parlé à quelqu'un ici à Mandrosohasina des façons d'éviter la grossesse? Si oui, pouvez-vous nommer quatre personnes à qui vous avez parlé?

L'influence sur les connaissances et les attitudes en matière de planning familial et son utilisation, grâce à la communication avec des personnes hors de Mandrosohasina, a été déterminée en demandant :

- Avez-vous parlé à quelqu'un hors de Mandrosohasina des façons d'éviter la grossesse ? Si oui, pouvez vous nommer quatre personnes à qui vous avez parlé ?

L'analyse de réseaux, informée par des test chi-deux et l'analyse de régression multiple, a été utilisée pour savoir si la communication des répondants avec les agents CBD et le lieu de leur partenaire de discussion ont été associés à leurs connaissances et utilisation du planning familial. Des sociogrammes ont été construits pour montrer les deux réseaux de communication du village générés à partir des réponses (réseau de conseils et réseau planning familial), ainsi que la position des agents CBD au sein de chacun. La densité du réseau (c.-à-d. le nombre de liens divisé par le nombre total possible de liens) a été mesurée en même temps que la "centralité de degré" (c.-à-d. le nombre de fois qu'un individu a été nommé par d'autres dans le réseau).

L'analyse a montré que les deux agents CBD étaient placés de manière très centrale dans le réseau planning familial du village, et que l'un d'entre eux était centralement situé dans le réseau général 'recherche de conseils' ; 35 pour cent des femmes et 19 pour cent des hommes ont communiqué directement avec un agent CBD au sujet du planning familial ou ont été indirectement liés à un agent. Les connaissances en matière de planning familial étaient liées au fait d'avoir un lien direct ou indirect avec un agent CBD ; l'utilisation d'une méthode moderne [de contraception] était associée au fait d'avoir discuté du planning familial avec quelqu'un hors du village ou dans le village et en communiquant directement avec un agent CBD.

L'analyse de réseaux a permis d'améliorer la compréhension de la manière dont le programme communautaire fonctionne, en permettant d'examiner la question de qui a reçu l'information en provenance des agents CBD et a été influencé par eux. Cependant, il y a eu des limites à la recherche, dont une des raisons principales a été la nature transversale de l'étude, qui empêche la discussion de toute demande causale. Il n'a pas été possible de dire si les gens ont commencé à utiliser le planning familial à la suite et en raison de la communication avec les agents CBD, ou si ceux qui ont communiqué avec eux leur étaient en quelque sorte similaires et donc plus à même de pratiquer la contraception indépendamment du programme communautaire.

but details of their concerns in the context of their or others' family planning use were not well captured. More in-depth information could have improved the understanding of the relationship between concerns and knowledge found in these data. En second lieu, le questionnaire a permis de poser des questions sur les types de préoccupations que les répondants avaient concernant différentes méthodes de planning familial, mais les détails de ces

préoccupations dans le contexte de leur utilisation du dit planning familial ou celle d'autres [personnes], n'ont pas été bien saisis. Une information plus détaillée aurait pu améliorer la compréhension du rapport entre préoccupations et connaissances que l'on trouve dans ces données.

Troisièmement, l'analyse sociométrique de réseau requière des données émanant d'un réseau complet, de sorte que tous les liens possibles soient inclus. Ceci nécessite une frontière de la communauté clairement définie. Cependant, la frontière du village dans l'étude peut ne pas être exacte parce qu'elle est basée sur les descriptions des villageois et des chefs de village et, comme beaucoup de frontières, n'est pas bien fixée. Cette limitation a pu affecter l'inclusion de la totalité de la communauté villageoise dans les réseaux examinés, ainsi que la distinction entre 'faisant partie' ou 'ne faisant pas partie' du village.

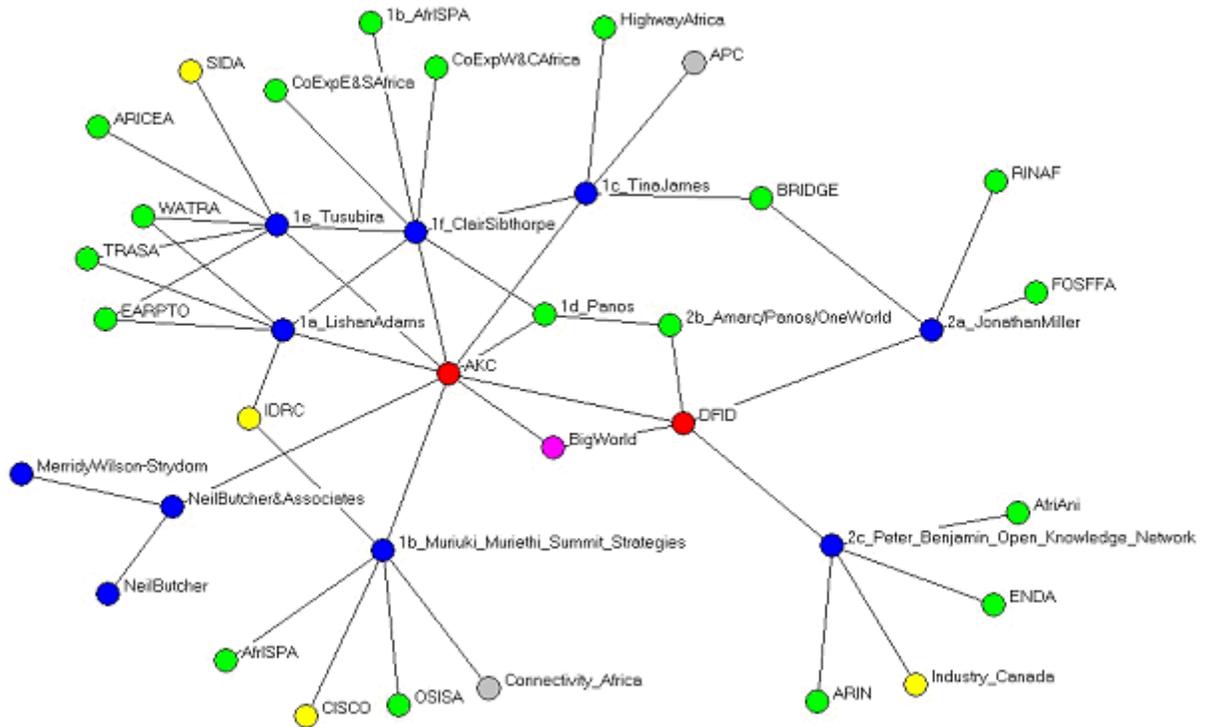
Source: Stoebenau and Valente (2003)

Étude de cas : Analyse de réseau d'un projet de technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique

La figure 1 montre un exemple de représentation (temporaire) de réseau des relations de dépositaires d'enjeux dans le cadre d'un projet multi-pays de technologies de l'information et de la communications (TIC) en Afrique. Les noeuds verts représentent les organisations africaines, les noeuds bleus les consultants, les noeuds rouges le gestionnaire de programme (et DFID), les noeuds jaunes les bailleurs de fonds et le noeud pourpre une équipe d'évaluation.

Les questions qui doivent encore être résolues sont : Quelles organisations africaines doivent être incluses dans le réseau et combien d'entre elles ? Combien de temps les consultants seront nécessaires pour établir des relations avec le directeur de programme ? Comment les organisations africaines établiront des liens avec les communautés pauvres et leurs institutions ? Et comment les bailleurs de fonds peuvent-ils établir des liens ?

Figure 1. Représentation réseau des relations de détenteurs d'enjeux dans un projet TIC multi-pays



Source: Davies, 2003

3.3.2. Analyse des coûts de transaction

L'[Analyse des coûts de transaction](#) est un outil d'analyse d'économie politique qui se focalise sur la distribution inégale de l'information. L'outil est le plus approprié pour les réformes du secteur public ou les privatisations, pour lesquelles il peut aider à identifier les contraintes potentielles dans la conception et la mise en œuvre des réformes, sur la base des coûts de transaction.

Alors que les outils existants d'Évaluation institutionnelle et de Mappage organisationnel se concentrent sur la manière dont les relations de pouvoir influencent l'ordre du jour politique et la lutte pour les ressources et l'influence, l'Analyse des coûts de transaction se base sur le fait que l'incertitude et l'information sont inégalement distribuées parmi les agents/acteurs. La structure des encouragements à la base de tous les processus décisionnels (au sein des entreprises privées, gouvernements, ONG, etc.) est déterminée par cette distribution de l'incertitude et de l'information. Ainsi, les relations de pouvoir ne sont pas considérées comme allant de soi dans cette approche mais sont expliquées en termes de coûts de transaction - créés par une distribution inégale de l'information - pour établir des relations contractuelles.

Certaines des questions clés traitées dans l'Analyse des coûts de transaction sont :

(i) **Le problème Principal-Agent** où le principal (souvent le gouvernement) engage l'agent (une entreprise privée) pour réaliser une tâche spécifique (fourniture d'un service) mais où l'accès inégal à l'information peut changer la relation de pouvoir existant et ainsi saper la réforme. L'expertise en fourniture de services par exemple, existe chez l'entreprise privée et le gouvernement fait face à des coûts de transaction significatifs pour évaluer le travail effectué par l'entreprise contractante ; et

(ii) **Le problème de l'antisélection** où l'acteur (le gouvernement) possédant des informations de mauvaise qualité est obligé d'agir en premier pour établir des relations contractuelles. Les compagnies d'assurance sont confrontées à des coûts de transaction substantiels en essayant de définir les primes pour les assureurs individuels dus à un accès biaisé à l'information : l'assureur a plus d'informations sur lui-même que sur la compagnie. Dans le contexte de la réforme, l'antisélection peut se produire quand les entreprises privés font des offres pour des contrats avec des prix à des niveaux insoutenables.

Les liens forts entre cette approche et l'économie institutionnelle signifient que les relations sociales sont comprises dans le cadre de la *rationalité limitée* (les gens agissent rationnellement dans un environnement imparfait d'informations asymétriques). Ainsi, alors que l'analyse des coûts de transaction est un outil utile pour identifier certaines oppositions dans les relations contractuelles avant la mise en œuvre de la réforme, l'outil seul ne peut constituer une analyse en d'économie politique. Le poids donné à l'information asymétrique, bien que pertinent, est trop dominant pour, par lui-même, permettre de traiter efficacement les question sociales traditionnelles. Les coûts de transaction sont un facteur important dans la détermination des relations de pouvoir existantes, mais il s'agit d'un élément parmi beaucoup d'autres.

Nom de l'outil : Analyse des coûts de transaction

Nom de l'outil :	Analyse des coûts de transaction
Qu'est ce ?	L'analyse des coûts de transaction est un outil pour l'analyse d'économie politique qui met l'emphase sur l'existence d'informations asymétriques dans les relations contractuelles.
À quoi peut-il être utile?	L'outil est le plus approprié pour les initiatives relatives aux réformes du secteur public ou concernant les privatisations, où il peut aider à identifier les contraintes en termes de coûts de transactions potentiels en amont pour les phases de conception et de mise en

	œuvre des dites réformes	
Que nous dit-il?	Alors que beaucoup d'outils servant à 'analyse institutionnelle se concentrent sur la manière dont les relations de pouvoir influencent l'ordre du jour politique et la lutte pour les ressources et l'influence, l'analyse des coûts de transaction est basée sur le fait que l'incertitude et les informations sont inégalement réparties parmi les agents/acteurs. La structure des encouragements à la base de tous les processus décisionnels (pour ce qui est des entreprises privées, gouvernements, O.N.G., etc.) est déterminée par cette distribution de l'incertitude et des informations. L'analyse des coûts de transaction examine l'impact possible d'une distribution inégale des informations sur les relations contractuelles	
Outils complémentaires		
Éléments clés	Les éléments clés de l'Analyse des coûts de transaction sont : (i) <u>Le problème Principal-Agent</u> où le principal (souvent le gouvernement) engage l'agent (une entreprise privée) afin de réaliser une tâche spécifique (fourniture d'un service) mais où l'accès inégal à l'information pourrait changer la relation de pouvoir existant et ainsi saper la réforme. L'expertise en fourniture de services par exemple, existe chez l'entreprise privée et le gouvernement fait face à des coûts de transaction significatifs en essayant d'évaluer le travail effectué par l'entrepreneur privé. (ii) <u>Le problème de l'antisélection</u> où l'acteur (le gouvernement) avec des informations de qualité moindre est obligé d'être le premier à établir des relations contractuelles. Les compagnies d'assurance sont confrontées à des coûts de transaction substantiels en essayant de définir les primes pour les assureurs individuels dus à un accès biaisé à l'information : l'assureur a plus d'informations sur lui-même que sur la compagnie. Dans le contexte de la réforme,, l'antisélection peut se produire quand les entreprises privées font des offres pour des contrats avec des prix à des niveaux insoutenables	
Exigences	Données/ informations	Compilation des interviews des informateurs clés et de la littérature en la matière (y compris des documents gouvernementaux et des articles de journaux).
	Temps nécessaire	Un exercice complet nécessiterait deux à trois semaines de recherche
	Qualifications	Une formation sociologique est utile, avec une bonne appréhension de l'économie institutionnelle. Les personnes qui effectuent l'analyse doivent également bien comprendre la réforme et l'histoire récente du secteur.
	Logiciel d'appui	Sans objet
	Coût financier	Lorsque combiné à l'analyse de réseau et les méthodes organisationnelles de mappage, le coût incrémental de l'analyse des coûts de transaction peut être de \$10.000. Lorsqu'il n'y a pas d'analyse institutionnelle prévue, les coûts

	peuvent s'élever jusqu'à \$25.000
Limitations	Les liens forts existants entre cette approche et l'économie institutionnelle signifient que les relations sociales sont comprises dans le cadre de la <i>rationalité limitée</i> (les gens agissent rationnellement dans un environnement imparfait d'informations asymétriques). Ainsi, alors que l'analyse des coûts de transaction est un outil utile pour identifier certaines oppositions dans les relations contractuelles avant la mise en œuvre de la réforme, l'outil seul ne peut constituer une analyse en termes d'économie politique. Le poids donné à l'information asymétrique, bien que pertinent, est trop dominant pour, par lui-même, permettre de traiter efficacement les questions sociales traditionnelles. Les coûts de transaction sont un facteur important dans la détermination des relations de pouvoir existantes, mais il s'agit d'un élément parmi beaucoup d'autres.
Références et applications	Powers J, 2002. "The World Bank and Poverty And Social Impact Analysis: Considering A Transaction Cost Analysis Approach"

Analyse des coûts de transaction : Procédures et exemples

Temps, matériel et qualifications nécessaires

Comme l'indique l'étude de cas ci-dessous, l'analyse des coûts de transaction nécessite une quantité considérable d'informations désagrégées et de connaissances contextuelles. Celles-ci proviennent de sources secondaires, mais sont souvent complétées par des interviews d'informateurs clés. Une façon d'effectuer une analyse des coûts de transaction à des conditions avantageuses est de mettre à profit un mappage institutionnel existant. L'analyste doit connaître les principaux concepts de l'économie institutionnelle et avoir une connaissance détaillée du secteur de la réforme.

Approche possible

La première étape consiste à examiner si les coûts de transaction des informations asymétriques seront substantiels dans le cadre particulier de la réforme, et d'identifier les dispositions contractuelles possibles qui pourraient susciter une augmentation de ces coûts. Si un exercice d'analyse institutionnelle ou de mappage est réalisé, l'analyse des coûts de transaction pourrait mettre à profit ces exercices.

La deuxième étape est d'étudier les rapports existants en termes de concepts analytiques principaux des problèmes Principal-Agent, de l'antisélection, d'action

collective et plus généralement les risques résultant des informations asymétriques. L'étude de cas ci-dessous offre une illustration de cette analyse.

Étude de cas : AIPS relative au secteur du coton du Tchad

Le secteur du coton du Tchad est organisé principalement autour d'une entreprise d'État verticalement intégrée, Coton Tchad, source de préoccupation car déficitaire, ayant eu à faire face à des termes de l'échange négatifs sur plusieurs années avec des cours mondiaux du coton fibre en déclin. Les coûts de transaction sont susceptibles d'augmenter au sein de la structure de production essentiellement hiérarchique, où les déficiences informationnelles et en termes d'incitations persistent. L'analyse des coûts de transaction suivante offre des suggestions sur comment structurer le raisonnement au sujet des coûts de transaction liés aux relations contractuelles, et commence par placer les acteurs dans deux catégories de base : acteurs institutionnels macro et micro.

Préoccupations au niveau macro

Les acteurs au niveau macro sont ces agences et organisations sectorielles comprenant Coton Tchad, les organisations de vulgarisation agricole, et les organismes de recherches et de réglementation. L'analyse des coûts de transaction permet d'informer -pour ainsi dire- l'AIPS sur le niveau macro, en mettant l'accent sur les deux questions suivantes :

- **Privatisation : la maximisation contre l'équité.** Puisque l'un des objectifs de la privatisation est de déplacer le risque du secteur public vers le secteur privé, l'AIPS doit être ajustée aux différents problèmes qui peuvent se poser, liés à la sélection [de l'entreprise privée]. Les documents d'appel d'offres doivent être structurés de manière à ne pas apparaître comme essayant de compenser le risque pour l'entrepreneur. Dans le cas du scénario de contrat de gestion, les paiements fixes doivent être liés aux paiements variables pour aider l'agent à répondre aux objectifs du principal, en termes de revenus plus élevés pour les producteurs de coton. Dans le cadre d'un accord de concession, l'AIPS devra considérer comment structurer l'appel d'offre pour attribuer des points non seulement sur la base des prix, ce qui représenterait pour le gouvernement une stratégie raisonnable de maximisation de la transaction, mais également pour des raisons techniques de poursuite de ses objectifs à moyen et long termes.
- **Privatisation : négociation du contrat avec un vendeur expérimenté.** En gardant à l'esprit une des notions de base des marchés concurrentiels, que les acheteurs apprécient la concurrence alors que les vendeurs essaient de la limiter, l'AIPS doit être réalisée en tenant compte de la future structure du secteur. La privatisation du secteur du coton du Tchad signifiera très probablement, pour un certain temps, l'établissement d'un monopole privé (ou monopsone). Une préoccupation première concerne le processus d'appel d'offres international et le contrat qui en résulte entre le gouvernement et Coton

Tchad d'un côté et un investisseur privé de l'autre. Étant donné l'objectif déclaré de la réforme par le gouvernement, d'augmenter les revenus des producteurs de coton, il faudra prendre grand soin dans le processus de l'AIPS de se garder des investisseurs potentiels pouvant utiliser leur expérience pour renforcer d'une manière disproportionnée leur position de négociation vis-à-vis du gouvernement du Tchad, qui leur permettrait de structurer un contrat qui fera assumer trop de risques aux producteurs de coton, sous forme de prix à la production plus bas.

Préoccupations au niveau micro

Les acteurs au niveau micro sont les producteurs de coton, les organisations d'agriculteurs, les transporteurs et une institution particulière appelée *Interface*. L'analyse des coûts de transaction permet d'informer en quelque sorte l'AIPS sur le niveau micro, en mettant l'accent sur les deux questions suivantes :

- **Paiements et assurance de la qualité : le rôle des intermédiaires.** Une structure intermédiaire, *Interface*, a été créée par *Coton Tchad* et est chargée durant la période des moissons des paiements forfaitaires aux délégués des villages produisant du coton, ainsi que de la vente et de la distribution des intrants (tels que les semences, les engrais, le matériel agricole, etc.) pour la saison à venir. *Interface* est également représentée au sein des équipes composées de cinq membres, présentes dans les villages pour estimer la qualité du coton produit, les paiements de *Coton Tchad* étant basés sur trois catégories de qualité du coton : haute, moyenne, et faible. *Coton Tchad* rapporte que 98% du coton qu'il reçoit est de "haute qualité" et paye *Interface* en conséquence (qui reverse l'argent aux producteurs) ; cependant, les villages se plaignent que la qualité de leur production s'est détériorée à cause de la faiblesse des techniques d'échantillonnage et qu'ils reçoivent par conséquent en paiement un montant moindre de la part d'*Interface*. Ceci indique que l'AIPS doit se concentrer sur un problème Principal-Agent potentiel associé ici à deux questions : D'abord, la composition quasi-publique d'*Interface*, qui est en fait l'instrument de vulgarisation de *Coton Tchad*, devra être repensée en termes de structures incitatives internes liées à son rôle de véhicule d'informations essentielles concernant les prix des matières premières, et en sa capacité de contrôleur de la qualité du rendement dans le cadre de sa fonction de payeur des délégués des villages producteurs de coton. En second lieu, la création de canaux de communication directs devra être considérée entre *Coton Tchad*, son successeur, et les organisations communautaires dans les régions productrices de coton, puisque les producteurs semblent être chroniquement privés des informations essentielles nécessaires à la prise de décisions adéquates eu égard à la production, en particulier pour ce qui est de l'aspect intrants.
- **Coordination et problèmes d'action collective.** Ces problèmes sont : (i) l'accès invariablement faible aux informations essentielles, en particulier le prix des intrants ; (ii) une structure des paiements à titre forfaitaire qui manque de

transparence ; (iii) la disparité des structures de gouvernance et des incitations ; et (iv) le faible accès aux sources de micro-crédit rural. Ceci explique les problèmes d'action collective au niveau des villages et les dangers posés à la cohésion sociale. Les agriculteurs producteurs de coton pauvres achètent leurs intrants chez *Interface* en début de saison grâce à un crédit accordé au village, ne produisant en principe rien pendant la saison, bien qu'en réalité ils revendent leur production ailleurs, simplement pour pourvoir à leurs besoins essentiels en autofinancement. À la fin de la saison, lorsqu'ils ne peuvent rembourser, le village en est considéré responsable. L'AIPS devra se concentrer sur ces questions en même temps que sur d'autres 'dynamiques' au niveau de la communauté, afin de proposer des mesures d'accompagnement essentielles au processus de réforme.

=====

4. Comprendre le processus de mise en oeuvre des politiques

Le deuxième niveau où les TIPS sont appliqués est le niveau "mésos" de la mise en œuvre des politiques. L'analyse du processus de mise en œuvre nous permet d'explorer comment, pourquoi et sous quelles conditions une intervention de politique peut ou ne peut pas fonctionner, grâce à une meilleure appréhension des facteurs, mécanismes et processus contextuels contribuant à son succès ou à son échec.

L'analyse de la mise en œuvre des politiques nécessite de mieux comprendre la façon dont les politiques ont un impact dans la réalité. Ceci signifie de comprendre les institutions de niveau méso, le rôle des coûts de transaction et de la force relative de négociation, qui régissent les transactions et la prise de décision dans le contexte institutionnel de la mise en œuvre des politiques.

L'analyse des processus de politique est très contextuelle parce qu'elle ne cherche pas à généraliser au delà du contexte dans lequel on opère. C'est pour cette raison que les méthodes qualitatives sont particulièrement importantes car elles permettent au chercheur d'étudier des questions choisies en profondeur et dans le détail.

Ici nous examinons les outils qui nous donnent la possibilité de comprendre le processus de mise en œuvre des politiques, nous permettant de tester des

suppositions sur les dépositaires d'enjeux et les institutions impliqués dans la mise en œuvre des politiques :

- **L'analyse au niveau méso des dépositaires d'enjeux** ([section 4.1](#)) pour tester les suppositions au sujet des *intérêts* des acteurs sociaux ; et
- **L'analyse institutionnelle au niveau méso** ([section 4.2](#)) pour tester les suppositions au sujet des *règles sociales* régissant la mise en œuvre des politiques.

4.1. Analyse des dépositaires d'enjeux au niveau méso

Alors que l'analyse des dépositaires d'enjeux au niveau macro (voir ci-dessus) met l'accent sur les dépositaires clés --ceux qui sont le plus à même d'influencer les résultats d'une intervention, celle au niveau méso se concentre sur les dépositaires secondaires. C'est-à-dire tous les autres individus ou groupes avec un enjeu, un intérêt ou jouant un rôle intermédiaire dans l'activité. À ce niveau de la mise en œuvre des politiques, l'analyse des dépositaires aide à comprendre la relative importance et l'influence de différents groupes d'intérêt et acteurs et le rôle que chacun pourrait jouer dans le processus de mise en œuvre

4.2. Analyse institutionnelle au niveau méso

Comme cela a été discuté ci-dessus, les institutions peuvent être définies comme des ensembles de règles qui régissent le comportement individuel et collectif. Les institutions peuvent être formelles --les systèmes juridiques, droits de propriété, mécanismes de mise en œuvre, ou informelles, liées aux pratiques culturelles et aux normes sociales. Les institutions incitent à l'adoption de comportements sur lesquels elles ont une influence, dans différents domaines de la vie quotidienne (Alsop et Heinsohn, 2005), comme le domaine de l'**État** (administration de la justice, processus politiques et fourniture de services) ; le domaine du **marché** (réglementation du crédit, du travail et des biens) ; et le domaine sociétal (en régissant les comportements de la communauté et de la famille).

Au niveau méso de la mise en œuvre des politiques, les institutions modifient l'impact social prévu des réformes. Afin de comprendre les impacts distributionnels des réformes de politique, nous ne pouvons pas

assumer "un modèle de marché complet " (Rajan, 2004), dans lequel chacun fonctionne sur la base d'un ensemble de règles équitables et transparentes, soigneusement conçues au niveau macro. Il y a un certain nombre de situations importantes dans lesquelles les dispositifs institutionnels au niveau méso vont changer ou altérer la transmission de la réforme de politique prévue, surtout :

- **Lorsque il n'y a aucun mécanisme efficace pour faire respecter les contrats.** Quand la réforme de politique crée de nouveaux ensembles de droits, de nouvelles incitations apparaissant qui encouragent les dépositaires plus puissants à ignorer les dispositions qui régissent les contrats. La réforme foncière par exemple, est souvent conçue pour assurer l'accès des pauvres à un régime de propriété, avec équité, bénéfices d'investissement et en termes de bien-être social. Parfois, cependant, la perspective de sécurité d'un régime de propriété peut inciter des groupes d'intérêt plus puissants à recourir à l'expropriation, avec des conséquences régressives pour les pauvres (Deininger, 2005) ;
- **Lorsque les contrats n'existent effectivement pas.** Quand la réforme de politique est basée sur des suppositions non testées au sujet de l'efficacité institutionnelle, ils peuvent avoir des effets de distorsion lors de la mise en oeuvre. La réforme du marché du travail par exemple, est fondée sur une hypothèse concernant l'inflexibilité des contrats de travail, qui empêcheraient les entreprises de réagir rapidement aux conjonctures économiques, à cause de l'emprise de syndicats excessivement puissants. Cependant, si les tribunaux sont lents et corrompus, ne donnant aucune réparation aux employés congédiés, l'interdiction de licenciement peut être la seule manière de les protéger contre les décisions arbitraires des employeurs (Rajan, 2004).
- **Lorsqu'il y a "asymétrie" de l'information.** La supposition que tous les dépositaires possèdent l'information nécessaire peut être testée par l'analyse institutionnelle au niveau méso. La réforme de politique qui crée de nouveaux ensembles de transferts ou des subventions par exemple, peut engendrer des coûts de transaction plus élevés pour ces bénéficiaires qui ne possèdent pas l'information nécessaire pour accéder à ces avantages.

Le but de l'analyse institutionnelle au niveau méso est de comprendre ces "règles du jeu" qui facilitent la mise en oeuvre des réformes de politique.

Nous présentons ci-dessous les outils qui peuvent être utilisés pour l'analyse institutionnelle de mise en œuvre des politiques. Le mappage organisationnel implique trois étapes analytiques en séquences ou de manière indépendante : le mappage statique (institutionnel), l'analyse de processus et le mappage de processus (voir la [Figure 4.1](#)).

Figure 4.1

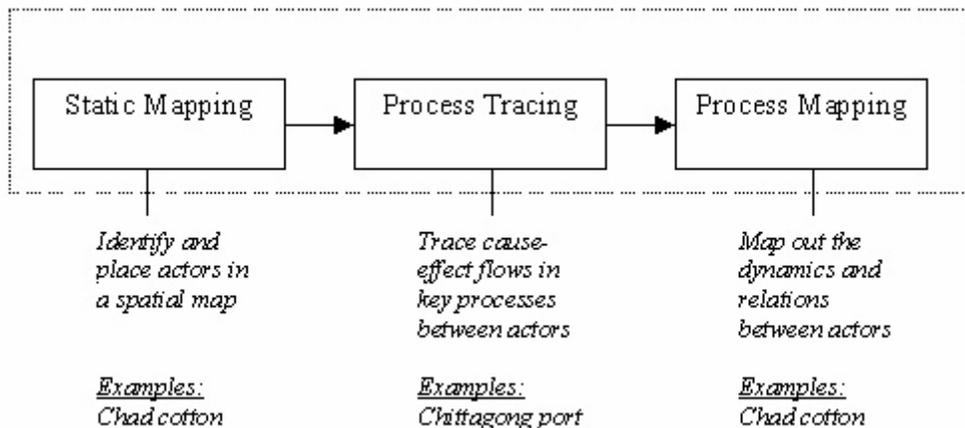
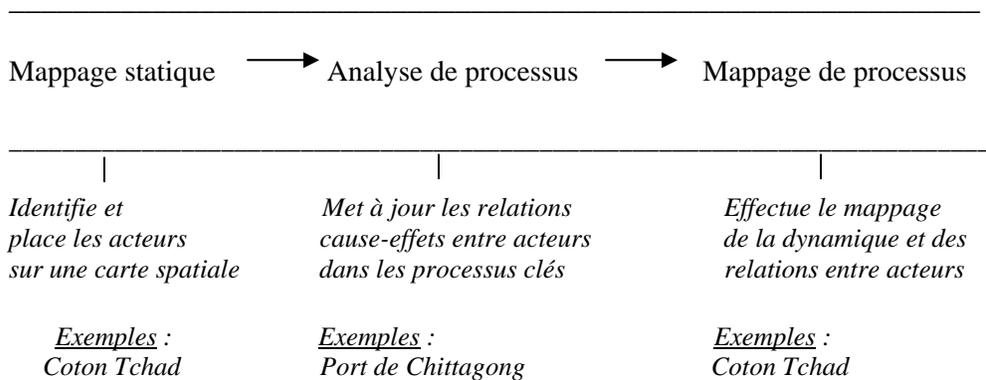


Figure 4.1



5. Comprendre les impacts des réformes de politique

Nous avons présenté préalablement les outils d'analyse du processus de mise en œuvre des réformes de politique, avec une emphase sur les intérêts des

dépositaires impliqués et les institutions, ou les ensembles de règles, qui régissent les politiques.

Dans cette section nous présentons les instruments et outils permettant d'examiner l'impact probable ou réel des réformes de politique ([section 5.1](#)) aux niveaux méso et micro. Le niveau micro a été décrit comme " boîte noire", caractérisé par des processus de pauvreté complexes et souvent non quantifiables. L'analyse sociale aux niveaux méso et micro va au delà de la vision parfois mécanique des mécanismes de transmission qui mesurent : (i) les changements des incitations du marché aux réponses des producteurs, et (ii) l'augmentation des revenus des producteurs par rapport aux améliorations générales de la consommation et d'autres dimensions du bien-être. Les instruments et outils présentés ici nous permettent de différencier entre les gagnants et les perdants et d'appliquer les théories sur la manière dont le changement de politique est susceptible d'affecter la dynamique de la pauvreté au niveau local.

L'analyse sociale peut bénéficier des questions utilisées par les chercheurs dans l'étude des canaux de transmission possédant l'impact distributionnel le plus puissant ([section 5.2](#)). Une liste de ces questions est fournie dans le [tableau 5.1](#).

L'élément essentiel d'une analyse rigoureuse des impacts est de différencier entre les caractéristiques sociales des individus et des groupes, et d'analyser les implications des différences sociales pour la dynamique et les résultats de la pauvreté. Différents groupes sociaux ont différents niveaux de pouvoir. Ils possèdent également différents types de choix, d'influence et de droits, avec des implications pour leur bien-être dans le cadre des réformes de politique. Le tableau 5.1 fournit une liste de contrôle des variables ou catégories sociales qui peuvent distinguer les individus et les groupes, qui sont présentés sur un continuum allant d'attribué à réalisé. Toutes les communautés sociales et géographiques sont, à un certain degré, divisées et inégales.

Tableau 5.1. Liste de contrôle du continuum sur la diversité

Attribué >>	<<Mélangé>>	<< Réalisé
Age	Citoyen	Langage
Caste	Natif du pays/ Immigrant	Éducation
Groupe ethnique	Religion	Idéologie
Sexe	Invalidité	Profession / gagne-pain
	Genre	Affiliation politique

	Régime foncier	Syndicalisation Urbain/ Rural
--	----------------	----------------------------------

Source: Adapté de World Bank (2003b)

En outre des inégalités de bien-être économique, de statut social et de pouvoir, entre les différents ménages, il y a généralement de grandes différences entre les hommes et les femmes, les personnes d'âge différent et les divers groupes ethniques ou sociaux. Ceci peut se refléter dans l'application des instruments mentionnés. Il y a également des implications pour ce qui est de l'appréhension de l'inégalité, bien qu'il soit important ici de distinguer entre inégalités en termes d'opportunités et en termes de résultats. Les inégalités en termes de résultats peuvent découler du choix effectué librement par une personne habilitée, dotée de pouvoir (par ex. de choisir de ne pas mener une vie matérielle), et une personne sans pouvoir (*disempowered*) qui ne bénéficie pas de choix (par ex. en termes d'options pour ce qui concerne les moyens de gagner sa vie).

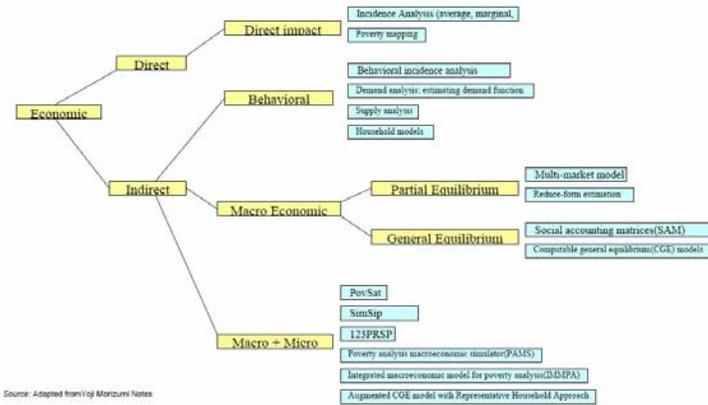
5.1. Identifier les canaux de transmission

(équivalent to Section 2.2.2)

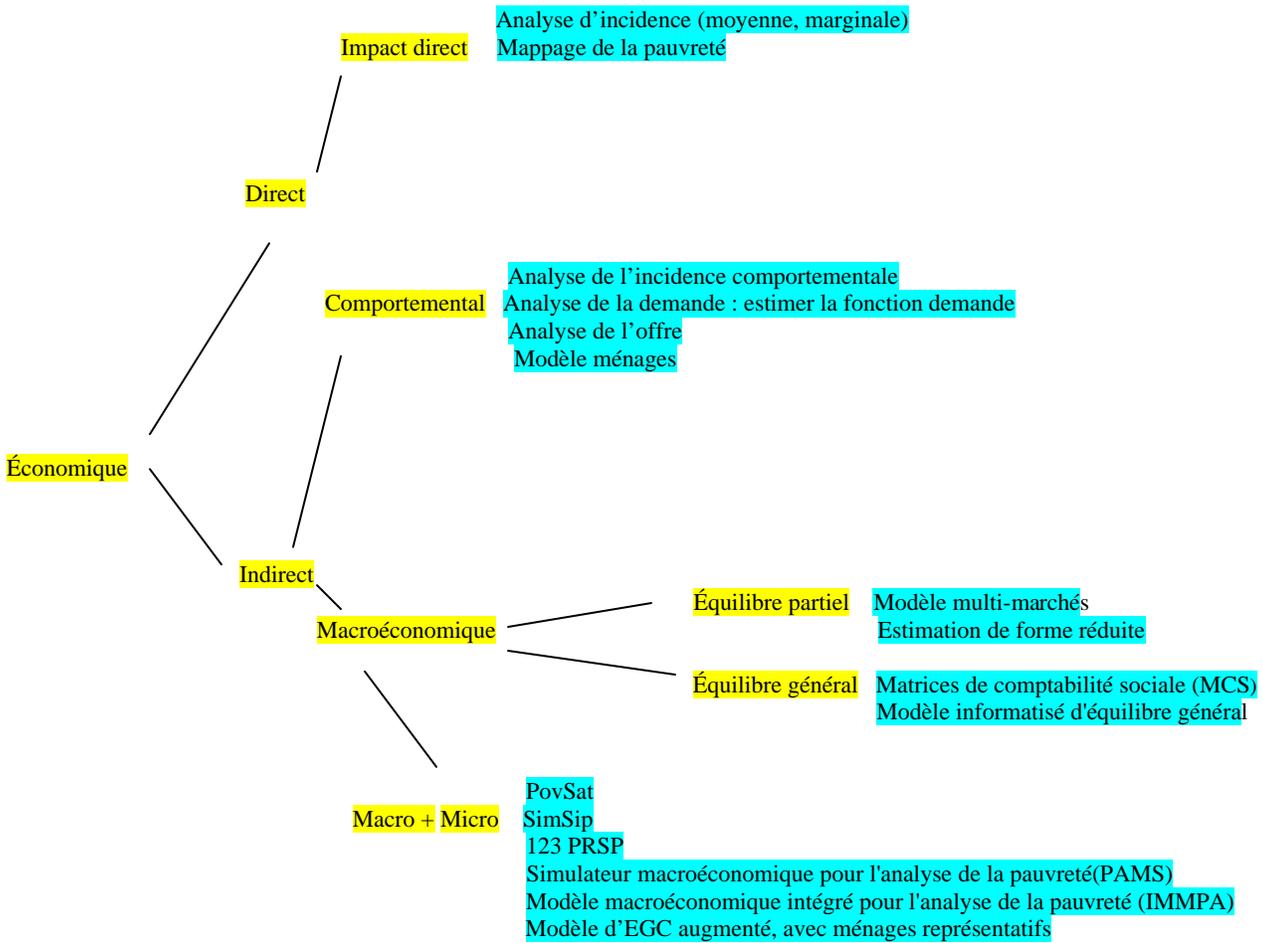
5.2. Instruments analytiques pour l'évaluation des impacts

Grâce au *Guide de l'utilisateur de l'AIPS*, des progrès ont été réalisés dans l'application des modèles et outils économiques pour décrire les impacts directs et indirects des politiques sur la manière dont les gens gagnent leur vie ([voir également Bourguignon et da Silva, 2002](#)). Les méthodes examinées dans le guide de l'utilisateur sont présentées dans la [Figure 5.1](#) et résumées dans l'[Encadré 5.2](#). Les instruments analytiques sociaux sont à présent largement utilisés pour tenter de comprendre et expliquer les résultats et les impacts en termes de pauvreté. Ici, nous examinons l'Analyse de vulnérabilité, l'Analyse des moyens d'existence durables, l'Analyse du genre et l'Analyse de l'habilitation, en tant qu'instruments appropriés pour le modelage social de l'analyse des impacts.

Figure 5.1. Modèles économiques de mesure des impacts du changement de politique



Source: Adapted from Yoji Morizumi Notes



Source : Adapté à partir des notes de Yoji Morizumi

Encadré 5.2. Exposé général : Modélisation économique des impacts directs et indirects des réformes de politique

Les modèles des *impacts directs* tendent à avoir une concentration de courte durée, cherchant à estimer qui est directement affecté par le changement de politique et jusqu'à quel degré. Ceci, avant que ceux qui ont été affectés ne puissent réaliser des changements :

- L'*Analyse d'incidence* étudie les données clés afin d'identifier qui (généralement au niveau du ménage) est 'exposé' au changement de politique. L'analyse s'intéresse aux effets moyens et marginaux sur les concernés.
- Les *Cartes de la pauvreté* montrent la distribution spatiale de la pauvreté à travers le pays et peuvent être combinées avec les cartes des services et infrastructures pour montrer les impacts sociaux et spatiaux des politiques.
- L'évaluation de la *Fourniture de services publics* mesure l'efficacité des dépenses publiques et de la fourniture de services. Elle comprend des enquêtes de suivi des dépenses publiques et quantitatives de fourniture de services.

Divers modèles sont disponibles pour modéliser les *impacts indirects*, en augmentant la complexité conceptuelle et la demande en données, il s'agit de :

- L'*Analyse comportementale simple* qui se concentre sur les changements comportementaux immédiats, en utilisant quelques variables clés seulement, assumant que toutes les autres sont constantes. Une augmentation des prix par exemple, peut provoquer une réduction des quantités achetées, ainsi les changements en matière de dépenses sont déterminés par ceux de prix et de quantité. Pour en faire le calcul, on doit estimer la courbe de la demande pour le produit et l'élasticité de son prix --c.-à-d. combien la quantité demandée change lorsque le prix change.
- L'*Analyse de l'équilibre partiel* reconnaît que l'impact, dans ce cas d'un changement de prix, peut être plus complexe. Le modèle nécessitera un plus grand nombre d'équations comportementales, avec les variables et coefficients associés. Il suppose également qu'un grand nombre de variables sont constantes. Le changement dans la quantité de la marchandise achetée peut affecter la quantité d'autres marchandises, c.-à-d. de remplacement et complémentaires (nécessitant des évaluations d'élasticité croisée). De même, la dépense pour la marchandise peut avoir un effet sur la capacité de la personne d'acheter d'autres marchandises (l'*effet de revenu*). L'analyse d'équilibre partiel répond ainsi à un besoin théorique d'un ensemble plus détaillé d'équations et de données pour saisir l'interaction entre plusieurs marchés
- Les *Matrices de comptabilité sociale* et l'*Analyse d'équilibre général calculable* reconnaissent que pour certains changements de politique majeurs, les interactions peuvent avoir des impacts à l'échelle de l'économie, influençant tout un éventail de marchés, et même le niveau macro. Ceci nécessite un modèle complexe avec nombre d'équations et de données.
- Lier les Modèles généraux aux ménages (macro et micro). Afin de traiter la question des impacts distributionnels au niveau des ménages, de nouvelles méthodes ont été développées pour ajouter les résultats macro et méso des modèles ci-dessus dans la rangée des données consacrée aux ménages. Ceci peut fournir bien plus de détails sur les impacts relatifs sur les revenus de différents groupes de ménages (même les ménages individuels), contribuant de ce fait aux objectifs de l'AIPS de comprendre les conséquences distributionnelles.

5.2.1. Analyse de vulnérabilité

L'Analyse de la vulnérabilité s'intéresse à la manière dont les gens réagissent aux événements ou aux *chocs* auxquels ils sont confrontés, qui affectent leur vie. La vulnérabilité est accrue lorsque les gens, confrontés à des chocs, ne parviennent pas à gérer leurs actifs afin de prévenir une détérioration de leur bien-être ou de sombrer dans la pauvreté (Banque mondiale, 2001). Nous pouvons dire qu'un individu, un ménage, une communauté ou un groupe est vulnérable, lorsqu'il ne possède pas les capacités permettant de faire face à un choc particulier. L'idée que la vulnérabilité est dynamique est au coeur de l'Analyse en question. Le concept de vulnérabilité plutôt que de pauvreté, peut permettre de saisir les processus de changement, où les gens deviennent plus ou moins vulnérables en raison de la série de chocs auxquels ils font face et la manière dont ceux-ci sont gérés

L'Analyse de vulnérabilité se concentre sur les causes et processus. Elle peut aider à comprendre pourquoi des changements spécifiques se produisent ou sont susceptibles de se produire, à cause de l'introduction d'une certaine politique. Elle aide également à préciser les politiques appropriées devant être suivies. Dans le cas où le choc est provoqué par une activité humaine, il est possible de l'éliminer ; dans celui d'un phénomène naturel, ceci est moins probable. Dans les deux cas, le degré de vulnérabilité peut être diminué en améliorant la capacité des individus et des groupes à prendre des mesures efficaces d'atténuation.

Les cadres de l'Analyse de la vulnérabilité vont plus loin en montrant pourquoi certains groupes sont en mesure d'investir dans les actifs et de les utiliser, ainsi que de saisir les opportunités qui se présentent grâce aux réformes de politique, alors que d'autres ne le font pas. Ces cadres d'analyse permettent de considérer les droits que les individus et les groupes sociaux possèdent eu égard aux biens et services et leurs réseaux sociaux, à la base de leur dotation en actifs. Ces droits sont influencés par des ensembles de règles institutionnelles (le sixième canal de transmission de l'AIPS présenté dans ce Livre source) qui régissent la vie des gens. Une analyse fondamentale robuste de la vulnérabilité est donc un diagnostic des *opportunités et des barrières* relatives à l'exercice de ces droits.

Une analyse de vulnérabilité faisant partie de l'AIPS a pour objet (i) de déterminer à quels chocs les gens doivent faire face et leurs capacités à y

répondre ; (ii) de savoir si une politique a permis de diminuer ou d'augmenter l'impact des chocs existants ou si elle a suscité l'introduction de nouveaux, et si elle a transformé la capacité des gens à y répondre; et (iii) de déterminer quels types de réponses aux chocs suscités par la politique en question sont manifestes chez différents groupes sociaux.

Les modèles sociaux pour l'Analyse de la vulnérabilité ont été largement appliqués dans le cadre de la recherche sur le terrain. L'[outil d'Évaluation de la diversité et des moyens d'existence \(DVLA\)](#) par exemple, a été développé pour améliorer la compréhension du rapport entre risque, vulnérabilité et stratégies de subsistance dans différents contextes, afin d'améliorer les stratégies de développement de réduction de la vulnérabilité. Il existe toute une gamme de méthodes qualitatives et participatives utilisées dans l'analyse de la vulnérabilité et des moyens d'existences durables (voir ci-dessous). Celles-ci sont présentées dans la section 5.2 ci-dessous et détaillées dans le [Volume 2](#).

Nom de l'outil : Évaluation de la diversité et des moyens d'existence

Nom de l'outil : Évaluation de la diversité et des moyens d'existence (DVLA)	
Qu'est-ce?	Un outil qui permet d'inclure les opinions des personnes locales dans l'analyse du risque, de la vulnérabilité et des stratégies d'existence, ainsi que dans la formulation d'interventions permettant d'améliorer la qualité, la diversité et la durabilité de ces stratégies.
A quoi sert-il?	Il peut être utilisé pour établir un lien entre l'analyse dynamique de la pauvreté et les politiques à la base des moyens d'existence durables.
Que dit-il?	Le DVLA permet : <ul style="list-style-type: none"> • de lier la diversité sociale spécifique au contexte, aux réponses aux risques et à la vulnérabilité ; • d'identifier les liens sociaux/institutionnels existants et potentiels ; • le développement de processus de planification basés sur la demande dans des environnements complexes, divers et enclins aux risques ; • d'identifier les priorités des interventions en faveur de la diversification des moyens d'existence et du développement.
Outils complémentaires	Outils participatifs

Éléments essentiels	<p>Le DVLA possède les éléments clés suivants : Il</p> <ul style="list-style-type: none"> • utilise les concepts de risque et de vulnérabilité, liés aux modes de vie ; • se focalise sur la vulnérabilité et les personnes vulnérables ; • identifie les stratégies existantes des différents groupes sociaux ; • évalue les actions qui peuvent éloigner des attitudes d'adaptation à la vulnérabilité pour adopter la prévention et l'atténuation ; • incite à un développement des relations institutionnelles pour inclure des dispositifs informels et formels de gestion du risque ; et • met l'emphase sur la participation et le renforcement des capacités. 	
Exigences	Temps nécessaire	Deux à trois mois.
	Qualifications	Compréhension approfondie des concepts de vulnérabilité, de gestion des risques sociaux et de moyens d'existence durables, combinée à une expérience d'utilisation des outils participatifs et qualitatifs de recherche, et une bonne appréhension des principes de la recherche participative.
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Dépend de l'importance de l'étude, de \$50,000 à \$100,00
Limitations	L'approche DVLA peut sacrifier la représentativité par son emphase sur la compréhension contextuelle et de processus	
References et applications	Brocklesby M A et Action Aid Bangladesh, 2002. <u>Diversity and Livelihoods Assessment</u> (<i>Diversité et évaluation des moyens de subsistance</i>): Fieldwork Guide, Londres, DFID	

5.2.2. Analyse des moyens d'existence durables

Les concepts d'actifs et de vulnérabilité ont été à la base du développement des cadres qui leurs sont liés, en particulier d'analyse des moyens d'existence (Scoones, 1998), qui permettent d'examiner les réponses apportées aux événements en termes de stratégies de vie adoptées. Ces cadres, collectivement appelés *Approche moyens d'existence durable*, sont à présent largement appliqués sous diverses formes par les organismes de développement et les ONG internationales.

L'Approche moyens d'existence durable (voir la [figure 5.2](#)) est un cadre utile pour l'analyse des stratégies de vie basées sur l'investissement des concernés dans leurs actifs et leur utilisation, en réaction aux politiques, institutions et processus qui affectent leurs vies et dans le contexte plus large de la vulnérabilité. Cette approche reconnaît que les pauvres ont recours à toute une gamme d'actifs matériels et non matériels dans le cadre des multiples stratégies adoptées pour assurer le bien-être individuel ainsi que celui du ménage. Mais les pauvres sont également vulnérables aux chocs et autres événements extérieurs qui peuvent réduire leur accès aux actifs. Dans de nombreux cas, ils sont forcés de réduire leurs actifs (en y puisant) pour pouvoir faire face à un choc particulier ; dans d'autres cas ils peuvent utiliser leurs actifs de manière plus stratégique afin de maintenir et même d'améliorer leur situation de vie.

Le contexte de la vulnérabilité comprend les risques économiques, sociaux et politiques ou les événements incertains, qui affectent la vie quotidienne des gens. Les perturbations naturelles peuvent inclure les risques de sécheresse, d'inondations ou de malaria, alors que les celles de type économique se manifestent souvent par des changements du coût du travail, des biens ou des services. Le risque social peut se manifester par les maladies transmissibles telles que le VIH/SIDA, par les conflits concernant les ressources ou par des pratiques culturelles qui excluent des groupes sociaux spécifiques. Le risque politique peut se manifester par le biais de certaines formes de coercition, le clientélisme politique, la violence politique, ou par des institutions politiques qui favorisent des individus ou des groupes spécifiques, par exemple par rapport au régime de propriété ou à d'autres pratiques liées à l'attribution des ressources.

Ces événements sont exprimés habituellement en tant que *chocs* (événements uniques tels que qu'un licenciement ou un désastre naturel), *tendances* (changements à long terme tels que l'émigration ou relatifs au marché du travail) ou des cycles (tels que les changements saisonniers climatiques ou les cycles politiques relatifs aux élections). Les événements peuvent affecter les gens aux niveaux *micro* (de l'individu et du ménage), méso (de la communauté) et macro (national).

L'approche SL (*Sustainable Livelihoods* - Moyens d'existence durables) permet de mapper les actifs des individus ou des groupes dans un "pentagone d'actifs" comprenant les cinq groupes d'actifs clés : naturels, physiques, sociaux, humains et financiers. Dans ce cadre, l'aptitude des gens

d'agir de manière stratégique en faisant des prélèvements ou en investissant dans ces actifs pour faire face à des événements externes (exogènes) et internes (endogènes), déterminera leurs revenus pour assurer leur subsistance.

L'approche SL examine également les manières dont les droits dont bénéficient les gens affectent leur bien-être, reconnaissant que les pauvres ont besoin de politiques et d'institutions qui favorisent les efforts qu'ils déploient pour améliorer leur vie. Le cadre de l'approche favorise l'analyse des processus grâce auxquels les pauvres établissent des relations avec ces institutions, et pour se faire entendre et participer aux décisions qui affectent leur vie. L'approche SL suppose que les pauvres débutent avec peu d'actifs. Ils sont donc plus vulnérables aux chocs ainsi qu'aux tendances et cycles, et leur capacité à bénéficier des institutions de marché et de non marché sont plus faibles.

Adopter une approche SL pour l'AIPS permet de concentrer l'analyse sur la manière dont la réforme de politique et les changements institutionnels et en termes de processus qui l'accompagnent, peuvent affecter directement les pauvres, en changeant progressivement ou régressivement le niveau d'influence et d'accès aux ressources, et indirectement en influençant le contexte de la vulnérabilité en réduisant ou augmentant le risque et la vulnérabilité.

[L'Approche moyens d'existence durables \(pdf 276kb\)](#) a été largement utilisée dans l'analyse des niveaux méso et micro. Le PNUD par exemple recommande son utilisation dans les recherches. L'approche SL comprend une gamme d'outils qualitatifs et participatifs, présentée dans la section 5.2 ci-dessous. L'approche SL a cependant été critiquée pour être trop concernée par la question du changement et l'analyse au niveau micro. Ainsi, des méthodes ont été développées pour utiliser cette approche afin d'analyser plus explicitement les dynamiques macro, méso et micro. Khanya (2000) par exemple, a développé et appliqué une méthode de recherches de "transect vertical" en tant qu'élément d'une [Étude sur les moyens de subsistance en milieu rural](#) (allant du niveau communautaire au niveau macro, en passant par différents niveaux méso), où les chercheurs considèrent divers stades constitués par les services et les aides fournis par le gouvernement en utilisant une combinaison d'ateliers et d'interviews d'informateurs clés semi-structurées, afin de déterminer les différences entre la politique telle

qu'exprimée sur le papier et la politique telle qu'elle est mise en oeuvre.
 Voir l'[encadré 5.3](#)

Figure 5.2. The Sustainable Livelihoods Framework

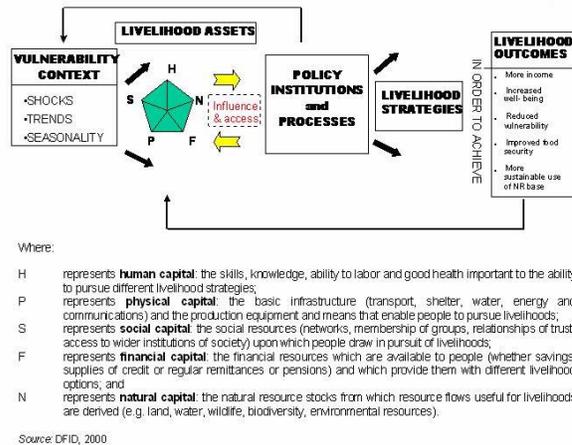
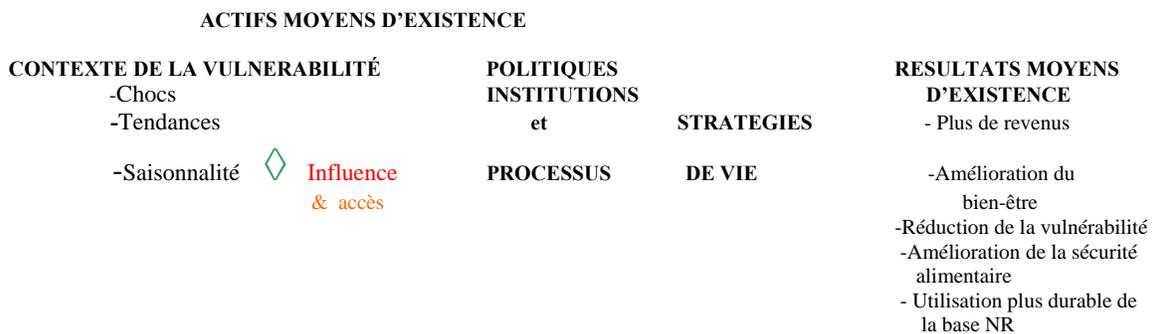


Figure 5.2. Le cadre des moyens de subsistance durables



- H représente le **capital humain** : les qualifications, les connaissances, l'aptitude au travail et la santé, qui est importante pour tenter différentes stratégies de vie ;
- P représente le **capital physique** : les infrastructures de base (transport, abris, eau, énergie et communications) et les équipements de production et moyens permettant au gens de gagner leur vie ;
- S représente le **capital social** : les ressources sociales (réseaux, appartenance à des groupes, relations de confiance, accès aux institutions sociales plus importantes) qu'utilisent les gens pour leurs moyens de subsistance ;
- F représente le **capital financier** : les ressources financières disponibles (épargne, crédit, envois de fonds, pensions) et qui permettent différentes options quant aux moyens de subsistance ;

N représente le **capital naturel** : les souches environnementales d'où proviennent les ressources nécessaires aux moyens de subsistance (eau, terres, faune sauvage, biodiversité, ressources environnementales).

Source : DFID, 2000

Nom de l'outil : Étude des moyens de subsistance durables

Nom de l'outil : Étude des Moyens de subsistance durables (Sustainable Rural Livelihoods Study -SRL)		
Qu'est-ce?	Une méthodologie de recherches qui applique le cadre Moyens d'existence durables pour comprendre la dynamique de la pauvreté, utilisant des interviews et une gamme d'outils participatifs	
A quoi sert-il?	La méthodologie peut être utilisée pour lier l'analyse dynamique de la pauvreté à la conception des politiques qui fondent les moyens de subsistance durables..	
Que nous dit-il?	La méthodologie peut expliquer les liens entre les modifications de politique au niveau macro et les stratégies de subsistance changeantes de différents groupes au niveau micro. Elle peut ensuite être utilisée pour développer des stratégies de réduction de la pauvreté qui complètent les stratégies existantes relatives aux moyens de subsistance dans différents contextes.	
Outils complémentaires	Interviews. Outils participatifs.	
Elements clés	La SRL possède les éléments clés suivants: <ul style="list-style-type: none"> • axée sur les gens : pour comprendre les stratégies relatives aux moyens d'existence dans leur contexte • s'appuie sur les aspects positifs : c-à-d. renforcer les stratégies existantes • possède de multiples niveaux : il est recommandé d'appliquer une méthode de " transect vertical " pour relier les niveaux macro et micro • est Holistique : importance des approches intersectorielles • s'appuie sur un partenariat entre les secteurs public et privé • durabilité : économique, institutionnelle, sociale et environnementale • dynamique : réponses souple aux stratégies de vie en évolution et changeantes 	
Exigences	Temps nécessaire	Deux à trois mois.
	Qualifications	Compréhension approfondie du cadre analytique des moyens d'existence durables ; expérience avec les outils de recherche participative et qualitative. Compréhension des principes de la recherche participative

	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	En fonction de la dimension de l'étude, de \$50,000 à \$100,000
Limitations	L'approche SRL peut sacrifier la représentativité en mettant l'emphase sur les processus basés sur les études de cas et la compréhension contextuelle.	
References et applications	Khanya, 2000. Guidelines for Undertaking a <u>Regional/National Sustainable Rural Livelihoods study</u> (<i>Lignes directrices pour la réalisation d'une étude des moyens de subsistance en milieu rural</i>) Bloemfontein, Khanya, May. www.khanya-mrc.co.za	

Encadré 5.3. Liste de contrôle : L'Analyse axée sur le genre et les dix éléments nécessaires à une bonne AIPS

Poser les bonnes questions: En identifiant les réformes qui seront analysées, il est recommandé de poser des questions telles que : Comment les hommes et les femmes appréhendent-ils ce secteur à l'heure actuelle (questions d'accès, de contrôle, de participation)? Comment vont-ils être affectés par cette réforme et par le biais de quels canaux (emploi, prix, accès, actifs, transferts et impôts) ?

Identifier des dépositaires d'enjeux : En utilisant les techniques de l'Analyse des dépositaires d'enjeux, il faut *toujours* différencier entre les éléments masculins et féminins, s'agissant des diverses caractéristiques analysées (type de ménage, taille du ménage, appartenance ethnique, emplacement, métier, etc.). Le genre (homme/femme) des dépositaires d'enjeux dans les groupes organisés tels que les syndicats, organisations de la société civile, etc., devrait également être déterminé.

Comprendre les canaux de transmission : En identifiant par quels canaux de transmission un changement de politique va s'opérer, il faut reconnaître et montrer les différentes expériences des hommes et des femmes.

Évaluer les institutions : Il est recommandé de désagréger par sexe toutes les données rassemblées et analysées grâce aux diverses techniques méthodologiques choisies. *Mappage organisationnel et techniques d'analyse institutionnelle :* Lorsque approprié, des interviews d'informateurs clés approfondies, semi-structurées, devraient être réalisées pour ce qui concerne le personnel masculin et féminin à tous les niveaux d'une organisation donnée (Si un sexe est absent, ceci devrait être noté et analysé). Il est recommandé d'utiliser les groupes cibles par sexe et, selon le contexte et les normes culturelles, des groupes cibles mixtes pour obtenir différents types de réponses.

Rassembler les données et les informations : En utilisant les deux méthodes de collecte de données, celle avec questions fermées (questions structurées ; analyse du budget selon le genre, gestion du temps des études, analyse statistique, etc.) et celle avec questions ouvertes (interviews approfondies ou semi-structurées, observation ethnographique, groupes cibles, évaluation participative de la pauvreté) et en

entreprenant l'analyse qui en découle, il faudra (a) désagréger toutes les données par sexe, et (b) être sensible aux contraintes axées sur le genre ; et ainsi, par l'exemple, constituer les groupes cibles en fonction du sexe et en tenant compte des différentes situations et contraintes affectant les hommes et les femmes, telles que celles liées aux sensibilités culturelles, ou à la disponibilité en termes de temps. Le sexe des interviewers et le lieu des entrevues devrait tenir compte des normes locales. Des indicateurs sensibles au genre devraient être utilisés.

Analyser les impacts : Les approches et méthodes pour évaluer les impacts changent ; les analyses sociales et économiques devraient cependant être intégrées là où cela est possible. Les **Outils d'analyse sociale** tels que les *évaluations des impacts sociaux*, les *évaluations participatives de la pauvreté* et les *évaluations des bénéficiaires*, devraient explicitement : (a) traiter la question de la manière dont la réforme affecte les femmes et les hommes (en tenant compte des différences d'âge, de l'appartenance ethnique, etc.), (b) présenter les mécanismes permettant de faire face aux impacts, pour différents groupes d'hommes et de femmes, (c) indiquer quels groupes d'hommes et de femmes sont susceptibles d'être les plus vulnérables et pourquoi, (d) analyser les réponses comportementales des différents groupes de femmes et d'hommes, et (e) examiner les aspects en termes de genre ("*gendered*") des relations sociales des dépositaires d'enjeux.

Les **Outils d'analyse des impacts directs** tels que les Analyses d'incidence et les Cartes de la pauvreté devraient distinguer les hommes des femmes. Les Analyses d'incidence devrait intégrer l'analyse de la composition homme/femme des ménages.

Considérer des mesures de mise en valeur et de compensation : L'AIPS peut fournir des informations pour la conception des politiques, pour maximiser les gains en termes de bien-être pour les hommes et les femmes. Les mesures de compensation peuvent bénéficier aux hommes et aux femmes de manière équitable, seulement si des indicateurs sensibles au genre sont intégrés dans la conception de l'AIPS.

Évaluer les risques : Lorsque cela est faisable, les diverses méthodologies d'analyse du risque (Évaluation des risques, Analyse de sensibilité et Analyse de scénario) devraient permettre de désagréger et analyser les données par sexe.

Suivi et évaluation (S&E) des impacts : Les indicateurs S&E sensibles au genre (Extrants, Résultats, Processus et Impacts) devraient être intégrés dans le suivi et l'évaluation des impacts.

Encourager le débat de politique et en tenir compte dans le choix des politiques : La participation et l'appropriation des dépositaires d'enjeux ont souvent permis l'adoption de politiques plus efficaces. Tous les dépositaires du projet (hommes et femmes) devraient être impliqués non seulement dans le processus de recherche relatif à l'AIPS, mais également dans celui du débat de politique centré autour des possibilités de substitution ("*trade-offs*") de réformes potentielles. Les résultats de l'analyse différenciée selon le sexe ("*Gender-differentiated*") devraient être présentés et des recommandations dans ce sens (selon le sexe) être faits.

Source: Banque mondiale, *Gender Anchor Note* (2004)

5.2.3. Analyse du genre

Le genre est une variable clé pour comprendre les impacts différentiels des réformes de politique et devrait être entièrement intégré dans le cadre conceptuel de l'AIPS ([Encadré 5.3](#)). L'inégalité des genres demeure importante et constitue une barrière au développement et à la réduction de la pauvreté.

Les droits aux avoirs diffèrent énormément entre hommes et femmes dans différents contextes, et même lorsque les femmes ont accès aux actifs/avoirs elles sont le moins à même d'en avoir le contrôle, car elles sont souvent marginalisées ou exclues de l'État, du marché et des institutions sociales qui régissent leurs vies. Les disparités de genre tendent à être plus grandes dans les pays, communautés et ménages à bas revenus

Il est bien sur essentiel de considérer d'autres éléments qui viennent compliquer les différences basées sur le genre. Les variables sociales telles que la race, l'appartenance ethnique, la caste ou l'âge peuvent être des prédicteurs supplémentaires puissants de la vulnérabilité. Le point crucial cependant, est que le genre transcende toutes les autres variables sociales et devrait donc être une préoccupation centrale de toute AIPS.

L'analyse du genre dans le cadre de l'AIPS relative à l'Initiative exportations stratégiques de l'Ouganda par exemple, fournit une critique des politiques neutres du point de vue du genre et souligne la nécessité de prendre en compte "l'économie du temps et de l'effort" (*Time-and-Effort Economy*) aux niveaux méso et micro dans les secteurs du café et de la pêche. Les chercheurs ont utilisé les études qualitatives existantes pour bâtir des suppositions au sujet des impacts "sous-micro" (intra-ménage) en termes de genre, dus aux changements de politique. Ils ont argué du fait que les réponses en termes d'outputs qui sont moindres qu'anticipés (prise de décision et résultats "pervers") serait lié aux décisions rationnelles des femmes, influencées par les rigidités de l'organisation du travail et ayant pour résultat l'inefficacité allocative. Ils en concluent que les femmes saboteront probablement une allocation plus efficace des tâches si elles ne peuvent pas contrôler les résultats

Les outils suivants sont conçus principalement pour la planification. Ils comprennent également un ensemble d'outils conceptuels pour générer des données empiriques et analyser l'impact différentiel probable ou réel des

réformes de politique sur les hommes et les femmes. Ceci en mettant l'emphase sur l'accès aux ressources et leur contrôle, sur les charges de travail et sur les règles sociales plus générales qui régissent les rôles et les relations de genre.

Le Cadre analytique selon le genre de Moser (Moser, 1993)

Il s'agit d'une méthodologie de planification dont le but est l'émancipation des femmes, afin de mettre fin à leur subordination et pour réaliser l'égalité et l'équité des sexes et l'habilitation des femmes. Le cadre fait une distinction conceptuelle entre les besoins pratiques et stratégiques liés au genre. Les besoins pratiques sont ceux qui, s'ils sont satisfaits, facilitent les activités/tâches courantes des femmes. Ils sont une réponse aux nécessités immédiates dans un contexte particulier et sont habituellement de type pratique (par exemple la fourniture de l'eau, les formations spécifiques ou les opportunités de générer des revenus pour le ménage). Leur réalisation ne pose cependant pas un défi à la division du travail existante selon le genre, quant à la position subalterne des femmes. Les besoins stratégiques liés au genre existent en raison de la position sociale subalterne des femmes et, s'ils sont satisfaits, permettent aux femmes et aux hommes de transformer les déséquilibres en termes de pouvoir selon le genre. Les besoins stratégiques liés au genre sont spécifiques au contexte, mais peuvent être reliés aux questions de droits, d'éducation et d'aspiration, d'égalité des salaires et de violence domestique.

Le cadre utilise une gamme d'outils pour l'analyse et la planification de ce qui suit :

- La division du travail au sein du ménage et de la communauté.
- Les besoins relatifs à la subordination de la femme vis-à-vis de l'homme.
- Les différences en termes de genre relatives à l'accès aux ressources et à leur contrôle et à la prise de décision.
- Le degré auquel les politiques, programmes et projet traitent des besoins pratiques et stratégiques selon le genre.

Les trois outils suivants sont particulièrement utiles pour analyser la division du travail selon le genre, les besoins des femmes et leur accès aux ressources et à leur contrôle :

- **Identification du rôle selon le genre** : Établit la carte de la division du travail selon le genre en posant la question : qui fait quoi? (en utilisant des catégories de "rôle triple" du travail reproducteur, productif et communautaire)
- **Analyse des besoins selon le genre**: Analyse les besoins des femmes et des hommes en utilisant les catégories des besoins pratiques et stratégiques selon le genre
- **Désagrège le contrôle des ressources du ménage et la prise de décision** en posant la question : "qui décide de quoi ? ". Établit un lien entre répartition des ressources dans un ménage aux processus de négociation.

Un ajout plus récent au cadre en question est l'[Outil d'audit selon le genre \(Moser, 2005\)](#), qui décrit les impacts de l'intégration selon le genre en prenant en compte les trois concepts suivants :

- **Évaporation** : Lorsque les bonnes intentions en termes de politique ne sont pas suivies dans la pratique.
- **Invisibilisation** : Quand les procédures de suivi et d'évaluation ne permettent pas de documenter ce qui se passe "sur le terrain ".
- **Résistance** : Lorsque des mécanismes efficaces bloquent l'intégration selon le genre, avec une opposition essentiellement "politique" et basé sur les relations de pouvoir liées au genre, plutôt que sur des contraintes procédurales "technocratiques"¹.

Le Cadre analytique de Harvard

Le [Cadre analytique de Harvard](#) est une approche conceptuelle simple permettant de décrire et d'expliquer les résultats différentiels en termes de genre (March et autres, 1999). Le cadre permet aux chercheurs :

- d'établir la carte concernant le travail et les ressources des hommes et des femmes dans une communauté, en mettant l'accent sur les principales différences existantes ;

- d'établir la carte relatives aux facteurs qui influencent les différences de genre liées aux activités et quant à l'accès aux ressources et avantages et leur contrôle; et
- d'examiner les impacts différentiels du changement affectant les hommes et les femmes, à la suite de la mise en œuvre d'une politique ou d'un projet.

Comme pour le cadre de Moser, le cadre de Harvard utilise toute une gamme d'outils d'analyse et de planification :

- **Profil des activités** : identifie les tâches productives et reproductives, pose la question de "qui fait quoi?"
- **Profil accès et contrôle** : établit une liste des ressources que les gens peuvent utiliser selon leur genre et de qui contrôle leur utilisation et les avantages qui leur sont associés
- **Facteurs d'influence** : dresse une carte des facteurs qui influencent les différences relatives à la division du travail, à l'accès et au contrôle, selon le genre, tels qu'énumérés grâce aux deux outils précédents.

Approche en termes de relations sociales

L'objectif de l'[Approche en termes de relations sociales](#) est d'examiner les inégalités existantes selon le genre dans la distribution des ressources, des responsabilités et du pouvoir et d'aider à la conception de politiques et programmes qui permettent aux femmes d'être les agents de leur propre développement (March et autres, 1999). L'approche utilise des concepts plutôt que des outils pour se concentrer sur les relations entre les gens et leur rapport aux ressources et activités, et comment celles-ci sont 'retravaillées' par l'État, le marché et les institutions sociales.

L'approche utilise les concepts suivants:

- **Le développement comme moyen d'améliorer le bien-être humain** : On considère ici que le développement est plus que l'augmentation de la croissance économique et de la productivité. Le

bien-être humain concerne la survie, la sécurité et l'autonomie. L'analyse des impacts, grâce à ce concept, permet d'examiner comment les interventions en termes de développement, à quelque niveau que ce soit, contribuent à ces objectifs au sens large.

- **Les relations sociales** : Il s'agit de relations structurelles dynamiques qui créent et reproduisent les différences systématiques dans le positionnement de différents groupes de personnes. Ce concept contribue à l'analyse des impacts se concentrant sur la façon dont une intervention en termes de développement peut soutenir ce type de relations, basées sur la solidarité et la réciprocité et permettant d'accroître l'autonomie des pauvres, tout en réduisant celles qui produisent ou maintiennent des relations inégales.

- **L'analyse institutionnelle**: Le concept considère que l'inégalité est reproduite par toute une série d'institutions, allant du niveau macro au niveau micro. Quatre 'clefs' institutionnelles liées entre elles sont utilisées (État, marché, communauté, famille/parenté), qui produisent, renforcent et reproduisent les relations sociales, et donc la différence et les inégalités sociales.

- **Politiques institutionnelles selon le genre** : Neutres en termes de genre ; spécifiques au genre ; redistributives selon le genre.

- **Causes immédiates, sous-jacentes et structurelles**. Ceci fait référence à l'analyse causale réalisée sur trois niveaux, en fonction d'un continuum allant des causes immédiates aux causes plus profondes et structurelles de l'inégalité des genres.

¹ Voir Kabeer (1994), Moser (1993).

Nom de l'outil: Cadre analytique et audit selon le genre de Moser

Nom de l'outil : Cadre analytique et méthodologie d'audit participatif selon le genre de Moser	
Qu'est-ce?	Une méthodologie de planification utilisée pour l'émancipation des femmes de leur subordination et la réalisation de leur égalité et équité avec les hommes ainsi que leur habilitation.
A quoi sert-il?	<ul style="list-style-type: none">• Planification à tous les niveaux (des projets, des politiques, communautaire, régional)

	<ul style="list-style-type: none"> Examen des hypothèses en matière de politique. 	
Que nous dit-il?	<ul style="list-style-type: none"> Division du travail au sein du ménage et de la communauté. Besoins liés à la subordination hommes-femmes. Différences selon le genre quant à l'accès aux ressources et leur contrôle et concernant la prise de décision. Degré auquel les politiques, programmes et projets s'attaquent à la question des besoins pratiques et stratégiques selon le genre. 	
Outils complémentaires	Calendrier de 24 heures; Carte des ressources communautaires ; Mappage social ; Classement selon la richesse; Matrice modes de subsistance ; Audits participatifs selon le genre (voir ci-dessous).	
Elements clés	<p>Établir la "planification selon le genre" comme un type de planification à part entière. Incorporer trois concepts : triple rôle des femmes ; besoins pratiques et stratégiques selon le genre ; et, catégories d'approche des politiques.</p> <p>Questionner la supposition que la planification est une tâche technique – la planification selon le genre est à la fois technique et politique ; assumer la possibilité de conflit lors du processus de planification ; implique des processus transformatifs ; et caractérise la planification en tant que débat.</p>	
Exigences	Données/ informations	Cet outil génère des données, ainsi la seule exigence est d'identifier le cadre de l'échantillonnage.
	Temps nécessaire	S'il est intégré dans une recherche participative en cours, cet outil peut être appliqué en une semaine. Dans les cas où il n'y a pas de travaux qualitatifs significatifs planifiés, un exercice complet nécessite deux à trois semaines de recherches.
	Qualifications	Formation sociologique ou anthropologique est utile, avec une connaissance approfondie des rôles selon le genre et des relations dans le contexte donné.
	Supporting software	Ne s'applique pas
	Financial cost	Lorsque combiné à un autre travail qualitatif, le coût incrémental de l'analyse du genre peut être aussi bas que \$10,000. Lorsque ce n'est pas le cas, le coût peut s'élever jusqu'à \$25,000.
Limitations	<p>L'idée de "rôles selon le genre" peut obscurcir la notion des relations entre les sexes</p> <p>D'autres formes d'inégalité (selon la race, la classe, l'appartenance ethnique) peuvent être négligées.</p> <p>L'utilisation du terme "besoins" peut laisser entendre que la planification est un processus du "sommet à la base" et faire que les analystes locaux apparaissent comme bénéficiaires passifs.</p> <p>Peut donner une image statique, qui peut minimiser le dynamisme des relations au sein du ménage (doit donc être utilisé par des analystes expérimentés)</p>	
References et	- Bolt, V. and K. Bird (2003) The Intra-household Disadvantages	

applications	<p>Framework: A Framework for the analysis of Intra-household Difference and Inequality. (Les Désavantage au sein du ménage : Un cadre d'analyse des différences et inégalités intra-ménage) CPRC Working Paper No.32. Disponible à : http://www.chronicpoverty.org/pdfs/KBNo32.pdf</p> <p>- International Labour Organisation (1998) A conceptual framework for gender analysis and planning (Organisation internationale du travail (1998) - Cadre conceptuel pour l'analyse et la planification selon le genre). Disponible à : http://www.ilo.org/public/english/region/asro/mdtmanila/training/unit1/harvrdfw.htm</p> <p>- March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999) A Guide to Gender-Analysis Frameworks. (Un guide des cadres d'analyse selon le genre) Oxfam, Oxford.</p> <p>- Moser, C. (2005) An Introduction to Gender Audit Methodology: Its design and implementation in DFID Malawi. (Une introduction à la méthodologie d'audit selon le genre : Sa conception et sa mise en œuvre - DFID Malawi) ODI, London, UK</p>
---------------------	---

Cadre de Moser: Procédure et exemples

Approche possible

Étape 1: Choisir les analystes locaux

La procédure d'échantillonnage utilisée pour choisir les analystes locaux devrait refléter les besoins de la recherche.

Étape 2 : Introductions et explications

En interviewant les personnes locales pour collecter des données, le chercheur devrait commencer par se présenter en expliquant soigneusement et clairement les objectifs de la recherche et la nature de l'outil utilisé. Vérifier que l'analyste local comprend ce qui va être discuté et est à l'aise avec ces questions.

Étape 3 : Utiliser le cadre de Moser

Le cadre comprend six outils :

Outil 1 - Identification des rôles selon le genre/ triple rôle

En utilisant les trois catégories d'activités : reproductives, productives et de gestion communautaire (*community-management*), il est recommandé d'établir une carte du travail selon le genre en posant la question de "qui fait quoi?" (Pour chaque catégorie). Utiliser les trois catégories permet de mettre en exergue le travail de gestion communautaire qui est souvent ignoré ou négligé dans

l'analyse économique. Il est également recommandé d'utiliser une matrice (tableau 1) similaire au profil des activités dans le cadre analytique de Harvard, mais il faut s'assurer que les trois catégories de travail, productif, reproducteur et communautaire sont comprises.

Tableau 1. Exemple de profil d'activités pour le cadre de Moser

PROFIL des ACTIVITÉS				
Activités	Femmes	Hommes	Filles	Garçons
Productives Agriculture - activité 1 - activité 2, etc. Génération de revenus Emploi Autres				
Reproductives Concernant L'eau Le combustible La préparation de la nourriture Garde d'enfants Nettoyage et réparation Liées au marché Autres				
Participation aux activités communautaires Participation aux réunions Activités religieuses Loisirs Activités communautaires Autres				

Adapté de March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)

Outil 2 – Analyse des besoins selon le genre

Partir de l'idée que les femmes ont différents besoins que les hommes, étant donné leur triple rôle et leur position subalterne dans beaucoup de sociétés, permet d'évaluer les besoins des hommes et des femmes en utilisant les catégories des besoins pratiques et stratégiques.

Les besoins pratiques selon le genre sont ceux qui, si ils sont satisfaits, facilitent l'exercice des activités courantes des femmes. Ils sont une réponse aux nécessités immédiates dans un contexte particulier et sont généralement à caractère pratique (par exemple, la fourniture de l'eau, une formation spécifique ou des opportunités de générer des revenus pour pourvoir aux besoins du ménage). Leur satisfaction, cependant, ne constitue pas un défi à la division existante du travail selon le genre et à la position subalterne des femmes.

Les besoins stratégiques selon le genre existent en raison de la position sociale subalterne des femmes et, s'ils étaient satisfaits, permettraient aux femmes de transformer les déséquilibres en termes de pouvoir existants entre hommes et femmes. Les besoins stratégiques selon le genre sont spécifiques au contexte, mais peuvent inclure des questions telles que les droits, l'éducation, l'égalité des salaires ou la violence domestique. Une matrice simple, telle que celle présentée ci-dessous (tableau 2), pourrait être utilisée pour mapper et consigner par écrit les besoins pratiques et stratégiques.

Table 2. Exemple de matrice d'évaluation des besoins selon le genre

EVALUATION DES BESOINS SELON LE GENRE	
Besoins pratiques des femmes	Besoins stratégiques des femmes
<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux semences/plants • Bois de feu • Besoins liés aux activités de reforestation et forestière • Amélioration des fourneaux • Marketing des produits en rotin • Formation spécifique • Travail rémunéré 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation collective • Droit de s'exprimer • Compétences en termes de leadership, et positions de leadership eu égard au projet ou à la communauté • Éducation

Source: March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)

Outil 3 – Désagréger le contrôle des ressources et la prise de décision au sein du ménage

Examiner les différences relatives au contrôle et à l'accès aux ressources en demandant "qui contrôle quoi?", "qui décide de quoi?", et "comment?" Examiner les liens entre l'allocation des ressources dans un ménage et les processus de négociation. Une matrice pourrait être utilisée pour consigner les données semblables à celles du Profil d'accès et de contrôle de l'outil analytique de Harvard (tableau 3).

Tableau 3. Exemple de matrice d'analyse du contrôle des ressources et de la prise de décision

PROFIL D'ACCES ET DE CONTRÔLE				
	Accès		Contrôle	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes

Ressources Foncières Équipement Travail Cash Éducation/formation Autres				
Avantages Revenu extérieur Propriété d'actifs Besoins de base (nourriture, vêtement, logement) Éducation Pouvoir politique/prestige Autres				

Source: March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)

Outil 4 – Plan pour équilibrer le triple rôle

Examiner comment une politique, un programme ou un projet affecteront les rôles que les femmes jouent. S'assurer que toutes tâches (travaux) et responsabilités assumées par les femmes sont considérées --la concentration sur un seul rôle peut conduire à adopter des hypothèses peu réalistes sur les autres rôles. Se demander comment les charges de travail pourraient augmenter pour n'importe lequel de ces trois rôles. Se demander également si les changements concernant la charge de travail relative à un rôle particulier affecteront d'autres rôles assumés par les femmes. Se demander comment les femmes équilibreront leurs rôles lorsqu'une politique, un programme ou un projet sont mis en œuvre. Se demander enfin comment les changements de politique dans un domaine donné affecteront le rôle des femmes dans d'autres domaines.

Outil 5 – Évaluer les objectifs des interventions

Cet outil est utilisé pour examiner comment les interventions de planification transforment la position subalterne des femmes. Déterminer le degré de satisfaction des besoins pratiques et/ou stratégiques selon le genre. Il est recommandé de garder à l'esprit l'approche adoptée pour ce type d'interventions.

Cinq approches qui ont dominé la planification du développement durant les dernières décennies sont identifiées, elles concernent :

- le bien-être (le rôle reproducteur des femmes est reconnu et l'on cherche à satisfaire leurs besoins pratiques par des subventions (*top-down handouts*)) ;

- l'équité (1^{ère} approche WID - cherche à assurer l'équité pour les femmes dans le processus de développement) ;
- la lutte contre la pauvreté (2^{ème} approche WID - une version atténuée de l'approche équité) ;
- l'efficacité (3^{ème} approche WID –le développement est réalisé de manière plus efficace grâce à la contribution des femmes) ;
- l'habilitation (l'approche la plus récente qui cherche à habiliter les femmes grâce à une plus grande autosuffisance).

Les approches en matière de politique ne sont pas mutuellement exclusives et peuvent se recouvrir partiellement dans la pratique.

L'outil est principalement utilisé pour déterminer quelle approche a été utilisée dans un projet, un programme ou une politique. Il peut également être utilisé pour évaluer les options futures. Il est important de se demander comment les politiques ou les programmes abordent les questions de genre. Quelle est l'approche adoptée ?

Outil 6 – Impliquer les femmes et les organisations sensibles au genre dans la planification

Il est recommandé de déterminer à quel degré les femmes et les organisations sensibles au genre (*gender-aware*) sont impliquées dans le processus de planification. Faire participer les femmes au maximum permettra d'assurer que leurs besoins pratiques et stratégiques réels sont inclus dans le processus de planification. Examiner comment les organisations sensibles au genre et les individus peuvent être directement impliqués dans toutes les étapes, de l'analyse à la mise en œuvre.

Étape 4: Achever le processus

Il est recommandé de vérifier encore que les analystes locaux avec lesquels vous avez parlé savent à quoi l'information sera utilisée ; de demander aux analystes de réfléchir sur les avantages, les inconvénients et le potentiel analytique de l'outil ; de remercier les analystes locaux pour leurs efforts.

Les points à retenir

L'objectif du cadre en question est la réalisation de l'égalité, de l'équité et de l'habilitation.

Éléments supplémentaires : Méthodologie de l'audit participatif selon le genre de Moser.

Alors que le cadre d'analyse selon le genre de Moser est principalement un "outil de planification" destiné à établir la planification selon le genre en tant que telle, une méthodologie complémentaire récente – l'audit selon le genre – a pour objectif de décrire les impacts de l'intégration des considérations de genre en utilisant trois concepts : l'évaporation (lorsque les bonnes intentions en matière de politique ne sont pas mises en pratique) ; l'"Invisibilisation" (lorsque les procédures de suivi et d'évaluation ne rendent pas compte de ce qui se produit réellement dans la pratique ou "sur le terrain") ; et la résistance (lorsque des mécanismes efficaces empêchent l'intégration des considérations de genre, à cause d'une opposition de type politique, basée sur des relations de pouvoir entre hommes et femmes, plutôt que sur des contraintes procédurales technocratiques).

Les audits participatifs selon le genre sont de plus en plus perçus comme importants, au fur et à mesure que s'accroît la conscience du rôle central que la structure organisationnelle et la culture jouent dans la conception et la mise en oeuvre des politiques, programmes et projets sensibles au genre. Les audits selon le genre soulignent l'importance de l'examen des systèmes et processus au sein des institutions, afin de mesurer jusqu'à quel point ils sont au niveau des valeurs partagées et des objectifs en termes de genre, pour lesquels ils ont été conçus. Les audits peuvent être utilisés pour recommander les politiques, stratégies et activités appropriées, pour les institutions et les organisations (tenant compte des politiques d'intégration des questions de genre dans les stratégies, cadres institutionnels et activités au plan national) ; et pour recommander des moyens pratiques d'améliorer la concentration sur l'équité selon le genre des politiques et des programmes en cours et à venir, des plans et activités ; de sorte qu'elles s'attaquent de manière efficace à la question des besoins et priorités stratégiques et pratiques des femmes désavantagées.

Un audit selon le genre comporte une évaluation externe des objectifs de développement de même qu'une évaluation organisationnelle interne, qui, ensemble permettent d'obtenir le contenu du document d'audit. Sa mise en oeuvre implique un certain nombre de techniques ou d'outils méthodologiques spécifiques au contexte, qu'il est utile d'établir avant de s'engager dans un audit. Bien qu'il n'y ait pas de méthodologie spécifique pour effectuer un audit selon le genre, le contexte et les besoins locaux devraient en constituer la base. Les brèves directives suivantes sont des suggestions sur la manière dont un audit pourrait être réalisé.

L'objectif de politique et les stratégies associées spécifiques de promotion de l'égalité des sexes en fonction desquelles les questions de genre sont évaluées ont besoin d'être clarifiés, grâce par exemple à un examen des documents de politique existants. Après cela, en se basant sur ces sources documentaires, on doit fournir une définition spécifique au contexte de la stratégie d'intégration des questions de genre. Identifiez les indicateurs quantitatifs ou qualitatifs appropriés en fonction desquels les progrès en termes d'intégration des questions de genre peuvent être évalués.

Un examen des questions de genre par un expert en la matière en provenance du pays où l'audit est réalisé, fournit une base importante pour un audit selon le genre et une vue d'ensemble des questions de genre appropriées, concernant non seulement les relations de genre mais également le point focal spécifique de l'audit.

Toute une série d'interviews et de discussions de groupes (par exemple concernant les questions de genre à intégrer et prioritaires) devraient être entreprises à différentes étapes d'un audit et constituer sa composante principale. Un examen complet de la documentation, les interviews et discussions de groupe, peuvent constituer une source importante et détaillée d'informations empiriques, ainsi qu'une base pour la triangulation avec d'autres sources de données.

L'étude qualitative est complétée par un examen détaillé, avec des visites de terrain pour se rendre compte de la réalité, accroître la richesse de l'audit et obtenir des informations qui peuvent mettre en exergue les limites la documentation écrite passée en revue ou qui la contredire. Durant les visites de terrain, des consultations du personnel du projet ou du programme peuvent être réalisées ainsi que des interviews des dépositaires premiers, avec des discussions de groupe et l'observation des participants (par exemple, lors des réunions et des rassemblements communautaires).

Les analyses coûts-avantages en termes de genre sont utiles pour défendre l'égalité des sexes du point de vue "des affaires" (par opposition aux points de vue du bien-être [social] ou des droits de l'homme), en calculant quels sont les coûts (supplémentaires) d'une intervention et quelle économie on peut faire. L'économie peut alors être comparée aux coûts afin d'obtenir un bénéfice net (ou un coût net).

Cette évaluation opérationnelle externe peut être complétée par une autoévaluation organisationnelle interne, qui se concentre sur les objectifs en termes de gestion de l'intégration du genre dans une institution. Les questionnaires d'autoévaluation sont les premiers parmi deux composantes de l'autoévaluation interne et couvrent les capacités techniques (l'expertise selon le genre existante, les compétences et le renforcement des capacités en termes d'intégration des questions de genre dans les politiques, programmes et projets) et la culture institutionnelle (prise de décision institutionnelle et recommandations du personnel).

Pour analyser les données obtenues, "une carte de score d'audit selon le genre" ("*gender audit scorecard*") fournit un outil méthodologique global permettant de synthétiser brièvement les résultats d'audit (voir le tableau 4). La carte de score identifie différentes composantes et activités d'une stratégie d'intégration du genre d'une institution (colonne une), identifie les composantes et les activités

associées plus en détail (colonne deux) et fournit une évaluation de leur mise en œuvre dans le contexte d'audit selon le genre (colonne trois).

Des considérations méthodologiques importantes dans le processus d'audit selon le genre signifient qu'il faut préciser les définitions avant de commencer un audit ; développer un cadre conceptuel cohérent ; assurer la cohérence interne entre différents outils méthodologiques et les indicateurs qui leur sont associés et requis à différents niveaux et étapes de l'audit ; et reconnaître que le développement de tels outils méthodologiques est un processus itératif dans lequel les résultats inductifs sur le terrain sont tout aussi importants que les approches prédéfinies et les indicateurs.

Le tableau 4 fournit une illustration de la "carte de score d'audit selon le genre", produite dans le cadre d'un audit selon le genre réalisé entre juillet et octobre 2004 pour évaluer les politiques, stratégies et activités du bureau du Malawi du Département du développement international du Royaume-Uni (DFIDM), quant à l'intégration des questions de genre. L'audit a été replacé dans le contexte général politique, économique et social en relation aux questions de genre du Malawi. Il comprend le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (PRSP) du gouvernement du Malawi, sa politique nationale en matière de genre et la structure institutionnelle associée de son Ministère responsable, le Ministère du genre, du bien-être de l'enfance et des services communautaires (MOGCWCS). Ses recommandations devaient permettre au DFIDM d'aider le gouvernement du Malawi (GoM) et la société civile à réaliser les MDG du pays.

Tableau 4. Carte de score d'audit selon le genre

Stratégie selon le genre de DFID	<i>Composante GM détaillée</i>	<i>Évaluation de la mise en œuvre par DFIDM</i>
Une politique du genre double déclarée (<i>"Stated twin-track gender policy"</i>)	Stratégie spécifique du pays concernant les questions de genre	DFIDM résiste à l'adoption d'une politique du genre spécifique ; il endosse le principe de l'égalité des sexes et le GM dans le cadre de sa stratégie de pays
1. La stratégie GM dans la politique du pays	Égalité des sexes intégrée dans la stratégie du pays de DFID	La promotion de l'égalité des sexes est intégrée dans la politique de pays de DFIDM. L'analyse du genre est intégrée dans l'analyse de réduction de la pauvreté se concentrant sur CAP ; mais le GM s'évapore dans des actions associées.
2. La stratégie GM dans les programmes de secteur	GM placé en-tête de fiche (marqueur PIM)	23% seulement du programme DFIDM en cours a des marqueurs PIM auxquels on a largement résisté ou qui ne sont pas identifiés comme étant appropriés (68 programmes), dont 75% sont S

<p>a) <i>Évaluation PIM de tout le programme</i></p> <p>b) <i>Toutes les autres composantes de la stratégie GM dans 10 programmes choisis</i></p>	Objectifs et OVI t spécifique au genre.	L' Évaporation commence à se produire avec le GA non encore intégré dans les objectifs spécifiques selon le genre (1/3), avec un nombre plus limité d'OVI (particulièrement ceux avec des cibles quantitatives)
	Analyse selon le genre (GA) : données désagrégées selon le sexe	Tous les programmes incluent une analyse du genre ; dans 50% des cas il s'agit d'un travail important. Composant le plus fort de la stratégie
	Analyse budgétaire sensible au genre	Pratiquement jamais inclus même lorsque identifié en tant que priorité dans les objectifs
	Composants genre identifiés dans la mise en oeuvre	Données probantes mélangées, mais tendance à l' 'invisibilité' dans les documents DFID ; sera probablement inclus dans les rapports annuels d'ONG et les visites de terrain
	Formation en GM	Résultats mixtes mais pas une condition pour tous les programmes
	GM dans les OPR (systèmes effectifs pour S & E)	Entièrement é vaporé sans mention du GM dans 1/3 des programmes - résistance ou manque de spécificité dans les Termes de références des OPR ; d'autres OPR critiques du GM sont plus proches de l' Invisibilisation dans les documents passés en revue ; fréquemment recommandés comme priorité pour l'étape suivante.
<p>3. Activités spécifiques destinées à habiliter les femmes</p>	Améliorer l'égalité des sexe dans chez le gouvernement, les bailleurs de fonds et le secteur privé	Appui technique pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles du MoG. L'avant projet du Programme national sur le genre de MOGCWCS est révisé. La faiblesse du statut du ministère va probablement avoir comme conséquence une résistance à la mise en œuvre. Harmonisation des activités des bailleurs de fonds par DAGG
	Appui a la participation des femmes dans la prise de décision / l'habilitation	Composantes spécifiques ' 'additionnelles' (' <i>add-on</i> ') dans certains programmes de secteur, particulièrement ceux avec une approche droits de la personne, mis en œuvre par des ONG.
	Renforcement des organisations et ONG féminines grâce au renforcement des capacités	Intégré grâce à l'appui général offert à la société civile et aussi division des responsabilités au sein de DAGG

	Travailler avec les homes pour l'égalité des sexes	Composante complémentaire spécifique dans les programmes de secteur, en particulier ceux concernant le VIH//SIDA
4. Responsabilité institutionnelle interne et renforcement des capacités qui lui sont associées et ressources budgétaires	Responsabilités partagées entre tous les membres du personnel et les spécialistes des questions de genre	Pas de spécialistes du genre, bien que SDA assume la responsabilité principale. Des conseillers qualifiés incluent avec beaucoup de succès le GM dans leur programmation.
	Capacités internes pour mettre en oeuvre le GM par le personnel	Moins de 1/3 sont techniquement très qualifiés en matière de GM; moins de 1 sur 5 savent que DFID possède une stratégie GM
	Manuels, boites à outils	Disponible chez DFID Londres, mais aucun n'a été consulté
	renforcement des capacités internes	Il n'y a pas de renforcement des capacités GM au Malawi mais une grande demande existe.
	Formation sur questions de genre, dispensée par le partenaire	Aucun
	Allocation de ressources financières au personnel pour le GM	Aucun

Source: Moser, 2005

Nom de l'outil : Cadre analytique de Harvard

Nom de l'outil : Cadre analytique de Harvard	
Qu'est-ce?	Une méthode simple et pratique pour le mappage du travail et des ressources des membres hommes et femmes d'une communauté, en mettant en exergue les principales différences.
A quoi sert-il?	<ul style="list-style-type: none"> • Collecter et analyser les données aux niveaux de la communauté et du ménage. • Collecter les données de base • Comme outil de planification et de mise en oeuvre des projets et programmes (moins appropriés à la planification de politique).
Que nous dit-il?	<ul style="list-style-type: none"> • Intervient au niveau de l'étape d'identification des problèmes de planification, avant la conception d'une intervention • Permet d'évaluer les impacts d'un projet/programme (c.-à-d. à l'étape d'évaluation de la planification). Permet de déterminer • les différences de genre dans les activités (qui fait quoi et quand) ; • les différences de genre quant à l'accès et au contrôle des ressources et des avantages (quelles ressources les gens utilisent-ils pour la réalisation de leurs activités) ; • les acteurs qui influencent les différences de genre pour ce qui est des

	<p>activités et quant à l'accès et au contrôle des ressources et des avantages (contraintes et opportunités externes) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les différents effets du changement (concernant les projets ou les interventions) sur les hommes et les femmes. 	
Outils complémentaires	Calendrier de 24 heures ; Classement selon la richesse ; Mappage des ressources communautaires ; Matrice des moyens de subsistance	
Elements clés	<p>Quatre outils de collecte des données aux niveaux communautaires et des ménages : profil des activités ; profil de l'accès et du contrôle ; analyse des facteurs d'influence ; et analyse du cycle de projet.</p> <p>Essentiellement un "outil de bureau" pour collecter les informations dans une communauté mais permettre que l'analyse puisse être réalisée ailleurs. Flexible et peut être utilisé en combinaison avec d'autres types d'analyse.</p>	
Exigences	Données/ informations	Cet outil permet de générer des données ; la seule condition est que les données identifient le cadre de l'échantillonnage.
	Temps nécessaire	Si intégré dans la recherche participative en cours, cet outil peut être appliqué en une semaine ; dans les cas où il n'y a pas de travail qualitatif significatif prévu, un exercice complet nécessiterait deux à trois semaines de recherche
	Qualifications	Une formation sociologique ou anthropologique est utile, avec une connaissance approfondie des rôles selon le genre et des relations entre les sexes dans le contexte.
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coûts financiers	Lorsque combiné à un autre travail qualitatif, le coût incrémental de l'analyse du genre peut être de \$10 000. Lorsqu'aucun travail qualitatif n'est projeté, les coûts peuvent s'élever jusqu'à \$25 000
Limitations	<p>Ayant été développé à la suite de préoccupations relatives à l'efficacité exprimées il y a quelques années, le cadre adopte une approche économique concernant la question des besoins selon le genre et met moins l'accent sur une perspective en termes d' "équité" ou de relations de pouvoir et de processus de prise de décisions.</p> <p>Peut ignorer les relations de pouvoir, la complexité sociale et d'autres inégalités.</p> <p>Ne traite pas des changements dans le temps, doit donc être utilisé par des spécialistes qualifiés</p>	
References et applications	<p>- Bolt, V. and K. Bird (2003) The Intra-household Disadvantages Framework: A Framework for the analysis of Intra-household Difference and Inequality. (<i>Le Cadre des désavantages intra ménages : Un cadre d'analyse des différences et inégalités intra-ménages</i>) CPRC Working Paper No.32. Disponible à : http://www.chronicpoverty.org/pdfs/KBNo32.pdf</p> <p>- International Labour Organisation (1998) A conceptual framework for gender analysis and planning (<i>Un cadre conceptuel pour l'analyse et la planification du genre</i>). Disponible à : http://www.ilo.org/public/english/region/asro/mdtmanila/training/unit1/harvrdfw.htm</p> <p>- March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999) A Guide to Gender-Analysis Frameworks (<i>Un guide des cadres d'analyse du genre</i>). Oxfam, Oxford.</p>	

- TDG (1997) Gender in Energy: Training pack (Le Genre et les questions d'énergie: Documents de formation). Technology and Development Group, University of Twente, Netherlands. Disponible à : http://www.energia.org/pubs/papers/tdg_g_e_manual.htm

Cadre analytique de Harvard: Procédure et exemples

Approche possible

Étape 1: Choisir les analystes locaux

Le cadre est conçu pour la collecte des données au niveau des ménages ou communautaire. La procédure d'échantillonnage utilisée pour choisir les analystes locaux devrait refléter les besoins de la recherche.

Étape 2 : Introductions et explications

Le facilitateur devrait commencer en se présentant et en expliquant soigneusement et clairement les objectifs de la recherche, tout en spécifiant l'outil utilisé. Il faut s'assurer que l'analyste local comprend et est à l'aise avec ce qui va être discuté

Étape 3 : Utiliser les outils du cadre analytique de Harvard

Le cadre comprend quatre outils pour collecter les données au niveau de la communauté et des ménages. Il s'agit de :

Outil 1 –Profil des activités

Examinez toutes les activités productives et reproductives réalisées au sein de la communauté ou du ménage et identifiez qui les effectue -- hommes, femmes, garçons ou filles ? Le niveau des détails enregistrés dépend des besoins de la recherche. Notez le temps nécessaire pour chaque activité, où elle est se fait et toute autre information pertinente. L'outil peut être divisé en d'autres éléments relatifs à l'âge si cela s'avère utile.

PROFIL des ACTIVITÉS				
Activités	Femmes	Hommes	Filles	Garçons
Productives Agriculture - activité 1 - activité 2, etc. Génération de revenus Emploi Autres				
Reproductives Concernant L'eau Le combustible La préparation de la nourriture Garde des enfants Nettoyage et réparation Liées au marché Autres				

Adapté de March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)
 Source: Adapté de March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)

Afin de pouvoir répondre à la question de qui est impliqué dans les activités communautaires et les réalise (en plus de celles d'ordre productif et reproductif), l'outil peut être adapté pour inclure une troisième catégorie relative à la participation communautaire (par exemple, participation aux réunions, aux activités religieuses, aux loisirs, aux autres activités, etc.). Ceci en outre des activités productives et reproductives et peut être ajouté en bas de la matrice présentée ci-dessus.

Implication dans les activités de la communauté Participation aux réunions Activités religieuses Loisirs Activités communautaires Autres				
--	--	--	--	--

Outil 2 – Profil d'accès et de contrôle

Identifiez les ressources utilisées pour réaliser les activités listées dans le tableau profil des activités. Examinez qui a accès aux ressources, qui en contrôle l'utilisation et les avantages/bénéfices qui en résultent.

Profil d'accès et de contrôle				
	Accès		Contrôle	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Ressources Terres Équipement Travail Argent en espèces Education/formation Autres				
Avantages Revenu extérieur Propriété des actifs Besoins essentiels (nourriture, vêtements, logement) Education Pouvoir/prestige politique Autres				

Source: March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)

Outil 3 – Outil facteurs d'influence

Dressez un diagramme des facteurs ou déterminants passés et actuels qui sont à la base ou qui influencent [directement] les types d'activités, l'accès et le contrôle, identifiés dans les deux premiers outils. On devrait considérer un certain nombre de domaines en corrélation où divers facteurs influents pourrait se trouver, y compris :

- Normes et hiérarchies sociales communautaires (par ex. famille / communautés, pratiques culturelles et croyances religieuses)
- Conditions démographiques
- Structures institutionnelles et administratives
- Situation économique générale (par ex. : niveaux de la pauvreté, caractéristiques de distribution des revenus, termes des échanges internationaux et infrastructure)
- Événements politiques internes et externes
- Paramètres juridiques
- Formation et education
- Attitude de la communauté par rapport aux travailleurs en développement

Considérez le type d'impact de ces facteurs sur la distribution des activités et sur l'accès et le contrôle, les opportunités qu'elles pourraient offrir et les contraintes qu'elles pourraient présenter. Bien que cela ne doive pas nécessairement être présenté dans le format matriciel, il peut s'avérer plus commode de le faire.

FACTEURS D'INFLUENCE			
Facteur d'influence	Impact	Contraintes	Opportunités
Normes communautaires et hiérarchie sociale			
Facteurs démographiques			
Facteurs institutionnels			
Facteurs économiques			
Facteurs politique			
Paramètres juridiques			
Formation			
Attitude de la communauté par rapport aux travailleurs en développement			
Autres			

Source: Adapté de : March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999)

Outil 4 –Liste de contrôle pour l'analyse du cycle de projet

Il s'agit d'une série de questions clefs permettant d'examiner une proposition de projet ou une intervention, à partir d'une perspective selon le genre en quatre étapes (du cycle du projet).

Étape 4: Achever le processus

Vérifiez de nouveau que les analystes locaux savent ce à quoi les informations seront utilisées. Demandez aux analystes de réfléchir sur les avantages, les inconvénients et le potentiel analytique de l'outil. Remerciez les analystes locaux pour leur temps et leurs efforts.

Étape 5: Analyse utilisant les outils du cadre analytique de Harvard

L'analyse des informations enregistrées dans les outils devrait débuter en identifiant quelles activités sont effectuées par quel groupe (d'hommes ou de femmes). Cependant, il peut être important d'aller plus loin en déterminant, par

exemple, quelles femmes ou quels hommes réalisent une tâche, quand et en combien de temps

Les données du profil d'accès et de contrôle montrent qui a accès aux ressources et avantages et à leur contrôle. Encore une fois, l'analyse peut aller plus loin en examinant quelles femmes et quels hommes possèdent cet accès et ce contrôle ; et qu'est ce que signifie en réalité l'accès et le contrôle pour les analystes locaux qui fournissent les données ?

L'analyse des facteurs d'influence devrait identifier la dynamique contextuelle qui affecte les différences de genre identifiées dans les outils activités, accès et contrôle, ainsi que les contraintes externes et les opportunités que l'on pourrait devoir considérer dans la planification des processus.

Points à retenir

Les outils sont relativement simples à utiliser, cela peut encourager une approche superficielle "de remplissage" de la collecte de données. Il faut ainsi s'assurer que les complexités de la vie réelle au sein d'une communauté sont reconnues et prises en compte.

L'outil est mieux utilisé en combinaison avec une gamme d'autres outils, si on veut éviter une approche du haut vers le bas.

Étude de cas : Appliquer le cadre analytique de Harvard aux projets, programmes et politiques

Le cadre analytique de Harvard est conçu comme outil (de planification) devant être utilisé à l'étape d'identification des problèmes d'un processus de planification avant que les interventions ne soient déterminées. Cependant, il peut aussi être utilisé à l'étape d'évaluation pour estimer les impacts potentiels d'un projet ou d'un programme. Son utilité principale réside ainsi dans l'évaluation de la pauvreté et des impacts sociaux.

Si le cadre est utilisé à l'étape d'évaluation, c'est une méthode de vérification de la faisabilité du projet/programme et que les conditions de base du succès de sa mise en oeuvre sont réunies.

Par exemple, s'il existe une proposition d'octroi d'une terre boisée aux femmes dans une zone de terres incultes appartenant au village, afin d'en tirer du bois de chauffage, alors les questions de savoir si les femmes ont le contrôle de ce morceau de terre, ont le temps d'y planter des arbres, ont le droit de vendre le bois en surplus et d'en garder le produit, doivent être examinées. Si la réponse à n'importe laquelle de ces questions est négative, alors la possibilité de succès du

projet ou programme s'en trouve réduite, à moins que ces considérations ne soient également traitées.

Sources:

Module Four – Gender Analytic Tools: Overview. (*Module quatre – Présentation des Outils analytiques du genre*) Disponible à :

http://www.energia.org/pubs/papers/g_e_manual/tdg_g_e_mod4.pdf

Gender and Poverty Project. Gender Analysis Tools. (*Genre et projet pauvreté. Outils d'analyse du genre*) Disponible à :

<http://www.vibrantcommunities.ca/downloads/gender/Tools.pdf>

Nom de l'outil : Approche en termes de relations sociales

Nom de l'outil : Approche en termes de relations sociales de l'analyse du genre			
Qu'est-ce?	Une méthode d'analyse des inégalités liées au genre relative à la distribution des ressources, responsabilités et pouvoir et pour concevoir des politiques et programmes permettant aux femmes d'être les agents de leur propre développement.		
A quoi sert-il?	<ul style="list-style-type: none"> • Intègre le développement et la planification aux politiques. • Examine comment l'inégalité des sexes se constitue et se reproduit dans les institutions individuelles. • Examine comment les inégalités selon le genre (et d'autres) se recoupent grâce à l'interaction entre différentes institutions. 		
Que nous dit-il?	<p>Montre les</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapports entre les gens et à leurs ressources et activités ; • comment ces relations sont refondues par des institutions comme l'État ou le marché ; • les changements qui se produisent dans le temps ; • Met en évidence les relations de genre. 		
Outils complémentaires	Diagramme de Venn, Diagrammes de flux causaux.		
Elements clés	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif du développement est le développement humain. • Utiliser des outils simples peut conduire à ignorer ou simplifier des relations sociales différentes. • Utilise des concepts plutôt que des outils. • Relations sociales. • Institutions (État, marché, communauté, famille / parenté). • Analyse les causes structurelles. • Se concentrer sur les organisations signifie qu'elles doivent s'auto-examiner. • Analyse holistique de la pauvreté en prenant en compte les inégalités de race et de classes 		
Exigences	<table border="1"> <tr> <td>Données/ informations</td> <td>Cet outil génère des données, ainsi la seule exigence est que celles-ci identifient le cadre d'échantillonnage.</td> </tr> </table>	Données/ informations	Cet outil génère des données, ainsi la seule exigence est que celles-ci identifient le cadre d'échantillonnage.
Données/ informations	Cet outil génère des données, ainsi la seule exigence est que celles-ci identifient le cadre d'échantillonnage.		

	Temps nécessaire	S'il est développé à partir d'une recherche participative ou qualitative, cet outil peut être appliqué en une semaine. Dans les cas où il n'y a aucun travail qualitatif significatif prévu, un exercice approfondi nécessiterait deux à trois semaines de recherche.
	Qualifications	Une formation sociologique ou anthropologique est utile, avec une connaissance approfondie des rôles selon le genre et des relations entre les sexes dans le contexte.
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coûts financiers	Lorsque combiné à d'autres travaux de type qualitatif, le coût incrémental de l'analyse du genre peut être aussi bas que \$10,000. Si cela n'est pas le cas, le coût peut s'élever jusqu'à \$25,000.
Limitations	<p>Nature holistique de l'approche – l'analyse peut être très compliquée.</p> <p>Un haut niveau de connaissances du contexte est nécessaire.</p> <p>Les questions de genre peuvent se perdre dans d'autres catégories d'analyse.</p> <p>La concentration sur les institutions peut minimiser représentation individuelle</p> <p>Difficulté à se mettre d'accord sur une définition claire de l'institution.</p> <p>La nature politique du cadre peut conduire à des difficultés dans certains contextes.</p>	
References et applications	<p>- Bolt, V. and K. Bird (2003) The Intra-household Disadvantages Framework: A Framework for the analysis of Intra-household Difference and Inequality. (<i>Le Cadre des désavantages intra-ménage : Un cadre d'analyse des différences et inégalités intra-ménage</i>) CPRC Working Paper No.32. Disponible à : http://www.chronicpoverty.org/pdfs/KBNo32.pdf</p> <p>- International Labour Organisation (1998) A conceptual framework for gender analysis and planning. (<i>Un cadre conceptuel pour l'analyse et la planification du genre</i>). Disponible à :: http://www.ilo.org/public/english/region/asro/mdtmanila/training/unit1/harvrdfw.htm</p> <p>- March, C., I. Smyth, M. Mukhopadhyay (1999) A Guide to Gender-Analysis Frameworks. (<i>Un guide des cadres d'analyse du genre</i>). Oxfam, Oxford.</p>	

Approche en termes de relations sociales : Procédure et exemples

Approche

Étape 1: Choisir les analystes locaux et les informateurs clés

La procédure d'échantillonnage utilisée pour choisir les analystes locaux ou les informateurs clés devraient refléter les besoins de la recherche.

Étape 2: Introductions et explications

En interviewant les habitants locaux pour recueillir des données, le chercheur devrait commencer par se présenter en expliquant avec soin et clarté les objectifs de la recherche et l'outil utilisé. Il faudra vérifier que l'analyste local comprend bien avec ce qui va être discuté et est à l'aise avec cela.

Étape 3: Utiliser l'approche relations sociales

Le cadre utilise des concepts plutôt que des outils pour analyser les questions pertinentes. Il peut être utilisé pour examiner une institution particulière afin de mettre en évidence comment l'inégalité des sexes se constitue et se reproduit dans certaines institutions ; ou être appliqué de manière plus large pour se concentrer sur plusieurs institutions dans un contexte particulier, afin de pouvoir examiner comment les inégalités selon le genre (et d'autres) se combinent grâce à l'interaction entre différentes institutions, ce qui conduit à des situations où prédominent des désavantages spécifiques eu égard à certains individus. L'approche comprend cinq concepts :

Concept 1 – Le développement comme moyen d'améliorer le bien-être humain

Le développement est considéré ici comme étant plus que la croissance économique et l'amélioration de la productivité - le bien-être humain concerne la survie, la sécurité et l'autonomie des individus. Examiner comment les interventions en termes de développement, à n'importe quel niveau, contribuent à la réalisation de ces objectifs au sens large. Par exemple, comment une politique donnée affectera la capacité d'une personne à participer pleinement aux décisions qui auront un impact sur ses choix et opportunités dans la vie ? Comment un programme affectera *toutes* les activités qui contribuent au bien-être humain (par exemple, s'occuper des autres ou être concerné par les questions d'environnement, etc.) ? Réfléchissez en termes généraux à ces questions et incluez les activités de "non marché".

Concept 2 – Relations sociales

Ceci fait référence aux rapports structurels dynamiques qui créent et reproduisent des différences systématiques dans le positionnement de différents groupes de personnes. Elles déterminent les rôles, responsabilités, demandes, droits, ressources et le niveau de contrôle de leurs vies et celles d'autres personnes. Les relations sociales incluent les relations entre les sexes ainsi que celles de classe, de race, ethnique, etc. L'approche suggère que des relations sociales inégales produisent des relations inégales également par rapport aux ressources, demandes et responsabilités, et ont la pauvreté pour résultat. Cependant, les relations sociales (les réseaux composés de membres de la famille et d'amis) permettent également à beaucoup de pauvres de survivre. Des rapports sociaux basés sur le patronage et la dépendance peuvent fournir au pauvres l'accès aux ressources, mais seulement en échangeant autonomie contre sécurité.

Il s'agit d'examiner comment une intervention en termes de développement renforce ces relations qui se fondent sur la solidarité, la réciprocité, qui permettent d'accroître l'autonomie des pauvres, tout en affaiblissant celles de type inégal.

Concept 3 – Analyse institutionnelle

L'approche reconnaît que l'inégalité est reproduite par le biais de toute une série d'institutions, allant du niveau macro au niveau micro et n'est pas limitée au ménage. Quatre institutions clef liées entre elles sont utilisées (l'État, le marché, la communauté, la famille/parenté) qui produisent, renforcent et reproduisent les relations sociales et par la même les différences et inégalités sociales.

L'approche permet d'examiner comment une modification de politique ou de pratique dans le cadre d'une institution affectera et provoquera des changements dans d'autres institutions. Demandez comment elles interagissent l'une avec l'autre et changent avec le temps. Comment les politiques au niveau de l'État affectent les interventions au niveau du ménage ou communautaire et vice versa. Comment une intervention ou un changement au niveau communautaire affecte le ménage?

Cinq dimensions des relations sociales institutionnelles en corrélation sont identifiées, afin d'analyser qui fait quoi et qui sont les gagnants et les perdants ?

- Les règles -- qui peuvent être écrites ou pas, formelles ou informelles, exprimées par le biais de normes, valeurs, lois, traditions et coutumes. Examinez comment les règles facilitent ou constituent une contrainte eu égard aux activités concernées, comment celles-ci sont effectuées, par qui et qui en profite ; comment ces règles changent et de quelle manière ?
- Les activités - qui peuvent être productives, distributives ou régulatrices. Examinez la question des activités en demandant qui fait quoi, qui obtient quoi et qui peut revendiquer quoi ? Par exemple, est-ce que des groupes sociaux particuliers entreprennent des tâches spécifiques ? Est-ce qu'on attribue une valeur différente à des activités distinctes (par exemple la garde d'enfants ou la pêche)? Si c'est le cas, pourquoi ? Sont-elles récompensées différemment ? Ceci renforce-t-il les inégalités ?
- Ressources - qui peuvent être humaines (par exemple le travail, l'éducation), matérielles (la terre, l'argent) ou intangibles (les réseaux, la bienveillance). Examinez comment les institutions mobilisent et distribuent les ressources et comment cette distribution correspond aux règles d'une institution ?
- Les personnes - les institutions sont sélectives en termes de qui est inclus ou exclu ; qui reçoit des ressources, doit accomplir des tâches et assumer des responsabilités ; et quelle est sa place dans la hiérarchie ? Examinez comment ces choix sont déterminés par des facteurs sociaux comme l'appartenance de classe, à un genre, ethnique, ou s'ils ont pour cause des inégalités sociales. Par exemple, qui possède quel type emploi? Il faut également déterminer à quel point et dans quelles circonstances différents groupes sociaux se mélangent ?
- Le pouvoir -- la distribution inégale des ressources et responsabilités combinées à des règles qui la promeuvent et la légitiment a pour résultat le fait que quelques acteurs institutionnels possèdent un contrôle et une autorité sur d'autres. Examinez qui décide de quoi et quels intérêts sont servis.

Concept 4 – Politiques institutionnelles relatives au genre

Les politiques sont classées selon le degré de reconnaissance des questions de genre et leur promotion. Ils ne sont pas mutuellement exclusifs et l'une peut être précurseur d'une autre.

Les politiques qui ne prêtent pas attention aux questions de genre ne font aucune distinction entre les sexes et tendent à incorporer les parti pris existants, souvent implicitement favorables aux hommes. Les politiques attentives aux questions de genre reconnaissent les différences et les conflits entre les besoins des hommes et des femmes, leurs intérêts et priorités. Ces politiques peuvent être subdivisées en politiques neutres sur la questions du genre (ne changent pas la distribution existante des ressources et responsabilités, ciblent les interventions en fonction des besoins pratiques des deux sexes, hommes et femmes), les politiques spécifiques au genre (tiennent compte des différences de genre pour viser les besoins pratiques des hommes et des femmes dans le cadre de la division existante entre eux des ressources et responsabilités) et les politiques distributives en fonction du genre (qui ont pour but de transformer le type de distribution existant, de créer des rapports plus équilibrés entre les hommes et les femmes, et concernent les besoins pratiques et stratégiques selon le genre).

Examinez dans quelles catégories se situent les interventions en termes de développement. Comment les politiques qui ne prêtent pas attention aux questions de genre peuvent évoluer en politiques attentives aux questions de genre? Quels problèmes pourraient être considérés en évoluant vers des politiques distributives en fonction du genre ?

Concept 5 – Causes immédiates, sous-jacentes et structurelles

Examinez les facteurs immédiats, fondamentaux et structureaux à la base des problèmes et leurs effets sur les différents acteurs impliqués par rapport aux quatre types d'institutions. Ceci peut être présenté sous la forme d'une matrice ou en tant que récit.

ANALYSE DES CAUSES ET DES EFFETS	
Effets à long terme	
Effets intermédiaires	
Effets immédiats	
Le cœur du problème	
Causes immédiates au niveau des <ul style="list-style-type: none"> • Ménage • Communauté • Marché • État 	
Causes intermédiaires au niveau des <ul style="list-style-type: none"> • Ménage • Communauté • Marché • État 	
Causes structurelles au niveau des <ul style="list-style-type: none"> • Ménage • Communauté • Marché • État 	

Étape 4: Achever le processus

Vérifiez encore que les analystes locaux avec qui vous avez parlé savent ce à quoi les informations seront utilisées. Demandez aux analystes de réfléchir sur les avantages et inconvénients ainsi que le potentiel analytique de l'outil. Remerciez les analystes locaux pour le temps et les efforts qu'ils ont consacrés.

Points à retenir

L'approche vise à ce que les politiques et programmes soient conçus de manière à ce que les femmes deviennent les agents de leur propre développement.

5.3. Méthodologie de recherche pour l'évaluation des impacts

Dans cette section nous discutons les différentes options relatives à une méthodologie de recherche TIPS pour l'évaluation des impacts dans le cadre de l'AIPS. Un principe important guidant le processus de recherches est celui de la "méthodologie adaptée à l'objectif" ("*fit for purpose methodology*"). La conception de la recherche devrait permettre d'identifier un exercice qui a les effets potentiels les plus à même de produire des arguments permettant d'alimenter le débat de politique concernant la réduction de la pauvreté, et qui stimule l'appropriation de la réforme de politique, c.-à-d. une méthodologie qui est "adaptée à l'objectif".

Il existe une grande confusion au sujet de la différence entre recherche qualitative et quantitative. L'[Encadré 5.4](#) fournit un résumé des cinq dimensions de la recherche qualitative et quantitative dans l'AIPS. Les caractéristiques placées à la gauche de chaque spectre sont plus qualitatives par nature, alors que celles de droite sont plus quantitatives (Kanbur 2003, 1-2).

Pour satisfaire les objectifs de ce livre source nous utilisons l'instrument "*method-data*" de Hentschel (1999) (voir la [Figure 5.4](#)) et nous nous concentrons sur la première dimension de l'encadré 5.4, en déclarant que les termes "qualitatifs" et "quantitatifs" devraient se référer spécifiquement au

Analyse participative
Enquête ethnographique
Évaluations rapides

Enquêtes longitudinales dans les villages

DONNÉES

plus qualitatives

Module qualitatif du questionnaire de l'enquête

plus qualitatives

Enquêtes sur les ménages et la santé
Enquêtes épidémiologiques
Recensement national

moins contextuelles

5.3.1. Méthodes de collecte des données

Revue de la littérature secondaire

La revue de la littérature secondaire est une étape méthodologique essentielle pour établir ce que nous savons déjà, qui provient de la recherche sociale, économique et politique existante, concernant les impacts distributionnels de décisions de politique similaires, prises dans des contextes comparables. Ceci est particulièrement important dans le cadre des discussions qui précèdent la prise de décision en matière de politiques, et peut contribuer à gagner du temps et à moins dépendre de la recherche primaire.

Il est souvent plus approprié de rechercher des informations dans les sources secondaires, avant d'entreprendre la recherche primaire. Ici, le principe "méthodologie adaptée à l'objectif" s'applique ; s'il y a des données collectées à partir de sources qui existent dans des contextes directement comparables, il n'est pas nécessaire d'en rassembler plus encore. Cette forme de collecte de données s'applique également au niveau du pays et du contexte de la réforme, lorsqu'on considère le niveau méso de la mise en œuvre de politique, et dans l'évaluation des impacts distributionnels aux niveaux méso et micro.

Les décideurs apprécient généralement d'utiliser les premières données, mais pas de modifier les conclusions ou évaluations, ainsi la robustesse des preuves secondaires rassemblées est importante. La [méthode de revue systématique](#) peut permettre de déterminer les impacts possibles d'une initiative de politique en :

- Élaborant des questions auxquelles on peut donner des réponses
- Recherchant les questions pertinentes (et autres éléments probants)
- Produisant un résumé de ce que les éléments indiquent

Une évaluation rapide des données probantes entreprise sur une période de 8 à 12 semaines permet de fournir une image complète de la littérature disponible concernant un domaine de politique donné, qui est suivie d'une compilation de certaines des conclusions principales qui en résulte. Ces conclusions peuvent être organisées en utilisant une carte des données probantes qui montre quelle analyse est disponible et quelles opinions ont déjà été discutées.

Il est important de distinguer information, opinion et jugement, particulièrement étant donné que l'évaluation de la réforme de politique est souvent motivée par un parti pris idéologique. Des efforts devraient être faits dans le cadre de la revue de la littérature pour établir un résumé équilibré des éléments probants et pour les interpréter objectivement. À cet égard, *White* (2002) fait une distinction utile entre *l'analyste des données* qui recherche l'interprétation la plus conforme aux données et *l'explorateur de données* qui sait ce qu'il recherche et continue sa quête jusqu'à ce qu'il trouve.

L'objectivité pour la méthode de revue systématique nécessite de préciser la source et le parti pris des données probantes, la qualité de la recherche et l'examen par les pairs des données inscrites dans la carte des données probantes utilisée. L'expérience en matière d'évaluation rapide des données probantes indique que celles qui sont négatives sont sous-déclarées et qu'une représentation déformée de l'opinion peut être générée (Phil Davies, GCSRO, pers com).

Méthodes non contextuelles

La recherche non contextuelle utilise spécifiquement les enquêtes auprès d'un échantillon aléatoire comme méthode principale de recherches. Ces enquêtes sont effectuées sur de grandes aires géographiques et avec d'importants échantillons de population. L'enquête par échantillonnage est réalisée grâce une méthodologie *déductive* (la quatrième dimension dans l'[encadré 5.4](#)), conçue pour produire des données quantitatives qui peuvent être statistiquement analysées. Le but est de mesurer, agréger, modéliser et

prévoir les comportements et relations basés sur ce qui peut être observé et vérifié de manière indépendante.

Les *enquêtes sur les ménages* utilisant une base de sondage nationale génèrent des données qui permettent de comparer les impacts probables ou réels dans le temps, sur des populations différentes. Ces enquêtes permettent de choisir une base de sondage "traitement" et "groupe de référence" comparables pour l'évaluation de la pauvreté et de l'impact social par rapport au contrefactuel.

Les enquêtes sur les ménages réalisées dans les pays en développement comprennent généralement ce qui suit :

- **Les Enquêtes multi-sujets**, telles que l'Enquête sur la mesure des niveaux de vie (LSMS) et l'Enquête prioritaire (*Priority Survey*). L'enquête LSMS couvre habituellement 2 000 à 5 000 ménages. L'Enquête prioritaire est similaire à l'enquête LSMS mais possède un questionnaire plus court et couvre généralement un échantillon de ménages plus grand (8 000).
- **Les Enquêtes démographiques et de santé (DHS)**. Il s'agit ici d'enquêtes sur les ménages représentatifs au plan national avec de grands échantillons de 5 000 et 30 000 ménages. Les enquêtes DHS fournissent généralement des données utiles pour toute une série d'indicateurs de suivi et d'évaluation d'impacts dans les domaines de la population, de la santé et de l'alimentation.
- **Les Enquêtes sur l'emploi**. Il s'agit d'enquêtes axées sur les ménages permettant de générer des données sur la structure de l'emploi et le montant des salaires (lié à l'éducation).
- **Les Enquêtes rapides de suivi et de satisfaction des services**. Le Questionnaire unifié des indicateurs de développement (QUID) (*Core Welfare Indicators Questionnaire -CWIQ*) est une enquête sur les ménages se basant sur des questionnaires structurés pour le suivi de la réalisation des objectifs de développement, utilisant des indicateurs avancés tels que l'accessibilité et la qualité des services. Le QUID se caractérise par l'emploi d'échantillons (au Ghana par exemple, l'échantillon concernait 15 000 ménages) et de questionnaires courts, ainsi que par la facilité de la collecte des données, la rapidité de leur

saisie et validation; la simplicité de la notification de résultats ; un noyau fixe de questions et la flexibilité des modules selon les besoins.

- **Les Recensements de la population et des ménages.** Il s'agit d'enquêtes universelles, mais qui sont conduites peu fréquemment, comprenant certaines données économiques et sociales en outre des variables démographiques.

Les enquêtes sur les ménages réalisées dans le temps avec le même échantillon (de ménages) peuvent produire des données longitudinales de panel qui sont très utiles pour suivre les changements et impacts à long terme des réformes de politique.

Méthodes contextuelles

A l'encontre des méthodes de la recherche non contextuelle, les méthodes *contextuelles* sacrifient l'ampleur de la couverture et la généralisabilité statistique, afin d'examiner en *profondeur* les questions dont il s'agit (méthodes contextuelles). Il s'agit ici de comprendre les dimensions de la pauvreté (ou autre) au sein du contexte social, culturel, économique et politique d'un secteur (géographique ou social) donné (Booth et autres, 1998, 52).

La recherche contextuelle utilise des méthodes de recherche plus *inductives*, y compris les techniques ethnographiques, telles que l'observation directe et les interviews de participants. Les chercheurs produisent ainsi des données qualitatives relatives aux processus de cause à effet complexes et souvent non quantifiables, ainsi qu'aux institutions sociales et pratiques culturelles informelles.

Par l'[observation directe](#), les chercheurs peuvent obtenir des données qualitatives concernant les relations sociales, les pratiques culturelles, les activités de subsistance et le niveau et la distribution des ressources communautaires, autant d'informations pour mener à bien l'analyse des impacts possibles de la réforme de politique. L'[observation des participants](#) est une méthode de collecte des données impliquant le chercheur, qui participe dans des activités communautaires afin d'établir un niveau de confiance plus élevé et obtenir des informations plus détaillées, ainsi qu'une meilleure compréhension des causes et des effets de la pauvreté et des questions distributionnelles la concernant. La technique de l'[interview conversationnelle](#) ou [semi structurée](#) permet au chercheur d'examiner de

manière ouverte et souple la dynamique à la base des transmissions du niveau macro au niveau micro, et de créer un climat dans lequel les répondants ne sont pas influencés par la présence de pairs ou d'acteurs plus puissants, qu'on trouve généralement au sein des groupes.

Méthodes participatives

De même que la recherche qualitative, la *recherche participative* utilise des méthodes plus contextuelles et permet d'obtenir des informations plus qualitatives et plus interprétatives. La philosophie à la base de ces méthodes se manifeste par le respect des savoirs locaux et par la facilitation de l'appropriation, la production de données et l'analyse au niveau local (Chambers, 1994, 1997). Contrairement à l'observation et aux discussions individualisées dans nombre de recherches qualitatives, la recherche participative se focalise sur la réflexion et l'action publiques et collectives. Ainsi, la recherche participative favorise l'habilitation de différents groupes de dépositaires d'enjeux.

Les méthodes participatives ne sont nullement limitées à la production de données qualitatives (voir la partie 2 de ce volume). On peut mapper, compter, estimer, comparer et donner une valeur aux nombres dans le cadre d'une recherche participative, produisant souvent des informations empiriques qu'il est très difficile de saisir grâce aux méthodes conventionnelles (Chambers, 2003). Les méthodes participatives permettent d'être rapide et efficace, produisant des données de manière opportune pour l'analyse et l'action basées sur des données probantes. Grâce à un échantillonnage et une triangulation robustes, la recherche participative peut produire des données numériques représentatives, comparables et généralisables, comme dans l'étude de cas d'une évaluation d'impacts du Programme d'intrants ciblés (*Targeted Inputs Programme*) du Malawi (voir l'[encadré 5.5](#)).

Les outils utilisés pour l'analyse participative de la pauvreté et les impacts distributionnels peuvent être catégorisés en trois domaines d'analyse, chacun avec son propre ensemble d'outils, pour : (1) identifier les caractéristiques, l'incidence et la distribution de la pauvreté ; (2) comprendre la dynamique de la pauvreté et les stratégies de subsistance ; et (3) identifier les contraintes et opportunités institutionnelles pour la réduction de la pauvreté. Ceci est résumé dans le [tableau 5.2](#).

Cependant, si nous faisons la promotion de l'avantage comparatif des méthodes participatives pour produire des données numériques dans ces domaines, nous devons également accorder une certaine attention aux questions éthiques très réelles et potentiellement dangereuses mises en avant, et traiter leurs implications méthodologiques. Ceci comprend les questions de substitutions possibles dans les procédures d'échantillonnage¹ ; l'appropriation des données et la tendance de la recherche positiviste à vouloir contrôler "de manière professionnelle" les synthèses de l'information; la tension entre méthodes de normalisation qui réduisent et confirment une réalité sociale complexe et les méthodes ouvertes de recherche qui examinent la diversité et la complexité ; et le problème qui leur est lié de l'équilibre entre recherche extractive et recherche 'habilitante'. Un code de conduite pour la recherche participative a été développé par le [Parti-Numbers Network du Royaume-Uni](#) et est inclus dans le [Volume 2w](#).

Tableau 5.2. Outils participatifs pour l'analyse de la pauvreté et des impacts sociaux aux niveaux méso et micro

Méthode	Valeur
1. Caractéristiques de la pauvreté: incidence et distribution	
Profil communautaire	Une présentation générale d'une communauté comprenant des informations sur une large gamme de facteurs (par exemple, les particularités et gestion environnementales /naturelles, les caractéristiques sociodémographiques, les structures politiques et économiques, les institutions locales, activités économiques et moyens de subsistance, les installations communautaires de base et l'organisation sociale).
Enquête sur les ménages réalisée localement	Un outil d'enquête adapté qui peut être développé et appliqué localement pour générer les informations nécessaires à une ligne de base et au suivi des indicateurs de pauvreté. Si le module de l'enquête inclut des variables fondamentales qui s'inscrivent dans les enquêtes nationales de type LSMS, alors la représentativité des résultats de l'enquête peut être "rétrofitée" aux données de l'enquête nationale. Les résultats peuvent alors être incorporés dans les données qualitatives permettant ainsi d'obtenir des informations sur les raisons des changements et les diverses manières dont les gens y répondent.
Marche par transect	Un outil simple pour décrire et désigner l'emplacement et la distribution des ressources, les caractéristiques, la configuration et les principales utilisations de la terre par rapport à un transect donné. Il peut être employé pour identifier et expliquer les relations de cause à effets entre la topographie, les sols, la végétation, le type de culture et d'autres activités de production et les

	caractéristiques des établissements humains, ainsi que les principaux problèmes et possibilités liés à ces derniers. L'outil peut permettre de comprendre les impacts des changements de politique sur les éléments physiques, les ressources et moyens de subsistance et la triangulation des données rassemblées grâce à d'autres outils.
Mappage social	Une méthode visuelle qui permet de montrer l'emplacement relatif des ménages et la distribution de différents groupes sociaux ou groupes de ménages ainsi que la structure sociale et les institutions d'un secteur. Elle peut être utilisée pour montrer les données relatives à la disposition des villages, l'infrastructure, la démographie, les groupes ethnolinguistiques, les modèles de santé, la richesse etc. ; identifier différents groupes sociaux en utilisant des critères localement définis ; et évaluer la manière dont les actifs sont distribués parmi les groupes sociaux. La méthode peut aider à comprendre les impacts potentiels des changements de politique sur différents groupes sociaux au sein d'une communauté.
Mappage des ressources communautaires	Une méthode permettant de montrer l'information concernant l'occurrence, la distribution, l'accès aux ressources et leur utilisation; la topographie ; les établissements humains ; et les activités d'une communauté selon la perspective de ses membres. Cette méthode permet de représenter les ressources et les caractéristiques et de montrer graphiquement la signification qui leur est attachée
Classement de la richesse	Concerne le classement de différents individus, ménages ou communautés, selon des critères de bien-être développés localement. Réaliser de tels exercices pour les communautés ainsi que pour les ménages ou les individus, illustre la signification des facteurs et actifs qui affectent la pauvreté au niveau des communautés, groupes ou ménages.
' La roue des actifs '	Une méthode visuelle permettant de montrer les différents actifs / ressources et les liens entre eux. Elle est utile pour comprendre les différences entre les actifs de divers groupes sociaux ; pour établir une ligne de base en matière d'actifs qui peut être utilisée pour examiner les stratégies de subsistance /diversification et les opportunités et les contraintes relatives à l'accroissement des actifs détenus ; et pour étudier les impacts possibles du changement ou de la mise en œuvre des politiques sur les actifs de ces différents groupes sociaux.
Calendrier des événements Cycle de vie	Permet d'identifier, dans le temps, les tendances et les changements en termes de pauvreté. Très important pour 'triangler' ces informations avec les revues secondaires, les interviews et les données d'enquête.
2. Dynamique de la pauvreté et stratégies de vie	
Interviews semi-structurées	Élément capital pour identifier les questions clés et déterminer pourquoi les changements se produisent à partir des perspectives de différents dépositaires. Au niveau micro, les interviews peuvent permettre d'obtenir un compte rendu des expériences vécues par diverses personnes, relatives aux impacts (prévus, fortuits) d'une

	politique, qui peuvent être ordonnancées grâce à des méthodes "nombre N plus élevé" quantitatives et qualitatives plus représentatives.
Évaluation ethnographique et recherches par les pairs (PEER)	Un outil participatif de recherches qualitatives communautaire ou axée sur les institutions pour le suivi et l'évaluation, qui utilise les principes de l'ethnographie, tels qu'utilisés en anthropologie ainsi que les développements récents en matière de techniques d'évaluation rapide. La collecte de données est entreprise par les pairs, des chercheurs qualifiés membres de la communauté ou de l'institution cible. Ceux-ci conduisent des interviews conversationnelles avec leurs pairs, qui sont auto-sélectionnés.
Mappage du risque	Bon pour comprendre le contexte de la vulnérabilité, délinéant les perceptions du risque à différents niveaux et examinant les multiples risques et vulnérabilités (les plus vulnérables expérimenteront des risques multiples) et les vulnérabilités concomitantes en raison d'un changement de politique. Le mappage du risque permet d'identifier la covariance du risque et la coïncidence des (multiples) vulnérabilités qui affectent le plus sévèrement les plus pauvres.
Calendrier saisonnier	Une méthode visuelle pour montrer dans le temps la distribution des phénomènes qui varient de façon saisonnière (par exemple, les activités économiques, les ressources, la production, les problèmes, les maladies, les migrations, les phénomènes naturels, le climat, etc.). Permet de nuancer l'analyse des impacts des changements de politique en révélant les variations saisonnières concernant la vulnérabilité et l'accès aux actifs et ressources. Est utile pour comprendre le rapport entre les phénomènes qui varient selon les saisons et les stratégies de vie.
Calendrier de 24-heures	Une méthode visuelle qui montre comment les gens divisent leur temps entre différentes activités sur une période de 24 heures. Permet de comprendre les impacts des changements de politique/mise en oeuvre sur les horaires/charges de travail/utilisation du temps. Révèle les différences en termes d'horaires et de charges de travail entre les individus appartenant à différents groupes sociaux et à différentes périodes de l'année et peut être utilisé pour examiner les impacts sociaux (par exemple sur la santé et l'éducation) de différentes charges de travail.
Diagramme cause-effets	Une méthode qui permet de montrer "diagrammatiquement" les causes, les effets et les rapports entre les variables associées au changement de politique, à la pauvreté et au changement social. Identifie les différences relatives aux rapports de cause à effet de différents groupes sociaux. Révèle les relations entre les facteurs économiques, politiques, sociaux et environnementaux.
Matrice d'évaluation par score	Une méthode qui permet d'analyser les options préférées et prioritaires en termes de moyens de subsistance des sous-groupes de population, en fonction de critères spécifiés (plutôt qu'une description des stratégies de vie courantes). Contribue à la compréhension des impacts possibles des changements de politique sur les options et préférences relatives aux moyens de subsistance.

Matrice des droits	Une méthode de représentation des perceptions socialement différenciées des droits (<i>entitlements</i>) véritables, et pour comprendre en quoi elles sont différentes pour divers groupes d'individus (tels que les femmes et les hommes, les ménages les plus pauvres, les différents groupes ethniques, etc..). Est utile pour identifier les liens possibles entre la capacité et les ressources qui permettent de réclamer des droits, la capacité des individus de traiter le risque et la vulnérabilité, et les impacts potentiels de mise en œuvre ou de changement quant aux droits.
3. Analysis institutionnelle	
Diagramme de Venn	Une méthode visuelle d'identification et de représentation des perceptions des organisations clefs (formelles et informelles) et des individus à l'intérieur et hors d'une communauté, ainsi que leurs relations et importance. Permet de comprendre comment différents membre d'une communauté perçoivent les organisations et les acteurs à la fois au sein de la communauté (en termes de prise de décision, d'accessibilité et de services) et hors de la communauté (en termes de participation, d'accessibilité et de services).
Mappage institutionnel	Une méthode visuelle d'identification et de représentation des perceptions des institutions clefs (formelles et informelles) et des individus au sein et hors d'une communauté, leurs relations avec différents groupes sociaux ainsi que l'importance qu'ils possèdent pour ces groupes. Utile pour comprendre les ensembles de relations sociales qui agissent comme médiateur pour ce qui concerne la transmission d'un changement de politique.
Mappage de la mobilité	Une représentation visuelle des mouvements des individus au sein et hors de leur communauté. Identifier les questions et problèmes qui se posent, liés à la mobilité et à l'accès aux ressources socialement différenciés (par exemple, la terre, l'eau, les services de santé et d'éducation, l'information, le capital, la prise de décision etc..). La mobilité socialement différenciée au sein et hors d'une communauté peut indiquer des niveaux de liberté, de richesse, d'habilitation et de droits, qui différent. Les conséquences de la mobilité socialement différenciée pour différents groupes sociaux, leurs ménages et moyens d'existence.

Méthodes mixtes

L'intégration d'approches qualitatives et quantitatives dans le cadre de la recherche en développement peut induire des idées qu'aucune méthode ne produirait par elle-même (Rao et Woolcock, 2003). Les méthodes contextuelles et non contextuelles peuvent être combinées efficacement pour ajouter de la valeur à l'AIPS (voir l'[Encadré 5.6](#)). La recherche quantitative soutenue par les données d'enquête alimentant l'analyse statistique, possède l'avantage

comparatif de pouvoir établir ou réfuter des propositions générales simples quant à l'impact causal et le " changement covariant " pour de grandes populations et avec un degré élevé de confiance. La recherche qualitative est notée, par dessus tout pour son pouvoir explicatif et pour la richesse et la profondeur des informations qu'elle produit. Plutôt que d'utiliser la standardisation pour décrire la norme, la recherche qualitative cherche à expliquer les différences.

En cherchant à comprendre la diversité et l'interaction sociales au sein de groupes de population, y compris les différences intra- ménage³, la recherche qualitative permet d'explorer la complexité et les " réalités multiples " des sociétés et communautés. La recherche qualitative fournit quelques explications des processus sociaux et économiques fortement contextuels qui sont mal compris, ambigus ou sensibles par nature. Sans ces explications, les chercheurs déductifs et les analystes de politique courent le risque de faire des sauts interprétatifs de la description bivariée ou multi-variable de la situation "moyenne" à l'analyse sociale mal considérée. Le danger ici est que ce qui n'est pas quantifiable devient sans importance, alors que " ce qui est mesurable et mesuré devient ce qui est réel et ce qui compte " (Chambers, 1995, 8).

En somme, alors que les méthodes quantitatives produisent des données qui peuvent être agrégées et analysées pour décrire et prévoir les relations, la recherche qualitative peut aider à les sonder et les expliquer. Elle permet également d'expliquer les différences contextuelles relatives à la qualité de ces relations. Au contraire, si la recherche qualitative met de côté de manière inductive les relations et les patterns intéressants, souvent étonnants et quelques fois contre-intuitifs, la recherche quantitative est alors en mesure de demander "combien ?" Et d'établir combien nous pouvons avoir confiance en ces " hypothèses de travail ". Cette relation itérative entre description et explication fournit la clef d'une analyse d'impacts efficace et robuste.

En promouvant diverses formes de mélangeage (*mixing*) dans ce Livre source, nous renforçons la contribution des approches de recherche, avec la recherche qualitative jouant un rôle plus rigoureux dans l'identification des erreurs ou des énigmes, redonnant forme aux hypothèses de travail et testant continuellement les références normatives (Booth et autres-, op. cit., 12). En appliquant le cadre "*method data*" présenté ci-dessus ([Figure 5.4](#)) à l'utilisation de méthodes mixtes dans l'AIPS, comme dans tout type de recherche, il est important de distinguer l'observation de l'analyse dans les différentes traditions de recherche. Dans le cadre de la collecte de données quantitatives, nous cherchons des indicateurs mesurables de cas Scores sur des variables (points de données) et utilisons ensuite ces statistiques pour décrire les tendances centrales, les variances et corrélations qui peuvent être généralisées d'échantillons à populations. Dans la collecte "positiviste" de données qualitatives nous cherchons les indicateurs mesurables de processus causaux dans un contexte donné, puis nous utilisons ces observations pour identifier les patterns des relations causales qui peuvent être généralisées dans de petits groupes ou des cas semblables. Finalement,

dans la collecte de données interprétatives qualitatives, nous faisons des observations interprétatives pour que le chercheur puisse comprendre le rapport entre les systèmes de signification et leurs impacts dans un contexte donné. Nous devrions reconnaître ces différences et prendre avantage des qualités des diverses traditions de recherche. Alors que mixer les méthodes avec des stratégies itératives ou combinées est utile, nous devons rester conscients des différences en termes de méthodologie et ce que cela signifie quand nous essayons d'utiliser des observations émanant d'une tradition donnée pour les inclure comme intrants (*inputs*) dans une analyse appartenant à une autre (tradition).

Les méthodologies existantes combinent les méthodes de façon à ajouter de la valeur aux plans analytique et empirique. Le fonds *Save the Children* : Approche économie du ménage et Méthode ménage individuel ([Household Economy Approach and Individual Household Method](#)) par exemple, lie différentes méthodes de manière novatrice afin d'examiner et présenter les impact probables des chocs au niveau du ménage. Ceci est discuté en détail dans le Volume 2. *Le Suivi consultatif de l'impact des politiques* ([Consultative Impact Monitoring of Policies \(CoIMPact\)](#)) est conçu pour évaluer l'efficacité des politiques et programmes qui se concentrent sur la pauvreté et doit être appliqué pendant ou peu de temps après la mise en oeuvre d'une réforme pour servir aux futurs négociations de politique. CoIMPact a été appliqué dans des formats divers en Jordanie, au Malawi et au Kenya. L'évaluation des consommateurs ([Consumer Assessment](#)) est une méthode mixte qui (i) mappe spatialement les indicateurs sociaux, les indicateurs d'accès, la qualité des services, les prix formels et informels des services et les données socio-économiques, (ii) combine ceux-ci à l'information relative à la volonté et à la capacité de payer et les préférences des consommateurs. Ceci est alors combiné à la recherche qualitative et à la triangulation avec différents types de consommateurs et les vendeurs de marché formels et informels, afin de comprendre comment les prix sont transmis (ou pas) du secteur formel vers l'informel. On peut alors analyser les facteurs qualitatifs quant aux niveaux des prix (le capital social, le type de voisinage, les réseaux informels), pour déterminer l'impact distributionnel des changements de tarifs ou dans la fourniture de services. Cette méthodologie a été mise en oeuvre pour examiner les réformes de politique au Mozambique (la privatisation des services de l'eau et les augmentations tarifaires), au Lesotho (secteurs de l'eau et de l'électricité), en Zambie (alimentation en eau) et au Ghana (tarifs de l'électricité). La méthode est utile dans le contexte africain pour des services comme l'eau, où les services formels n'atteignent qu'une minorité de la population urbaine et où les augmentations tarifaires réelles peuvent dépendre tant des institutions qui les mettent en place, que des méthodes informelles de fixation des prix dans le marché "secondaire" de l'eau (Keener et Ghosh, à paraître).

Les méthodes et les données ont été combinées efficacement dans les AIPS et des études similaires. Les études de cas suivantes, présentées dans le Volume

2 et résumées ici, démontrent la valeur ajoutée descriptive et analytique des méthodes mixtes. Elles concernent :

- Le [Malawi](#) . Le contexte de politique de cette AIPS était la privatisation proposée de la Compagnie de développement et de marketing agricoles (*Agricultural Development and Marketing Corporation - ADMARC*).
- Le [Rwanda](#) . Cette AIPS s'est attachée à la réforme du secteur du thé dans ce pays, avec deux composantes clés. Celles-ci comprennent la libéralisation par la privatisation de neuf de la dizaine des domaines d'État et la réorganisation d'une entreprise paraétatique en tant qu'organisme de régulation du secteur (OCIRTHE).
- Le [Yemen](#) . Le contexte de politique de cette AIPS était que le niveau existant des subventions pour le diesel n'était pas considéré fiscalement soutenable. Avec l'adoption du PRSP, des réformes de politique censées réduire les subventions sont considérées.
- La [Zambie](#) . Cette AIPS a été réalisée avec pour objectif de mettre plus d'emphase sur la réduction de la pauvreté de la Stratégie d'assistance de pays de la Banque mondiale concernant la Zambie, avec une concentration sur la réforme foncière.
- L'[Albanie](#) . Cette AIPS a permis d'étudier les impacts possibles de la mise en oeuvre de la réforme du secteur de l'eau en Albanie, dont le but est l'amélioration de l'efficacité de la fourniture de services, d'assurer l'accès aux services d'infrastructure de base et d'améliorer le ciblage de la population à bas revenus.
- L'[Ouganda](#) . Cette étude a examiné l'impact de l'abolition des redevances pour services rendus dans le secteur des soins de santé primaire en Ouganda, en se concentrant sur l'accès et les résultats en matière de santé.

¹ Y compris la "randomisation" et la "répétition" : le prélèvement d'échantillons aléatoire pour réduire le parti-pris ; et l'extension de la taille de l'échantillon, particulièrement durant les premières étapes pour améliorer "la précision" des inférences (voir Barahona C et S Levy, op. cit.).

² Un PPA est un instrument pour l'inclusion des opinions des pauvres dans l'analyse de la pauvreté et la formulation de stratégies pour la réduire grâce à des politiques publiques (Norton et autres, 2001).

³ Ceci est un avantage comparatif particulièrement important car de nombreuses enquêtes sur les ménages les considèrent comme unités uniques d'analyse.

Nom de l'outil : Méthode de revue systématique

Nom de l'outil : Méthode de revue systématique	
Qu'est-ce?	La revue systématique est un outil permettant de compiler et d'évaluer la recherche effectuée sur un sujet d'intérêt, de manière rigoureuse. Alors que les revues traditionnelles sont souvent sélectives, comprenant seulement des études facilement disponibles ou qui soutiennent certaines positions, les revues systématiques utilisent les mêmes principes méthodologiques de rigueur analytique trouvés dans

	les recherches primaires. Elles permettent de répondre à des questions spécifiques plutôt que de présenter des résumés généraux de la littérature existante sur un sujet donné.	
A quoi sert-il?	Dans le contexte d'une analyse sociale, la revue systématique peut être utilisée pour acquérir une vue d'ensemble des éléments clefs d'un sujet particulier concernant un pays ou un secteur. Cela peut contribuer à guider l'objectif analytique de l'AIPS et peut gêner la reproduction potentielle d'études existantes. Les revues systématiques permettront aussi de produire et de présenter des résultats robustes assez rapidement pour informer les responsables assez tôt, pour ce qui concerne le processus analytique	
Que nous dit-il?	Les revues systématiques fournissent des réponses objectives et rigoureuses aux questions se rapportant à l'AIPS, par exemple, concernant l'impact des réformes précédentes dans un pays donné, les faits probants relatifs à des réformes similaires dans des pays comparables, et la composition sociale de différents secteurs.	
Outils complémentaires	Revue de la littérature secondaire Interviews des informateurs clés	
Elements clés	<p>Les revues systématiques sont basées sur des cadres méthodologiques construits avant d'entamer les dites revues et présentés dans une proposition de recherche ou un protocole. La proposition doit être passée en revue par les pairs avant d'entamer une revue. Une revue systématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développe et traite des questions explicitement formulées • Applique un cadre systématique pour identifier et choisir la littérature d'intérêt. • Applique une structure systématique pour déduire et analyser les données. • Produit un résumé de ce que les données probantes indiquent <p>Le processus de revue devrait suivre les étapes suivantes: L'identification du sujet d'intérêt => Développer une proposition/protocole de revue => Documenter la méthode dans le rapport => Identifier les études existantes sur ce sujet => Choisir les études pertinentes en suivant les principes présentés dans le protocole => Évaluer la qualité des études => Collecter les informations clefs => Synthétiser les résultats dans le rapport.</p>	
Exigences	Données/ informations	Connaissances détaillées du sujet par l'analyste.
	Temps nécessaire	Une revue systématique prend du temps, de 2 à 6 mois, selon l'importance et la rigueur souhaitées.
	Qualifications	Des compétences analytiques en même temps que les connaissances linguistiques nécessaires. Le plus grand parti pris dans les revues traditionnelles provient de la dépendance sur des études écrites en anglais dans des publications Internationales
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Bien que des revues systématiques nécessitent autant de temps que la recherche primaire, le coût financier sera probablement plus bas, car il n'y a pas besoin de travail sur le terrain et de logiciel de soutien.

Limitations	Passéiste, s'appuie sur des faits probants existants.
References et applications	Davies P, 2003. <i>The Magenta Book: Guidance Notes for Policy Evaluation and Analysis</i> , Government Chief social Researcher's Office, Cabinet Office, London, July . http://www.policyhub.gov.uk/magenta_book/

Encadré 5.4. Liste de contrôle : Dimensions qualitatives et quantitatives de l'analyse de la pauvreté et des impacts sociaux

<i>Plus de recherche "qualitative" <<<<<<<<</i>	<i>>>>>>>>>>> Plus de recherche "quantitative"</i>
Information non numérique	Information numérique
Couverture de population spécifique (contextuelle)	Couverture de population générale (non contextuelle)
Implication de la population active	Implication de la population passive
Méthodologie d'inférence inductive	Méthodologie d'inférence déductive
Cadre général disciplinaire : sciences sociales	Cadre disciplinaire : économie néo classique (et sciences naturelles)
Source: Adapté de Kanbur (2003, 1)	

Nom de l'outil: Observation directe

Nom de l'outil: Observation directe	
Qu'est-ce?	Une méthode de collecte des données, qui permet de documenter et de comprendre par l'observation : les gens, les objets physiques, les événements, les processus, les comportements, les actions et interactions qui se produisent réellement.
A quoi sert-il?	Collecte rapide et économique d'informations socio-économiques de base sur les ménages et/ou les communautés. Contre-vérification des informations - triangulation. Évaluation de la qualité des relations entre les personnes ou les groupes. Collecte de données sur les différentes utilisations (y compris les utilisations contradictoires) d'un secteur.
Que nous dit-il?	informations détaillées sur les phénomènes d'intérêt observés.
Outils complémentaires	Fait habituellement partie de tous les méthodes et outils (par ex., les outils PRA , les méthodes d'interview)

Elements clés	Permet de collecter des données sur les activités, les comportements, les aspects physiques, etc., sans dépendre de la bonne volonté ou de la capacité des gens à répondre aux questions.	
Exigences	Données/ informations	<p>Demandes de permission r (à qui faut-il demander la permission).</p> <p>Données secondaires sur le sujet d'observation.</p>
	Temps nécessaire	Le temps nécessaire dépend de plusieurs facteurs (tels que l'importance de la population, ce que l'on observe, etc.).
	Qualifications	<p>Qualités d'observation et d'enregistrement (des données) ; sociabilité et aptitudes à la communication.</p> <p>Capacité de choisir des facteurs appropriés et importants par rapport au sujet d'observation et les besoins de la recherche</p>
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Ces tâches sont généralement effectuées dans le cadre du module de travail de terrain participatif ou qualitatif. Ce qui peut coûter entre 30,000 \$ et 100,000 \$, selon le protocole d'échantillonnage et la couverture géographique de la recherche.
Limitations	<p>Des questions morales se posent quant à observer des gens qui peuvent ne pas être conscients qu'ils le sont .</p> <p>La présence d'observateurs peut influencer le comportement, les procédures ou les événements et affecter les résultats.</p> <p>Les observations peuvent être influencées par les partis pris et les perceptions sélectives et peuvent différer considérablement d'un observateur à l'autre.</p> <p>Le niveau de confiance mutuelle et de respect entre observateurs et observés peut affecter les résultats.</p> <p>Peut nécessiter des ressources de manière intensive et donc limité quant à la taille de l'échantillon.</p> <p>Doit généralement être utilisé avec d'autres techniques de collecte des informations.</p>	
References et applications	<p>Rimkus, L. (ed) (2003) Traditional methods for collecting data In The San Francisco Food Systems Guidebook (<i>Méthodes traditionnelles de collecte des données dans le Guide des systèmes alimentaires de San Francisco</i>). Disponible à : http://www.sfftc.globalink.org/AttachG.pdf</p> <p>- Vagt-Traor, B. (2003) Observation.</p> <p>- Forestry Commission (2004) Involving People in Forestry Toolbox: Direct Observation. (<i>Commission de la sylviculture (2004)- Boite à outils : Impliquer le public dans la sylviculture</i>). Disponible à : http://www.forestry.gov.uk/pdf/tboxdirectobservation.pdf/\$file/tboxdirectobservation.pdf</p> <p>- Rauterberg, M. Userfit Tools: Direct Observation. Disponible à : http://www.idemployee.id.tue.nl/g.w.m.rauterberg/lecturenotes/UFTdirectobservation.pdf</p> <p>- Roche, C. (1999) Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change. (<i>Évaluation des impacts pour les organismes de développement : Apprendre à valoriser le changement</i>). Oxfam, London.</p> <p>- Fox, N. (1998) Trent Focus for Research and Development in Primary Health Care: How to Use Observations in a Research Project. (<i>"Trent Focus" pour la recherche et le développement dans les soins de santé primaires : Comment utiliser les observations dans un projet de recherche</i>) - Trent Focus. Disponible à : http://www.trentfocus.org.uk/Resources/How%20to%20Use%20Observations....pdf</p>	

Observation directe – procédures et exemples

Temps, matériels et qualifications nécessaires

Le temps exigé pour l'observation directe dépend beaucoup des besoins de la recherche et des personnes ou de la communauté observées. Obtenir plus de détails exigera probablement plus de temps.

Un magnétoscope peut être utile pour enregistrer les discussions et les activités, mais il faut s'assurer que les personnes observées ont donné leur consentement à son utilisation. Du papier (ou des feuilles de notation) et des stylos seront nécessaires pour noter ce qui est observé.

Les observateurs doivent être capables d'enregistrer avec exactitude leurs observations et être aussi objectifs que possible.

Approche possible

L'approche suivante constitue un exemple général qui peut être adapté au contexte local, aux appréciations des analystes locaux et aux objectifs de la recherche

Étape 1: Choisir les sujets d'observation

Les méthodes de choix des sujets d'observation directe sont variées et dépendent des besoins et de l'objectif de la recherche. Il se peut que seuls certains individus au sein d'une communauté doivent être observés, ou que toutes les interactions et activités de toutes les personnes dans un lieu particulier doivent l'être.

Effectuer une observation directe d'une personne à titre individuel ou d'un groupe au sein une communauté de manière efficace, nécessite de pouvoir accéder à son environnement. Il faut donc obtenir la permission de le faire. Le principe "du consentement informé" est critique, lorsqu'on utilise des méthodes d'observation directe.

Une permission pourrait aussi être nécessaire de la part de personnes qui ne sont pas directement observées. Par exemple, de la part de personnes présentes sur les mêmes lieux ou zone, ou de détenteurs de l'autorité qui peuvent devoir donner leur permission aux observateurs pour accéder à une zone particulière. Dans certains cas, une permission peut ne pas être formellement nécessaire, mais il est plus approprié de la demander aux responsables communautaires ou aux anciens.

Étape 2: Introductions et explications

L'observateur (ou les observateurs) devrait se présenter aux personnes observées et expliquer clairement le sujet et les objectifs de l'observation. Vérifiez que ces personnes comprennent ce dont il s'agit et sont à l'aise avec cela, et que toutes les questions de confidentialité sont abordées. L'établissement d'un rapport avec elles est très important, car la présence d'observateurs peut générer une certaine inquiétude de la part des personnes observées.

Étape 3: Conduire l'observation directe

Dans l'observation directe, l'observateur ne s'implique pas dans la situation observée ou évaluée. L'observateur enregistre simplement ce qu'il voit ou entend et cela peut être fait en utilisant un ou plusieurs des moyens suivants :

- Les guides d'observation qui fournissent un espace pour enregistrer les observations.
- Des feuilles d'enregistrement de données ou des listes de contrôle pour enregistrer les observations (par exemple, les options oui/non ou les échelles d'évaluation pour indiquer l'étendue ou la qualité de quelque chose).
- Les notes de terrain pour enregistrer les observations telles qu'elles apparaissent dans un style narratif et descriptif.
- Des photos prises par des photographies et/ou des bandes vidéo (particulièrement utiles pour les activités qui sont très physiques).

Le niveau de détail quant à ce qui est enregistré devrait être établi à l'avance. L'observation peut être complètement non structurée et les observateurs enregistrent toutes leurs impressions pendant l'observation

Alternativement, les contraintes de temps et en termes de ressources peuvent signifier que l'observation doit être sélective (observer par exemple seulement quelques activités, événements ou phénomènes, qui sont les plus importants pour l'étude). Dans ce cas, il pourrait être plus utile que l'observation soit plus structurée et que les événements soient enregistrés et groupés comme appartenant à une "catégorie discrète" particulière (par exemple, de comportement ou d'action) qui a été pré-identifiée. Les catégories dépendent de l'utilisation que l'on veut faire des données, avec de grandes catégories utiles dans certains contextes et des catégories plus réduites et détaillées, utiles dans d'autres.

Une observation plus structurée permet de réduire le degré de subjectivité et de faire des comparaisons plus valides lorsqu'il y a plus qu'un observateur. Les

feuilles d'enregistrement devraient comprendre tout ce qui doit être observé et contenir un espace pour enregistrer les observations. Elles peuvent aider à standardiser le processus d'observation et permettre une meilleure agrégation des données. Il faut s'assurer que tous les thèmes importants sont couverts, mais également garder les formulaires aussi simples que possible et fournir l'espace adéquat pour enregistrer des observations complémentaires pour lesquelles des catégories de réponses n'ont pas été déterminées. Il faut aussi s'assurer que tous les observateurs savent ce qu'ils enregistrent ainsi que les critères à utiliser.

Il faut s'assurer que le timing de l'observation est approprié aux besoins de la recherche ainsi que pour les personnes observées. Par exemple, une analyse imprécise peut résulter du fait que les institutions de crédit sont observées hors de la saison de plantation quand elles reçoivent moins de demandes de prêt de la part des agriculteurs. Les gens ont aussi des routines qu'ils suivent et les périodes d'observation devraient refléter ceci de manière appropriée. La longueur de la période d'observation doit également être considérée. Les observateurs doivent pouvoir se concentrer et peuvent avoir besoin de pauses régulières pour maintenir le haut niveau de concentration nécessaire.

Il est recommandé d'être aussi discret que possible lors de l'observation, de ne pas attirer l'attention en prenant des notes ou des photographies, car ceci pourrait provoquer un changement des comportements, des actions ou des processus observés.

Étape 4 : Terminer l'observation

Quand la période d'observation est terminée, vérifiez de nouveau que les personnes observées savent ce à quoi les informations obtenues seront utilisées et clarifiez toute question relative à la confidentialité. Remerciez-les pour leur temps et leurs efforts

Étape 5: Analyser les données obtenues à partir de l'observation directe

Les ressources et le temps nécessaires à l'analyse des données brutes en provenance des observations directes varient en fonction de ce qui est observé (par exemple, le comportement, les activités, les objets physiques, etc.), le degré de détail des informations enregistrées et la méthode d'enregistrement. Il peut être approprié par exemple, de simplement compter les fréquences et les durées pour différentes catégories d'événements qui ont été enregistrés sur un formulaire standard. Cependant, une analyse plus étendue des interactions enregistrées sur vidéo nécessiterait plus de temps et des techniques différentes, afin de fournir des informations de valeur.

Points à retenir

L'approche décrite ci-dessus constitue un guide très général – il faut donc faire preuve de souplesse et s'adapter aux contextes et besoins locaux. Il est recommandé de réduire la subjectivité lorsque nécessaire mais aussi d'utiliser des observations subjectives lorsque possible et utile.

Nom de l'outil : Interview conversationnelle

Nom de l'outil: Interview conversationnelle		
Qu'est-ce?	Une interview fortement interactive où l'interviewer réagit et partage ses sentiments avec la personne interviewée	
À quoi sert-il?	Examine les différences individuelles en termes d'opinions, d'expériences et de perceptions. Examine les questions sensibles peu susceptible d'être discutée publiquement, même dans de petits groupes (par exemple, dans les discussions de groupe)	
Que nous dit-il?	Informations personnelles et expériences concernant un sujet, de manière approfondie	
Outils complémentaires	"PEER"	
Éléments clés	Questions ouvertes. Peut se produire spontanément pendant le travail sur le terrain. Fortement individualisée et appropriée à la personne interviewée. La formulation des questions et des sujets n'est pas nécessairement prédéterminée. Les questions résultent du contexte immédiat de la conversation. Les interviewers peuvent expliquer et clarifier les significations des questions et des concepts pendant la conversation (par opposition aux interviews standardisées)	
Exigences	Données/ informations	Connaissances détaillées du sujet par l'interviewer.
	Temps nécessaire	Jusqu'à 45 minutes (maximum).
	Qualifications	Fortes aptitudes sociales
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Cette interview est habituellement conduite dans le cadre du travail sur le terrain participatif ou qualitatif, qui peut coûter entre 30,000 \$ et 100,000 \$ selon le protocole d'échantillonnage et l'ampleur géographique de la recherche
Limitations	L'interview n'est pas systématique ou exhaustive.	
	Les interviewers peuvent orienter et/ou induire en erreur les personnes	

	<p>interviewées.</p> <p>Rassemble différentes informations émanant de personnes différentes.</p> <p>L'analyse des données est difficile et nécessite du temps</p>
References et applications	<p>- Conrad, F. and M. Schober (1999) Conversational Interviewing and Data Quality (<i>Interview conversationnelle et qualité des données</i>). Disponible à : http://www.fcs.m.gov/99/papers/conrad2.pdf</p> <p>- Options (2004) Participatory Ethnographic Evaluation and Research (<i>Évaluation et recherches ethnographiques participatives</i>). Disponible à : http://www.mande.co.uk/docs/PEER%20flyer%20Options%20May%2004.pdf Voir aussi les études de cas: http://www.options.co.uk/te-peer-unit.htm</p> <p>- Roche, C. (1999) Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change (<i>Évaluation d'Impacts pour organismes de développement : Apprendre à valoriser le changement</i>). Oxfam, London. (for general information on interviews) (<i>pour des informations générales sur les interviews</i>)</p> <p>- Sewell, M. The Use of Qualitative Interviews in Evaluation (<i>L'Utilisation d'Interviews qualitatives dans l'évaluation</i>). Disponible à : http://www.ag.arizona.edu/fcs/cyfernet/cyfar/Intervu5.htm</p> <p>- World Bank. Beneficiary Assessment (<i>Banque mondiale : Évaluation des bénéficiaires</i>). Disponible à: http://www.worldbank.org/participation/beneficiaryassessment/beneficiary%20assessment.pdf</p>

Interview conversationnelle : Procédures et exemples

Temps, matériels et qualifications nécessaires

Le temps nécessaire à l'interview varie beaucoup et dépendra du contexte et des besoins de la recherche ainsi que de la disponibilité de la personne interviewée. Il est recommandé de prévoir assez de temps pour explorer toutes les questions qui surgissent ou sont importantes, mais de ne pas essayer de poursuivre une discussion si elle est parvenue à son aboutissement naturel avant la fin du temps imparti, lorsque les analystes sentent qu'il n'y a plus rien à discuter. L'interview ne devrait pas excéder 45 minutes.

Un magnétophone peut être utile pour enregistrer la discussion, mais il faut s'assurer que l'analyste local a reçu le consentement nécessaire pour le faire. Du papier et des stylos seront nécessaires pour noter ce qui est dit pendant ou (de préférence) après la conversation.

Approche possible

L'approche suivante est un exemple général qui peut être adapté au contexte local, aux appréciations des analystes locaux et aux objectifs

Étape 1: Choisir les analystes locaux

La méthode utilisée dépendra du but et des besoins de la recherche. La sélection des analystes locaux peut être faite par échantillonnage dirigé ou même au hasard. Une autre méthode de choix utilisée est de demander aux interviewers de choisir un petit nombre personnes de leur propre réseau social.

Étape 2: Introductions et explications

L'interviewer devrait commencer par se présentant et demander à la personne locale si elle souhaite parler avec lui. Expliquez le but de l'interview et pour à quoi l'information obtenue sera utilisée. Si nécessaire, un sujet ou une question d'intérêt peuvent être mentionnés dès le début.

Étape 3: Conduire une interview conversationnelle

L'interview prend la forme d'une conversation libre. Il peut y avoir certaines questions clefs dont l'interviewer souhaite parler, mais les réponses aux questions devraient guider la poursuite de la conversation.

Il est recommandé de tenir les discussions dans un lieu pratique et confortable, où les interruptions peuvent être évitées. Il peut être approprié ou nécessaire de fournir des rafraîchissements ou des gardes d'enfants aux analystes.

L'interviewer devrait avoir une bonne connaissance du secteur dont il s'agit. L'enregistrement de l'interview peut être fait sur un magnétophone (après avoir obtenu le consentement de la personne interviewée) ou simplement en prenant note de quelques mots clefs en tant que rappel de ce qui a été dit. Il est recommandé de prendre un minimum de notes pendant l'interview et de les parfaire après coup. La méthode dépendra du contexte et des exigences de la recherche.

Dans certains cas, il est possible qu'il faille considérer avec soin la manière dont les questions sont formulées. Par exemple, lorsque le sujet de la conversation est particulièrement sensible, il peut être approprié de ne pas demander aux personnes interviewées de parler directement d'elles-mêmes, mais plutôt "de ce que d'autres personnes comme elles disent ou font". Il est également recommandé de préparer soigneusement les questions avant de les poser.

Les interviews conversationnelles permettent de clarifier les questions à l'attention des personnes interviewées. Encouragez les personnes interviewées à demander des clarifications quant aux questions posées, pour que l'interviewer et l'interviewé comprennent la même chose.

Étape 4: Terminer la discussion

Quand la discussion parvient à son aboutissement naturel, ou que le temps que l'analyste local entend consacrer à l'interview s'achève, il faut y mettre un terme. Vérifiez une nouvelle fois que l'analyste local sait ce à quoi l'information obtenue va servir et clarifiez toute question relative à la confidentialité. Remerciez-les pour leur temps et leurs efforts.

Étape 5: Analyser les données obtenues à la suite d'une interview conversationnelle

L'analyse des données qualitatives obtenues à la suite d'interviews conversationnelles peut s'avérer difficile. L'information obtenue est généralement étendue et peut couvrir un grand nombre de domaines et de questions différents.

La méthode utilisée pour l'analyse dépend de l'objectif des interviews conversationnelles.

Points à retenir

La sociabilité et de bonnes aptitudes conversationnelles sont essentielles. L'approche présentée ci-dessus est un guide très général – il est recommandé d'être souple et de s'adapter aux contextes et besoins locaux, de susciter une conversation libre et ouverte.

Étude de cas :

Des interviews conversationnelles ont été réalisées dans le cadre de l'approche Évaluation et recherche participative ethnographique ([*Participatory Ethnographic Evaluation et Research \(PEER\)*](#)), utilisée au Cambodge et à Myanmar pour contribuer à la conception de programmes, grâce à une compréhension approfondie des clients et partenaires sexuels de travailleurs informels de l'industrie du sexe.

Dix femmes travaillant à la promotion de marques de bière et des serveuses karaoké (Cambodge) ainsi que quinze travailleuses de l'industrie du sexe (Myanmar) ont été formées en tant qu'évaluatrices/chercheuses participatives (PER), de même que vingt-quatre étudiants (identifiés comme un groupe de clients) dans les deux pays.

Pendant la formation, les PER ont identifié les principales zones où elles devront conduire des interviews approfondies de leurs pairs et ont développé des questionnaires pour interviews. Les interviews et questionnaires ont été testés sur le terrain et des révisions ont été faites avant de procéder à la collecte des données.

Pendant la collecte des données, les PER ont été supervisées sur une base hebdomadaire. Les PER ont identifié un petit échantillon de personnes (entre 3 et 6) appartenant à leur réseau social pour les interviewer. Chaque travailleuse de l'industrie du sexe a conduit quatre interviews conversationnelles de trois à quatre de ses pairs chacune, qui a produit 220 témoignages. Les étudiants ont conduit trois interviews conversationnelles de quatre à cinq pairs chacun, produisant 120 témoignages.

Il n'a pas été demandé directement aux personnes interviewées de parler d'elles-mêmes, mais plutôt de dire " ce que d'autres personnes comme elles" ont pu faire ou dire. Cela devait permettre de maintenir une certaine confidentialité, étant donné la nature sensible du sujet traité.

Pendant les interviews, les PER ont pris note de quelques mots clefs seulement, afin de pouvoir se rappeler du contenu des interviews. Les superviseurs ont questionné les PER toutes les 1 à 2 semaines à propos des interviews qu'elles avaient conduites et en ont pris des notes détaillées.

Après la collecte des données un chercheur expérimenté a interviewé les PER et a produit un rapport détaillé. Les notes produites par les superviseurs ont été utilisées en tant que données secondaires. Les PER ont aussi effectué leur propre analyse et identifié les problèmes clés, les enseignements et les changements possibles à apporter à l'outil.

Le processus a montré que les PER analphabètes étaient capables de réaliser des interviews approfondies et de se rappeler avec acuité les détails plus tard.

Les interviews conversationnelles conduites par les travailleuses de l'industrie du sexe ont produit des informations détaillées sur : l'organisation sociale du travail sexuel (y compris informel) ; les structures du pouvoir ; la catégorisation des partenaires clients et non clients ; l'utilisation du préservatif ; la santé et le comportement sexuel sans risque (*health-seeking behavior*).

Les interviews conversationnelles réalisées par les étudiants ont permis de collecter des données détaillées sur les réseaux sociaux et les groupes de pairs; les comportements à risque et les perceptions du risque ; les comportements sexuels et les classifications des partenaires sexuels ; la santé et le comportement sexuel sans risque.

Au Cambodge, les résultats ont été utilisés pour concevoir une campagne de marketing social pour traiter la question de l'utilisation du préservatif par les partenaires "à bas risque ", alors qu'à Myanmar, ils l'ont été pour donner de la matière aux initiatives de programmation.

Les travailleuses de l'industrie du sexe ont été très motivées pendant tout le processus. La nature participative de l'approche et le développement d'une confiance mutuelle entre les PER et les superviseurs y a contribué. L'approche a aussi permis aux travailleuses de l'industrie du sexe de s'engager dans la conception, la mise en oeuvre et le contrôle des programmes.

Encadré 5.5. Étude de cas : Évaluation des impacts du Programme intrants ciblés du Malawi

Les méthodes participatives, si elles sont bien utilisées, peuvent générer des catégories quantifiées et standardisées basées sur l'évaluation qualitative. Le "Targeted Inputs Programme" (TIP) (Programme intrants ciblés) du Malawi fournit gratuitement un paquet composé d'intrants agricoles (10kg d'engrais, 2kg de graine de maïs et 1kg de graines de légumineuses) aux petits exploitants agricoles. Lors d'une évaluation d'impacts de ce programme, l'équipe de recherche a adapté les méthodes participatives de classement de la richesse et le mappage de la communauté. Les mesures relatives du bien-être (en utilisant les perceptions des personnes locales et des critères générés localement) dérivées de l'exercice de classement de la richesse de différentes communautés ont été traduites en mesures absolues en employant des catégories faciles à différencier de sécurité alimentaire comme catégories de remplacement pour la pauvreté (la sécurité alimentaire ayant été reconnue comme indicateur clé de la pauvreté dans les recherches participatives sur cette question réalisées plus tôt). On a ainsi adopté une triple catégorisation : les ménages bénéficiant de la sécurité alimentaire (FS), qui ont assez à manger tout au long de l'année, de la moisson à la moisson suivante ; les ménages ne bénéficiant pas de la sécurité alimentaire (FI), qui ont assez de nourriture de la moisson (mois d'avril/mai) à la Noël, mais pas entre la Noël est la moisson suivante ; les ménages extrêmement incertains quant à la sécurité alimentaire (EFI), qui doivent faire face à des pénuries graves de nourriture avant Noël. Un petit groupe d'informateurs clés des villages de l'échantillon ont mappé leur communauté -- produisant un échantillon de 100% dans chaque site -- ont identifié le statut de chaque ménage en termes de sécurité alimentaire et s'ils ont reçu le paquet TIP ou pas, la recherche a ainsi montré qu'un cinquième des ménages ayant reçu le paquet TIP bénéficiaient de la sécurité alimentaire

Source: Chinsinga et autres (2002); Levy (2003)

Nom de l'outil : Profil communautaire

Nom de l'outil : Profil communautaire											
Qu'est-ce?	Une vue d'ensemble d'une communauté comprenant des informations sur une large gamme de facteurs (caractéristiques environnementales/naturelles et gestion, caractéristiques socio démographiques, structures politiques et économiques, institutions locales, activités économiques et moyens de subsistance, installations/équipements communautaires/du ménage de base et organisation sociale).										
À quoi sert-il?	<ul style="list-style-type: none"> • Permet d'obtenir des informations de base (lorsque très peu d'informations existent déjà) avant de commencer à travailler dans un secteur donné. • Permet de comprendre le contexte d'une communauté pour que des domaines, questions et liens spécifiques puissent être identifiés et analysés. 										
Que nous dit-il?	<p>Fournit</p> <ul style="list-style-type: none"> • une compréhension de base d'une communauté dans son ensemble ; et • des Informations sur des domaines d'intérêt particulier (par exemple, quelles institutions locales peuvent être importantes pour les stratégies de vie des ménage et doivent être examinées en profondeur ?). 										
Outils complémentaires	Divers outils participatifs Interviews d'informateurs clés Discussions de groupe.										
Éléments clés	Utilisation d'une variété d'outils pour obtenir une vue d'ensemble d'une communauté.										
Exigences	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>Données/ informations</td> <td>Données secondaires et documents concernant la communauté et tout autre point de concentration particulier du profil (par exemple : moyens de subsistance, institutions, etc.).</td> </tr> <tr> <td>Temps nécessaire</td> <td>1 à 2 jours</td> </tr> <tr> <td>Qualifications</td> <td>Qualifications de haut niveau en matière de facilitation participative et d'analyse sociale.</td> </tr> <tr> <td>Logiciel d'appui</td> <td>Ne s'applique pas</td> </tr> <tr> <td>Coût financier</td> <td>Si réalisé en tant que partie d'une étude participative, les coûts additionnels seront minimums</td> </tr> </tbody> </table>	Données/ informations	Données secondaires et documents concernant la communauté et tout autre point de concentration particulier du profil (par exemple : moyens de subsistance, institutions, etc.).	Temps nécessaire	1 à 2 jours	Qualifications	Qualifications de haut niveau en matière de facilitation participative et d'analyse sociale.	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas	Coût financier	Si réalisé en tant que partie d'une étude participative, les coûts additionnels seront minimums
Données/ informations	Données secondaires et documents concernant la communauté et tout autre point de concentration particulier du profil (par exemple : moyens de subsistance, institutions, etc.).										
Temps nécessaire	1 à 2 jours										
Qualifications	Qualifications de haut niveau en matière de facilitation participative et d'analyse sociale.										
Logiciel d'appui	Ne s'applique pas										
Coût financier	Si réalisé en tant que partie d'une étude participative, les coûts additionnels seront minimums										
Limitations											
References et applications	Messer, N. and P. Townsley (2003) Local Institutions and Livelihoods: Guidelines for Analysis. Rural Development Division, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome. (<i>Institutions locales et moyens de subsistance : Directives pour l'analyse – Division du développement rural, Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture</i>) Disponible à : http://www.fao.org/DOCREP/006/Y5084E/y5084e00.HTM (Module 3 – Doing the community profile (<i>Réaliser le profil communautaire</i>)). Disponible à : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/006/Y5084E/y5084e06.htm										

Établir le profil d'une communauté – procédures et exemples

Approche possible

L'approche possible suivante (qui s'inspire beaucoup de Messer et Townsley, 2003) est un exemple général qui peut être adaptée au contexte local, aux conceptions des analystes locaux et objectifs de la recherche. Combiner ces

étapes et méthodes peut être fait de différentes façons, selon le contexte spécifique.

Étape 1: Identifier les questions de la recherche et fixer les objectifs

Les profils communautaires ne doivent pas produire des données sur chaque aspect d'une communauté. Le profil communautaire devrait fournir un point d'entrée pour que les chercheurs puissent savoir où effectuer leurs recherches, à qui parler et quelle approche utiliser.

Il est recommandé de commencer par développer une liste de contrôle initiale des questions/problèmes clés. Cette liste devrait être considérée uniquement comme un point de départ à laquelle on peut ajouter d'autres éléments tout au long du processus. Les questions/problèmes pourraient inclure par exemple :

- Ressources – Quelles sont les principales ressources naturelles disponibles au sein de/pour la communauté? Qui les utilise et quand? Où se trouvent-elles?
- Moyens d'existence –Quelles sont les différentes activités permettant aux ménages de gagner leur vie ? Qui est impliqué dans ces activités (à différencier par groupe social et économique) ? Combien de personnes et de ménages en dépendent? Quand et où se déroulent-elles ?
- Structure communautaire –Combien de personnes et de ménages vivent dans la communauté ? Quelle est la composition en termes de genre et la structure d'âge de la communauté ? Quels groupes sociaux, économiques, ethniques et culturels en font partie ? Comment ces groupes sont-ils définis ? Où vivent les différents groupes sociaux, économiques, ethniques et culturels?
- Institutions locales – Quelles sont les organisations/associations formelles? Quelles sont les règles, réglementations et coutumes? Qui est affecté par elles et comment?
- Infrastructure communautaire –Quels sont les services disponibles dans la communauté (transport, énergie/alimentation en eau, marchés, vulgarisation en milieu rural, santé, éducation, etc.) ? Qui a accès à ces services ? Combien coûtent les redevances pour les utilisateurs ?
- Histoire communautaire – Depuis combien de temps la communauté existe-t-elle et comment a-t-elle été fondée ? Quand les différents groupes sociaux, économiques, ethniques et culturels se sont-ils installés au sein de la communauté ? Comment la communauté a-t-elle changé au cours des années et qu'est ce qui a causé ces changements ?

Source: Messer & Townsley, 2003

Il peut être approprié d'impliquer des membres de la communauté ou des informateurs clefs dans l'identification des problèmes essentiels. Ceci pourrait être fait grâce à des interviews d'informateurs clefs ou des discussions de groupe, avant de démarrer le travail de terrain. Une fois qu'une liste initiale des

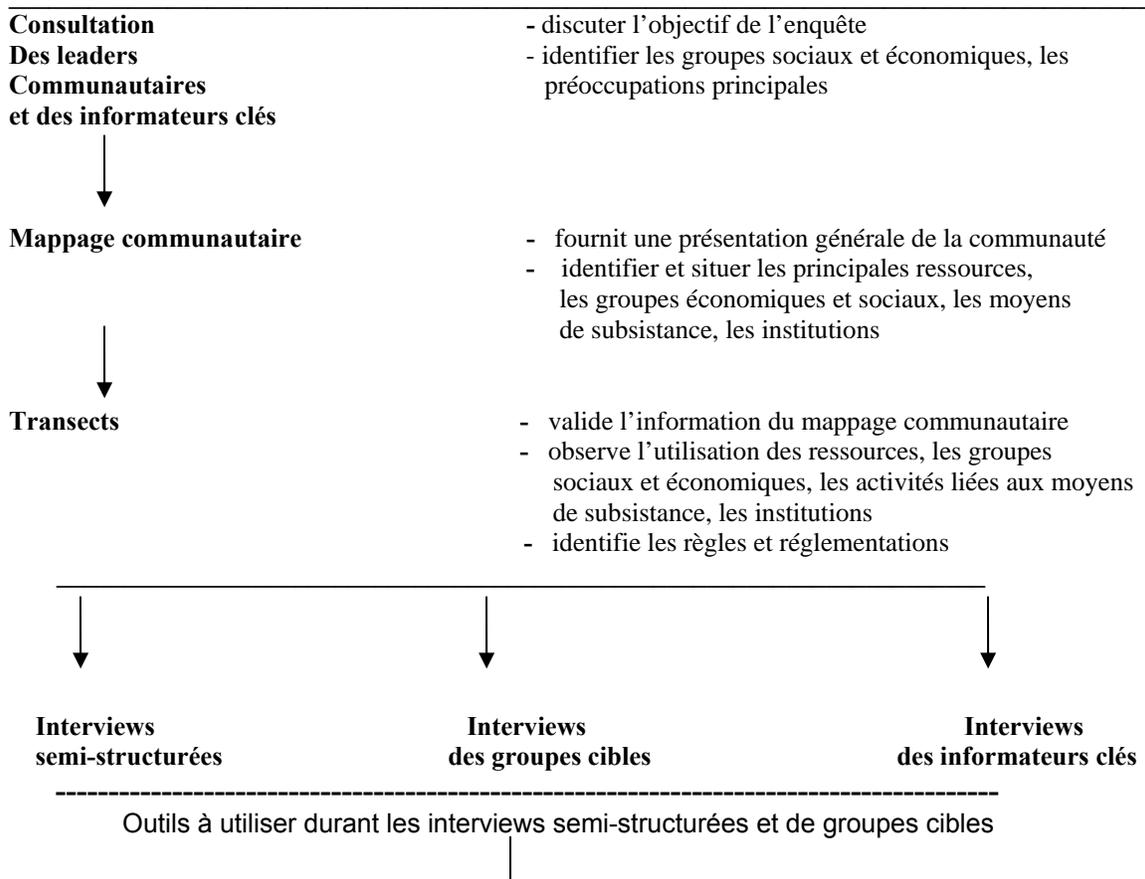
questions sur lesquels il faudra se concentrer a été établie, des méthodes/outils appropriées et les sources des données peuvent être identifiés.

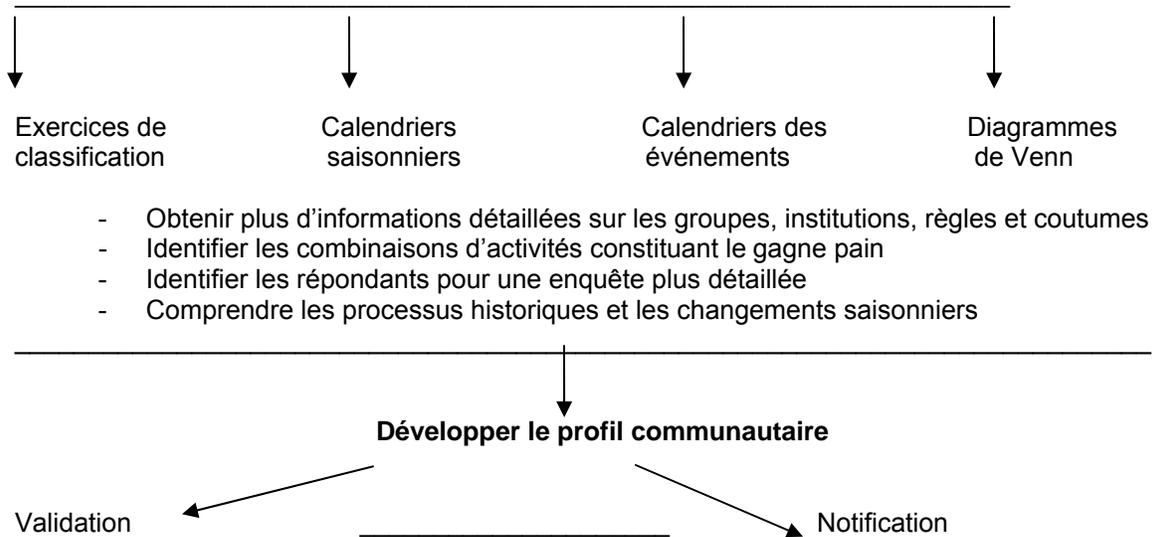
Étape 2: Choix et séquençement des outils

Un grand nombre d'outils et de méthodes peuvent être utilisés pour collecter des données pour créer un profil communautaire utile. Ces outils peuvent être de type participatif (par exemple, le mappage des ressources communautaires, la marche par transect, les calendriers saisonniers, les calendriers des évènements, les diagrammes de Venn, les exercices de classement, etc.); les interviews (par exemple, les interviews semi-structurées, les discussions de groupe, les interviews d'informateurs clés) ; et la revue des données secondaires.

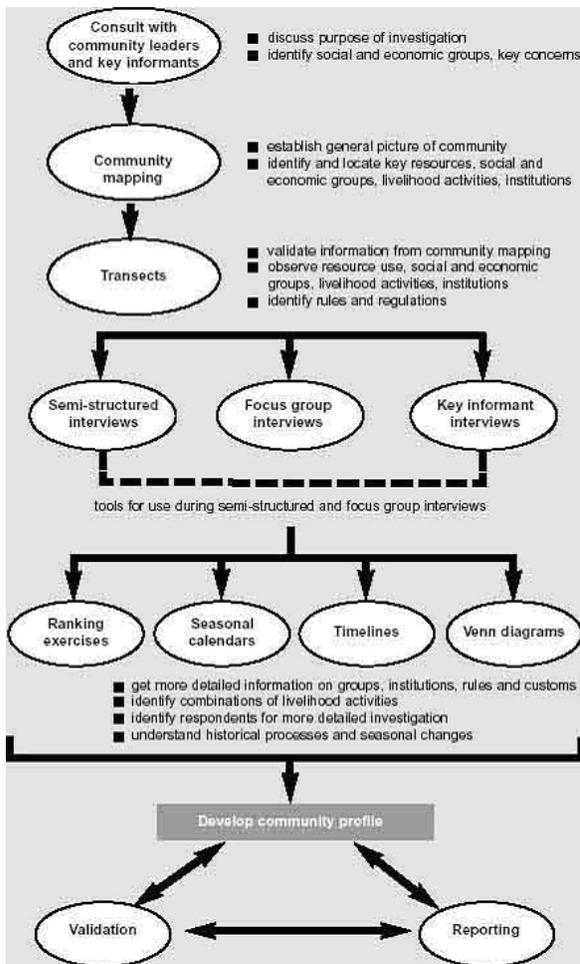
Les outils choisis devraient être séquençés de manière logique pour pouvoir créer progressivement un profil communautaire. Le diagramme suivant (Figure X) comprend un ordre possible, mais il faut savoir être souple et adapter l'approche choisie à la fois au contexte local et aux besoins de la recherche, et au fur et à mesure que de nouvelles informations ou situations apparaissent.

Figure 1. Séquençement possible des outils/méthodes pour l'établissement de profils communautaires





Source: Messer & Townsley, 2003



Source: Messer & Townsley, 2003

Étape 3: Enregistrement des données

Une quantité importante d'informations peut être générée au cours des recherches et l'enregistrement des données obtenues grâce aux différents outils devrait se faire au fur et à mesure afin d'éviter les oublis et les imprécisions. Il est recommandé de passer en revue les conclusions à intervalles régulières, d'étudier les instructions concernées et d'enregistrer les informations clefs et les enseignements tirés. Ceci facilitera la production du profil communautaire final à la fin de la période de recherche et permettra d'apporter les changements nécessaires au fur et à mesure que le processus progresse.

Les tableaux permettent de suivre et d'ordonner les données collectées et aux équipes de recherche d'identifier plus facilement les lacunes en la matière. Différents tableaux peuvent être utilisés pour passer en revue et enregistrer les informations clefs concernant différents sujets (par exemple : les groupes sociaux et professionnels, les institutions locales, les moyens de subsistance, etc.) et peuvent fournir des points de référence faciles pour les étapes suivantes du processus. Les tableaux peuvent également inclure des informations telles que celles concernant les membres de l'équipe, les outils/méthodes et l'informateur (qui les a fourni), qui peuvent être utiles au cas où des problèmes ou des contradictions surgiraient lors des étapes suivantes. Le tableau X est un exemple d'enregistrement des informations sur les institutions locales.

Tableau 1. Exemple de feuille d'enregistrement de données concernant les principales institutions locales

Principales institutions locales identifiées	Rôle, activités, domaine d'influence des institutions	Personnes/ groupes affectés par les institutions	Membres de l'équipe	Méthodes de terrain utilisées	Outils de visualisation utilisés	Type des répondants
Identifier les différentes institutions mentionnées durant l'établissement du profil communautaire	Identifier le rôle et les activités des différentes institutions et le domaine qui les concerne et l'influence qu'elles possèdent	Identifier tout groupe particulier affecté ou concerné par ces institutions, y compris ses membres	Identifier les membres of de l'équipe de recherche qui a recueilli les informations relative à ce groupe particulier	Prendre note des différentes méthodes de terrain utilisées pour identifier cette stratégie	Prendre note des différents outils de visualisation utilisés lors des interviews qui peuvent être utilisés pour illustrer l'apprentissage	Identifier qui a fourni l'information
PAR EXEMPLE:						
Club de jeunes	Organise des activités sportives pour les jeunes du	Jeunes gens du village – hommes et femmes	Ravi et Musa	Interview de groupes témoins	Calendrier saisonnier Exercice de	Groupe - hommes/femmes

	village				classement (comparant l'implication des hommes femmes, adultes et jeunes dans différentes activités du village)	
	Organise des campagnes de "nettoyage" du village	Tout le village (grâce aux campagnes de "nettoyage")				
	Pisciculture expérimentale dans l'étang/le bassin du village	Pisciculteurs expérimentaux Jeunes gens d'autres villages (grâce aux visites d'échange)				
Malaney - traditional land tenure arrangement	Contrôle l'accès aux meilleures terres agricoles S'assure que l'utilisation des terres restent entre les mains d'un groupe limité de familles propriétaires	<i>Estanio</i> – premiers habitants de la zone <i>Abaduk</i> – plus d'immigrants récents (la plupart des membres de la communauté)	Daniel et Ravi	Interview des informateurs clefs	Ressources - Utilisation de cartes (montrant la distribution et l'utilisation des terres) Calendrier de l'événement (illustrant l'histoire des établissements humains)	Individu – (leader communautaire <i>estanio</i>)

Source: Messer & Townsley, 2003

Il est recommandé de changer le format du tableau pour les besoins spécifiques de la recherche et de l'information. Le but est d'avoir une méthode d'enregistrement systématique des informations fournies par les analystes locaux.

Les résultats qui ont été systématiquement enregistrés peuvent alors être facilement utilisés et analysés lors de la préparation du profil communautaire final.

Étape 4: Valider les résultats

Il est important de vérifier et valider les informations obtenues grâce au processus participatif de collecte et d'analyse des données, avec les membres de la communauté et les analystes locaux. Ceci peut être fait lors de réunions communautaires au sens large ou au cours de petites discussions de groupe, durant lesquelles il sera possible de comparer les diverses interprétations concernant les informations rassemblées de la part des analystes locaux. Ceci peut également permettre d'appréhender comment les interprétations des personnes locales diffèrent l'une par rapport à l'autre et par rapport aux

analystes extérieurs. Lorsqu'il y a de sérieuses divergences de vues, les raisons devraient en être étudiées et notées.

Points à retenir:

En réalisant un profil communautaire il ne faut pas chercher à expliquer ou détailler tous les aspects de la situation/du contexte d'une communauté. Il faut se concentrer sur les domaines/questions importantes pour la recherche et pour la communauté en utilisant une approche souple.

Encadré 5.6. Liste de contrôle: Combiner les approches qualitatives et quantitatives

Nous pouvons distinguer trois manières principales de combiner les données quantitatives et qualitatives dans le cadre de la mesure et de l'analyse de la pauvreté :

Intégrer les méthodologies:

- a) utiliser les données de l'enquête pour développer des échantillons pour les Évaluations participatives de la pauvreté (PPA) ¹
- b) utiliser les résultats de l'enquête pour élaborer le guide des interviews pour la recherche qualitative ;
- c) utiliser les données qualitatives pour déterminer la stratification appropriée des échantillons nécessaires aux enquêtes ;
- d) utiliser les résultats du travail qualitatif en préparant les questionnaires de l'enquête ;
- e) pré-tester les nouveaux questionnaires en tant qu'élément de l'étude contextuelle ;
- f) utiliser les résultats de la recherche qualitative pour affiner les indices de la pauvreté utilisés dans l'analyse de l'enquête.

Examiner, expliquer, confirmer, réfuter et/ou enrichir les informations en provenance d'une approche pour en faire bénéficier une autre :

- a) "examiner" se réfère à l'utilisation des données d'une tradition pour enrichir le programme de recherches d'une autre ;
- b) "expliquer" implique d'utiliser la recherche qualitative pour identifier la dynamique à la base des résultats de l'enquête ;
- c) "confirmer ou réfuter" implique d'utiliser la recherche qualitative pour s'assurer de la validité des résultats basés sur l'enquête (ou vice-versa) ;
- d) "enrichir" implique d'utiliser la recherche qualitative pour obtenir des informations sur les variables et processus non couverts par les enquêtes et mieux les comprendre.

Grouper les résultats dans un ensemble de recommandations de politique :

Ceci fait référence aux rapports concernant certaines évaluations de la pauvreté du pays de la Banque mondiale des années 90.

Sources: Carvalho and White (1997); Appleton and Booth (2001); Rao and Woolcock (2003)

¹ Un PPA est un instrument permettant d'inclure les appréciations des pauvres dans l'analyse de la pauvreté et la formulation de stratégies pour la réduire grâce à des politiques publiques (Norton et autres, 2001)

Nom de l'outil: Approche économie du ménage

Nom de l'outil : Approche économie du ménage (Fonds Secours aux Enfants (Save the Children Fund))									
Qu'est-ce?	Une méthodologie développée initialement en tant qu'approche "large zone" pour crises alimentaires/prévision, évaluation et suivi des famines, mais qui peut être utilisée dans le cadre de plusieurs contextes pour fournir des informations aux décideurs en matière de politiques et de programmes. L'approche est basée sur l'usage de méthodes quantitatives et qualitatives dans les modèles d'économie rurale en utilisant l'information concernant une année de référence pour laquelle les conditions sont connues, c.-à-d. un modèle "en temps réel"								
À quoi sert-il?	Permet de fournir des informations et analyses quantitatives concernant les vies économiques et les moyens de subsistance des pauvres, utilisées par les décideurs en matière de politiques et de programmes dans toute une série de contextes. Permet de modéliser les effets des changements ou interventions de politique sur différents groupes de la population dans des situations d'insécurité alimentaire chronique et aiguë. Permet de développer des arguments systématiques, bien fondés et quantifiés à partir d'un modèle qui peut être révisé en fonction de l'interaction avec différents dépositaires d'enjeux au sujet des résultats les plus susceptibles de se produire ou des impacts sur les ménages, liés à un changement /mise en œuvre d'une politique ou "choc" (par ex., des changements dans la production, les prix, etc.), où les incertitudes et les hypothèses sont déclarées								
Que nous dit-il?	Comment les ménages se nourrissent, génèrent des revenus pour subvenir à d'autres nécessités de la vie (par ex., accéder aux services de base) et à quoi leurs revenus sont-ils dépensés durant une année moyenne ? Les impacts probables (par ex. par rapport à l'accès à la nourriture) des changements ou de la mise en œuvre des politiques (ou d'un "choc") sur les ménages appartenant à différents groupes de richesse, et une évaluation de la capacité des dits ménages de compenser tout déficit. Les stratégies des ménages permettant de faire face aux divers chocs ou changements.								
Outils complémentaires	Outils PRA (classement selon la richesse, mappage social, calendrier saisonnier, matrice de classement). Interviews d'informateurs clefs ; discussions de groupe ; observation directe.								
Éléments clefs	Une description quantitative de l'économie d'une population définie, y compris les principaux facteurs déterminant les revenus actuels des ménages ainsi que potentiels lorsque les conditions changent, et comment ils varient selon les ménages. Des informations, faisant partie d'un ensemble standardisé, sont collectées en utilisant des méthodes rapides de terrain, y compris une évaluation de la façon dont les ménages obtiennent normalement leur nourriture et d'autres revenus ; leurs dépenses alimentaires et non alimentaires ; leur épargne, leur bétail et les autres actifs ; la disponibilité d'aliments sauvages ; leur accès aux marchés et leur utilisation de ceux-ci. Un système permettant d'analyser le rapport entre un changement de politique et la capacité des ménages de maintenir leur consommation alimentaire et non alimentaire. L'approche modélise les événements (résultats) les plus susceptibles de se produire en raison d'un changement de politique.								
Exigences	<table border="1"> <tr> <td>Données/ informations</td> <td>L'outil lui-même génère des données. Il y a donc besoin de données pour le cadre d'échantillonnage et le choix de l'échantillon.</td> </tr> <tr> <td>Temps nécessaire</td> <td>De 2 à 6 mois, selon la taille de l'échantillon.</td> </tr> <tr> <td>Qualifications</td> <td>Aptitudes à utiliser le tableur (<i>spreadsheet</i>)</td> </tr> <tr> <td>Logiciel d'appui</td> <td>Les modèles HEA sont relativement simples à construire, bien que ceci soit plus facile à faire en utilisant un tableur</td> </tr> </table>	Données/ informations	L'outil lui-même génère des données. Il y a donc besoin de données pour le cadre d'échantillonnage et le choix de l'échantillon.	Temps nécessaire	De 2 à 6 mois, selon la taille de l'échantillon.	Qualifications	Aptitudes à utiliser le tableur (<i>spreadsheet</i>)	Logiciel d'appui	Les modèles HEA sont relativement simples à construire, bien que ceci soit plus facile à faire en utilisant un tableur
Données/ informations	L'outil lui-même génère des données. Il y a donc besoin de données pour le cadre d'échantillonnage et le choix de l'échantillon.								
Temps nécessaire	De 2 à 6 mois, selon la taille de l'échantillon.								
Qualifications	Aptitudes à utiliser le tableur (<i>spreadsheet</i>)								
Logiciel d'appui	Les modèles HEA sont relativement simples à construire, bien que ceci soit plus facile à faire en utilisant un tableur								

		(<i>spreadsheet</i>) ou toute autre simulation par ordinateur. "RiskMap" est un programme d'ordinateur qui facilite l'analyse des grands ensembles de données et décrit les économies alimentaires dans une base de données. Il peut être utilisé pour prévoir les effets des situations (par exemple, les changements de prix, les changements d'emploi, etc.) concernant la sécurité alimentaire des ménages pauvres.
	Coût financier	S'il s'agit d'un élément de la recherche participative prévue, le coût supplémentaire sera minimal
Limitations	Les économies de l'alimentation peuvent ne pas correspondre aux frontières administratives et ceci peut poser des problèmes lorsqu'il faut définir la population d'une zone d'économie alimentaire (les statistiques concernant la population sont généralement disponibles par zone administrative et si une zone d'économie alimentaire recoupe des frontières administratives, il est seulement possible d'estimer sa population). D'autre part, les résultats des recherches peuvent inclure des recommandations au gouvernement de procéder à des interventions, difficiles pour lui à mettre en oeuvre hors du cadre des zones administratives. Par ailleurs, certaines limites intrinsèques existent, résultant principalement de l'ensemble des données simplifiées (c.-à-d. le "ménage typique" et la méthode d'échantillonnage).	
References et applications	<ul style="list-style-type: none"> - Save the Children Fund "Food Security and Livelihoods Unit" webpage (<i>Site web de la "Cellule 'Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance du Fonds de Secours aux Enfants</i>): http://www.savethechildren.org.uk/foodsecurity/ - Seaman, J. et al (2000) <i>The Household Economy Approach: a resource manual for practitioners</i>. Save the Children Fund, London. (<i>L'Approche Économie des Ménages: un manuel des ressources à l'attention des praticiens. Fonds de Secours aux Enfants, Londres</i>) - Seaman, J., Petty, C. and J. Acidri (2001) <i>A study of coffee and household economy in two districts of Uganda</i>. Save the Children Fund, London. Disponible à : (<i>Une étude sur le café et l'économie des ménages dans deux districts de l'Ouganda. Fonds de Secours aux Enfants. Disponible à:</i>) http://www.savethechildren.org.uk/temp/scuk/cache/cmsattach/1774_Uganda%20Study%20final.pdf - Sawdon Sosola II, Save the Children Fund - Petty, C., J. Seaman et al (2001) <i>Assessment of the Impact of HIV/AIDS on Household Economy (Évaluation de l'impact du VIH-SIDA sur l'économie des ménages)</i> – Aura District, Northern Uganda (Interim Report). Save the Children Fund, London. Disponible à : http://www.savethechildren.org.uk/temp/scuk/cache/cmsattach/1140_UgandaReport.pdf (For information on Intra Household Method) (<i>Pour information sur la Méthode Intra ménage</i>). 	

L'approche économie du ménage: Procédure et exemples

L'objectif de l'Approche économie du ménage (HEA) est de comprendre comment les ménages arrivent à joindre les deux bouts dans des conditions normales et anormales. Le HEA produit également des budgets détaillés pour des catégories définies de ménages et des informations précises sur le montant du revenu des ménages, la qualité de leur alimentation (quelle part de la nourriture du ménage est faite de céréales, de produits animaux, etc.), comment ceci varie quantitativement, qualitativement et de façon saisonnière dans un même lieu et d'un lieu à l'autre. L'approche génère également des données sur les dépenses non alimentaires (tissu, savon, impôts, éducation, santé, etc.). Ceci est utile pour constituer un ensemble d'informations de fond, également utile à l'analyse des moyens de subsistance, pour le ciblage des pauvres et même la

conception de projet. L'approche décrite ci-dessous s'inspire beaucoup de *Seaman et autres (2000)*

Approche possible

Étape 1: Définir les zones et les populations des économies alimentaires

Définissez l'économie alimentaire ou les économies (d'un groupe ou de plusieurs groupes de ménages) pour qui l'analyse est nécessaire. Il s'agit de tous les ménages d'une zone géographique où la plupart des ménages obtiennent leur nourriture et leur revenu en espèces plus ou moins de la même manière. Dans le cadre d'une étude locale à petite échelle, il peut y avoir seulement une économie alimentaire mais une grande zone géographique peut inclure plusieurs ménages de différents types. Une population de ménages est un groupe défini composé de ménages au sein d'une économie alimentaire. Les zones d'économie alimentaire sont des divisions économiques plutôt qu'administratives et peuvent ne pas correspondre aux frontières administratives.

Pour définir différentes économies alimentaires, divisez le domaine d'étude en "sous domaines" avec des économies semblables. Par exemple, il peut y avoir une zone où la population compte principalement sur la culture du riz (bien qu'ils peuvent également avoir du bétail et/ou d'autres sources de revenu), et une autre où la population dépend principalement de l'élevage du bétail et une autre de la pêche. La division ne doit pas nécessairement se faire par zone géographique. Il peut y avoir deux groupes de personnes ou plus dans la même zone géographique avec des différences suffisantes dans leur économie pour rendre une distinction nécessaire (par ex., deux économies alimentaires ou plus peuvent co-exister dans une même zone géographique).

Le nombre de zones ou de populations et le niveau de la distinction entre eux dépendront des objectifs de la recherche. Lorsque le niveau de la subdivision est plus réduit, la quantité de travail exigée pour décrire les économies des ménages dans chaque zone augmente. Procéder à une subdivision et déterminer à quel niveau le faire dépend des questions auxquelles la recherche essaie de répondre (par ex., quel effet aurait une augmentation des prix du carburant sur les ménages dans la zone?). Il est recommandé de ne pas subdiviser vers le bas, s'il n'y a aucun avantage à le faire en termes de recherche.

Les économies alimentaires peuvent habituellement être décrites en termes généraux en utilisant des données secondaires et des informations en provenance d'informateurs clés. Quelques questions qu'il peut être utile d'examiner à ce stade incluent : Est-ce que les gens produisent les mêmes choses (type de cultures, d'élevage, artisanat) dans toute la zone ? Quel est le degré de similarité des méthodes de production et du timing ? Quel est le degré de similarité des intrants et du rendement ? Quel est le degré de similarité en

termes de propriété de la terre, de location et métayage ? Est-ce que les gens font commerce de produits similaires, y compris en termes de quantité ?

Étape 2: Définir les catégories de richesse des ménages dans le cadre de chaque économie alimentaire

Dans chaque zone d'économie alimentaire, il faut identifier les différentes catégories de richesse que les personnes locales utilisent pour se décrire elles-mêmes ainsi que les unes et les autres. Il peut exister des termes locaux précis utilisés pour définir différentes catégories de richesse - employez ces termes et leurs définitions locales dans la recherche. Établissez la distribution des ménages dans les catégories de richesse définies. Des interviews d'informateurs clés et/ou les analystes locaux utilisant des outils participatifs (par ex. le classement selon la richesse et le mappage social) sont des méthodes qui peuvent être utiles à ce stade.

Étape 3: Décrire les ménages au sein des différentes catégories de richesse

Pour chacune des catégories définies concernant la richesse, il faut décrire comment, durant une année "normale" ou année de base, un ménage typique appartenant à chaque catégorie obtient ses revenus, ainsi que toutes différences entre ménages riches et ménages pauvres.

Une année de base (*baseline year*) reflète les conditions habituelles (en termes de production et d'échanges) que l'on trouve dans la zone ainsi que la manière dont les gens y vivent. Définir une année de base permet de faire des comparaisons lorsque les conditions sont sensiblement différentes de celles habituelles. Bien qu'il peut ne jamais y avoir une année absolument "normale" dans la pratique, il peut y avoir des années où la vie des gens (y compris ce qui compte pour eux, comme la production des cultures, la mortalité du bétail, le prix de la nourriture, des cultures et du bétail, ainsi que les offres d'emplois) se déroule généralement sans imprévus. Dans les zones où les revenus des ménages varient considérablement d'une année à l'autre (par ex. dans les zones semi- arides où la production agricole peut être déficitaire quatre années sur dix, il est possible de répondre aux exigences de consommation en trois ans et produire un large excédent durant les trois autres années), il peut être nécessaire de choisir un certain nombre d'années et d'en faire la moyenne pour définir une année "normale".

Décrivez chaque économie alimentaire en agrégeant les données concernant la façon dont les ménages appartenant à différentes catégories de richesse obtiennent leur nourriture et leurs revenus. Il peut être nécessaire de prendre un échantillon de ménages à partir de la population des ménages de chaque zone (un échantillonnage aléatoire stratifié peut être approprié) où ils existent en grand nombre. En examinant les ménages, il faut garder à l'esprit que la définition "d'un

ménage typique" peut varier selon les différents contextes. La définition d'un ménage utilisé dans le HEA est "un groupe de personnes qui travaillent ensemble comme unité de production et de consommation". Établissez quelle unité sociale dans une société correspond le mieux à cette définition en demandant, "qui produit et consomme quoi ?" Des interviews d'informateurs clefs peuvent être utiles dans ce cas.

Basez la description de l'économie des ménages sur les informations et les données concernant la production alimentaire des ménages, le revenu en espèces provenant de la vente de la production et de l'emploi occupé (production alimentaire et animale, échange de travail, nourriture sauvage, artisanat, etc.), les caractéristiques saisonnières en matière de revenu, les dépenses pour la nourriture et les articles non alimentaires (comme les taxes, le carburant, le remboursement de prêts, l'éducation, les soins de santé, etc.), les actifs (tels que les stocks de nourriture, le bétail et l'argent en espèces), les marchés utilisés pour échanger différents produits et le prix de tous les articles échangés. Lorsque possible, collectez des données sur les tendances à plus long terme concernant la production et le revenu en espèces. Utilisez un format standard pour enregistrer de manière systématique les données et les informations collectées.

Étape 4: Décrire le contexte économique des ménages

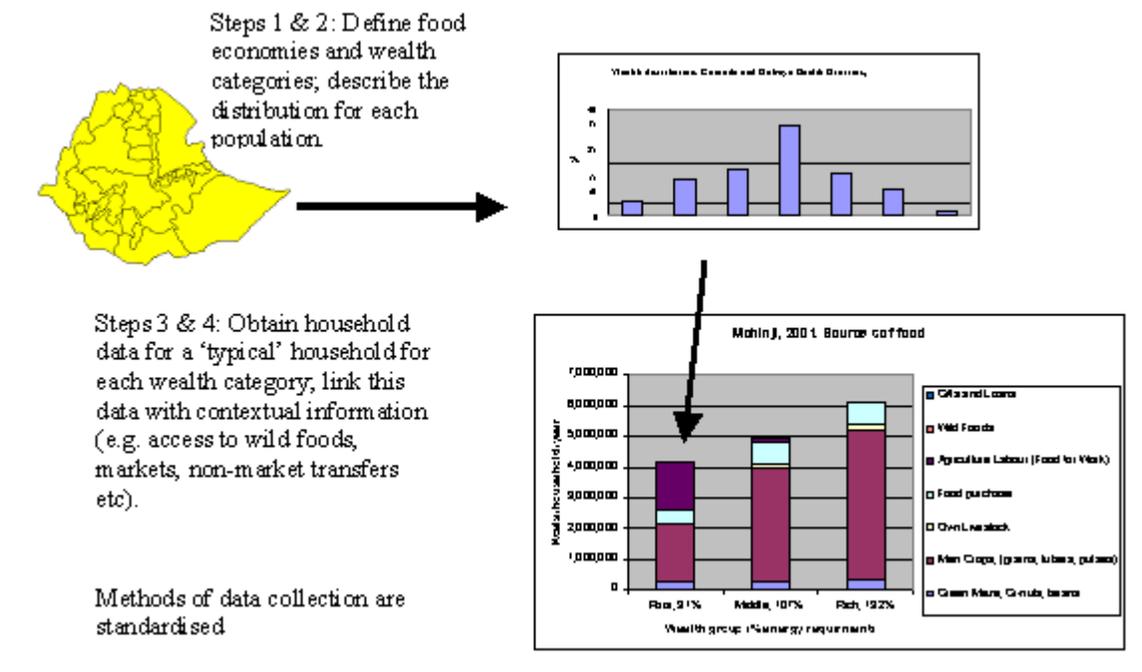
La description du contexte économique dans lequel les ménages évoluent devrait contenir toutes les informations nécessaires pour, à la fois, comprendre leur accès actuel/existant aux revenus et à l'alimentation, et les possibilités d'accroître les dits revenus dans des conditions différentes. Décrivez le contexte économique en termes de marchés utilisés par les ménages pour échanger différents produits et du travail ; les transferts non marchands de nourriture et de marchandises entre les ménages et la manière dont ils varient dans des conditions différentes ; et la disponibilité de produits alimentaires et non alimentaires sauvages qui peuvent être consommés ou échangés contre de la nourriture.

Les marchés constituent un lien entre l'économie alimentaire des ménages et l'économie au sens large. Examinez comment les ménages utilisent le marché pour générer des revenus dans le cadre des six secteurs généraux suivants : élevage de bétail, agriculture, production non alimentaire (bois de chauffage, travaux manuels), alimentation, travail rémunéré et travail indépendant. Décrivez qui vend et/ou achète quoi et où. Décrivez le marché (le lieu où l'échange se produit) et comment il fonctionne. Les marchés peuvent être des localités spécifiques dans une ville ou un village ou un lieu plus grand où les gens trouvent du travail (une zone administrative dans une autre région du pays ou même un pays étranger). Si les gens utilisent plus d'un marché, décrivez l'importance relative pour le ménage de chaque marché.

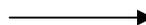
Collectez les données sur les transferts non marchands et la redistribution entre les ménages (nourriture, bétail, argent en espèces) et décrivez comment ils peuvent permettre aux ménages de répondre à leurs besoins dans des conditions où les revenus sont restreints. Obtenez des évaluations des revenus acquis grâce à des transferts non marchands, faisant partie des revenus habituels des ménages. Il peut également être nécessaire de collecter des données sur les aliments sauvages (à partir de plantes, de la chasse ou de la pêche) et de les décrire, ainsi que de déterminer quels ménages y ont accès et les utilisent. Examinez comment et à quel point les ménages peuvent faire face à une chute des revenus en développant ces sources d'alimentation.

Examinez les différences ou les changements saisonniers des niveaux et des sources de revenu. Produisez un calendrier saisonnier détaillé (voir la page X) pour montrer les différences en termes de nourriture et de revenus tout au long de l'année (périodes où la nourriture et/ou les revenus sont réduits, etc.)

Figure X : Résumé des étapes une à quatre de l'approche économie des ménages.



Étape 1 & 2 : définir les économies alimentaires et les catégories de richesse ; décrire la distribution de chaque population



Étape 3 & 4 : Obtenir les données concernant un ménage 'typique' pour chaque catégorie de richesse, établir le lien avec les informations contextuelles (c.-à-d. l'accès aux aliments sauvages, aux marchés, aux transferts non marchands, etc.).

Les méthodes de collectes des données sont standardisées

Étape 5 : Analyse

Avant de commencer toute analyse, assurez-vous que toutes les informations collectées grâce aux différentes méthodes ont été vérifiées. Vérifiez la fiabilité des données obtenues à partir de différentes sources (ou traitant de questions qui sont associées). Par exemple, vérifiez la cohérence des informations obtenues grâce aux interviews, au sein d'un même groupe et d'un groupe par rapport à l'autre. Vérifiez qu'il y a accord entre les informateurs clés et entre les interviewers. Assurez-vous de la fiabilité des sources écrites, des observations faites et de toute autre expérience relatée.

Une fois les données vérifiées, utilisez la description comme ligne de base à partir de laquelle comprendre l'impact probable de tout changement dans le contexte économique sur l'économie alimentaire, qui pourrait se produire en raison d'une modification de politique ou de sa mise en oeuvre. Définissez les transformations prévues dans le contexte économique qui peuvent se réaliser en raison d'un changement de politique ou de la mise en oeuvre/changement de programme. Les changements peuvent affecter n'importe laquelle des sources "normales" de revenu des ménages, ou le contexte économique au sens large dont ils dépendent pour réaliser des échanges (par ex., le changement du prix d'une denrée produite ou consommée par le ménage), ou une combinaison des deux.

Une série de calculs peut être faite pour étudier de manière systématique les effets probables d'un changement de politique sur l'économie des ménages (en termes à la fois de type et de taille). Ceci est plus facilement réalisé en utilisant un tableur ("*spreadsheet*") ou en utilisant le logiciel RiskMap qui permet de faire des calculs multiples rapidement ainsi que de développer divers scénarios en utilisant une gamme de valeurs où il existe une incertitude au sujet de l'importance de certaines variables.

Les données sont rassemblées durant la recherche peuvent devoir être converties, d'unités locales (sacs, boîtes, etc..) en unités standard (kilogrammes, litres etc.). L'autre unité utilisée concernera l'argent en espèce (habituellement la devise locale). Pour équilibrer le budget du ménage, le revenu utilisé pour l'alimentation devra être exprimé en kilocalorie (kcal).

Approche alternative : Le Modèle intra ménage

L'approche Modèle intra ménage (*Intra Household Model (IHM) approach*) qui est en cours de développement est une extension de l'outil HEA, conçue pour élargir le champ des applications possibles. Contrairement au HEA, l'IHM utilise les ménages individuels comme unité d'analyse, plutôt que les ménages typiques d'une catégorie spécifique de richesse. Ceci permet de développer une

analyse plus utile lorsque l'impact d'un changement de politique (ou 'choc') n'affecte pas de la même manière tous les ménages d'une économie alimentaire (par ex., la perte de revenus pour cause de morbidité/mortalité due au VIH-SIDA). Le but général de l'IHM est de modéliser, à un coût raisonnable, la capacité des ménages dotés d'un ensemble donné d'actifs (terres, travail, capital, etc.) dans une zone économique définie, d'exploiter les options économiques qui leur sont disponibles. Il vise également à prévoir l'impact du changement (par ex. quant à l'accès au crédit, au travail rémunéré, aux extrants de production, etc.) en termes de capacité économique de ce ménage et afin de produire des informations utilisables dans le cadre des interventions ou des politiques. Informations qui peuvent également fournir un cadre permettant la poursuite des recherches.

Alors que les HEA et les IHM sont techniquement similaires, les différences incluent l'échantillonnage aléatoire des ménages et l'utilisation des questionnaires individuels des ménages qui, en plus des données sur les sources en matière d'alimentation, de revenus et dépenses, permettent également de collecter des informations détaillées sur la démographie des ménages. Les résultats sont présentés en tant que revenu disponible net, plutôt que comme "capacité des ménages d'acquérir de la nourriture".

Étude de cas : Impact des changements affectant le marché global du café sur les ménages pauvres en Ouganda

L'Approche Économie du ménage a été appliquée à toute une série de questions concernant la pauvreté et le développement. Il s'agit par exemple du paiement des services de base, la fourniture de services axée sur la demande, les réponses au VIH/SIDA, la pauvreté urbaine, la sécurité en matière de moyens de subsistance dans les zones rurales, la conception de filets de sécurité sociale, la micro-finance et l'épargne et le crédit.

Dans le cadre de l'amélioration des politiques de développement grâce à la réalisation d'une AIPS ex-ante, l'approche économie du ménage a été utilisée pour étudier l'impact sur les ménages pauvres des changements de politiques commerciales (tels que la réduction ou l'abolition des droits d'entrée sur les textiles dans une zone pauvre (Nairobi, Kenya), où se trouvent des usines textiles) et l'accessibilité des services de base (en identifiant l'impact probable de l'introduction de redevances d'utilisation pour l'approvisionnement en eau au Sri Lanka et le point au delà duquel les ménages pauvres perdent les moyens d'accéder à l'eau propre, durant les bonnes et les mauvaises années).

En Ouganda, une étude utilisant une adaptation de l'approche Économie du ménage a été entreprise dans quatre sites pour examiner les impacts des changements relatifs au marché global du café sur la pauvreté des ménages, en tant qu'élément d'un programme de recherche concernant quatre pays et financé par le DFID. Le district de Mpigi dans le centre de l'Ouganda possède trois types

principaux d'économie alimentaire : pastorale demi-sec ; axée sur la pêche en climat de plaine ; et de culture du café ("*mid-coffee growing*"). Deux lieux ont été choisis dans la zone de culture du café "*mid-coffee*", là où le café Robusta de moindre valeur est cultivé, afin d'obtenir des informations sur les options existantes en termes de production et d'emplois pour les ménages dans cette zone de production raisonnablement bien intégrée à l'économie au sens plus large. Deux autres lieux ont été choisis dans le district de Mbale (dans les hautes terres de l'Est), une région productrice de café Arabica de premier plan, faisant partie de la zone d'attraction commerciale d'une association de marketing de café de spécialité. Deux économies alimentaires distinctes existent à Mbale, caractérisées par la culture du café de montagne (25 pour cent de la zone) et la culture du coton dans les basses terres (75 pour cent de la zone).

Les données ont été collectées à partir de sources secondaires, d'informateurs clefs et d'interviews de ménages. Dans tous les sites un échantillon représentatif de ménages a été déterminé pour être interviewé et les méthodes d'économie des ménages utilisées pour décrire et quantifier les composants des revenus et dépenses des ménages, y compris la production alimentaire et l'emploi. Les données ont permis de faire des comparaisons entre les revenus et le niveau de vie de différents ménages et entre les quatre lieux, sur la base du revenu net disponible (c.-à-d. la part de revenu qui reste après que le ménage ait satisfait ses besoins alimentaires). Les données concernant les dépenses des ménages ont été également utilisées pour établir "un niveau de vie minimum" conforme aux Objectifs de développement pour le millénaire.

Les ménages de tous les sites ont obtenu leur nourriture et leur revenu en espèces à partir d'un large éventail de sources et l'emploi rémunéré a constitué une portion élevée du dit revenu. Des différences significatives sont cependant apparues entre les divers sites : dans les deux sites de Mbale, le café est une source importante de revenus, fournissant jusqu'à 10 pour cent du revenu total ; à Mpigi, les ménages ont diversifié leurs activités en produisant du *mairunge* (qat) dans un site (où cette production représente pour plus de 10 pour cent du revenu total), mais dans l'autre site la diversification (production autre que de café) ne s'est pas faite à la même échelle. Les bénéfices de la culture du *mairunge* sont supérieurs à ceux du café et ainsi le premier site de Mpigi est relativement plus riche à cause de cela.

L'effet d'un changement du prix du café au niveau de la production sur le niveau de vie des ménages a été simulé en utilisant un modèle arithmétique simple. La chute du prix du café a eu un impact significatif sur le revenu net disponible et le niveau de vie de certains ménages. Ceci a été principalement le cas de Mbale pour les niveaux moyen et supérieur des revenus, et également celui du site plus pauvre de Mpigi pour une large gamme de revenus. À l'extrémité inférieure de la distribution, la chute s'élève à environ 20 pour cent du coût calculé du niveau de vie minimum (c.-à-d. autour 5 000 ug SH).

De façon générale, la modélisation utilisant l'approche économie du ménage indique que même si les prix du café grimpaient jusqu'aux niveaux précédents l'effondrement des prix en 2000-2001, ceci n'aurait pas un impact substantiel sur le revenu net disponible de la majorité des ménages, actuellement au-dessous du seuil concernant le niveau de vie défini dans l'étude. Celle-ci a également montré que si l'investissement dans la production, permettant d'occuper certains créneaux du marché pourrait améliorer les revenus en provenance du café, des niveaux plus élevés de richesse ont été réalisés seulement par les ménages qui ont eu accès à l'emploi salarié. Le café n'a pas fourni un moyen de sortir de la pauvreté et, en fait, les projets destinés à occuper certains créneaux du marché n'ont pas bénéficié aux ménages les plus pauvres (ils ont cependant bénéficié aux ménages à revenu moyens). Ceci soulève un certains nombre de questions relatives à divers aspects des politiques adoptées, particulièrement concernant le rapport entre le prix du café et la réduction de la pauvreté

Source : Seaman, J., Petty, C. et J. Acidri (2001)

5.3.2. Données représentatives : Protocole d'échantillonnage

Bien que le but premier de la recherche qualitative n'est évidemment pas de réaliser le degré de représentativité d'une enquête sur les ménages, il est possible grâce à un échantillonnage conçu avec soin de réaliser un niveau de généralisabilité qui va au delà des communautés choisies.

Un bon protocole d'échantillonnage sera basé sur plusieurs principes clefs et suivre un certain nombre d'étapes. C'est ainsi qu'il faudra : a) déterminer et clarifier les objectifs de l'étude ; b) produire un cadre d'échantillonnage précis ; c) choisir une taille appropriée pour l'échantillon ; d) choisir la bonne méthode d'échantillonnage ; e) fournir une justification convaincante de la procédure de sélection de l'échantillon.

Il existe de nombreux facteurs qui peuvent affecter les décisions prises dans le cadre des étapes mentionnées ci-dessus. Les objectifs de l'étude et la liste de contrôle des facteurs doivent permettre de clarifier comment la population est stratifiée dans le cadre d'un processus d'échantillonnage "hiérarchique" ou "à plusieurs degrés". La stratification permet une plus grande uniformité du cadre d'échantillonnage. [L'encadré 5.7](#) fournit des exemples des critères utilisés pour stratifier des populations. Le choix des critères dépendra des objectifs et de la portée de l'AIPS.

Une stratification de la population correctement réalisée favorise une recherche qui cible et explore les différences sociales et géographiques, par contraste avec les enquêtes sur les ménages qui cherchent à dévoiler les impacts généraux pour toutes les catégories de la population. La stratification peut être développée en utilisant la revue des informations sur le développement social existantes combinées à celles fournies par les informateurs clefs (Wilson, 2003).

Ensuite, en choisissant les sites de recherche (les communautés géographiques) et les unités de recherche (les groupes de population) au sein des sites, l'échantillonnage fondé sur la probabilité (*probability-based*) (ou "échantillonnage aléatoire") est une méthode qui permet à tout site et à toute personne d'être sélectionnés. L'avantage consiste ici en ce que les chercheurs, ou énumérateurs, peuvent avancer que leur jugement personnel n'a pas été utilisé pour la sélection (comme lorsque ces chercheurs favorisent les études de cas les plus intéressantes ou "extrêmes").

En bref, tout en n'essayant pas de répliquer l'ampleur des enquêtes sur les ménages, l'ordonnement prudent de la stratification et de la randomisation grâce à des procédures d'échantillonnage hiérarchique (ou 'multiétage') - parfois appelé *échantillonnage aléatoire stratifié*¹ - permet de faire des recherches contextuelles et approfondies qui génèrent des informations qualitatives et quantitatives à propos de groupes représentatifs de populations plus larges (Wilson, 2005)

¹ L'échantillonnage stratifié aléatoire est une technique qui permet de diviser une population en différents groupes ou classes, appelés "strates" et par la suite de constituer un échantillon au hasard, à partir de chaque strate.

Encadré 5.7. Liste de contrôle: Exemples de critères utilisés pour stratifier les populations

- Niveau du revenu/ consommation, pauvreté
- Équilibre des environnements rural/urbain
- Zones agroécologiques
- Groupes moyens de subsistance (pêche, élevage, etc.)
- Niveau de stratification socio-économique
- Groupes socioculturels et linguistiques (distingués en fonction des ensembles de droits et des opportunités)
- Niveau d'accès aux marchés

- Niveau d'infrastructure de transport et accès
- Niveau de l'infrastructure sociale
- Niveau de l'insécurité alimentaire/malnutrition
- Questions spécifiques d'exclusion sociale et culturelle (par ex., les enfants de la rue)
- Niveau de monétisation de l'économie rurale
- Questions de conflit, d'insécurité humaine

Source: Adapté de Norton et autres (2001)

5.3.3. Données robustes : Atteindre la fiabilité

Au-delà des questions soulevées dans le protocole d'échantillonnage, particulièrement le besoin de considérer un compromis entre l'ampleur et la profondeur de l'analyse, il reste le défi considérable de démontrer que les informations sont fiables et objectives. La *fiabilité* des informations dans les sciences naturelles et économiques peut être définie comme la mesure selon laquelle l'utilisation répétée des mêmes instruments fournit des mesures similaires. Les données quantitatives produites par des instruments d'enquête standards sont rendues fiables par l'utilisation de questions fermées qui génèrent des unités de données discrètes et précises. L'*objectivité* des données concerne la mesure selon laquelle de multiples observateurs peuvent être d'accord sur un phénomène et est généralement contrasté avec la "subjectivité". Ceci est réalisé dans les sciences naturelles et économiques en ne permettant pas que le chercheur influence le processus de recherche.

La *triangulation méthodologique* est largement reconnue comme principe de fonctionnement d'enquêtes qualitatives et participatives fiables, à cause de la probabilité accrue d'erreurs de non-échantillonnage dans ce type de recherches (Chambers, 1994). Denzin (1970) identifie quatre types de triangulation pour la recherche sociologique :

(i) Données : ceci implique explicitement de rechercher autant de sources de données différentes que possible, concernant les mêmes événements analysés ;

(ii) Investigateurs : de multiples observateurs qualifiés/formés peuvent aider à surmonter les limitations ou les parti-pris d'un observateur unique ;

(iii) Théorique : ceci implique la formulation d'une stratégie/conception de la recherche permettant de tester différentes théories pour expliquer un problème commun en partant du principe qu'une théorie fournira une explication plus adéquate qu'une autre ;

(iv) Méthodologique : ceci implique la tentative explicite d'intégration de différents types de méthodes de recherches pour étudier un même problème, cadre, groupe, etc., de façon à ce que les faiblesses d'une méthode soient *explicitement* compensées par les forces d'une seconde.

¹ La notion d'objectivité est fondamentale pour la tradition empiriste et indique que "les significations et les conditions de vie des sujets sont indépendantes de ces mêmes sujets" (Servaes et Arnst) et donc qu'ils peuvent être isolés, mesurés et testés.

6. Évaluer l'incertitude et les risques qui se posent à une réforme de politique

Avec la recherche se focalisant sur les politiques, il est particulièrement important de passer de l'analyse de la pauvreté à celle des *interventions en matière de politique* et leurs impacts probables sur la pauvreté. L'évaluation du risque ([section 6.1](#)) est une réflexion de fin d'exercice sur les incertitudes et les risques qui entourent les réformes de politique, qui requiert d'énoncer clairement les suppositions faites concernant ces réformes et leurs impacts. Une fois qu'une AIPS a été réalisée, il faut se demander jusqu'à quel point nous sommes sûrs que les impacts prévus se produiront et quelles sont les suppositions sur lesquelles nous basons nos prédictions en matière d'impacts ?

Les outils institutionnels, politiques et sociaux présentés dans ce Livre source sont utiles non seulement parce qu'ils permettent d'explorer la dynamique de la pauvreté, mais aussi d'identifier les risques aux niveaux macro, méso et micro, et qu'ils fournissent des conseils importants sur la manière de concevoir et de modifier des politiques permettant d'y faire face. Dans cette section nous discutons le rôle que peut jouer l'évaluation des risques dans l'utilisation des données AIPS et leur analyse, afin d'identifier et dresser la carte des risques pour les réformes de politique. Nous examinons ensuite comment l'analyse de scénario peut nous aider à choisir l'option de politique qui est la plus à même de conduire au résultat désiré

([section 6.2](#)). L'importance d'une bonne stratégie de communication est aussi notée, afin d'assurer compréhension et soutien pour ce qui concerne la politique choisie.

6.1. Évaluation du risque social

Nous avons discuté ci-dessus les modèles sociaux et abordé le concept de vulnérabilité pour comprendre les impacts en termes de pauvreté des changements de politiques, en tant que risques *pour cause de réforme*. Nous pouvons aussi appliquer le concept de risque lorsqu'on examine les dangers qui se posent à une mise en oeuvre couronnée de succès des politiques, ou les risques *à la réforme*. Ceux-ci sont des risques que nous ne pouvons pas contrôler, mais qui devraient être reconnus d'une manière transparente. Une fois ces risques identifiés, il faut aller au-delà de l'AIPS pour adopter des stratégies de gestion du risque, qui font partie du processus de dialogue sur les politiques.

Le [Guide de l'utilisateur de l'AIPS \(Banque mondiale 2003a\)](#) catégorise 4 types de risque :

- Les risques institutionnels, relatifs aux institutions du marché et de non marché où aucun échec n'a été assumé
- Les risques en termes d'économie politique, y compris le risque que des groupes d'intérêt puissants puissent saper les objectifs des réformes en bloquant la mise en oeuvre, en saisissant les avantages ou en l'inversant complètement
- Les risques exogènes, y compris les risques de chocs liés à l'environnement externe comme les chocs naturels ou les crises économiques régionales, et
- Les autres risques pays, y compris la menace d'une amplification de l'instabilité politique ou des tensions sociales

L'évaluation du risque social implique de tester la probabilité de l'invalidité de la réforme de politique (Banque mondiale, *guide de l'utilisateur du PSA*, 30). L'évaluation du risque social implique trois étapes:

(i) identifier les suppositions concernant ce qui devrait et ne devrait pas arriver afin qu'une politique puisse réaliser ses objectifs ;

(ii) prendre une décision quant à la probabilité que chaque supposition se réalisera et son importance pour la politique ;

(iii) adapter la politique à la lumière des risques identifiés. Plus une supposition importante risque d'être invalide, plus il y a de chances qu'il faille modifier la politique.

Le cadre de *Gestion du risque social* est particulièrement utile pour l'analyse de politique parce qu'il introduit la dimension temps, montrant comment les interventions peuvent être conçues pour atténuer ou même réduire la probabilité du risque, plutôt que de simplement aider les gens à faire face à un événement destructeur. La gestion du risque social permet aux individus, ménages ou communautés (sociales /géographiques) de gérer leurs actifs, afin de :

- réduire la probabilité du risque (par exemple grâce à une production présentant moins de risques ou la migration);
- atténuer l'impact d'un événement particulier (souvent en diversifiant les stratégies ou grâce à une assurance); ou
- faire face aux conséquences d'un choc (souvent par le désinvestissement, les ventes d'actifs ou en empruntant).

Le Cadre de gestion du risque social permet aussi de comprendre l'interaction entre stratégies formelles et informelles visant la réduction de la pauvreté, afin que les décideurs puissent concevoir des interventions qui les complètent au niveau local plutôt que de les saper. Comprendre la vulnérabilité en termes de gestion du risque social permet aux décideurs et praticiens de concevoir des interventions marchandes et non marchandes, afin d'appuyer et d'améliorer la gestion informelle du risque. Le contenu de ce cadre est résumé dans le [tableau 5.3](#) et est appliqué à l'étude de cas d'abolition des redevances payées par l'utilisateur en [Ouganda](#).

Tableau 5.3. Stratégies et dispositions en matière de gestion du risque social : redevances pour services rendus en Ouganda

Stratégies	Informelles /Personnelles	Formelles/Basées sur le marché	Formelles/Publiques/
Réduction du risque			
	• Production moins		• Normes du travail

	<ul style="list-style-type: none"> risquée • Migration • Alimentation et pratiques de sevrage appropriées 		<ul style="list-style-type: none"> • Formation pré et en cours d'emploi \ • Politiques du marché du travail • Réduction du travail des enfants • Politiques concernant l'invalidité-infirmité • Politiques macroéconomiques • Prévention du SIDA et d'autres maladies
Atténuation du risque			
Portfolio	<ul style="list-style-type: none"> • Emplois multiples • Investissement dans les actifs humains, physiques et immobiliers • Investissement dans le capital social (rituels, cadeaux) 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement dans de multiples actifs financiers • Microfinance 	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes de retraite "multi-pillar" • Transferts des actifs relatifs à la pauvreté (particulièrement concernant les femmes) • Permettre aux pauvres d'accéder aux marchés financiers
Assurance	<ul style="list-style-type: none"> • Mariage/famille • Dispositions communautaires • Métayage • "Travail lié" 	<ul style="list-style-type: none"> • Annuités de retraite • Assurance invalidité-infirmité, accident et autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurance chômage • vieillesse, invalidité, de survie, maladie, etc.
Faire face au risque			
	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs immobiliers • Emprunter de chez les voisins • Transferts intra-communautaires/ charité • Faire travailler les enfants • Désinvestissement en capital humain 	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs financiers • Emprunt bancaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Transferts/ Assistance sociale • Subventions • Travaux public

Source : Adapté de Jorgensen et Van Domelen (2000).

6.2. Scénarios à considérer pour traiter l'incertitude

Dans l'AIPS, il peut y avoir plus d'un contrefactuel possible et, habituellement, plus d'un mélange d'interventions à considérer pour réaliser

les objectifs désirés. Ceci dépendra de ce qui est étudié ou proposé. Certaines réformes de politique se prêtent à la considération de multiples scénarios, d'autres pas. L'AIPS relative à Tchad coton par exemple, a permis de prendre en compte un certain nombre de combinaisons de politiques à adopter dans le cadre de la privatisation au sens large. Par contre, l'annulation proposée des subventions accordées pour le carburant au Yémen, a suscité l'adoption de politiques spécifiques dans le cadre de l'AIPS, bien qu'avec plusieurs options en termes de calendrier d'élimination graduelle de la subvention.

En plus d'un certain nombre d'options de politique, différentes suppositions peuvent exister dans le cas de chaque option particulière. Ces suppositions se déterminent en testant les résultats possibles de la politique en question. Pour comparer ces différentes politiques et suppositions, il est utile de développer un certain nombre de scénarios. L'analyse des scénarios nous aide aussi à tester la robustesse des impacts du changement de politique que nous avons prédits.

Dans de nombreux cas, particulièrement dans le cadre d'une AIPS réalisée avant les réformes, il est difficile d'estimer de manière précise l'impact d'une intervention en comparaison à une situation où aucune intervention n'est faite. En outre, même si les objectifs d'une politique particulière ont été réalisés, il est très difficile, après la réforme, d'établir si la politique en question en est responsable ; d'autres facteurs, y compris d'autres initiatives de politique peuvent l'être. Ainsi, nous devons mesurer ce qui ce serait produit sans intervention, c'est-à-dire le contrefactuel (ou cas de base). Des structures analytiques peuvent donc être appliquées tant au scénario contrefactuel qu'au(x) scénario(s) (avant, pendant ou après) de changement de politique. Ce n'est que de cette manière que nous pouvons commencer à évaluer la dimension et la nature de l'effet marginal du changement de politique.

Une évaluation réaliste des options qui s'offrent à un gouvernement dans tout contexte spécifique, peut constituer le cadre du scénario. Envisager des options et les examiner permet aux décideurs de mieux comprendre les diverses actions qu'ils peuvent conduire. Le processus qui consiste à considérer plusieurs scénarios est basé sur les données produites dans le cadre des recherches relatives à l'AIPS. Nous discutons plus bas la considération de différents scénarios.

6.2.1. Identifier le contrefactuel ou scénario de base

La première étape est d'identifier et analyser par catégories appropriées (secteur, région, revenu par cohorte, sexe, etc.) des variables pertinentes (par exemple : distribution des revenus, consommation, accès aux biens et services, emploi, types d'activité industrielle et commerciale, exclusion sociale et capacité à participer, influence, etc.). Il faudra identifier et analyser :

- a. Comment le système actuel fonctionne dans la réalité et quelles sont les tendances actuelles (c'est-à-dire le contrefactuel). Ceci est un exercice pratique basé sur les données secondaires existantes (données administratives, enquêtes sur les ménages et les activités d'affaires, rapports, etc.) et la collecte de données primaires (enquêtes, collecte participative de données, évaluations rapides, etc.). Il s'agit d'analyser ce qui se produit en réalité. Les données qualitatives fournissent un contexte aux données quantitatives. Il peut souvent être très utile d'intégrer des questions qui ne sont pas couvertes dans les données 'officielles' et qui guident également la conception des enquêtes.
- b. L'influence de différents dépositaires d'enjeux (actuels et potentiels) et comment cette influence explique la nature du système actuel (ce qui devrait se produire par rapport à ce qui se produit en réalité).

6.2.2. Identifier les scénarios de réforme des politiques

Il peut y avoir plus d'une politique possible pour atteindre les résultats désirés et différentes façons de mettre en oeuvre chaque politique pour les obtenir. La deuxième étape concernant les scénarios théorise l'impact souhaité des diverses options en matière de réforme de politique. Les scénarios permettent des comparaisons entre ces différentes options et le contrefactuel. Ils peuvent tenir compte des différents objectifs. Les sources des scénarios peuvent inclure :

- les idées qui circulent dans le pays ;
- l'expérience acquise ailleurs avec des politiques/réformes de type similaire;
- les domaines identifiés comme 'au-dessous' ou 'au-dessus' influencés par la politique actuelle.

Des techniques spécifiques peuvent être utilisées afin de faciliter ce processus d'identification de scénarios pour évaluer le risque et l'incertitude dans le cadre des réformes de politique. Ils incluent l'analyse de scénario et les 'Outils pour penser'. [L'analyse de scénario](#) est un exercice participatif basé sur un processus facilité de brainstorming (de réflexion en commun), la collecte rigoureuse de données pour examiner les questions soulevées durant le dit brainstorming et la création de trois à quatre situations futures plausibles (des scénarios) dans le cadre desquels une réforme sera réalisée. L'analyse de scénario donne aux décideurs la possibilité : (i) de "pré-tester" la performance d'une réforme de politique dans différentes situations plausibles, permettant la création de plans alternatifs ; (ii) d'évaluer le degré d'appropriation par les dépositaires clefs de l'agenda de la réforme ; (iii) d'obtenir un appui pour l'agenda de la réforme en incluant les dépositaires d'enjeux dans les discussions concernant les scénarios à concevoir.

Les [Outils pour penser](#) sont un système de planification basé sur un logiciel que GTZ a utilisé pour aider les personnes concernées par les réformes de politique à en comprendre la structure et la dynamique, en définir les objectifs et priorités, évaluer les scénarios alternatifs, choisir une stratégie de réforme réalisable et évaluer les risques qui se posent à sa mise en oeuvre. Comme pour l'analyse de scénario, l'outil permet aux participants de mettre en commun leur savoir, avec l'avantage complémentaire d'utiliser des graphiques illustratifs, d'une manière qui leur permet de mieux comprendre une situation complexe ainsi que la portée et les options en termes de réforme.

Nom de l'outil : Analyse de scénario

Nom de l'outil : Analyse de scénario	
Qu'est-ce?	L'analyse de scénario est un exercice participatif basé sur un processus facilité de brainstorming et la collecte rigoureuse de données, pour explorer les questions soulevées durant le brainstorming et la création de trois à quatre situations futures

	<p>plausibles (des scénarios), dans lesquels la réforme pourrait se faire. Ces scénarios sont différenciés par des discontinuités plausibles (comme un changement de gouvernement, une dévaluation de la monnaie ou un changement majeur des prix des denrées marchandes ou des intrants), mais tient compte de facteurs prévisibles significatifs (comme les tendances démographiques).</p>	
A quoi sert-il?	<p>L'analyse de scénario est prévisionnelle et est généralement utilisée pour analyser de mauvais investissements ou des changements majeurs de l'orientation stratégique. Le processus est particulièrement adapté pour réconcilier les différentes perspectives des dépositaires concernant certaines décisions litigieuses. Les "scénarios civiques" ont été utilisés pour réunir les leaders de groupes politiques différents afin de proposer des alternatives durant la transition politique en Afrique du Sud et celle faisant suite à l'abandon de la violence en Colombie et au Guatemala. Les scénarios ont aussi été utilisés pour réunir des leaders communautaires, des écologistes, des politiciens et des spécialistes du transport pour élaborer des plans stratégiques à long terme pour les investissements dans les transports au niveau des États aux États-unis d'Amérique.</p>	
Que nous dit il?	<p>L'analyse de scénario offre aux décideurs la possibilité : (i) de "pré tester" la performance d'une réforme de politique dans différentes situations plausibles, permettant la conception de plans alternatifs ; (ii) d'évaluer le niveau d'appropriation de l'agenda de la réforme de la part des dépositaires clefs ; (iii) d'obtenir un appui pour l'ordre du jour des réformes grâce à l'inclusion des personnes concernées dans les discussions concernant les scénarios, afin de comprendre en commun les questions clefs relatives à la réforme</p>	
Outils complémentaires	<p>Utilisé en conjonction avec des modèles économiques et l'analyse sociale, qui peuvent servir d'intrants analytiques dans le cadre du processus de conception de scénario et l'analyse des dépositaires, laquelle permet de déterminer les groupes clefs à considérer dans différents scénarios. Peut être utilisé en conjonction avec le logiciel "Think Tools".</p>	
Éléments clefs	<p>Les éléments d'une analyse complète de scénario sont : (i) des ateliers de scénario préliminaires qui rassemblent les personnes concernées pour réfléchir en commun ("brainstorm") sur les questions clés de l'agenda des réformes ; (ii) la collecte de données où un chercheur rassemble les informations appropriées concernant les questions identifiées dans les ateliers ; (iii) des ateliers de conception de scénarios où les personnes concernées élaborent des scénarios alternatifs; (iv) un processus de dissémination où les scénarios sont réduits à des notes d'informations d'une page et disséminées auprès du public via la presse écrite, la télévision et la radio.</p>	
Exigences	Données	<p>L'analyse de scénario nécessite : (i) des informations économiques, y compris des projections économiques standard ; (ii) des informations démographiques ; (iii) des informations spécifiques concernant les questions pertinentes ; (iv) un profil de base de l'économie politique d'un pays ainsi que de ses caractéristiques ethniques, linguistiques et religieuses.</p>
	Temps nécessaire	<p>Les ateliers d'une durée pouvant atteindre trois jours, à tenir au cours de périodes allant jusqu'à plusieurs mois, selon la disponibilité des informations produites grâce à l'analyse économique et aux TIPS concernant les AIPS, ainsi que d'autres documents d'analyse de politique.</p>
	Aptitudes	<p>Un individu avec des compétences solides en matière de facilitation et doté d'une expérience spécifique à diriger des exercices de scénario. La capacité de comprendre et d'aborder l'AIPS selon des perspectives disciplinaires différentes et d'utiliser cette analyse dans la conception de</p>

		scénario.
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Un petit exercice pour s'assurer que les suppositions des décideurs sont questionnées coûterait approximativement US\$10 000. Un exercice entier avec des ateliers participatifs conçus pour obtenir un appui de la part des déposataires pourrait coûter jusqu'à US\$30 000
Limitations	Une analyse de scénario couronnée de succès dépend des compétences des facilitateurs et du choix des participants. Le processus étant participatif et basé sur une appréhension subjective, il est plus adapté aux questions stratégiques plutôt que tactiques.	
Références et applications	<p>Maack J (2001). Scenario Analysis: A Tool for Task Managers (<i>Analyse de scénario: Un outil pour les gestionnaires de projet</i>). Social Development Paper Number 36. Washington DC</p> <p>Pruitt B (2000). UNDP Civic Scenario/Civic Dialogue Workshop. Antigua, Guatemala, Nov 8-10,</p> <p>Planning scenarios: Envision Utah (1997-2000): http://governor.utah.gov/dea/qget/Archives/Scenario_Analysis/scenario_analysis.htm</p> <p>Civic scenarios: South Africa, Mont Fleur Scenarios (1992 -) http://www.gbn.org/public/gbnstory/articles/ex_mont_fleur.htm</p> <p>Colombia, Destino Colombia (1998 - http://www.gbn.org/public/gbnstory/articles/ex_destino.htm)</p>	

Nom de l'outil : 'Outils pour penser'

Nom de l'outil : 'Outils pour penser' Suite 5.0	
Qu'est-ce?	Un logiciel de facilitation et de modération pour le développement de stratégies : modèles avec contenu des discussions menées par les modérateurs/facilitateurs sur un écran imputant les informations fournies par les participants. Les connaissances des participants peuvent ainsi être réunies de manière à favoriser l'appréhension d'une situation complexe ainsi que le développement d'une stratégie en commun.
A quoi sert-il?	Les participants conçoivent en commun un 'paysage système' (<i>system landscape</i>) et analysent les corrélations entre les facteurs. Les facteurs clefs et les boucles d'asservissement du système sont singularisés, en même temps que l'orientation et la force de leur impact. Ainsi, les pilotes clefs du système peuvent être identifiés, où, en agissant, l'on peut susciter de fortes répercussions à travers tout le système (Analyse de système). Ces pilotes clefs sont par la suite combinés et utilisés pour faciliter la compréhension de l'impact, les synergies et les compromis entre les diverses combinaisons d'actions dans des secteurs de politique choisis (Développement d'options) Un ensemble [de plans] d'actions cohérents et pertinents eu égard à la politique apparaît alors, qui forme la stratégie. Diverses stratégies sont alors évaluées par

	rapport à leurs performances vis-à-vis des différents objectifs dans le temps (Évaluation des options). La réalisation possible de la stratégie est modélisée sur divers niveaux dans une présentation dénuée de risques (Évaluation du risque). Dernier apport : dans un système de contribution concentrique (Carte de score), les flux d'impacts et le poids relatif de différentes actions par rapport à un certain objectif peuvent être modélisés et analysés	
Que nous dit il?	<ul style="list-style-type: none"> • Décrit le fonctionnement d'un système tel que compris grâce aux interprétations interdisciplinaires combinées des experts • Aide à identifier les agents clefs et établit ainsi les priorités • Guide le développement d'options de stratégie • Favorise l'évaluation d'options • Facilite la présentation de flux de contribution complets dans des systèmes multi facteurs • Aide à identifier une stratégie cohérente • Permet l'installation d'un système de contrôle de gestion 	
Outils complémentaires	Les Outils pour penser peuvent utiliser toutes les formes de données et d'analyse AIPS, bien qu'ils bénéficient directement de l'expertise des participants (à l'exercice). Ainsi, par exemple, le Questionnaire sur la gouvernance fournit des données complémentaires au logiciel Outils pour penser	
Éléments clefs	Un groupe de personnes qui possèdent un mandat et un intérêt communs pour trouver des solutions dans le cadre d'un environnement complexe et pour qui le temps est une priorité (pour ce processus décisionnel) est nécessaire. Ce groupe devra réaliser ce qui suit : Analyse de Situation, Développement d'options, Évaluation des options, Carte de score, Évaluation des risques.	
Exigences	Données	Les exigences en matière de données sont comparativement moindres, car les informations sont acquises grâce à la participation active des experts participant à l'exercice
	Temps nécessaire	Ateliers de travail d'une durée allant jusqu'à trois jours.
	Qualifications	Compétences en matière de modération/facilitation. Une formation à l'utilisation du logiciel Thinktool (à acquérir avec le logiciel ou par le biais du Programme Thinktool de GTZ) est nécessaire.
	Logiciel d'appui	Think Tool 5.0
	Coût financier	Une Licence coûte environ 10 000 euros, à laquelle il faut ajouter le coût de la formation à l'utilisation du logiciel. Ainsi le coût d'établissement des capacités internes sera au minimum d'approximativement 20 000 euros. Cependant, si l'intention est de fournir des services de développement de stratégie une fois, deux ou trois fois seulement, il est alors recommandé d'embaucher deux modérateurs

	formés et expérimentés du Programme Thinktool de GTZ
Limitations	L'outil est le plus efficace lorsque la question traitée implique un haut niveau de complexité et que le groupe de participants à l'atelier de travail possède les informations nécessaires ainsi que le pouvoir de décision.
Références et applications	L'outil a été utilisé dans divers projets, et plus d' informations peuvent être obtenues à l'adresse suivante : GTZ Thinktool Program, Klaus Reiter, klaus.reiter@gtz.de ou Christopher Mallmann, Développement de la Stratégie PRSP/AIPS en Arménie, gtz-prsp-armenia@cornet.am

Étude de cas : Utilisation des ‘Outils pour penser’ dans le cadre de l’AIPS relative au secteur social d’Arménie

Outil de soutien à la facilitation du développement de stratégies et conseils au gouvernement en matière d'évaluation comparative et de conception de politiques (Présentation en cours)

Christopher T. Mallmann
Strategy Development Project
GTZ Armenia

Introduction

Après l'adoption de la Stratégie arménienne de réduction de la pauvreté (PRS) et le commencement de sa mise en oeuvre avec des plans d'action sectoriels, et après avoir obtenu un statut juridique grâce à un décret gouvernemental, des discussions techniques concernant les décisions de mise en oeuvre ont été tenues au sein et entre ministères. Alors que certains projets de réforme (le plan d'action décrit près de 300 projets à l'échelle gouvernementale) sont bien compris et préparés par les ministères (projets souvent financés par les bailleurs de fonds), d'autres ont suscité des désaccords entre le Ministère de l'Économie et des Finances qui coordonne la PRS et les ministères concernés, responsables de leur mise en oeuvre.

GTZ a été chargé par le gouvernement arménien d'une AIPS concernant le secteur social, où de nombreux projets de réforme sont censés avoir un impact réel et immédiat sur le seuil de pauvreté des retraités, des familles, des chômeurs et des groupes ayant des besoins spéciaux. Les objectifs de la réforme et les mesures correspondantes faisant partie de la Stratégie du gouvernement et qui ont fait l'objet d'un accord, sont à présent questionnés quant à leur adéquation assumée et les résultats attendus pour la population cible.

L'approche : Outil de soutien à la facilitation/modération

Le Ministère des Affaires Sociales d'Arménie dispose déjà de politiques relatives au marché du travail tant actives que passives et doit ainsi prendre en compte les compromis que toute décision de politique sous contraintes financières implique dans la réalité. Comment l'assistance technique grâce à des outils de développement de stratégie modernes peut-elle faciliter la prise de décisions et contribuer au consensus à propos des mérites, coûts et implications des diverses options et combinaisons de politiques ?

Nous devons en premier lieu essayer de modéliser des alternatives dans un système de contribution concentrique, comme indiqué plus haut dans le diagramme. Pour des détails bien différenciés et pour en même temps dépolitiser les discussions, les options sont rendues comparables grâce à l'application de critères qui devraient s'appliquer à toutes les politiques du secteur examinées : efficacité, redistribution, caractéristiques financières et administratives (qui devront être examinées). Les critères eux-mêmes sont justifiés grâce à des variables mesurables ou indicateurs, qui peuvent être utilisés pour la modélisation des aspirations divergentes ou le suivi ex-post des résultats.

L'anneau extérieur d'indicateurs, étant donné la métrique et les estimations communes concernant les lignes de bases ou les tests de performance, montre les performances (attendues) par puce (*bullet*). Toutes les puces qui contribuent au niveau suivant composent la performance des critères scannés. Ainsi, les politiques dont le score est le plus élevé eu égard aux performances attendues fourniraient une contribution plus élevée à la réduction de la pauvreté. En compensant les différences entre les critères - par exemple, un score élevé pour l'égalité et un score moindre pour l'administration peut être retracé. S'il est utilisé comme outil de gestion du risque, les chemins de performance respectifs montrent les domaines sources de préoccupation, sur lesquelles une stratégie devrait se concentrer. Dans l'exemple ci-dessous, les performances en matière de placement sont élevées en termes d'impact sur l'emploi (critères d'efficacité), mais faibles pour ce qui est de l'impact redistributif (bien que le ciblage reçoive un score très élevé) et le financement --ainsi le score est en général bien en dessous de la moitié du maximum.

Dans le processus arménien, le groupe de travail du PRS a en fait introduit la proposition dans la Stratégie afin d'éliminer progressivement certaines mesures passives concernant le marché du travail et utiliser les ressources pour des politiques actives alternatives --pour être mise en oeuvre par la suite par des organisations du secteur privé. Non sans surprise, la proposition a recueilli des objections au sein du ministère. Dans le processus de négociation bilatéral qui a suivi, chaque partie a le plus souvent mis en avant ses propres évaluations ou projections pour signifier l'impact plus élevé de ses options préférées respectives -- et, dans certains cas, ne se souciant pas même de justifier ses choix de politique.

Après que les deux ministères aient envoyé des délégués pour faciliter les consultations et réunions de prise de décision, où les politiques en question sont discutées dans le détail utilisant des critères ayant fait l'objet d'un accord, les comparaisons sont devenues plus claires et les arguments compréhensibles.

La carte de score des Outils pour penser ("*Thinktools*") permet diverses applications afin que les appréciations des différents acteurs ou les dates fatidiques ("*time horizons*") puissent être modélisées et comparées immédiatement. Chaque critère, justifié grâce à un ensemble d'indicateurs ou de variables, contribue visiblement au score général tout en montrant les évaluations des performances individuelles. Le poids relatif de toutes les contributions peut cependant être changé dans l'outil selon des considérations stratégiques, politiques ou autres - et peut ainsi refléter les différentes priorités et objectifs des fonctionnaires présents. On pourra probablement toujours compter sur les fonctionnaires du ministère des Finances pour mettre l'accent sur la nécessité d'un financement sain, alors que le personnel des ministères concernés du secteur social pourrait quant à eux insister sur les aspects distributifs de la même politique.

Conclusion

Pendant les réunions (modérées) de prise de décision, concernant les politiques, l'effet visible de l'évaluation par score sur le niveau des indicateurs ou en donnant un certain poids aux contributions individuelles aux divers critères, est une meilleure compréhension commune des performances (attentes) plus élevées au niveau réalisation des objectifs. Défendre les options préférées face aux critiques - et possiblement en présence de représentants de la société civile impliqués dans le processus-- signifiera discuter les cas respectifs de manière beaucoup plus convaincante, car il devient évident que l'estimation d'alternatives en matière de politiques n'est pas seulement une question de point de vue politique ou une fonction immédiate des loyautés des ministères concernés. L'acceptation d'un compromis peut être bien plus possible si les choix sont rendus comparables grâce à des critères et variables compréhensibles et acceptables par les parties impliquées. Les estimations nécessairement différentes des corrélations et le parti pris des uns envers les autres, ou les autres critères de différents ministères, peuvent ainsi être visualisés pour montrer les compromis possibles et rendre les implications plus claires.

Les deux parties bénéficient d'assistance non seulement pour mieux présenter leurs arguments, mais aussi pour comprendre plus clairement les raisons du ministère opposé. L'acceptation d'un compromis devrait être facilitée dans la mesure où les critères --et les variables qui en constituent la base- - sont considérés comme points communs.

L'approche devrait ainsi permettre de faciliter :

- l'adoption d'un consensus sur les critères généraux applicables afin d'être comparés ;
- leur justification grâce à des résultats attendus mesurables ;
- de faire le lien avec une discussion future sur le suivi entre les participants, sur la même base ;
- l'organisation de groupes de réflexion, y compris sur la prise de décisions dans des situations complexes

6.2.3. Analyser l'impact de chaque scénario par rapport au contrefactuel

Utiliser les catégories de la section concernant le contrefactuel et chercher à établir le meilleur équilibre possible entre des objectifs contradictoires. Pour chaque scénario il faut identifier :

- les avantages et les inconvénients ;
- comment les impacts attendus et réels des scénarios de politique peuvent être comparés en expliquant les divergences significatives qui peuvent être causées par des problèmes de mise en oeuvre (y compris le manque de ressources et le manque de clarté des règles), le manque de "choix rationnel" et avec elle l'influence des pratiques politiques et culturelles des différents groupes ;
- les actions nécessaires (administratives, institutionnelles, etc.) permettant de répliquer aux réactions négatives aux changements, par ceux en mesure de répondre ; prenant plus particulièrement note des activités visant à poser des entraves et les comportements de recherche de rentes, ou d'autres distorsions ;
- d'autres mitigations nécessaires pour traiter tout impact négatif à court terme sur le bien-être des groupes de pauvres et vulnérables ;
- les mécanismes de suivi et d'évaluation qui pourraient être utilisés pour faciliter et guider la mise en oeuvre des politiques.

6.2.4. Comparer et déterminer le scénario préféré

En se basant sur l'analyse de chaque scénario, il faut décider lequel (lesquels) répond (répondent) le mieux aux objectifs exigés au moindre coût. Ceci peut nécessiter de classer les options ou d'effectuer une analyse coût

avantage plus détaillée. Il faudra ensuite fournir aux décideurs une liste des priorités recommandées, en exposant clairement les critères par rapport auxquels les priorités ont été établies.

7. Conclusions

Ce livre source présente une gamme d'outils institutionnels, politiques et sociaux permettant de comprendre la dynamique des réformes de politique aux niveaux macro, méso et micro, ainsi que pour évaluer les incertitudes et les risques qui se posent à elles. Bien que les outils présentés ici puissent être choisis de manière sélective, réaliser une analyse à chaque niveau est essentiel pour une AIPS efficace. Au niveau macro, ces outils nous permettent de comprendre le contexte historique, le climat politico-idéologique, les dimensions politico-institutionnelles et la composition sociale et économique du pays qui s'engage à réaliser des réformes de politique. Le livre source fournit également des conseils sur les contextes des réformes, présentant les outils qui permettent d'analyser les motivations pour les réformes, la nature et la force de l'opposition et les différences en termes de pouvoir et d'intérêts.

Au niveau méso, les outils présentés permettent de mieux comprendre les règles et mesures d'incitation qui jouent un rôle dans la mise en oeuvre des réformes de politique, exprimées à la fois en termes de mesures fondées sur les prix et de cultures organisationnelles et normes sociales moins prévisibles. Aux niveaux méso et micro, les structures et les outils contribuent à une meilleure analyse des impacts distributionnels des réformes de politique, en identifiant les gagnants et les perdants et en expliquant la dynamique de la pauvreté au niveau local. Finalement, le livre source fournit des conseils pour l'évaluation des risques, un processus de fin d'exercice important pour prévoir les impacts des différentes réformes possibles sur la réduction de la pauvreté tout en mettant en évidence les risques et les incertitudes qui leurs sont liées.

Le livre source souligne le fait que ces outils sont les plus efficaces lorsqu'ils sont intégrés dans des méthodologies multidisciplinaires d'évaluation des impacts sociaux et sur la pauvreté. Les outils présentés sont basés sur des cadres méthodologiques et analytiques qui diffèrent des outils économiques habituels, mais ajoutent une valeur empirique et une

profondeur analytique à l'analyse économique. En promouvant ce livre source nous soutenons l'argument que l'analyse des politiques consiste à faire plus que privilégier des méthodes, approches ou données spécifiques. Une attention aux questions théoriques et une méthodologie rigoureuse mais adaptée aux objectifs sont les éléments essentiels d'une politique de réduction de la pauvreté axée sur les faits probants. L'instrument AIPS fournit une occasion de renforcer et de tirer profit de ce pluralisme théorique et méthodologique.

Finalement, il est important de répéter que le succès de toute AIPS peut être mesuré selon qu'elle réalise ses objectifs de réduction de la pauvreté et de conception de politiques axées sur les faits probants et inclusives. L'AIPS, en tant qu'ensemble de faits probants, n'aura d'influence sur les réformes de politique que comme véhicule pour le renforcement de l'appropriation des réformes et l'amélioration de la conception des politiques en liant l'analyse au processus de politique. La recherche relative à l'AIPS doit être incorporée dans un processus de politique transparent et inclusif, afin de pouvoir contribuer efficacement au dialogue et aux choix de politiques axées sur des faits probants.

Bibliographie

Ahmed A, M Hassan and S Ladbury, 2004. "PSIA Bangladesh. Identifying opportunities to improve efficiency in the trade and transport sectors: A Study on Chittagong Port", 9 September.

(AIPS relative au Bangladesh. Identifier les opportunités d'amélioration de l'efficacité des secteurs du commerce et des transports : Une étude du port de Chittagong ", 9 sept.)

Alsop R and N Heinsohn, 2005. "Measuring Empowerment: Structuring Analysis and Framing Indicators", Policy Research Working Paper 3510, February, Washington D.C., The World Bank

("Mesurer l'habilitation : Structurer l'analyse et fournir un cadre aux indicateurs", Document de travail 3510 relatif à la recherche en matière de politique, février, Washington D.C, Banque mondiale.)

Appleton, Simon, and David Booth (2001) "Combining Participatory and Survey-based Approaches to Poverty Monitoring and Analysis", Background Paper for Workshop held in Entebbe, Uganda 30 May-1 June 2001, London, ODI.

("Combiner les approches participatives et celles axées sur les enquêtes pour le suivi et l'analyse de la pauvreté". Document d'information pour l'atelier tenu à Entebbe, Ouganda, du 30 mai au 1er juin 2001, Londres, ODI.)

Barahona C and S Levy, 2002. "How to generate statistics and influence policy using participatory methods in research", Statistical Services Centre Working Paper, University of Reading, November.

("Comment produire des statistiques et avoir une influence en matière de politique en utilisant des méthodes participatives dans la recherche", Document de travail des services statistiques,, Université de Reading, novembre.)

Booth D, J Holland, J Hentschel, P Lanjouw and A Herbert, 1998. "Participation and combined methods in African poverty Assessment: Renewing the agenda", Social Development Department, Department for International Development, *Issues*, February. *("Participation et méthodes combinées pour l'évaluation de la pauvreté en Afrique : Renouveler l'agenda" – Département du développement international- 'Issues', février)*

Bourgignon F and L Pereira da Silva, 2003. Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools), Washington D.C., The World Bank *(Evaluer l'impact sur la pauvreté et distributionnel des politiques économiques (Techniques et Outils), Washington D.C, Banque mondiale)*

Brinkerhoff D and B Crosby, 2002. Managing Policy Reform: Concepts and Tools for Decision-Makers in Developing and Transitioning Countries, Bloomfield, Kumarian Press *(Gérer les réformes de politique : Concepts et outils pour les décideurs des pays en développement et en transition, Bloomfield, Kumarian Press)*

Carvalho S and H White, 1997. "Combining the quantitative and qualitative approaches to poverty measurement and analysis", World Bank Technical Paper 366 *("Combiner les approches quantitatives et qualitatives pour mesurer et analyser la pauvreté", Banque mondiale, document technique 366)*

Chambers R, 1995. "Poverty and Livelihoods: Whose Reality Counts?", IDS Discussion Paper No. 347, Brighton, IDS *("Pauvreté et moyens de subsistance : Quelle est la réalité qui compte ?", document de discussion IDS No 347, Brighton, IDS.)*

Chambers R, 1994. "The origins and practice of participatory rural appraisal" *World Development*, 22 959-961 *("Les origines et la pratique de l'évaluation rurale participative" Développement dans le monde, 22 959-961)*

Chinsinga B et al, 2002. TIP messages: Beneficiary selection and community targeting, agricultural extension and health (TB and HIV/AIDs), Module 2 of the 2001-02 TIP Evaluation, July 2002. Disponible à www.reading.ac.uk/ssc *(Messages TIP: Sélection des bénéficiaires et ciblage des communautés, vulgarisation agricole et santé (T.B. et VIH/SIDA), Module 2 de l'évaluation TIP de 2001-02), juillet 2002. Disponible à : www.reading.ac.uk/ssc)*

Davies P, 2003. *The Magenta Book: Guidance Notes for Policy Evaluation and Analysis*, Government Chief social Researcher's Office, Cabinet Office, London, July
(*Le Livre Magenta : Conseils pour l'évaluation et l'analyse de politique – Bureau de recherches en sciences sociales de l'Etat, Londres, juillet*)

Denzin N, 1970. *The Research Act in Sociology*, London, Butterworths
(*Actes de la recherche en sociology, Londres, Butterworths*)

DFID, 2003. *Tools for Development: A Handbook for those engaged in development activity*, London, DFID, March
(*Outils pour le développement : un manuel pour ceux engagés dans des activités de développement*)

Hendrie B et al, 2003. "What Does Drivers of Change Mean for DFID? A Draft Approach Paper", London, DIFD, August
(*"Que veut dire agents du changement pour DFID ? Un avant projet d'approche"*)

Hentschel J, 1999. "Contextuality and Data Collection Methods: A Framework and Application to Health Service Utilisation," in *The Journal of Development Studies*, 35, 64-94. (*"Contextualité et méthodes de collecte de données : un cadre et une application à utiliser pour les services de santé"*)

Holland J with J Campbell (eds), (2005) *Methods in Development Research: Combining Qualitative and Quantitative Approaches*, ITDG Publications, London.
(*Méthodes de recherche en développement : Combiner les approches qualitatives et quantitatives*)

Jorgensen and Van Domelen, 2000. "Helping the Poor Manage Risk Better: The Role of Social Funds", in Lustig N (ed), *Shielding the Poor: Social Protection in the Developing World*, Washington DC, Brookings Institute and IADB
(*"Aider les pauvres à mieux gérer les risques : Le Rôle des fonds sociaux"*, (in Lustig N.), *Protéger les pauvres : Protection sociale dans les pays en développement*)

Kanbur R, 2003. "Q-Squared? A commentary on Qualitative and Quantitative Poverty Appraisal", in Kanbur R (ed) *Q-Squared: Qualitative and Quantitative Methods of Poverty Appraisal*, Delhi, Permanent Black, pp 1-21
(*Q carré ? Un commentaire sur l'évaluation qualitative et quantitative de la pauvreté* (in Kanbur R (ed.). *Q carré : Méthodes qualitatives et quantitatives d'évaluation de la pauvreté*)

Khanya, 2000. *Guidelines for Undertaking a Regional/National Sustainable Rural Livelihoods Study*, Bloemfontein, Khanya, May
(*Directives pour réaliser une étude régionale/nationale sur les moyens de subsistance durables en milieu rural*)

Levy S, 2003. "Are we targeting the poor? Lessons from Malawi", in *PLA Notes* 47, August ("Est-ce que nous ciblons les pauvres? Enseignements tirés du Malawi")

March C, I Smyth and M Mukhopadhyay, 1999. *A Guide to Gender-Analysis Frameworks*, Oxford, Oxfam
(*Un guide pour réaliser les cadres d'analyse relatifs au genre*)

Moore M, 2003. "Politics and the Drivers of Pro-poor Change in Bangladesh. Final Report to DFID Dhaka", 28 february
(*"Politique et agents du changement pro-pauvre au Bangladesh. Rapport final à DFID Dhaka"*)

Moser C, 2005. "An Introduction to Gender Audit Methodology: Its design and implementation in Malawi", ODI Working Paper, London, Overseas Development Institute
(*"Une Introduction à la méthodologie d'audit de genre : Sa conception et sa mise en oeuvre au Malawi"*)

Moser C, 1993. Moser, Caroline 1993. *Gender Planning and Development*. Routledge, London (*Planification et développement du genre*)

Mueller S, 2002. "A Strategy and Guidelines for the Assessment and Minimization of Political Risk with Examples from the World Bank in Ukraine", Unpublished paper, March ("Stratégie et directives d'évaluation et de minimisation du risque politique avec des exemples de la Banque mondiale en Ukraine")

Mueller S, 1999. "The Political Economy of Gabon and Government's Commitment to Reform", unpublished paper, December.
(*"L'économie politique du Gabon et l'engagement du gouvernement en faveur de la réforme"*)

Narayan D (ed), 2002. *Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook*, Washington D.C., The World Bank (*Habilitation et reduction de la pauvreté : Un livre source*)

North D C, 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Press Syndicate of the University of Cambridge
(*Institutions, changements institutionnels et performances économiques*)

Norton et al, 2001. *A Rough Guide to PPAs: Participatory Poverty Assessment: An Introduction to theory and practice*, London, Overseas Development Institute
(*Une ébauche de guide pour les PPA : Évaluation participative de la pauvreté. Une introduction à la théorie et à la pratique*)

Sen A, 1997. "Editorial: Human Capital and Human Capability", in *World Development* 25(12) 1959-1961
(*"Editorial : Capital humain et capacités humaines"*)

Jones S, 2002. "PSIA Pilot Studies: Literature Review and Framework", Unpublished Paper (*"Études pilotes AIPS : Examen de la littérature"*)

Steele P, 2002. "Poverty social impact analysis (PSIA) and integrating poverty-environment issues", Draft note for discussion, 15 October (*"Analyse des impacts sociaux et sur la pauvreté (AIPS) et intégrer les question d'environnement et de pauvreté "*, *Projet de note pour discussion*)

Purdon et al, 2001. Research Methods for Policy Evaluation, Department for Work and Pensions Research Working Paper No 2
(*Méthodes de recherche pour l'évaluation des politiques. Document de travail No 2 du Département de recherches sur l'emploi et les retraites.*)

Rajan R, 2004. "Assume Anarchy? Why an orthodox economic model may not be the best guide for policy", in *Finance and Development*, September
(*"Assumer l'anarchie ? Pourquoi un modèle économique orthodoxe ne peut être le meilleur guide en matière de politique". [Revue du FMI] Finances et développement, septembre)*

Rao V and M Woolcock, 2003. "Integrating Qualitative and Quantitative Approaches in Program Evaluation," in Bourguignon F and L Pereira da Silva, 2003. Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools), Washington D.C., The World Bank, Chapter 8
(*"Intégration des approches qualitatives et quantitatives dans l'évaluation de programme," dans Bourguignon F. et L. Pereira da Silva, 2003. Évaluer l'impact sur la pauvreté et distributionnel des politiques économique (Techniques et utiles), Washington D.C, Banque mondiale, Chapitre 8)*

Robb C, 2003. *Poverty and Social Analysis: Linking Macroeconomic Policies to Poverty Outcomes: Summary of Early Experiences*, IMF Working Paper, Washington, IMF, February
(*Pauvreté et analyse sociale : Lier la politique macro-économique aux résultats concernant la pauvreté : Résumé des premières expériences, Document de travail du FMI, Washington*)

Scoones I, 1998. "Sustainable Rural Livelihoods: a Framework for Analysis", Working Paper 72, Brighton, Institute of Development Studies.
(*"Moyens de subsistance ruraux durables : une structure pour l'analyse" document de travail 72, Brighton, Institut d'études du développement.*)

Vaughan S and Tronvoli, 2003. *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*, Sida Studies
(*La Culture du pouvoir dans la vie politique éthiopienne contemporaine, études SIDA*)

White H, 2002. "Combining Quantitative and Qualitative Approaches in Poverty Analysis", in *World Development* 30(3)
(*"Combiner les approches quantitatives et qualitatives dans le cadre de l'analyse de la pauvreté" - Développement dans le monde 30 (3)*)

Wilson I M, 2000. "Sampling and Qualitative Research", Theme Paper for DFID project on "Integrating qualitative and quantitative approaches in socio-economic survey work", Disponible à www.reading.ac.uk/ssc/
(*"Echantillonnage et recherche qualitative", étude thématique pour le projet DFID sur "l'Intégration d'approches qualitatives et quantitatives dans le travail d'enquête socio-économique". Disponible à : www.reading.ac.uk/ssc/*)

World Bank , 2003a - *A User's Guide to Poverty and Social Impact Analysis*, Washington D.C., The World Bank
(*Banque mondiale, 2003a - Guide pour l'analyse de la pauvreté et des impacts sociaux, Washington D.C, Banque mondiale*)

World Bank, 2003b. *Social Analysis Sourcebook: Incorporating Social Dimensions into Bank-Supported Projects*, Washington D.C., The World Bank.
(*Banque mondiale, 2003b. Livre source de l'analyse sociale : Incorporer les dimensions sociales dans les projets soutenus par la Banque, Washington D.C, Banque mondiale.*)

World Bank, 2001. *World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty*. Washington D.C., World Bank.
(*Banque mondiale, 2001. Rapport 2000/2001 sur le développement dans le monde : S'attaquer à la pauvreté. Washington D.C, Banque mondiale.*)

Volume II : Annexe des outils

Le volume 1 a offert une vue d'ensemble conceptuelle des éléments qui composent l'analyse institutionnelle, politique et sociale (AIPS). Le volume 2 fournit des conseils plus détaillés et une illustration de l'utilisation d'outils spécifiques et de cadres analytiques pour l'AIPS¹. Ces outils sont groupés selon trois niveaux d'analyse présentés dans le Volume 1 : [Contexte du pays et de la réforme](#), [Processus de mise en œuvre des politiques](#) et les [Impacts des réformes de politique](#). En plus de ces trois niveaux d'analyse, le Volume 2 présente des outils permettant d'évaluer les [Incertitudes et les risques relatifs aux réformes de politique](#). Ce Volume comprend aussi des [Notes d'orientation relatives aux principes de l'AIPS](#) produits par DFID et la Banque mondiale.

¹ Des liens pour chaque outil sont également fournis dans le texte du Volume 1

Notes d'orientation relatives aux principes de l'AIPS

Le volume 1 de ce livre source indique que l'AIPS en tant qu'ensemble de faits probants ne sera efficace que si elle fait partie d'un processus de politique transparent. Grâce aux bonnes pratiques en matière d'AIPS, l'analyse de politique peut être ancrée dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies nationales de réduction de la pauvreté qui favorisent l'appropriation en incluant d'une manière transparente autant de dépositaires d'enjeux que possible, y compris la société civile et les groupes directement affectés. Nous fournissons ici les liens des sites des bailleurs de fonds concernant les bonnes pratiques en matière d'AIPS : le [Guide des bonnes pratiques concernant la participation](#) et les

[Bonnes pratiques relatives à l'utilisation de l'AIPS dans l'appui aux Opérations en matière de politique de développement](#) de la Banque mondiale, et : [AIPS : Principes d'une bonne pratique](#) du DFID.

Comprendre le contexte du pays et de la réforme

Il y a une prise de conscience accrue de la part des bailleurs de fonds internationaux et des partenaires au sein des gouvernements et de la société civile, que la réforme de politique devrait être basée sur une meilleure compréhension des contextes du pays et des réformes. Au niveau "macro", l'analyse du pays effectuée en amont qui examine le paysage politique peut être complétée par une autre plus spécifique relative au contexte d'un type particulier de réforme. Nous présentons ici des approches adoptées pour l'analyse du pays et décrivons un certain nombre d'outils qui peuvent être utilisés pour l'[analyse des détenteurs d'enjeux](#) et l'[analyse institutionnelle](#) au niveau macro.

Comprendre les impacts des réformes de politique

Dans cette section nous présentons les cadres et outils permettant d'examiner l'impact probable ou réel des réformes de politique au niveaux méso et micro. Le niveau micro caractérisé par des processus de pauvreté complexes et souvent non quantifiables, a été décrit comme "une boîte noire". L'analyse sociale au niveaux méso et micro va au-delà des visions quelques fois mécaniques des mécanismes de transmission qui mesurent : (i) les stimulants de production du marché qui changent, et (ii) l'augmentation des revenus des producteurs faisant suite aux progrès réalisés en termes de consommation et d'autres dimensions du bien-être. Les cadres et les outils présentés ici nous permettent de différencier entre les gagnants et les perdants et d'appliquer les théories permettant d'appréhender comment le changement de politique va avoir un impact sur la dynamique de la pauvreté au niveau local.

Nom de l'outil : Analyse sociale du pays (Banque mondiale)

Résumé d'étude de cas 1

Résumé d'étude de cas 2

(same as p. 36 & 37)

Nom de l’outil : Statistiques DS (Banque mondiale)

Nom de l’outil : Statistiques du développement social (Stats DS)	
Qu’est-ce?	Les Statistiques du développement social (Stats DS) sont un outil permettant d’obtenir des indicateurs du développement social afin d’identifier les barrières institutionnelles. Ces indicateurs constituent également une base de l’évaluation de la pertinence des dites institutions et pour envisager des actions de réforme.
À quoi sert-il?	Stats DS permet d’obtenir d’importantes informations sur le contexte du pays et les clivages les plus significatifs existants en son sein, en tant qu’intrants dans le cadre des étapes initiales du processus AIPS. De plus, SD Stats peut constituer un important outil pour dépasser les frontières disciplinaires et transmettre les concepts de développement social à un public plus large, avec peu de connaissances en matière de développement social.
Que nous dit-il?	Stats DS contient 50 critères indicatifs macro de développement social, appelés Indicateurs de développement social (IDS) et concerne quatre dimensions : (i) le contexte du pays, afin d’identifier les structures socio-économiques principales du pays pertinentes pour la réforme ; (ii) l’inclusion sociale, pour identifier les règles formelles et informelles qui limitent les capacités de ceux sans pouvoir (<i>disempowered</i>) et découragent la participation de divers groupes et individus à la mise en oeuvre de la réforme (iii) la cohésion sociale, pour déterminer la mesure selon laquelle les sociétés souhaitent et sont capables de répondre aux besoins communs de leurs membres, surmonter les contraintes, considérer les intérêts divers et résoudre les différends à l’amiable, de manière non conflictuelle ; (iv) la responsabilité sociale, afin d’identifier les institutions transparentes, répondant à la demande et qui servent l’intérêt public de manière efficace et juste. Lorsque possible, des comparaisons entre pays et longitudinales des données disponibles sont incluses dans l’analyse pour une meilleure compréhension des questions/problèmes et processus nationaux.
Outils complémentaires	Analyse sociale du pays
Éléments clefs	<p>Les Stats DS contiennent 2 éléments clefs : Les Feuilles de résumé de pays (<i>Country Summary Sheets</i>) et les Demandes de données (<i>data queries</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les Feuilles de résumé : Si l’on souhaite obtenir une vue d’ensemble quantitative rapide du contexte de développement social d’un pays, le site Web de Stats DS présente les statistiques de développement social dans un format facilement accessible. Une Feuille de résumé d’un pays particulier comprend les indicateurs de développement social les plus importants, groupés en quatre catégories sur trois décennies : 1980, 1990 et 2000. Les Feuilles de résumé permettent à la fois de suivre les changements survenus dans le temps et par thèmes.

	<ul style="list-style-type: none"> Les Demandes de données Stats DS : Cette fonction permet à l'utilisateur de rechercher dans la base de données les informations relatives à des pays particuliers, des années et des indicateurs spécifiques. La fonction permet à l'utilisateur d'accéder à plus d'indicateurs et d'années que dans le cas des Feuilles de résumé de pays et les résultats de la recherche peuvent être transférés dans le format Excel pour analyse. <p>Les indicateurs peuvent aussi être groupés selon la région et le revenu. La fonction Demandes est particulièrement utile si : (i) l'utilisateur est intéressé par la comparaison de thèmes entre pays ou régions, plutôt que par l'obtention d'informations sur des thèmes multiples pour un seul pays ; (ii) l'utilisateur souhaite créer ses propres graphiques et tableaux pour compléter ceux préconçus des Feuilles de résumé ; (iii) l'utilisateur a l'intention d'utiliser un ensemble de données spécifiques pour plus d'analyse. Grâce à cette fonction, l'utilisateur peut également spécifier la recherche, télécharger exactement ce qui est nécessaire et le convertir facilement en format Excel.</p>	
Exigences	Données/ informations	
	Temps nécessaire	
	Qualifications	
	Logiciel d'appui	
	Coût financier	
Limitations		
Références et applications		

Nom de l'outil : Facteurs de changement (DFID)

(same as p. 38 to 31)

Nom de l'outil : Analyse du pouvoir

(same as p. 41 to 44)

Nom de l'outil : Questionnaire sur la gouvernance (GTZ)

(same as p. 44 to 46)

Nom de l’outil : Matrices d’analyse des détenteurs d’enjeux.

(same as p.49 to 62)

Nom de l’outil: Mappage politique macro et micro

(same as p. 64 to 72)

Nom de l’outil: Analyse de réseau

(same as p. 75 to 83)

Nom de l’outil : Analyse des coûts de transaction

(same as p. 85 to 89)

Analyse du contexte du pays : Analyse du pays

Mieux comprendre le contexte du pays signifie étudier ce mélange de variables, héritées et en évolution de type politique, économique et social, qui influencent les agendas de politique et le changement. Des analyses de pays peuvent être réalisées en utilisant la littérature secondaire, avec en outre, peut-être, des interviews d’informateurs principaux et une étude plus approfondie des données d’enquête existantes. Dans cette section nous décrivons des approches utilisées pour les analyses de pays, adoptées et financées par la communauté des bailleurs de fonds. Ces approches comprennent l’[Analyse sociale du pays](#) de la Banque mondiale, les [Facteurs du changement](#) de DFID, l’[Analyse du pouvoir](#) de SIDA, et le [Questionnaire sur la gouvernance](#) de GTZ.

Analyse du contexte de la réforme : Analyse des détenteurs d’enjeux au niveau macro

Un dépositaire d’enjeux est défini comme un individu, une communauté, un groupe ou une organisation possédant un intérêt dans les résultats d’une intervention, soit parce qu’il va être affecté positivement ou négativement par ceux-ci, ou étant capable d’influencer l’intervention d’une façon positive ou

négative. L'analyse des dépositaires est basée sur la reconnaissance que les résultats des processus décisionnels sont une fonction des intérêts politico-économiques et idéologiques de dépositaires clefs. Le but de l'Analyse des dépositaires est d'identifier leurs caractéristiques, leurs intérêts et la nature et le degré de leur influence sur la politique existante ou future, sur les réformes ou d'autres interventions. Les dépositaires ont différents niveaux d'intérêt, de motivations, de pouvoir et d'influence. On les trouve au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. L'analyse des dépositaires au niveau macro se concentre en particulier sur les dépositaires clefs, ceux capables d'influencer de manière significative la conception, la mise en oeuvre et les résultats des politiques de réforme.

Les matrices d'analyse des dépositaires sont utilisées pour lister et représenter graphiquement les dits dépositaires ainsi que leur rapport au processus de politique, alors que le mappage permet d'identifier les forces et la nature des opinions d'ordre politico-idéologique relatives à une question de réforme.

Analyse du contexte de la réforme : Analyse institutionnelle au niveau macro

L'analyse institutionnelle de niveau macro examine les règles relatives à l'identification et à la négociation des thèmes et secteurs de la réforme de politique. Elle nous permet de comprendre les motivations pour la réforme et le contexte institutionnel qui vont influencer sa conception. L'analyse institutionnelle est essentiellement de type narratif. En appliquant les méthodes d'évaluation des institutions politiques, le défi qui se pose est comment organiser l'information pour la rendre utile et pour alimenter l'analyse narrative. Diverses méthodes peuvent être appliquées à l'analyse des contextes institutionnels pour la réforme de politique et nous en présentons deux : l'[analyse de réseau](#), un outil pour la réflexion stratégique et la nature des connexions institutionnelles dans le paysage politique et l'[analyse des coûts de transaction](#), un outil d'analyse en terme d'économie politique se concentrant sur la distribution inégale de l'information.

Comprendre le processus de mise en oeuvre de politique

Le deuxième niveau où les TIPS sont appliqués est le niveau "mésos" de la mise en oeuvre des politiques. L'analyse du processus de mise en oeuvre nous permet d'explorer comment, pourquoi et dans quelles conditions une intervention de politique peut réussir ou échouer, grâce à une meilleure compréhension des processus à la base de son succès ou de son échec. L'analyse de la mise en oeuvre des politiques implique de mieux comprendre leurs effets concrets. Ceci

signifie comprendre les institutions de niveau méso, le rôle des coûts de transaction et les relatifs pouvoirs de négociation qui influencent les transactions et le processus décisionnel dans le cadre du contexte institutionnel de mise en oeuvre des politiques. C'est ainsi que nous discutons des outils permettant de comprendre le processus de mise en oeuvre des politiques en examinant les suppositions concernant les dépositaires d'enjeux et les institutions impliqués dans l'exécution des politiques, grâce à : l'[analyse des détenteurs d'enjeux au niveau méso](#), afin de tester les suppositions faites au sujet des intérêts des acteurs sociaux, et l'[analyse institutionnelle au niveau méso](#), pour évaluer les suppositions relatives aux *règles sociales* orientant la mise en oeuvre des politiques.

Nom de l'outil : Matrices pour l'analyse des détenteurs d'enjeux

(Same as p. 49 and following pages)

Nom de l'outil : Mappage politique macro et micro

(Same as p. 64 and following pages)

Nom de l'outil : Analyse du champ de forces

Nom de l'outil: Analyse du champ de forces	
Qu'est-ce?	L'analyse du champ de forces est une méthode explicative qui permet d'offrir une vue d'ensemble des dépositaires clefs qui appuient ou s'opposent à des réformes particulières. La méthode peut fournir une vue d'ensemble des pressions qui s'exercent en faveur ou contre le changement.
À quoi sert-il?	La méthode qui consiste à placer les dépositaires sur un continuum selon leur position par rapport à la réforme fournit une vue d'ensemble rapide du climat politique entourant celle-ci. Grâce à l'identification de dépositaires clefs et à une évaluation de leur influence potentielle sur la conception et la mise en oeuvre de la réforme, elle peut être utilisée en tant qu'outil premier dans le cadre d'une analyse d'économie politique plus générale.
Que nous dit-il?	L'outil permet de dresser la carte des dépositaires selon leur position vis-à-vis de la réforme. L'analyse des champs de force inclut également une quantification de la force d'opposition ou de soutien à la réforme.

	<p>Une telle force peut être une fonction du pouvoir relatif du dépositaire individuel vis à vis d'autres acteurs ainsi que la mesure selon laquelle il s'oppose ou favorise la réforme. Un dépositaire puissant qui est assez neutre en ce qui concerne la réforme peut exercer moins de "force" relativement à la mise en oeuvre de la réforme, en comparaison d'un dépositaire moins influent dont l'existence dépend d'une façon cruciale (de la conception) de la dite réforme. En raison du fait qu'il s'agit d'une analyse et non pas d'un mappage, la force et le degré d'opposition n'ont pas besoin d'être décrits dans un diagramme à deux axes (voir le cas) mais peuvent aussi être exprimés en valeurs. De la manière la plus simple, le pouvoir et le degré d'opposition ou de soutien [à la réforme] pourraient être standardisés (entre 1 et 5 par exemple) et multipliés l'un par l'autre pour obtenir une mesure de la "force" de 1 (faible) à 25 (puissante).</p>	
Outils complémentaires	Analyse des détenteurs d'enjeux	
Éléments clefs	Une représentation visuelle de base des différentes forces en jeu dans les contextes de réforme de politiques	
Exigences	Données/ informations	Analyse à partir de la compilation d'interviews d'informateurs clefs, de revues de la littérature existante (y compris des documents du gouvernement et des articles de presse) et d'ateliers de dépositaires d'enjeux.
	Temps nécessaire	Si intégrée dans des interviews d'informateurs clefs en cours, l'analyse des champs de force peut être réalisée en une semaine. Dans les cas où il n'y a pas de travail qualitatif significatif projeté, un exercice minutieux impliquerait deux à trois semaines de recherches. Cependant, l'analyse conçue pour dresser la carte des positions politiques dans le cas de différents scénarios de réforme ne peut être réalisée sans prendre en compte les résultats d'autres travaux analytiques. Produire une présentation complète et à jour peut nécessiter un travail de plusieurs mois de la part des spécialistes.
	Qualifications	Une formation sociologique ou anthropologique est utile, ainsi qu' en science politique. Des connaissances locales, y compris des contacts avec des experts locaux sont déterminants. La réalisation de cette analyse nécessite également de bien comprendre la réforme et de connaître l'histoire récente du secteur.
	Logiciel d'appui	N/A
	Coût financier	Lorsque combiné à d'autres travaux qualitatifs, le coût incrémental de l'analyse du champ de forces peut être aussi bas que \$10,000. Lorsque ce n'est pas le cas, ce coût peut s'élever jusqu'à \$25,000.
Limitations	Une analyse du champ de force ne fournit pas d'informations sur les raisons pour lesquelles les différents groupes de dépositaires sont distribués dans le champ de force. Les dépositaires peuvent être	

	opposés aux réformes pour une multitude de raisons différentes qui ne sont pas décrites dans l'analyse du champ de forces. La perspective monodimensionnelle des vues des déposataires (le long du continuum opposition ou soutien à la réforme) ne permet pas de prendre en compte les appréciations plus détaillées que les déposataires pourrait avoir. Ils pourraient s'opposer à certaines aspects de la réforme et en soutenir d'autres, et leurs choix pourraient dépendre d'autres politiques (et non pas uniquement de la réforme), etc.
Références et applications	Brinkerhoff et Crosby, 2002

Nom de l'outil : Mappage organisationnel

Nom de l'outil : Mappage organisationnel	
Qu'est-ce?	Une illustration visuelle qui combine les techniques de mappage et de suivi pour illustrer et analyser les flux de ressources, les informations et la prise de décision.
À quoi sert-il?	<p>L'outil nous permet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les services et produits, l'argent, les décisions et l'information relativement à la mise en oeuvre de la réforme de politique. • Communiquer les Idées concernant le processus, l'information et les données sous forme visuelle, de façon claire. • Identifier les 'chemins' existants ou idéaux ; révéler les domaines présentant des risques ainsi que les solutions possibles. • Montrer de façon claire les connexions et séquences complexes. • Faciliter la communication critique, la résolution des problèmes et la prise de décision. • Identifier de manière immédiate n'importe quel élément d'un processus.
Que nous dit-il?	<p>Il nous informe sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les activités achevées, par qui, dans quel ordre ; • Les transferts entre départements ou individus ; • Les frontières opérationnelles internes et externes ; <p>et nous</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide à identifier les domaines où un processus peut être amélioré.

Outils complémentaires	Questionnaire d'enquêtes ; Interviews ; Discussions de groupe ; Observation directe ; Observation des participants ; Carte statique; Cartes de rapport des citoyens.	
Éléments clefs	Le mappage organisationnel nécessite trois étapes analytiques effectuées de manière séquentielle ou indépendante : mappage statique (institutionnel) , traçage de processus et mappage de processus .	
Exigences	Données/ informations	Comme l'outil génère des informations, les seules données exigées sont celles fournies par les informateurs clefs relatives a la définition initiale de l'étendue du contexte organisationnel (<i>initial scoping</i>), dans le cadre duquel la recherche sera réalisée.
	Temps nécessaire	Entre 1 et 3 mois (cela dépend beaucoup de la complexité et du nombre de processus, des détails requis, du degré de variation dans les processus, de la qualité du matériel secondaire et de l'expérience de l'équipe).
	Qualifications	Facilitation de groupes. Analyse sociale.
	Logiciel d'appui	iGrafx® http://www.igrafx.com TeamFlow® http://www.teamflow.com/ SmartDraw® http://www.smartdraw.com/specials/flowchart.asp
	Coût financier	Entre \$30,000 et \$100,000, selon l'ampleur de l'étude.
Limitations	Il est difficile de dresser la carte ex ante du 'chemin' possible de l'impact d'un changement de politique. L'analyse peut être fortement contextualisée et intersubjective, et dépend des aptitudes du chercheur.	
References et applications	<ul style="list-style-type: none"> - Baron, C. (2004) Introduction Process Mapping (<i>Introduction au processus de mappage</i>). Disponible à : http://www.seepnetwork.org/files/2088_IntroProcessMapping10_28_04.ppt - Brook, Q. (2004) Six Sigma and Minitab®. QSB Consulting, London. - Champagne, P. et al (viewed 20/1/05) Process mapping Toolkit for Microfinance Institutions (<i>Boîte à outils pour le mappage de processus pour les institutions de Microfinance</i>). Disponible à : http://www.microsave.org/relateddownloads.asp?id=14&cat_id=175&title=Process+Mapping - Nalic, N. (2004) Process Mapping at MI-BOSCO. Gaining Momentum on the Road to efficiency – Process Mapping (<i>Améliorer l'efficacité --Processus de mappage</i>). PLP in Efficiency, 2004 AGM Presentations. Disponible à : http://www.seepnetwork.org/content/library/detail/2091 - Process Mapping Associates (2002) Process mapping. Disponible à : http://www.processmaps.com/mapping.html - SEEP (2004) Enhancing Efficiency through Process Mapping (<i>Améliorer l'efficacité grâce au processus de mappage</i>). PLP News, Vol.2 Issue 2, May 2004. Disponible à : http://www.seepnetwork.org/files/776_PLP_May_2004.pdf - Hardaker, M. and B.K. Ward (1987) How to Make a Team Work (<i>Comment faire fonctionner une équipe</i>). Harvard Business Review, Nov/Dec 1987, pp112-120. (For "Process Quality Management – PQM"). 	

Mappage de processus – procédures et exemples

Approche possible

L'approche suivante constitue un exemple de la manière dont un processus peut être mappé (le processus "tel quel") pour être adapté au contexte local, aux appréciations des analystes locaux et aux objectifs de la recherche.

Étape 1 : Choisir le processus pour le mappage

Identifiez les domaines où il peut exister des problèmes ou des lacunes pour ce qui est des opérations ou de la fourniture de services. Pour les fournisseurs de service par exemple, il peut être utile d'utiliser des cartes de rapport de citoyen, le feedback des membres du personnel et/ou de faire des comparaisons avec d'autres institutions ou organisations similaires, etc. Établir des priorités concernant les questions/problèmes qui ont été reconnus et identifier les processus qui leur sont associés. Certains processus peuvent être communs à plus d'une question/un problème. Choisissez le(s) processus à mappé.

Étape 2 : Définir les objectifs du mappage de processus

Une fois que le processus a été choisi, définissez les objectifs de la cartographie, qui peuvent inclure de comprendre le déroulement des opérations, d'identifier les opportunités d'amélioration du processus, d'identifier et de résoudre les blocages ou les restrictions, et l'analyse et la réduction des risques. Les objectifs détermineront les niveaux des détails nécessaires dans la carte de processus, qui pourraient aller des niveaux organisationnels au sens large jusqu'aux petits détails d'un processus de travail. Trois niveaux de cartographie sont généralement possibles selon les objectifs : système (niveau institutionnel), traitement des macros ("*macro-processing*") et microtraitement (par exemple traitement d'une activité ou d'une transaction spécifique).

Une fois que les objectifs sont clairs, définissez le processus lui-même. Déterminez les points de départ et d'arrêt du processus - "les frontières". Déterminez les intrants et les fournisseurs du processus. Identifiez aussi les outputs du processus ainsi que leurs utilisateurs. Identifiez les principales activités qui se déroulent entre les points de départ et d'arrêt du processus.

Étape 3 : Collecter les données

Les données sont collectées durant deux étapes du processus de mappage : au début et pendant l'analyse. Trois méthodes de base sont généralement utilisées pour ce faire : l'autoproduction de données par des équipes ou des individus, les interviews (individuelles et de groupes) et l'observation.

L'autoproduction de données est probablement la façon la plus facile et la plus rapide de créer une carte. Cependant, le niveau de connaissances d'un individu est généralement limité et les cartes de processus sont développées de manière plus efficace par une petite équipe, représentant tous ceux qui sont impliqués dans les processus concernés. Cette approche devrait être complétée par l'observation du déroulement du processus et l'examen des manuels, des politiques et des procédures. D'autres personnes impliquées dans le processus de quelque façon que ce soit devraient revoir la carte.

Des interviews individuelles de personnes directement et indirectement impliquées dans le processus permettent d'obtenir des informations utiles pour

créer la carte. Des interviews de groupes (un échantillon ou la totalité) dont les membres sont impliqués dans le processus peuvent permettre d'accroître la participation des dépositaires du processus dans l'exercice de mappage. En interviewant les personnes impliquées dans le processus, il faut s'assurer qu'elles comprennent les objectifs de l'exercice et ce à quoi il sera utilisé.

L'observation du processus devrait constituer un complément à l'autoproduction de données et à la production de données obtenues durant les interviews. Lorsque possible, ceci devrait impliquer de "réaliser le processus". Par exemple, des décideurs nationaux devraient passer une semaine avec les personnes qui mettent en oeuvre des politiques particulières au niveau local, ou, des managers de haut niveau d'un fournisseur de services devraient passer un certain temps sur le terrain avec un ingénieur de maintenance ou une journée à remplir des formulaires de demandes d'achat. Effectuer les différentes étapes d'un processus permettra de générer des informations d'une valeur inestimable pour obtenir une image précise de la réalité et comprendre ce qui se produit dans les faits.

Étape 4 : Réaliser le mappage de processus

Les cartes de processus utilisent des symboles standardisés pour montrer ce qui se produit dans un processus. Plusieurs standards différents existent. Il faut donc vérifier lesquels sont adaptés à la carte. Cependant, quel que soit le standard utilisé, il est préférable de garder le nombre de symboles différents dans une carte aussi bas que possible, afin d'éviter la confusion.

Les cartes de processus peuvent devenir très complexes très rapidement. Il peut être utile d'avoir différents niveaux dans la carte et de ne détailler qu'un domaine spécifique de processus à la fois. Il est recommandé de déterminer quelle charte utiliser et commencer par esquisser un avant-projet du processus. Définissez les frontières et concentrez-vous sur les intrants, extrants, étapes des activités ("*activity steps*"), points de décision, facilitateurs ("*enablers*") et fonctions. Développez des brouillons et révisiez-les souvent au fur et à mesure du développement de la carte. Les notes "Post-it" sont utiles pour développer la carte. Il est recommandé de les coller sur une grande feuille de papier ou un tableau blanc copieur et de les déplacer (ou de les jeter) au fur et à mesure du développement de la carte.

La carte devrait inclure des phrases concises pour chaque étape du processus, indiquant ce qui se produit, quand et par qui, combien de temps cela prend, comment cela se produit et pourquoi. Inscrivez ceci de gauche à droite / de haut en bas et assurez vous que les intrants et extrants sont placés l'un sous l'autre.

Les cartes sont souvent conçues sans l'aide d'un logiciel mais ceci peut être très avantageux pour des processus plus complexes et pour une documentation et une communication permanentes.

Étape 5 : Analyse des processus dans un mappage de processus

Une bonne analyse est essentielle pour qu'un mappage de processus puisse être utile. Pour ce faire, il est recommandé d'être attentif à ce qui suit :

- Y'a t-il des étapes "sans valeur ajoutée"?
- Y'a t-il des inefficacités de processus (par exemple des retards, retouches ('*reworks* »), rejets, etc.) ? La plupart des processus sont connus pour avoir certains problèmes de boucles de retouche ('*rework loops*') formels connus. Cependant, ils connaissent également habituellement nombre de problèmes de boucles de retouche informels, que l'on ne peut identifier seulement en demandant "qu'est-ce qui peut ne pas marcher " à chaque étape du processus.
- Quels sont les domaines qui fonctionnent comme prévu, et ceux dont ce n'est pas le cas ? Quelles sont les répercussions ?
- Y'a t- il d'importantes séparations de décisions concernant l'activité de travail ?
- Y'a t-il des étapes qui sont fréquemment répétées ?
- Y'a t-il des responsabilités partagées concernant les étapes, impliquant plusieurs personnes ?
- Y'a t-il un excès de points de contrôle (par exemple, beaucoup de niveaux d'approbation) ?
- Quelle valeur chaque activité ou étape ajoute-t-elle ?
- Quels sont les bénéficiaires (quels dépositaires, par exemple) ?
- Y'a t-il des étapes qui peuvent être combinées, effectuées en parallèle plutôt que de manière successive, réalisées de manière plus rapide ou éliminées ?
- Quels liens existent-ils entre différentes étapes ?

Il peut également être nécessaire et/ou avantageux de poser des questions aux personnes impliquées dans le processus concernant leurs expériences à ce propos ; par exemple, les problèmes qu'ils ont eus, les domaines à améliorer, la manière dont le processus peut être modifier, si et comment le processus peut être réalisé différemment par différentes personnes, s'il existe des étapes inutiles, etc. Il est recommandé d'impliquer dans l'analyse autant de dépositaires que possible pour obtenir plusieurs perspectives différentes. Il est important de comprendre pourquoi un processus ne fonctionne pas comme on l'a prévu et si des améliorations doivent être faites.

Étape 6 : "Ajustement fin" du mappage de processus

En tenant compte de l'analyse qui a été faite, la carte peut être ajustée pour incorporer toute information nouvelle découverte. Il est recommandé de s'assurer

que ces changements sont entièrement documentés, afin de savoir qui les a réalisés et quand.

Si nécessaire et/ou approprié, répétez l'analyse à l'Étape 5 pour l' "ajustement fin" du mappage de processus, mais avec la participation de moins de dépositaires (c'est-à-dire des dépositaires clefs dans le cadre du processus).

Étape 6 : Disséminer les résultats

Préparez un résumé de l'effort de mappage de processus qui mette en évidence tout problème existant dans ce cadre, faites des recommandations pour améliorer le processus et/ou pour réaliser les objectifs originaux, spécifiez les indicateurs relatifs à l'amélioration du dit processus ainsi que les mesures qui peuvent être prises dans ce sens. Ceci devrait inclure de préciser quels sont les dépositaires qui possèdent un contrôle ou une influence sur le changement, ainsi que les défis auxquels ils auront à faire face dans le cadre de l'amélioration du processus.

Les résultats du mappage de processus devraient être distribués à tous les dépositaires intéressés dans un format clair et compréhensible et dans la langue locale. Les feedbacks de ces dépositaires devraient être incorporés dans les documents finaux lorsque possible.

Points essentiels à retenir:

Le mappage de processus "tel quel" montre ce qui se produit réellement - c'est-à-dire "le processus réel". Lorsqu'un processus a été re-conçu, la nouvelle carte montre ce qui devrait se produire dans l'avenir.

Étude de cas : Mappage organisationnel de Tchad Cotton

L'AIPS s'est attachée aux impacts distributionnels de la réforme de politique proposée comprenant la privatisation et la libéralisation du secteur du coton du Tchad. L'objectif du Mappage organisationnel a permis d'obtenir une vue d'ensemble des structures institutionnelles formelles et informelles ainsi que des pratiques organisationnelles dans le cadre desquelles la réforme va se faire et d'identifier les contraintes à la réduction de la pauvreté.

L'analyse a été basée sur deux instruments organisationnels distincts mais complémentaires : une carte statique et une carte de processus. Les données utilisées ont été collectées dans le cadre d'un processus itératif d'interviews semi-structurées et ouvertes d'informateurs clefs, et de groupes de discussion. Les manuels organisationnels et organigrammes existants ont aussi constitué des sources premières d'enquête.

Le *mappage statique* a consisté en un organigramme qui a permis de mapper les processus décisionnels formels/informels, la désignation, la distribution, l'appropriation, les transferts et l'information. Quatre organisations ont été analysées en produisant un mappage statique pour chacune : (i) Coton Tchad, l'entreprise parastatale responsable de la production du coton et de sa commercialisation au Tchad ; (ii) l'organisation d'agriculteurs ; (iii) les institutions du secteur public ; (iv) les transporteurs. Les quatre cartes statiques ont été conçues de manière à établir des corrélations, ceci dans le but de mettre en avant les points formels d'intersection des ressources clefs (décision, argent, informations) au sein et entre les différentes organisations : où les décisions sont-elles prises sur des points communs, où les paiements sont-ils transférés, où les informations essentielles sont-elles partagées ? Cet exercice a naturellement conduit à l'utilisation de l'outil analytique suivant, le mappage de processus.

Le *mappage de processus* a permis d'identifier les règles du jeu formelles et informelles. Il a établi un lien entre les ressources (par exemple l'argent, le coton, les intrants et les informations) et les activités (tâches explicites et implicites). Le but a été de rendre explicite les processus décisionnels, les ressources, les flux et les activités, et d'identifier des goulots d'étranglement et les contraintes ainsi que les opportunités de changement. Utilisant le mappage statique comme point de départ, le processus (de mappage) a réalisé le traçage des flux principaux d'informations, de l'argent, du coton, des intrants et des décisions, dans chaque organisation et entre organisations. L'analyse s'est concentrée sur les relations entre Coton Tchad, les organisations d'agriculteurs, les transporteurs et les institutions du secteur public concernées par le coton. Un objectif final important du processus a consisté en l'identification des moyens, motivations et mécanismes pour vaincre les obstacles et transformer les goulots d'étranglement en opportunités de changement.

Grâce au mappage du mouvement des ressources essentielles (informations, intrants, argent et coton) qui entrent dans la production de coton, le mappage organisationnel a pu identifier les principales contraintes qui se posent au développement, telles que l'absence de marchés privés pour les ressources et les intrants de production du coton, le manque de transport et d'infrastructure de communication, les inefficacités organisationnelles présentes partout dans la structure verticale du secteur et un pouvoir de négociation limité des organisations d'agriculteurs.

Analyse des dépositaires au niveau méso

Alors que l'analyse des dépositaires de niveau macro (voir ci-dessus) se concentre sur les dépositaires clefs, ceux qui sont le plus en mesure d'influencer

le résultat d'une intervention, l'analyse des dépositaires au niveau méso examine la question des dépositaires secondaires, c'est-à-dire tous les autres individus ou groupes ayant un intérêt ou un rôle intermédiaire dans l'activité. À ce niveau de mise en oeuvre de la politique, l'analyse des dépositaires permet de comprendre l'importance relative et l'influence de différents groupes d'intérêts et acteurs et le rôle que chacun peut jouer dans ce processus. Ainsi, nous décrivons trois outils utilisés pour l'analyse des dépositaire de niveau méso : [les matrices pour l'analyse des dépositaires](#), le [mappage micropolitique](#) et l'[analyse du champ de force](#).

Comprendre les impacts des réformes de politique

Dans cette section nous présentons des cadres et outils pour l'examen des impacts possibles ou réels des réformes de politique aux niveaux méso et micro. Le niveau micro a été décrit comme une "boîte noire", caractérisée par des processus de pauvreté complexes et souvent non quantifiables. L'analyse sociale aux niveaux méso et micro nous permet de dépasser l'approche parfois mécanique des mécanismes de transmission qui mesurent : (i) les stimulants du marché qui changent en fonction des réponses des producteurs, et (ii) l'augmentation des revenus des producteurs en raison des améliorations générales de la consommation et d'autres dimensions du bien-être. Les cadres et les outils présentés ici nous permettent de différencier entre les gagnants et

les perdants et d'appliquer les théories sur la manière dont le changement de politique peut avoir un impact sur la dynamique de la pauvreté au niveau local.

Analyse institutionnelle de niveau méso

Les institutions peuvent être définies comme des ensembles de règles qui régissent le comportement individuel et collectif. Les institutions peuvent être formelles --systèmes juridiques, droits de propriété, mécanismes d'exécution ; ou informelles, liées aux pratiques culturelles et aux normes sociales. Les institutions orientent et influencent le comportement dans différents domaines de la vie quotidienne : celui de l'**État** (administrant la justice, les processus politiques et la fourniture de services) ; le domaine du **marché** (régissant le crédit, le travail et les biens) et le domaine **sociétal** (régissant les comportements communautaires et familiaux). Au niveau méso de la mise en oeuvre des politiques, les institutions agissent en médiatrices et faussent en quelque sorte les impacts prévus sociaux et sur la pauvreté des réformes de politiques. Le but de l'analyse institutionnelle au niveau méso est de comprendre ces "règles du jeu" qui influent sur la mise en oeuvre des réformes de politique. Le [Mappage organisationnel](#) implique trois étapes analytiques qui peuvent être utilisées de manière séquentielle ou indépendante pour analyser le contexte institutionnel de la mise en oeuvre des politiques : le mappage statique (institutionnel), le traçage et le mappage de processus.

Cadres analytiques et applications

Les cadres analytiques sociaux sont aujourd'hui largement utilisés pour comprendre et expliquer les conséquences et les impacts de la pauvreté. Comme cela a été examiné dans le Volume 1, les cadres qui incluent l'Analyse de vulnérabilité, l'Analyse des moyens de subsistance durables, l'Analyse du Genre et l'Analyse d'habilitation sont des instruments analytiques utiles et complémentaires pour évaluer comment le changement de politique va avoir un impact sur les choix et stratégies possibles des individus et des groupes dans différents contextes. Nous décrivons ici un certain nombre d'applications des cadres analytiques sociaux. L'[Évaluation de la diversité et des moyens de subsistance](#) permet l'inclusion des appréciations des personnes locales dans l'analyse du risque, la vulnérabilité et les stratégies de subsistance pour y faire face, et la formulation d'interventions pour améliorer la qualité, la diversité et le caractère durable de ces stratégies. De même, l'[Étude des moyens de subsistance durables en milieu rural](#) est une méthodologie de recherche qui applique le cadre Moyens de subsistance durables pour comprendre la dynamique de la pauvreté et les stratégies en la matière en utilisant des interviews et toute une gamme d'outils participatifs. Le [Cadre d'analyse du genre](#) examine les rôles et responsabilités déterminés par le genre, et les dimensions relatives au genre de l'accès aux actifs et ressources et par rapport à la prise de décision.

Nom de l’outil : Évaluation de la diversité et des moyens de subsistance (Same as Section 5.2.1)

Nom de l’outil : Étude des moyens de subsistance en milieu rural (Same as Section 5.2.2)

Cadres pour l’analyse du genre

Le genre est une variable clef pour comprendre les impacts différentiels des réformes de politique et devrait être pleinement intégré dans le cadre conceptuel de l’AIPS. L’inégalité des sexes reste aiguë et est une barrière à la réduction de la pauvreté et à la croissance. Les droits à l’actif diffèrent énormément entre hommes et femmes dans différents contextes. Même lorsque les femmes ont accès aux actifs, elles en contrôlent souvent moins l’utilisation. Les trois outils décrits ici sont conçus principalement pour la planification. Ils constituent un jeu d’outils conceptuels complémentaire permettant de produire des données empiriques et d’analyser l’impact différentiel probable ou réel des politiques de réforme sur les hommes et les femmes, avec une concentration sur leur accès aux ressources et leur contrôle, leurs charges de travail et sur les règles sociales plus générales qui influencent les rôles des différents sexes et leurs relations.

Nom de l’outil : Cadre analytique et audit selon le genre de Moser

(Same as p. 111)

Nom de l’outil : Cadre analytique de Harvard

(Same as p. 122)

Nom de l'outil : Approche en termes de relations sociales (Same as p. 129)

Outils Méthodes mixtes et études de cas

Alors que les méthodes quantitatives génèrent des données qui peuvent être agrégées et analysées pour décrire et prévoir les relations, la recherche qualitative permet d'analyser et d'expliquer les différences contextuelles relatives à leur qualité. Par contre, si la recherche qualitative engendre inductivement des relations intéressantes, souvent étonnantes, quelque fois contreintuitives, la recherche quantitative est alors en mesure de demander "combien ?" et d'établir jusqu'à quel point nous pouvons utiliser ces "hypothèses de travail". Cette relation itérative entre la description et l'explication fournit la clef d'une analyse d'impacts efficace et robuste. Dans cette section nous avons décrit les [Outils méthodes mixtes](#) existants, qui peuvent être utilisés efficacement pour l'analyse de la pauvreté et des impacts sociaux. Nous avons également résumé plusieurs [études de cas](#) AIPS où l'on a appliqué les méthodes de recherche mixtes.

Outils méthodes mixtes

Un certain nombre de méthodologies existantes combinent les méthodes d'une manière qui ajoute une valeur analytique et empirique. L'approche [Économie du ménage](#) de *Save the Children Fund* et la Méthode ménage individuel (*Individual Household Method*) par exemple, combinent différentes méthodes d'une façon novatrice afin d'examiner et présenter l'impact probable de chocs au niveau des ménages. L'outil [Suivi consultatif de l'impact des politiques \(CoIMPact\)](#) est conçu pour évaluer l'efficacité des politiques et programmes qui se concentrent sur la pauvreté et doit être appliqué durant ou peu de temps après la mise en oeuvre d'une réforme pour de meilleurs résultats, ceci afin d'affiner les futurs plans d'action. CoIMPact a été appliqué dans des formats divers en Jordanie, au Malawi et au Kenya. L'[Évaluation des consommateurs](#) est un outil méthodes mixtes qui combine des données sociales mappées spatialement avec des informations sur la volonté et la capacité de payer et sur les préférences des consommateurs, afin de déterminer l'impact distributionnel des changements tarifaires ou relatifs à la fourniture de services. Cette méthodologie a été utilisée pour les réformes des politiques au Mozambique (privatisation des services de l'eau et augmentations des tarifs), au Lesotho (secteurs de l'eau et de

l'électricité), en Zambie (approvisionnement en eau) et au Ghana (tarifs électriques).

Nom de l'outil : Approche économie du ménage

(Same as Section 5.6)

Nom de l'outil: CoIMPact

Nom de l'outil:	Suivi consultatif de l'impact des politiques (<i>"Consultative Impact Monitoring of Policies"</i> - CoIMPact)	
Qu'est-ce?	CoIMPact est une approche participative utilisée pour la collecte de données qualitatives et la dissémination d'informations. L'outil est conçu pour pouvoir évaluer et contrôler l'efficacité des politiques et programmes qui se concentrent sur la pauvreté.	
À quoi sert-il?	Il peut être utilisé pour n'importe quel type de réforme dont les impacts sont ressentis par les pauvres. Il est très flexible et particulièrement utile pour l'évaluation simultanée de l'impact sur la pauvreté d'un ensemble de politiques. Cependant, le volume total d'hypothèses en termes d'impacts à vérifier devra resté gérable.	
Que dit-il?	Il permet aux gens ordinaires des pays en voie de développement, particulièrement les pauvres, de se faire entendre, lors de l'analyse et du suivi des politiques axées sur la pauvreté. Par contraste avec nombre de processus consultatifs existants, ces voix peuvent se faire entendre directement et non pas par le biais d'intermédiaires. L'approche permet plus que la simple production de données ; CoIMPact met l'emphase sur les questions de formation et de renforcement des capacités, et donne par la même de l'importance aux aspects participation et décentralisation. Les résultats de l'enquête qualitative sont complémentaires des résultats des enquêtes quantitatives et statistiques et permettent une meilleure compréhension de la pauvreté dans un pays ou une région donnés	
Outils complémentaires	Outils participatifs	
Éléments clefs	CoIMPact est une approche basée sur les enseignements tirés d'autres exercices, comme les Évaluations participatives de la pauvreté (PPA). L'approche permet de collecter des données utilisant des méthodes d'Évaluation participative et rurale rapide. Celles-ci se caractérisent par leur utilisation de procédés de visualisation et par des discussions ouvertes. CoIMPact se concentre également sur le processus, essayant d'impliquer des représentants d'institutions tant gouvernementales que non gouvernementales et en s'assurant que les résultats sont pris en compte dans le processus de politique. Réaliser une analyse de politique au niveau national dans les zones choisies, que déterminent les paramètres principaux et les hypothèses de la recherche sur le terrain, assure également la pertinence des résultats pour la politique.	
Exigences	Données/ informations	Données secondaires pour la phase d'analyse de la politique choisie. Informations contextuelles

		pour le choix des communautés à inclure dans le travail de recherches sur le terrain.
	Temps nécessaire	Le travail de recherches sur le terrain prend environ 2 mois, selon la taille de l'échantillon. Le processus entier (y compris l'analyse de politique et la dissémination des résultats) peut prendre jusqu'à une année
	Qualifications	Une expertise sectorielle serait utile pour la phase d'analyse de politique, selon le secteur choisi. Des facilitateurs spécialisé, de préférence avec une expérience RRA/PPA préalable sont nécessaires. Une formation sociologique ou anthropologique est utile
	Logiciel de soutien	Ne s'applique pas
	Coût financier	De 50.000 USD à 200.000 USD, selon l'ampleur de la tâche.
Limitations	Les consultations des communautés dans le cadre de CoIMPact peuvent susciter des attentes en termes d'avantages immédiats et directs pour la participation, auxquelles on ne peut répondre. Un travail important de renforcement des capacités est nécessaire pour s'assurer que CoIMPact est utilisé avec succès. CoIMPact est relativement cher comparé aux exercices PPA-1, mais bien meilleur marché qu'une enquête sur les ménages.	
References et applications	CoIMPact a été utilisé avec succès au Malawi (QIM) et au Kenya (KePIM). On peut trouver plus d'informations sur l'approche ainsi que sur l'expérience acquise à : www.methodfinder.net	

CoIMPact : procédures et exemples

Le Suivi consultatif de l'impact des politiques (CoIMPact) est conçue pour évaluer l'efficacité des politiques et programmes se focalisant sur la pauvreté. Cette approche complète les outils AIPS se concentrant sur l'analyse ex-ante et ses résultats sont meilleurs si elle est appliqué pendant ou peu de temps après la mise en oeuvre d'une réforme. CoIMPact fournit une structure pour un processus et un cadre méthodologique pour faciliter l'application de l'AIPS pendant la mise en oeuvre et le suivi des réformes, particulièrement pour les futures révisions des Stratégies de réduction de la pauvreté.

L'approche a été développée à partir de l'expérience d'un certain nombre de pays (Jordanie, Malawi, Kenya), avec l'aide technique et financière de l'Agence allemande pour la coopération technique (GTZ). Elle vise principalement les institutions d'État au niveau national ainsi qu'à celui des districts, pour leur fournir des informations de manière opportune sur l'impact de leurs politiques sur les bénéficiaires ciblés, afin de pouvoir les affiner. Les principaux utilisateurs sont les

fonctionnaires planificateurs et les spécialistes des sciences sociales, mais les organisations de la société civile ont un grand intérêt dans les résultats et s'y réfèrent durant les débats de politique. Au Kenya, CoIMPact est connu en tant que KePIM (Suivi participatif de l'impact au Kenya) et est géré à partir du Ministère du plan et des finances. Les organisations non gouvernementales, comme *Northern Aid*, *Oxfam* et *Plan International* ont été impliquées dans la recherche sur le terrain, l'analyse des résultats, la formulation de recommandations en matière de politique et la dissémination des informations à un large groupe de dépositaires d'enjeux. KePIM a aussi bénéficié du Programme de développement du district de Kilifi pour la formation des chercheurs.

Une analyse des documents de politique combinée à une recherche effectuée sur le terrain constituent les deux piliers de l'**approche méthodologique**, basés sur un ensemble de boucles de rétroactions qui facilitent la transition de la recherche aux conseils en matière de politique.

L'**analyse des documents** permet d'examiner si les politiques sectorielles ou nationales sont véritablement focalisées sur la pauvreté et dans quelle mesure les priorités des pauvres (telles qu'elles apparaissent dans les PA), sont prises en compte dans les documents de politique. Elle permet en même temps d'identifier les indicateurs à partir des documents de politique, par rapport auxquels le succès ou l'impact des programmes et des projets peuvent être évalués grâce aux méthodes quantitatives. La recherche documentaire permet le développement d'hypothèses à tester lors de la recherche sur le terrain. L'analyse des politiques aide aussi à s'assurer que les résultats de la recherche sur le terrain sont liés aux interventions de politique.

La participation des dépositaires d'enjeux et l'orientation de la demande comme concentration de la recherche sur le terrain est assurée, lorsque les décideurs identifient les lacunes en termes d'informations qu'ils voudraient voir combler et choisissent les domaines d'investigation. Au Malawi, l'Analyse de politique comprend quatre boucles de communication entre l'institution d'accueil, le Ministère de la planification économique et du développement et d'autres dépositaires, aux niveaux national et de district. Cette itération assure la pertinence et l'acceptation des domaines d'investigation choisis, comme étant les plus importants pour le débat national sur la pauvreté à l'époque. Un tel investissement suscite une plus grande appropriation des résultats de la part des dépositaires d'enjeux nationaux et un engagement à discuter les recommandations concernant l'élaboration des politiques.

Les méthodes participatives de collecte de données permettent de mettre en exergue le savoir, les vues et les opinions des personnes locales lors de la **recherche sur le terrain**. Une enquête ouverte, non-directive, sur les questions de pauvreté, comme dans les classiques Évaluations participatives de la pauvreté (PPA) est combinée avec des interrogations ciblées sur les effets des interventions de politique spécifiques. Cette approche permet également de

saisir la nature multidimensionnelle de la pauvreté, ainsi que les évaluations des bénéficiaires relatives aux interventions de politique spécifiques, de manière directe.

L'analyse des données est effectuée en trois étapes consécutives :

Premièrement, les résultats de l'enquête de 3-4 jours au sein de la communauté sont présentés à celle-ci pour vérification et discussion. Les fonctionnaires du district administratif sont invités à une réunion pour écouter les préoccupations de la communauté et pour discuter si et comment les problèmes peuvent être traités. Intégrés dans des rapports "*Field Site Reports*", les résultats de toutes les enquêtes communautaires réalisées dans un district sont présentés aux ministères du secteur et aux comités preneurs de décisions au niveau des districts (comme par exemple les Comités de développement de district). Leur feedback permet de concevoir des recommandations et est inclus dans les Rapports de district. Les résultats préliminaires au niveau national sont présentés aux divers dépositaires, qui formulent des recommandations de politique à l'attention des décideurs nationaux. L'expérience a montré que présenter les recommandations d'une manière claire et pratique aux organismes publics concernés, permet d'établir un pont entre dialogue de politique et recherche. À cet égard, il est important que le CoIMPact ne soit pas considéré comme un exercice unique, mais plutôt comme un processus se fondant sur les connaissances et l'expérience acquises.

De la même manière que le feedback des bénéficiaires est canalisé vers le sommet en trois étapes au niveau national, les résultats sont renvoyés vers la base : une fois le rapport officiel publié, des présentations et des discussions sont tenues aux niveaux national et des districts, et des invitations sont faites aux communautés impliquées dans la recherche sur le terrain. De telles boucles de communication permettent de renforcer les liens entre les 3 niveaux de développement clefs au sein du Système gouvernemental, en créant des partenariats horizontaux et verticaux et en permettant de compléter le cycle d'apprentissage de la conception de politiques axées sur les faits probants. Pour faciliter la dissémination, les informations sont adaptées aux différentes audiences. Au Kenya, un rapport national (version populaire du rapport), les instructions de politique et une série de prospectus comprenant les résultats clefs pour chaque secteur, sont produits en anglais (et en Kiswahili pour les prospectus). Toute cette documentation est accessible au public sur un site Web.

Le CoIMPact met en évidence trois autres principes, qui aident à mieux utiliser la recherche pour fournir des conseils de politique et expliquer quelques-unes des différences par rapport aux PPA classiques. Le premier a trait à l'importance donnée à l'**institutionnalisation de l'approche** dans la structure de conception de politiques nationales. Dès le départ, CoIMPact a été géré par des institutions gouvernementales qui se sont engagées à soutenir et améliorer les politiques et programmes pro pauvres intersectoriels et sont en mesure de faire avancer cet agenda. Au Malawi par exemple, CoIMPact est appelée QIM (Suivi de l'impact

qualitatif) et est géré par le Ministère de la planification économique et du développement. Cette institution (autrefois appelée le Conseil économique national) a élaboré en 1996 le Cadre de politique pour la lutte contre la pauvreté et s'appelle à présent le secrétariat pour la Stratégie de réduction de la pauvreté.

En deuxième lieu, le CoIMPact est **incorporé dans les systèmes de suivi existants** et est un complément aux efforts de contrôle quantitatif. Le QIM est un instrument intégré dans le Système national de suivi de la pauvreté depuis 1998 et a été adopté comme outil de suivi participatif de la Stratégie de réduction de la pauvreté au Malawi en 2000. Le Gouvernement du Kenya a souhaité obtenir des recommandations en matière de politiques relatives à la fourniture de services de vulgarisation en milieu rural et d'accès populaire au crédit. Dans une tentative de donner plus d'ampleur et de profondeur à l'enquête, le KePIM a été complété par un instrument davantage basé sur les statistiques, produisant également des informations sur les perceptions et opinions populaires, connu en tant que Carte de rapport du citoyen ("*Citizen's Report Card – CiReCa*"). Les deux approches ont été développées en trois étapes : (a) les résultats du premier tour du KePIM ont été utilisés pour choisir les zones d'enquête pour le CiReCa ; (b) les mêmes hypothèses, tirées de l'analyse de politique KePIM, ont été examinées et ont aidé à la conception du questionnaire ; (c) les mêmes districts que dans le cadre d'échantillonnage ont été utilisés pour la poursuite de l'analyse des questions locales et pour expliquer les résultats inattendus. Les résultats de ce travail ont été réunis dans un rapport final, avec un ensemble de recommandations.

Troisièmement, le **renforcement des capacités**, principalement des agents de l'État, mais aussi du personnel de certaines ONG et des consultants locaux en matière d'analyse des impacts sur la pauvreté, est le troisième principe clef du CoIMPact. Ceci est réalisé grâce à une formation et de manière plus importante encore, à l'exposition aux problèmes à traiter. Dans le cadre de la première phase du QIM le plus récent au Malawi, 71 personnes ont été formées et ont pu appliquer l'analyse de la pauvreté, dont 24 étaient des agents de l'État au niveau national et 45 à celui des districts, avec également des représentants locaux d'ONG. Sept personnes qui ont participé à la première phase du QIM ont transmis les compétences qu'elles ont acquises en faisant fonction de formateurs et de facilitateurs.

Une critique adressée à l'approche est qu'elle mobilise trop de ressources de la part d'administrations publiques faibles. Il a été suggéré que la recherche soit sous-traitée aux organismes de recherche nationaux ou à des ONG, comme c'est la pratique pour les PPA. Pourtant, plutôt que de considérer cette participation comme une pression sur des ressources limitées, on pourrait l'appréhender comme moyen de renforcer les capacités de ces administrations, afin qu'elles puissent mieux exercer leurs fonctions officielles ; ceci en les aidant à mieux comprendre les besoins et priorités de ceux qu'elles sont censées servir.

Alors qu'il est vrai que la préparation et la réalisation de la recherche sur le terrain pour le CoIMPact nécessitent beaucoup de temps et de ressources, l'expérience a montré que l'acceptation et l'appropriation des résultats et recommandations de politique par les agents de l'État augmentent plus ils en sont responsables et plus ils comprennent les informations que l'approche révèle. Ces fonctionnaires nationaux qui ont participé à la recherche sur le terrain et à l'analyse, deviennent les avocats dévoués de la prise en compte des questions de pauvreté dans leurs ministères respectifs et ont agi pour traduire les résultats en actions de politique. L'expérience du CoIMPact peut être utilisée pour identifier les liens entre les deux éléments importants de l'AIPS, c'est-à-dire l'analyse d'impacts et le dialogue de politique.

L'expérience du Kenya montre que la réalisation d'un CoIMPact dans sa totalité (de la conceptualisation à la fourniture de recommandations de politique dans un rapport national) peut être achevée en 6 mois et que la réponse en termes de politique peut être aussi rapide que la durée d'un cycle agricole. L'information n'étant qu'un paramètre dans un processus de politique, l'établissement d'un lien de causalité clair entre les résultats du CoIMPact et les changements de politique est rarement possible. Mais, analysés dans leur contexte respectif d'élaboration des politiques, les résultats du CoIMPact ont véritablement influencé les changements de politique au Malawi et au Kenya : Les recherches relatives au QIM 1 ont révélé que le logement a beaucoup plus d'importance pour les pauvres au Malawi que ne le montre le Cadre de politique pour la lutte contre la pauvreté. Les recommandations ont proposé l'élaboration d'une politique nationale du logement rural, qui a été lancée en l'an 2000. Les résultats ont montré également que la sécurité alimentaire et le revenu monétaire ont diminué considérablement dans tous les lieux où s'est déroulée la recherche, en raison de la perte d'accès aux engrais et aux marchés après la libéralisation du secteur agricole et des changements dans les politiques de crédit. Le programme "*Starter Pack*" a été introduit comme mesure d'atténuation avant la saison des semences suivantes. Les découvertes QIM ont été utilisées dans la conception du programme et la formulation d'une stratégie nationale de sécurité sociale. Dans les deux pays les résultats du CoIMPact ont fourni des informations permettant le diagnostic de la pauvreté pour le Document de Stratégie de réduction de la pauvreté.

(Un guide pour les praticiens du CoIMPact, ainsi que des études de cas en provenance du Malawi et au Kenya sous disponibles à : www.method-finder.de. Les références de tous les rapports, documents et directives officiels sont également listés ici).

Pour plus d'informations, prière de contacter :

Sabina Schnell, GTZ, Social Protection Section, sabina.schnell@gtz.de.

Chris Pain, GTZ, Support to Decentralised Rural Development Programme, Southern Province, Zambia chrispain70@yahoo.co.uk

Aues Scek, GTZ, Social Policy Advisory Services in Malawi, aues.scek@gtz.de)

Nom de l'outil : L'appréciation des consommateurs

Nom de l'outil : Appréciation des consommateurs	
Qu'est-ce?	Un outil utilisant des méthodes mixtes, (i) qui permet le mappage spatial des indicateurs sociaux, des indicateurs d'accès, de la qualité des services, des prix formels et informels des services, et des données socio-économiques ; (ii) qui les combine à l'information sur la volonté et la capacité de payer et aux préférences des consommateurs, à partir de la recherche sur le terrain tant qualitative que quantitative ; et (iii) qui inclut ces données dans les modèles financiers relatifs à certains secteurs (utilités) de façon interactive, afin que le choix de politiques puisse se faire de manière informée.
À quoi sert-il ?	Les données produites par l'outil Appréciation des consommateurs peuvent être utilisées pour comprendre comment les prix sont transmis (ou pas) du secteur formel à l'informel, et pour analyser les facteurs qualitatifs pour les niveaux des prix (capital social), le type de voisinage, les réseaux informels), afin de déterminer l'impact distributionnel des changements tarifaires, ou concernant la fourniture de services (comme la privatisation de la fourniture de services publics). Il peut aussi informer les indicateurs de performance inclus dans les contrats de gestion privés, pour qu'ils puissent mieux répondre aux priorités du consommateur. Est très utile pour les changements de politique impliquant les zones urbaines, comme dans le cas de réformes des services publics.
Que dit-il?	La méthode d'appréciation des consommateurs a été utilisée dans plusieurs pays africains (Mozambique, Lesotho, Zambie et Angola parmi d'autres) pour informer les politiques liées à l'introduction du secteur privé dans les services d'eau et d'électricité, et dans la mise en place et la structuration d'une politique tarifaire socialement et économiquement durables, les concernant. La méthode est utile dans le contexte africain pour des services tels ceux de l'eau, où les services formels ne peuvent atteindre qu'une minorité de la population urbaine et où les augmentations tarifaires peuvent dépendre tant des institutions qui les mettent en place, que des méthodes informelles de fixation des prix dans le marché "secondaire" de l'eau.
Outils complémentaires	Cette méthode est normalement utilisée en avec les instruments d'enquête sur les ménages et les outils de recherche qualitatifs. Elle est particulièrement utile pour l'analyse holistique (financière, économique, sociale et spatiale) nécessaire à une réforme efficace des services publics.
Elements clefs	Mappage des caractéristiques sociales avec prix et accès ; volonté et capacité de payer pour des enquêtes ; recherche qualitative approfondie grâce à l'observation et la tenue de groupes de discussion
Exigences	Données L'appréciation des consommateurs nécessite : (i) des données d'enquête sur l'accès aux services (tant formels qu'informels), la qualité et les prix

		qui peuvent être "mappés" spatialement ; et (ii) des données sur la volonté et la capacité (revenu) de payer ainsi que sur les préférences des consommateurs.
	Temps nécessaire	Selon la quantité des données disponibles et la portée géographique ou la taille des groupes de consommateurs, le travail de terrain et la collecte des données peuvent prendre de 7 à 9 semaines
	Qualifications	Bonnes qualifications interdisciplinaires, y compris l'aptitude à travailler avec des données quantitatives et qualitatives, ainsi qu'avec des analystes financiers de manière itérative.
	Logiciel d'appui	N/e s'applique pas
	Coût financier	Si les données primaires (la volonté de payer et l'information sur le revenu) sont déjà disponibles, avec un échantillon suffisant pour désagrégation au sein des zones urbaines et périurbaines, le coût s'élèverait entre 35,000 \$ et 50,000 \$. Cependant, ceci n'est pas souvent le cas et selon la taille de la zone et le nombre de villes à couvrir, y compris la collecte de données primaires, le coût peut être de 80,000 \$ et plus.
Limitations	Dépend de l'accès à de multiples sources de données, ce qui peut prendre du temps et provoquer des délais et affecter la qualité des données eu égard à la compatibilité de la population.	
References et applications	Keener and Ghosh (forthcoming): Measuring consumer benefits from utility reform: An exploration of consumer assessment methodology in Sub-Saharan Africa, 2005. <i>(Mesurer les avantages pour les consommateurs des réformes des services publics : Une exploration de la méthodologie d'appréciation des consommateurs en Afrique subsaharienne, 2005)</i>	

Méthode d'appréciation des consommateurs : Application et composants clefs¹

La méthodologie d'évaluation des préférences des consommateurs implique les particularités suivantes, relatives à la privatisation du secteur de l'eau et à la réforme tarifaire, particulièrement dans le contexte africain :

- (i) Élaboration de politiques opérationnelles appropriées relatives à la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau et les pauvres, ou concernant les tarifs et les pauvres, est une tâche difficile si on se base sur des moyennes nationales. Cela dépend en effet de la disponibilité d'alternatives locales et de la structure des partenariats actuels privé-public qui existent dans des zones urbaines spécifiques.
- (ii) La participation du secteur privé dans le secteur de l'eau peut impliquer de définir les frontières en termes de responsabilité pour ce qui concerne les

secteurs urbains et périurbains, qui ne sont pas souvent véritablement spécifiées si l'on se réfère aux enquêtes nationales sur les ménages.

(iii) Les caractéristiques sociales comme le niveau de cohésion sociale, le temps passé dans la résidence, le niveau de responsabilité sociale et le capital social, modulent les prix finaux et l'accès aux points d'eau publics ; souvent indépendamment des tarifs formels et ils peuvent donc avoir une influence significative sur l'impact sur les pauvres.

(iv) Dans le contexte africain, le marché informel des services de l'eau peut souvent être plus grand que le marché formel et ainsi les véritables impacts des changements proposés eu égard à la gestion ou aux tarifs, affectent souvent les deux marchés de façons différentes. Ces particularités ont une pertinence en termes d'impacts ultimes sur les pauvres.

(v) Les subventions sont souvent passées d'un groupe de consommateurs à l'autre de manière informelle en Afrique, et ainsi le caractère durable des tarifs et des subventions peut être mieux compris grâce à une analyse financière de l'utilité intégrée et itérative, plutôt qu'en calculant uniquement le coût d'une subvention donnée à un groupe discret.

Bien que son application varie selon les pays, les composants clefs et les principales étapes d'une évaluation des consommateurs impliquent de :

(i) Construire un modèle financier ou utiliser celui d'une utilité qui existe déjà pour montrer les coûts des services et les tarifs concernant différents groupes et sous-groupes de consommateurs, en supposant des améliorations pour cause de tarifs plus élevés et/ou de gains d'efficacité suite à la participation du secteur privé. Ce modèle sert à intégrer de manière interactive les feedbacks de la recherche d'appréciation des consommateurs concernant leur réaction probable aux prix pratiqués. Les évaluations de premier ordre des tarifs exigés afin de procéder à des améliorations ou à la participation du secteur privé, sont alors intégrées dans des enquêtes sur le terrain sur la volonté et la capacité de payer pour des niveaux différents de service et concernant la qualité, qui comprennent des questions sur les préférences en termes de gestion des utilités (publique ou privée).

(ii) Réaliser ou utiliser des enquêtes existantes sur la volonté et la capacité de payer qui possèdent des échantillons substantiels, constitués dans les secteurs urbains et périurbains, afin de procéder à une analyse désagrégée. Les enquêtes incluent souvent des modules revenus détaillés, mais utilisent également des données indirectes pour ceux qui se trouvent au sommet ou en bas de l'échelle (des revenus), comme pour les dépenses récurrentes mensuelles pour des articles de luxe (téléphones portables), les types de logement, qui peuvent être liés à des patterns existants dans les enquêtes nationales sur les ménages, ou d'autres indicateurs de vulnérabilité comme le nombre de repas manqués par jour.

(iii) Effectuer un mappage spatial des secteurs urbains et périurbains indiquant les niveaux relatifs à la volonté de payer, la capacité de payer, les préférences des consommateurs, les services d'eau existants (les alternatives

formelles et informelles), les bornes ‘*standposts*’ existantes et lesquelles fonctionnent et selon quelles dispositions en termes de gestion, ainsi que les niveaux de cohésion sociale, de criminalité, de revenus (si disponible) et de prix pour chaque source d'eau. Ceci afin de catégoriser les quartiers en types discrets, fournissant la base pour poursuivre l'analyse et comprendre l'hétérogénéité ou l'homogénéité des quartiers, permettant de comprendre si le ciblage géographique est le plus approprié pour ce qui concerne les pauvres.

(iv) Des discussions de groupe, les interviews d'informateurs clefs, le traçage de la chaîne des ventes du secteur informel et l'utilisation de la triangulation à chaque étape, permettent de déterminer les différentes manières dont les prix sont fixés dans le dit secteur et comment ils sont transmis du secteur formel au secteur informel ; ainsi que la structure, les sources et les prix du marché agrégé de l'eau (toutes les sources) avec une concentration sur les sources les plus souvent utilisées par les pauvres.

(v) Évaluer quantitativement les gagnants et les perdants d'un changement spécifique de politique tarifaire tant pour les marchés formel et informel.

(vi) Réaliser une analyse institutionnelle concernant ces institutions mettant en oeuvre les politiques tarifaires et/ou attribuant les contrats de location ou de gestion au secteur privé, afin de comprendre comment ces politiques peuvent être mise en oeuvre de manière efficace. Ceci signifie de prendre en compte les faits probants existants concernant la manière dont les utilités peuvent, de manière informelle, rationner les heures d'accès au service ou la qualité, pour les zones les plus pauvres.

Études de cas : Application en Afrique de la méthode Appréciation des consommateurs

L'Appréciation des consommateurs a été appliquée dans un certain nombre de contextes de réformes de politiques en Afrique. La méthode Appréciation des consommateurs a été utilisée au **Mozambique** pour déterminer la capacité et la volonté de différents consommateurs à payer l'eau et s'ils préfèrent une gestion privée ou publique de l'utilité. Elle a également été utilisée pour évaluer comment la politique tarifaire actuelle et celle proposée peuvent affecter les pauvres, et pour recommander des indicateurs permettant de déterminer comment l'introduction du secteur privé affecterait les consommateurs formels et informels (pauvres et non pauvres) et comment les zones périurbaines devraient être traitées dans le cadre de la gestion de l'eau et des contrats de bail proposés à l'époque.

La recherche s'est faite dans les 5 villes du Mozambique où le secteur privé devait être impliqué dans le cadre de contrats de gestion et d'affermage, et où des changements des niveaux et de la structure des tarifs devaient s'opérer. Des enquêtes quantitatives sur les ménages significatives au niveau des banlieues (par type de quartier), avec des discussions de groupe approfondies, l'observation (de bornes) et des interviews d'informateurs clefs ont révélé que le prix informel du marché de l'eau était en grande partie fonction des prix formels

et des quantités disponibles et que dans certaines villes, les vendeurs gagnaient des millions de dollars par an dans la revente d'eau, qui n'étaient pas investis dans le système. L'analyse localisée des prix et des quantités d'eau a montré que lorsque le nombre d'heures de service formelles augmentent, les prix informels déclinent (et vice versa). Ainsi, un des bénéfices indirects du contrat de gestion/affermage peut être mesuré en termes de nombre d'heures de service en augmentation et probablement en prix informels plus bas. Les résultats de la recherche ont été présentés à de nombreux dépositaires d'enjeux et au parlement, et ont joué un rôle dans la décision de continuer à impliquer le secteur privé. De plus, une des premières offres du consultant pour le traitement des zones périurbaines (généralement les bidonvilles les plus pauvres du Mozambique) a recommandé de les entourer d'une barrière, avec le secteur privé ne couvrant que les zones urbaines principales. En outre, les préférences des consommateurs pour ce qui est des améliorations de la qualité et du service ont été intégrées dans le contrat de gestion et d'affermage. Les recherches en consommation ont conduit au rejet de cette proposition. Après deux ans de gestion privée et d'affermage, une deuxième évaluation a été effectuée pour déterminer les effets sur les prix tant formels qu'informels, en tant qu'indicateur clef d'impact général.

Au **Lesotho**, l'appréciation des consommateurs a été utilisée d'abord comme ligne de base pour une réforme impliquant un contrat de gestion privé relatif à l'eau en milieu urbain ; et de nouveau, cinq ans plus tard, pour évaluer l'impact de la politique qu'on a continué à suivre, sans avoir mis en œuvre la réforme.

Dans la région productrice de cuivre de **Zambie**, l'appréciation des consommateurs a aussi été utilisée avant l'introduction d'un contrat de gestion privé pour l'alimentation en eau et la commercialisation des services publics locaux de l'eau dans un autre ensemble de villes. Ceci afin de déterminer si le coût d'accès au service public après l'implication du secteur privé serait à la portée de différents groupes de consommateurs (à bas, moyens et à revenus élevés), et pour savoir à qui les subventions actuelles bénéficient le plus.

En **Angola**, la grande taille du secteur informel de l'eau (40 % et plus dans les zones urbaines) a nécessité de s'intéresser non seulement aux prix formels en analysant le secteur, mais aussi de comprendre comment les prix sont fixés dans le secteur informel. Ainsi, des interviews de chaque partie dans la chaîne d'achat et de vente de l'eau ont été réalisées, y compris des centaines de marchands d'eau privés. En outre, l'observation discrète a été utilisée aux points de collecte d'eau en gros pour constater que le marché de l'eau par camion n'est contrôlé par aucun monopole comme on l'avait présumé. Les données spatiales concernant les prix de l'eau, les caractéristiques sociales, l'alimentation en eau existante, ont alors été "mappées" et les quartiers catégorisés en divers types, avec un certain nombre de groupes de discussion au sein de chacun d'entre eux. Pendant les discussions de groupe, les équipes de recherche avaient à leur disposition des données quantitatives sur les prix de l'eau et les

sources pour le quartier en question. Les outils PRA ont été adaptés par un artiste et des membres d'ONG locaux choisis de manière concurrentielle.

Le mappage spatial des prix et d'autres caractéristiques physiques a révélé que les prix les plus élevés sont pratiqués dans les zones où l'étroitesse des rues limitent l'accès des gros camions. Ces prix ne seraient pas affectés par des améliorations de l'alimentation en eau formelle dans le court terme, et continueraient à affecter les pauvres. En outre, les bénéfices pour le secteur privé de l'eau en Angola ont été évalués à US\$ 30 millions. Suite à la recherche, il a été proposé des alternatives à court terme pour faciliter la fourniture d'eau à ces zones à haute densité (méthode permettant de remplir des camions-citernes plus petits). En outre, les obstacles à la réforme du système tarifaire ont été identifiés, comprenant le partage des profits des bornes "standposts" avec les responsables politiques locaux.

¹ Extrait de Keener and Ghosh (forthcoming) *Measuring consumer benefits from utility reform: An exploration of consumer assessment methodology in Sub-Saharan Africa, 2005.*

L'ADMARC du Malawi

Études de cas utilisant des méthodes combinées : L'AIPS relative à la réforme des marchés agricoles du Malawi

Depuis la fin des années 1980, les marchés agricoles du Malawi ont connu plusieurs réformes. Les prix des produits et entrants agricoles ont été libéralisés, ainsi que les services de commercialisation des dits produits, pour permettre la participation du secteur privé. L'office national de développement agricole et de commercialisation (*Agricultural Development and Marketing Corporation - ADMARC*) a été restructuré, a vendu bon nombre de ces actifs et a entamé la fermeture de certains de ses marchés peu lucratifs. Les artisans de ces réformes ont espéré que le secteur privé intervienne une fois que l'État se soit retiré, mais cela ne s'est pas toujours réalisé ainsi, et les performances d'ADMARC ont continué à se détériorer en dépit des réformes. Ceci a encouragé certains à accélérer la privatisation d'ADMARC elle-même, un processus qui nécessiterait plus de fermetures de marchés. L'AIPS a permis d'étudier l'impact probable de ces mesures sur les groupes faibles et vulnérables du Malawi.

L'AIPS utilise des méthodes mixtes parallèles et est basée sur trois rapports présentant la toile de fond. Deux de ces rapports sont de type quantitatif, utilisant des techniques économétriques pour évaluer l'importance de l'ADMARC sur le bien-être des ménages, et l'autre est de type qualitatif, basé sur une recherche effectuée dans 20 communautés rurales choisies par *échantillonnage dirigé*, dans l'intention de déterminer l'effet combiné de la fermeture des marchés et de la réduction des activités de vente d'ADMARC. Un rapport de synthèse

comprenant les résultats des trois différentes études a été produit et une étude sociale relative à la réforme de l'ADMARC a été entreprise pour le compléter.

L'étude a été réalisée dans la zone d'influence ("*catchment area*") de 10 marchés unitaires ADMARC (avec 2 communautés chacun). L'emplacement des marchés d'ADMARC a été choisi par échantillonnage dirigé sur la base de leur éloignement et de leurs caractéristiques dominantes concernant les moyens de subsistance, pour couvrir la diversité existante en termes de critères régionaux et géographiques, ainsi que de systèmes agricoles et d'autres critères sociaux et culturels. Les raisons du choix de marchés éloignés sont la supposition que les services de marketing fournis par l'ADMARC seraient plus utiles dans les zones où l'infrastructure est faible, car les commerçants privés sont peu censés y opérer. Les dix sites possèdent un secteur agricole assez diversifié en termes de type de bétail et de cultures, mais aussi un nombre significatif d'activités non agricoles. La production alimentaire de base ne diffère pas radicalement d'un site à l'autre, tous produisant du maïs ainsi que d'autres cultures alimentaires, telles que les arachides, le manioc et les patates douces. Cependant, il y a des différences considérables en termes de cultures commercialisables, avec trois sites produisant du coton et le reste plutôt du tabac et pour quelques ménages, du soja et du paprika.

L'étude qualitative a été conçue comme évaluation ex-post de l'impact de la fermeture de certains marchés ADMARC sur divers groupes sociaux. Une série de méthodes de recherches qualitatives a été utilisée pour solliciter les réactions des ménages et d'autres dépositaires d'enjeux. Des discussions de groupe utilisant des méthodes d'apprentissage participatives ont constitué le principal moyen de collecte des données. Des interviews d'informateurs clefs des sites choisis ont également été réalisées. Enfin, des interviews semi-structurées des décideurs des institutions concernées ont aussi été conduites. Pour chacun des 10 marchés unitaires ADMARC, des méthodologies d'évaluation participatives en milieu rural, des discussions de groupe et des interviews d'informateurs clefs ont été appliquées dans deux villages. Ceci a signifié qu'un total de 20 villages a été inclus dans cette étude, avec un total de 40 discussions de groupe (la moitié avec des groupes de femmes), 54 interviews semi-structurées et 44 interviews d'informateurs clefs (9 interviews de fonctionnaires d'ADMARC, 3 de commerçants privés et 32 d'autres informateurs clefs). Le choix des personnes interviewées et des participants aux discussions a été fait en consultation avec les leaders et les personnels locaux de vulgarisation, afin de tenir compte des différences concernant la stratification sociale et économique, la diversité ethnique, et en termes de moyens de subsistance et de genre. Parmi les 10 marchés unitaires ADMARC, 6 étaient proposés à la fermeture et 4 devaient continuer à fonctionner. Pour les 6 premiers, les interviews ont été conduites dans des villages appartenant à la zone d'influence de marchés saisonniers fermés, alors qu'il s'est avéré qu'il n'y a eu aucun marché unitaire n'a été fermé durant les cinq dernières années.

Étant donné la nature qualitative de l'étude, il faut faire preuve de circonspection concernant la généralisation des résultats de l'étude. Premièrement, il a été noté que les perceptions concernant la fermeture des marchés ne pouvaient être éliminées en filtrant les effets d'autres facteurs qui ont affecté les performances d'ADMARC. En outre, l'étude a été réalisée dans le contexte de la famine qui a frappé le Malawi et l'Afrique du sud en 2001/2002 et les appréciations de certains petits agriculteurs ont pu être influencées par cette situation. De plus, l'étude s'est concentrée sur dix sites parmi les nombreux marchés que l'ADMARC possède dans tout le pays et n'a ainsi permis de comprendre que de manière générale le fonctionnement des systèmes de marketing agricole du Malawi. Il faut ajouter que très peu d'interviews des commerçants privés ont été réalisées en raison de leur grande mobilité.

Les résultats des interviews et discussions de groupe ont indiqué que les petits et les gros commerçants privés ont progressivement remplacé l'ADMARC en tant qu'acheteurs/vendeurs des produits agricoles, particulièrement dans les marchés avec une infrastructure bien développée. Les gros commerçants ont été peu nombreux et spécialisés principalement en produits agricoles commercialisables. Les petits commerçants non agréés (ou petits vendeurs), ont par ailleurs été nombreux, constituant un canal d'achat et de vente pour le maïs, accessible dans les zones rurales. Ce sont ces petits vendeurs qui ont, dans une certaine mesure, comblé les lacunes laissées par l'ADMARC dans la fourniture de services de vente fiables et efficaces.

Le retrait de l'ADMARC ne semble pas avoir été compensé par une augmentation équivalente des activités du secteur privé, aboutissant à une baisse générale de la concurrence (et de l'efficacité) des organisations de marketing. Au contraire, l'effet immédiat a plutôt été une structure de marché plus concentrée, tandis que celui de la fermeture de marchés a été une diminution de la rentabilité de la petite agriculture, avec une augmentation des dépenses de transaction pour les agriculteurs et des marges plus élevées pour les commerçants.

En somme, les marchés ADMARC dans les zones rurales semblent avoir joué un rôle important en tant que réseaux de distribution de maïs à un prix abordable durant la basse saison et en période de famine, en fournissant des prix de référence, en étant une source fiable d'intrants et en achetant les produits des agriculteurs. Même pour les marchés où les commerçants privés sont particulièrement actifs, notamment les marchés de proximité, le retrait des marchés ADMARC peut avoir des conséquences négatives pour la sécurité alimentaire et l'accès régulier aux intrants.

La réforme du secteur du thé du Rwanda

Étude de cas utilisant des méthodes combinées, AIPS du Rwanda : réforme du secteur du thé

Le thé au Rwanda est cultivé principalement par de petits agriculteurs sur des superficies de moins de 0.25 hectares. C'est un des produits agricoles à forte intensité de main-d'oeuvre qui fournit un revenu monétaire régulier aux agriculteurs et des opportunités d'emploi à la population rurale. Ainsi, le secteur possède un grand potentiel pour contribuer à la réduction de la pauvreté. Le gouvernement a décidé d'aller de l'avant avec le processus de privatisation, en commençant par les usines de thé de Pfunda et de Mulindi. L'AIPS a été réalisée faisant suite au dialogue avec le gouvernement dans le cadre du suivi et de l'évaluation du PRSP. Cette analyse permet de s'assurer que les réformes du secteur du thé sont mises en oeuvre afin de pouvoir réaliser une croissance économique soutenue maximum, et la réduction de la pauvreté. Un certain nombre de partenaires clefs ont été identifiés et impliqués dans la conception et la préparation de l'AIPS. Ils ont constitué par la suite le Comité de pilotage de l'AIPS qui a identifié les consultants locaux. Après la création de l'équipe de l'AIPS, on a procédé à la conception opérationnelle de l'Analyse institutionnelle et des dépositaires d'enjeux. Celle-ci a permis de décrire le travail sur le terrain et les résultats à accomplir. Les consultations ont été basées sur les méthodes d'Évaluation rurale participative et ont impliqué des sessions de discussions de groupe ainsi que des interviews ouvertes d'informateurs clefs. Les dépositaires ont été consultés à tous les niveaux, de la base aux décideurs au niveau national. Le travail de terrain, où tous les producteurs de thé identifiés ont été visités, a été à la base de l'Analyse institutionnelle et des dépositaires d'enjeux.

L'étude a utilisé des outils qualitatifs de manière séquentielle afin de produire les données nécessaires à la conception de l'enquête de base pour l'analyse quantitative. Un examen des informations secondaires a été effectué pour identifier les structures du secteur et les problèmes clés. Les outils sociaux, l'analyse institutionnelle et des dépositaires ont permis d'évaluer les acteurs concernés, ainsi que les organismes au sein du secteur et les canaux de transmission par le biais desquels ils sont affectés. L'analyse institutionnelle a été utilisée pour obtenir une compréhension détaillée de la structure institutionnelle et contractuelle du secteur du thé, ainsi que les règles formelles et informelles ainsi et les contraintes et incitations.

L'analyse des dépositaires devait permettre d'identifier et de comprendre, grâce à l'établissement de profils (*'profiling'*), tous les acteurs du secteur, y compris ceux qui peuvent affecter la réforme et ceux qui sont négativement ou positivement affectés par elle. L'analyse de chaque dépositaire identifié est basée sur quatre éléments : (i) influence sur la réforme, (ii) niveau de soutien à la réforme (iii) participation à la réforme (iv) impact probable de la réforme. Le dépositaire clef a couvert des groupes et organisations de producteurs, des travailleurs salariés, des propriétaires et gestionnaires de plantations et d'usines, des investisseurs, des organismes et institutions d'État, des organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds.

Les objectifs spécifiques de l'analyse institutionnelle ont été (i) d'illustrer les règles formelles et informelles du secteur du thé et les normes et pratiques concernant la production, le transport, la préparation et la vente du thé (ii) d'identifier les canaux de transmission par lesquels les contraintes et les incitations en matière de production de thé sont transmises. Le mappage institutionnel a été basé sur un mappage statique et un mappage de processus, comme décrit ci-dessous :

- Le mappage statique a illustré la structure des propriétés agricoles, l'équilibre entre les institutions publiques et privées et comment les cultivateurs et les coopératives ont ravitaillé les usines. Il a permis de mettre en évidence l'importance des cultivateurs qui fournissent les deux tiers des feuilles de thé, ainsi que la manière dont ils interagissent avec chaque propriété.
- Le mappage de processus a permis d'identifier les règles formelles et informelles et les réglementations relatives au secteur du thé ; ainsi que d'établir un lien entre ressources et activités et de mettre en évidence les contraintes, goulots d'étranglement et incitations concernant la production de thé. Ce mappage a été réalisé pour deux usines, Pfunda et Mulindi. La première est directement impliquée dans la culture du thé et la seconde dépend des cultivateurs indépendants.

L'Analyse des dépositaires et institutionnelle a produit de nombreux résultats dont quelques-uns sont décrits ci-dessous :

- L'analyse doit se concentrer sur les ouvriers, les cueilleuses de thé, les cultivateurs et leurs ménages. Les plus pauvres et les plus vulnérables parmi ceux-ci sont les ouvriers, qui effectuent le travail non qualifié et reçoivent les salaires les plus bas du secteur.
- Les effets indirects de la réforme sur d'autres ménages de la région, qui ne dépendent pas du thé, sont aussi importants. Au Rwanda, les ménages les plus pauvres ne travaillent pas dans le secteur du thé, leur source principale de revenu est habituellement le travail salarié pour les ménages voisins.
- Un secteur d'importance clef est celui des organisations de cultivateurs. Les associations et coopératives des cultivateurs de thé sont les seuls moyens pour les cultivateurs de tirer des avantages de la privatisation et d'affirmer leurs droits. Cependant, bon nombre de ces organisations manquent d'expérience, de financement et sont mal organisées et soutenues. Il y a un risque que leurs droits soient négligés une fois la privatisation réalisée s'ils sont incapables de les affirmer, ou en sont peu conscients.
- Les stratégies ayant pour objectif l'accroissement des flux d'information concernant les prix, les salaires, les rendements, l'utilisation des intrants,

etc., pour les cultivateurs sont d'importance cruciale. Il en est de même du développement et de l'amélioration des systèmes d'information pour le renforcement des capacités des organisations de cultivateurs.

Les analyses ont permis d'obtenir des informations sur les risques sociaux relatifs aux diverses options en matière de privatisation, ainsi que d'identifier les contraintes et incitations à la concurrence et à la libéralisation d'un marché du thé fonctionnant de manière adéquate. Les résultats obtenus grâce à l'utilisation des outils qualitatifs doivent permettre la conception et l'utilisation d'une ligne de base et d'une enquête de suivi sur les ménages, utilisant des données ex-ante et ex-post pour évaluer l'impact de la privatisation sur les indicateurs concernant le bien-être de différents groupes sociaux, y compris les ménages qui dépendent du thé et ceux qui n'en dépendent pas.

Réforme de l'énergie du Yémen

Étude de cas utilisant des méthodes combinées : AIPS relative à la réforme de l'énergie du Yémen

En 2002, le gouvernement du Yémen (GOY) a demandé à l'ESMAP de réaliser une enquête détaillée sur les ménages et l'énergie et une évaluation rapide participative (PRA) dont l'objectif est d'examiner quels changements en matière de politique énergétique pourraient contribuer à la réduction de la pauvreté au Yémen. L'étude s'est concentrée sur les politiques qui affectent directement les ménages ; c'est-à-dire principalement celles qui déterminent les prix à la consommation de l'électricité et des produits pétroliers.

Le renforcement des capacités des dépositaires d'enjeux a constitué un élément central du processus de l'AIPS et de vastes consultations avec des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux ont eu lieu durant l'étude ESMAP. L'étude a débuté avec un atelier de travail composé de 20 experts de ministères clefs, de groupes de femme et du monde universitaire. Cet atelier a approuvé la portée de l'étude et l'approche analytique. Après que le travail sur le terrain relatif à l'enquête sur les ménages ait été achevé, l'équipe a tenu une réunion avec des représentants des ministères, des collectivités locales et des sociétés d'énergie, durant laquelle le programme de travail et le cadre de l'analyse économique et financière ont été présentés. Les résultats ont été discutés plus tard avec le groupe.

L'équipe a présenté les résultats de ses recherches durant les multiples réunions de groupe. Il s'est tenu dans ce cadre une réunion d'analyse des dépositaires d'enjeux avec des représentants de l'État et de la société civile (parrainée par

DFID). Une autre réunion s'est également tenu avec des représentants de l'État et de la société civile, présidée par l'unité de suivi de la PRSP, pour discuter les impacts distributionnels des subventions en matière d'énergie. L'étude finale a été présentée lors de diverses réunions, afin de fournir des recommandations de politique concrètes, qui pourraient être incluses dans l'étude.

L'AIPS utilise une approche séquencée avec méthodes mixtes où l'évaluation participative a informé la conception d'une enquête sur les ménages et a complété l'analyse quantitative. L'analyse qualitative de l'énergie appliquée pour les communautés pauvres et à revenu moyen a permis de comprendre quelles sont les sources d'énergie des pauvres, comment ils l'acquièrent et quelles stratégies ils adoptent dans le cadre de conditions économiques changeantes. L'analyse a également permis d'identifier les types d'énergie qui amélioreraient leur bien-être. Une enquête sur les ménages et l'énergie a été conçue en se basant sur ces informations et l'analyse distributionnelle a permis de prévoir la nature et la mesure du changement distributionnel. Le rapport final de l'ESMAP, *Accès à l'énergie pour la réduction de la pauvreté au Yémen*, constitue une synthèse utilisant les données de la recherche qualitative et quantitative réalisée sur le terrain, pour examiner les implications sociales et économiques des diverses options de politique. La synthèse des deux méthodes n'était pas seulement contenue dans la conclusion du rapport, mais les méthodes qualitatives et quantitatives ont été utilisées de manière complémentaire tout au long du dit rapport selon les sujets traités.

L'Évaluation participative rapide (PRA) a permis d'obtenir des informations qualitatives et quantitatives sur les manières dont l'énergie est utilisée ainsi que pour faire face à son insuffisance. Elle a été réalisée dans quatre gouvernorats où la majorité des pauvres est concentrée : Taiz, Ibb, Sana'a et Hodeida (57 % des pauvres du pays se trouvent dans ces gouvernorats et ceux qui possèdent l'incidence de pauvreté la plus élevée sont Taiz et Ibb). La PRA a permis une consultation directe des communautés de neuf localités pour comprendre les patterns d'utilisation de l'énergie. Douze équipes composées de quatre chercheurs chacune ont conduit des discussions de groupes séparés pour les hommes et les femmes et des interviews approfondies d'informateurs clefs composés d'hommes et de femmes, de scheiks, de leaders communautaires, de représentants élus, de propriétaires de magasins, de fournisseurs d'énergie, d'enseignants et de travailleurs de santé. Un mappage géographique et de la pauvreté, ainsi qu'une analyse des dépositaires et l'observation des participants ont été réalisés. L'approche a permis aux chercheurs d'observer les comportements relatifs à l'utilisation de l'énergie et d'obtenir des explications de la part des utilisateurs quant aux choix qu'ils possèdent pour ce qui concerne les sources et les fournisseurs d'énergie. L'approche a également permis d'examiner les attitudes des utilisateurs par rapport aux choix auxquels ils sont confrontés, leur niveau de satisfaction des services d'énergie qu'ils peuvent obtenir et ce qu'ils souhaiteraient voir changer. L'utilisation de l'énergie par des institutions communautaires telles que les centres médicaux, les écoles et bureaux municipaux a aussi été examinée. La PRA a d'abord été réalisée pour la

conception du questionnaire d'enquête sur les ménages dans le cadre de celle plus large sur l'énergie. L'Enquête sur les ménages et l'énergie a produit des données quantifiables sur l'électricité et les différentes formes d'énergie [consommées par] les ménages, les caractéristiques de leur fourniture et les prix payés ainsi que leur destination particulière, à partir d'un échantillon de 3,540 ménages. L'analyse économique et financière a par la suite donné lieu à un rapport combiné avec une étude coût-efficacité et indiquant les liens financiers, macro-économiques et de politique, utilisant les résultats des enquêtes sur les ménages et l'offre. Le rapport s'est concentré sur l'impact distributionnel des politiques en matière d'énergie comme celles de subventions des produits pétroliers.

La PRA a permis de mieux comprendre l'utilisation de l'énergie par les pauvres et ses principaux résultats sont présentés ci-dessous.

Trois seulement des douze localités de l'échantillon utilisé pour les recherches sont connectées au réseau électrique. L'électricité est utilisée en premier lieu pour l'éclairage, la télévision et une certaine réfrigération, par les ménages aisés et pauvres. Dans les plaines et les zones côtières, elle est utilisée pour la ventilation ou la climatisation pendant les saisons chaudes. Les très pauvres l'utilisent principalement pour l'éclairage.

Les redevances de connexion pour l'électricité sont de 10,000 YR dans les zones rurales et 25,000 YR dans les zones urbaines. La plupart des ménages pauvres et très pauvres des zones urbaines et rurales considèrent ces coûts comme des obstacles importants à l'accès. La PRA a permis de savoir que pour éviter de payer des redevances de connexion élevées, certains ménages pauvres des zones urbaines se connectent de manière illégale à la ligne d'un voisin. Dans d'autres cas, certains ménages se connectent directement de manière illégale aux lignes haute tension. Ils le font généralement pour éviter de payer les frais de connexion. Les personnes interrogées ont suggéré des paiements étalés tout au long de l'année pour alléger cette charge.

Les ménages très pauvres des zones rurales dépendent le plus du bois pour la cuisson des repas (riz, ragoûts, thé). Les ménages urbains utilisent bien moins de bois que les familles rurales. Plus un ménage est pauvre moins il consommera de repas et d'énergie. Les très pauvres dans les zones rurales cuisinent en moyenne une fois par jour. La PRA a également permis de constater que les femmes et les filles sont plus impliquées que les hommes et les garçons dans le ramassage du bois et d'autres produits de la biomasse. Dans les zones rurales, indépendamment de la catégorie sociale, les femmes et particulièrement les filles de 10 ans et plus sont responsables du ramassage du bois. Les personnes interrogées ont répondu que le ramassage pose des risques de blessures en terrain vallonné et contribue à la faible scolarisation des filles.

Le pétrole est disponible toute l'année, mais les prix varient selon les saisons dans les zones rurales, particulièrement là où il n'y a pas de routes toutes

saisons. Les ménages pauvres et très pauvres font face à leur situation en se rendant sur les lieux où ils peuvent acheter du pétrole à meilleur marché, en empruntant de petites sommes aux voisins et en ramassant ou achetant plus de bois. Les femmes ont exprimé une forte aversion pour la cuisine au pétrole, expliquant que sa mauvaise odeur affecte le goût des aliments et cause des maux de tête. Les personnes interrogées, partout dans la zone de l'étude, ont également décrit le pétrole comme présentant un risque pour la sécurité. Les hommes aussi bien que les femmes ont indiqué que la qualité de la lumière générée grâce au pétrole est mauvaise et insuffisante pour n'importe quel type de travail la nuit. Les parents se sont plaints que les enfants sont incapables d'étudier ou de faire leurs devoirs avec un éclairage fourni par une lampe à pétrole.

La réforme foncière en Zambie

Étude de cas utilisant des méthodes combinées : L'AIPS relative à la réforme foncière en Zambie

Cette étude a évalué la pauvreté et les impacts sociaux de la réforme agraire controversée, proposée par le Ministère des affaires foncières. Dans son Avant-projet de politique foncière (*Draft Land Policy*), le gouvernement a proposé l'enregistrement et la conversion de certaines terres sous le régime de propriété coutumière (94 % des terres en Zambie sont sous ce régime), en terres appartenant à l'État. Cette mesure a été considérée comme encourageant l'investissement, le développement et la productivité grâce à l'amélioration de la sécurité, de l'accès et des incitations qui doivent permettre une meilleure gestion des terres – avec une augmentation des loyers et redevances. L'étude a permis de nourrir le dialogue de politique animé qui a fait suite à la proposition et au nouveau CAS pro pauvres produit par la Banque mondiale.

Le PRSP de Zambie a identifié les problèmes inhérents au système foncier actuel, dont l'origine remonte à avant l'indépendance. De nombreuses études ont montré le lien entre le manque d'accès à la propriété foncière et la faible productivité du travail et des terres, ainsi qu'avec le manque d'investissements et la vulnérabilité et la pauvreté. Les réformes passées n'ont pas été mises en oeuvre telles que conçues à l'origine en raison de controverses et d'une certaine résistance. Les solutions consensuelles n'ont pas eu les effets sur la réduction de la pauvreté et le développement économique qu'on attendait. Ainsi, on pouvait s'attendre à ce que la proposition de réforme 2002 suive le même chemin caractérisé par des conflits politiques et la résistance au projet.

L'AIPS a examiné les impacts potentiels du projet de réforme, c'est à dire de l'enregistrement des terres, l'ajustement des loyers et l'amélioration de la perception des impôts, l'assignation de 30 % des terres aux femmes, minorités

ethniques et groupes vulnérables et le renforcement du Tribunal foncier. L'AIPS s'est concentrée sur 1) la productivité et les revenus des petits propriétaires, l'accessibilité à la terre et les risques associés à l'utilisation de la terre comme garantie de prêt ; ii) l'accès aux terres par les agriculteurs (des petits exploitants, pour usage commercial, des investisseurs étrangers) ; iii) l'accès aux terres par les femmes, minorités ethniques et groupes vulnérables ; iv) les possibilités d'amélioration de l'accès et pour une distribution plus équitable, dans le cadre de la structure institutionnelle actuelle; v) le changement potentiel en termes de bien-être selon les différents scénarios relatifs à la distribution des terres ; et, iv) la viabilité de la proposition actuelle de s'attaquer aux problèmes qui se posent, c'est-à-dire les propositions faites pour les résoudre ou pour en traiter les conséquences.

Les coordonnateurs de l'étude ont essayé d'intégrer l'AIPS dans un processus participatif afin d'en susciter l'appropriation et les résultats par la société civile, les décideurs et les bailleurs de fonds. Des organisations de la société civile ainsi que des représentants des bailleurs de fonds, de l'État, du secteur privé, et des universitaires, ont participé aux choix de la politique (considéré comme une priorité) et ont continué à participer à la collecte des données, à l'analyse et aux recommandations de politique. L'équipe gouvernementale était dirigée par l'Unité de suivi de la pauvreté du Ministère des finances et de la planification nationale (MFNP) et le Ministère du développement communautaire et social (MCDSD) et comprenait des représentants d'autres ministères et organismes concernés. Les organisations de la société civile (CSO) et des universitaires ont effectué le travail qualitatif (Recherche participative sur la pauvreté). En outre, les représentations locales de l'UNICEF, de la FAO, de l'OIT et d'autres agences de l'ONU ainsi que des organisations de coopération bilatérale ont fourni des documents d'information et ont participé aux discussions de groupes, interviews et autres discussions.

L'équipe de l'AIPS a conduit toute une série de discussions de groupe, des interviews structurées, semi-structurées et ouvertes. Les dépositaires d'enjeux consultés provenaient de plus de 15 ministères et agences, avec 12 représentants "des grandes entreprises", 11 d'ONG locales, 5 d'ONG internationales, et 2 de syndicats représentant les exploitants agricoles et les petits agriculteurs, et des autorités traditionnelles. Il faut y ajouter les représentants de plus de 11 organisations de bailleurs de fonds et de 5 institutions recherche et universitaires. À cette étape (initiale), la plupart des interviews ont été faites avec des hauts fonctionnaires, des cadres du secteur privé et des leaders syndicaux. Les discussions de groupe ont été réalisées au sein des organisations, avec des membres du personnel technique et opérationnel de même niveau, pour éviter l'influence de la hiérarchie. Les membres du personnel de terrain et de celui basé à Lusaka ont été interviewés séparément. Dans la plupart des cas le personnel basé à Lusaka était de haut niveau et probablement avec des relations politiques. Les membres du personnel

international et local des organisations internationales ont souvent été interviewés séparément.

Parallèlement aux consultations, l'équipe a passé en revue la littérature en la matière. Une partie essentielle de cette revue a concerné l'analyse de 10 ans de travail de Recherche participative sur la pauvreté (PPR) dans les 6 communautés déjà étudiées par des universitaires zambiens. Des données au niveau du groupe ont été collectées, importantes comme point de départ. Simultanément, l'équipe a utilisé les dernières données d'enquête sur les ménages disponibles pour ré-exécuter un modèle de formulaire réduit des dépenses des ménages ruraux, afin de tester les corrélations de la pauvreté. Basé sur tout ce qui est mentionné ci-dessus, l'équipe a analysé trois réformes : celle de la propriété foncière, celle des subventions pour les engrais et celle concernant l'infrastructure rurale.

En concevant la méthodologie, l'équipe avait à l'esprit non seulement la robustesse et l'adéquation des outils, mais également : i) que les données complémentent celles existantes afin qu'elles puissent être utilisées pour déterminer les patterns historiques et pour des objectifs allant au-delà de l'AIPS ; ii) que les méthodes soient telles qu'elles puissent permettre de maximiser les capacités locales, de les renforcer lorsque nécessaire et d'être utilisées dans le pays dans le futur ; iii) que l'approche permette de maximiser la participation des dépositaires d'enjeux. Ainsi, l'équipe a demandé un PPR pour mettre à jour le corps de données existant, tout en étendant la portée de l'AIPS. L'équipe a aussi demandé la réalisation d'une enquête anthropologique pour mettre à jour un ensemble de données anthropologiques longitudinales (ethnographies). Les deux études devaient permettre la mise à jour d'un modèle ménage rural, conçu spécifiquement pour la Zambie et utilisant les données quantitatives existantes. Toutes les études devaient fournir des informations pour les analyses institutionnelles, des dépositaires, de scénario et du risque. Les interviews et les discussions de groupes avec des dépositaires d'enjeux clefs ont été prévus pour être réalisés après l'achèvement des recherches et de la mise à jour du modèle. Dans le même temps, la revue de la littérature s'est poursuivie.

L'AIPS a utilisé une approche méthodes mixtes avec séquençement et combinaison des données qualitatives et quantitatives. Le PPR a produit des données qualitatives et quantitatives et a été réalisé dans 10 communautés et quatre agro zones. Ces données ont été complétées par d'autres qualitatives longitudinales produites grâce à une réplique d'étude ethnographique (*repeat study*) du village de Kefa, avec des résultats comparés à l'étude réalisée il y a 25 ans, considérée comme ligne de base.

Le modèle ménage rural utilisé pour l'analyse était un modèle stylisé de ménages ruraux petits propriétaires, préparé pour l'Évaluation de la pauvreté en Zambie de 1994. Il s'agit d'un modèle de programmation linéaire¹ (*single-period linear-programming*) qui permet d'évaluer les habitudes de cultures des petits agriculteurs. Le modèle combine les données du recensement (informations sur

la composition des ménages, exploitation des terres, activités économiques), des données socio anthropologiques (emploi du temps, distribution du travail selon le genre pour différentes activités, etc.), avec des budgets agricoles pour différentes cultures afin de générer les variables économiques d'intérêt (caractéristiques de la production agricole, revenus des ménages, prix de référence de la terre et du travail). Le modèle ne considère que les revenus générés par des activités agricoles à la ferme². Les choses ayant changé en Zambie depuis 1994, le modèle a eu besoin d'être mis à jour.

Pour comprendre les différents changements³, éviter les limitations des données quantitatives disponibles et mieux comprendre les dynamiques communautaires, intra-ménage et en termes de genre, il a d'abord été nécessaire d'achever la recherche qualitative. Le PPR a débuté avant la saison des pluies et s'est poursuivi durant la dite saison pour fournir des informations sur l'utilisation du temps, la distribution d'actifs, la division du travail, l'accès aux marchés et à l'information, etc. La recherche a couvert les communautés des différents groupes ethniques, agro zones, avec des accès différents aux marchés, routes et modes de vie. L'étude séparée de l'endettement d'un village où des données anthropologiques disponibles a fourni nombre de détails concernant les modèles de culture, marchés locaux, utilisation du temps et de l'infrastructure, coûts directs et indirects.

Utilisant le PPR et les données anthropologiques, les auteurs du modèle ménage rural ont mis à jour les scénarios et ont ensuite utilisé les données quantitatives disponibles (recensement, enquête sur les ménages, statistiques agricoles et autres) pour évaluer les impacts des modifications de politique proposées sur le revenu, la répartition du travail, l'utilisation d'engrais, l'utilisation de la terre, la productivité et le bien-être. Ceci a permis d'informer l'analyse des impacts directs et indirects potentiels. Le PPR et les données rassemblées à bon escient au niveau national ont permis d'informer l'analyse institutionnelle et des dépositaires. L'équipe AIPS a collaboré avec celles réalisant d'autres études au même moment et a tiré bénéfice d'une enquête de l'IFC concernant le climat d'investissement, ainsi que du mappage de la pauvreté fait pour le PVA (Évaluation de la pauvreté et de la vulnérabilité) et d'une évaluation des bénéficiaires faite pour ZAMSIF (Fonds d'investissement social de la Zambie).

Les données rassemblées et les résultats du modèle ont fourni un mélange utile d'informations. Les données qualitatives ont permis une compréhension détaillée de la situation des différentes zones rurales de la Zambie, alors que le modèle ménage a fourni des évaluations quantitatives des avantages et des coûts, des changements stylisés de politique, des investissements, des technologies et des pratiques en matière de culture sur les revenus des ménages ruraux "représentatifs", la répartition du travail, l'utilisation des intrants et les terres cultivées.

La contribution au dialogue de politique a été significative, les données étant accessibles à tous les dépositaires d'enjeux. Le processus de collecte des données lui-même a suscité une prise de conscience et un débat public. La participation de représentants d'ONG et de fonctionnaires au PPR a permis une plus grande appropriation et crédibilité. Les dépositaires d'enjeux consultés initialement et en particulier les dépositaires clefs concernant les trois réformes analysées ont été revisités et ont eu la possibilité de faire des commentaires et de participer à la formulation des recommandations de politique.

L'AIPS a eu un impact sur les opérations de la Banque, les résultats ayant été utilisés pour le Mémoire économique du pays, la Stratégie d'assistance pays, la Stratégie de développement du secteur agricole et les Évaluations de la pauvreté. Les résultats ont aussi été utilisés par le FMI et DFID pour leur dialogue de politique avec le gouvernement. L'étude a eu un impact sur le dialogue au sein du pays, la société civile et le gouvernement ayant utilisé les résultats dans le cadre de leurs débats et aux fins de planification.

Source: *World Development* article
Contact : Abebe Adugna, aadugna@worldbank.org

¹ le modèle du ménage analyse une période de 12 mois, désagrégée par activités mensuelles.

² la Plupart des ménages de petits propriétaires tirent la plus grande partie de leur revenu d'activités d'agriculture.

³ certains de ces changements trouvent leur origine dans les réformes de politique des années 1990, tandis que d'autres proviennent de facteurs externes comme les conditions des marchés internationaux, les sécheresses fréquentes et l'épidémie de VIH/SIDA. En conséquence, les fermiers ont adopté de nouvelles technologies et des processus de production à des taux différents.

La réforme du secteur de l'eau de l'Albanie

Étude de cas utilisant des méthodes combinées. AIPS de l'Albanie : Réforme relative à la décentralisation et à la privatisation du secteur de l'eau

L'objectif était ici de mesurer l'impact distributionnel de la réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement, dont le but était la fourniture d'un accès équitable à l'eau salubre à des tarifs abordables, utilisant deux modèles parallèles -- décentralisation avec (a) gestion privée et (b) gestion publique du service public de l'eau. La Banque mondiale offre son assistance au gouvernement grâce au Projet eau municipale et eaux résiduaires. Les impacts de la réforme sont perçus comme affectant 35 à 38 % environ de la population urbaine. Le projet de décentralisation de la gestion du secteur d'eau de la Banque mondiale est le premier en l'Albanie. Ainsi, le gouvernement albanais et la Banque mondiale ont

conçu l'AIPS pour définir une ligne de base en évaluant les perceptions des consommateurs / bénéficiaires du service et leur degré de satisfaction à cet égard. Ceci est réalisé grâce en établissant une comparaison entre quatre villes du projet avec gestion privée du service public et quatre autres bénéficiant d'une gestion publique du service. Les impacts seront aussi comparés en relation avec la ligne des base à différentes périodes - avant et après la participation du secteur privé.

L'AIPS a été réalisée par une équipe multidisciplinaire de chercheurs locaux et de membres du personnel de la Banque, avec l'appui financier de l'UNDP. L'étude a suivi l'approche méthodes mixtes et a bénéficié des données obtenues grâce à 664 enquêtes socio-économiques sur les ménages, 90 interviews d'informateurs clefs, 32 discussions de groupe et 8 profils de villes. L'étude a intégré les analyses des dépositaires, institutionnelle et des risques, afin de mieux comprendre les impacts distributionnels de la réforme sur le bien-être de différents groupes, en termes de (i) augmentations tarifaires ; (ii) accès aux services de l'eau et de l'assainissement fournis par une entité publique et privée ; (iii) l'appui aux pauvres (via des subventions sous la forme de 20 litres par personne/jour et la connexion/installation de compteurs, soit gratuitement ou dont le coût est réparti dans le temps ; (iv) le transfert des droits de propriété des actions de l'office de l'eau aux collectivités locales ; et/ou changements de la situation de l'emploi de différents groupes. Le personnel de la Banque a fourni une formation de deux jours aux chercheurs locaux, suivis de deux journées de pilotage de projets. L'équipe a collaboré étroitement avec des fonctionnaires de niveaux central et local du Ministère de l'ajustement territorial et du tourisme, les huit municipalités, les services publics de l'eau et les représentants de la société civile et du secteur privé.

Les résultats de base de l'AIPS soulignent la nécessité d'ajustements sous la forme d'un séquençement et d'un rythme différents de la réforme. Par exemple, les améliorations de la qualité du service et le ratio de collecte devraient constituer les conditions préalables à des augmentations tarifaires progressives. Les services publics ne peuvent à présent se permettre des améliorations du service sans augmenter d'abord les tarifs, mais les clients sont incapables, ou ne veulent pas payer ces augmentations sans une amélioration perceptible du service. En outre, dans les villes du projet de la Banque avec des services publics gérés par le privé, l'AIPS souligne la nécessité d'accélérer l'achèvement du programme d'installation de compteurs avant d'augmenter à nouveau les tarifs. Ceci permettrait aux groupes de pauvres et de personnes vulnérables de profiter pleinement du tarif préférentiel que le projet a présenté, et d'appuyer le recouvrement des coûts du service puisque de nombreux consommateurs non pauvres sont prêts à payer des tarifs plus élevés pour de meilleurs services et une consommation contrôlée par un compteur. Pour les villes avec des services gérés par l'État, l'AIPS propose de mettre en oeuvre la loi sur les tarifs de l'assainissement, accompagnée par des campagnes de sensibilisation du public

et la collecte des redevances d'utilisation et d'accélérer la fusion des offices de l'eau et de l'assainissement.

L'AIPS a un impact sur les opérations de la Banque, particulièrement son Projet eau municipale et assainissement, grâce à la fourniture d'informations déterminantes concernant le processus de réforme en cours et les perceptions et les attentes des autorités et des différents groupes sociaux quant à la portée du projet, ses objectifs et sa mise en oeuvre. L'AIPS constitue aussi un complément au programme de communication public du projet et à l'étalonnage des performances relatives aux activités du service public de l'eau. L'AIPS aura également un impact sur le dialogue de politique au sens large, entre la Banque, le gouvernement et les partenaires locaux et internationaux sur la participation du secteur privé dans le secteur, en ce qu'elle fournit une image complète sur les progrès de la réforme et les perceptions des dépositaires respectifs, grâce aux mesures longitudinales des impacts dans le temps de la réforme par rapport à la ligne de base.

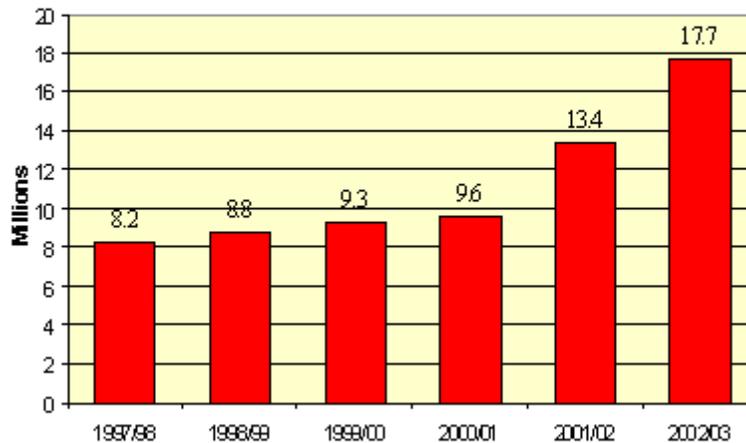
Contact: Andreas Rohde, Arohde@worldbank.org

Redevances pour services de soins de santé primaires en Ouganda

Étude de cas utilisant des méthodes combinées : Abolition des redevances d'utilisation des unités sanitaires en Ouganda

Le Processus d'évaluation participative de la pauvreté de l'Ouganda (UPPAP) a révélé la signification des chocs sanitaires sur la vulnérabilité des pauvres, particulièrement dans les zones rurales. Souhaitant s'attaquer à ce problème, qui a pris une grande importance électorale en mars 2001, le Président de l'Ouganda a décidé d'abolir les redevances d'utilisation des unités sanitaires publiques. Les données par série de temps concernant les consultations externes ont montré que les effets combinés de la suppression des honoraires et de l'augmentation de la fourniture de services de santé sont plutôt étonnants, avec une augmentation de 84 % des dites consultations entre 2000/01 et 2002/03. Les taux d'immunisation des enfants ont aussi augmenté de manière radicale (par exemple, le taux de vaccination contre la DTC des enfants est passé de 48 % à 84 % entre 2000/2001 et 2002/03). Bien que les immunisations étaient censées être gratuites avant la suppression des redevances, l'augmentation du taux d'immunisation peut être en partie attribuée à l'abolition des dites redevances. Ceci parce que la plupart des immunisations ont lieu dans des unités sanitaires, et que les gens se rendent à présent en nombre plus grand, en raison de l'abolition de la charge.

**New Outpatient Attendances in Government of Uganda and Private
Not for Profit Health Units**



Pour obtenir confirmation que l'augmentation des consultations externes s'est faite progressivement en faveur des ménages les plus pauvres, l'OMS et le ministère de la santé ont réalisé une recherche participative avec des communautés soigneusement échantillonnées. Un classement selon la richesse effectué par des villageois a révélé que depuis l'abolition des redevances, le quartile le plus pauvre a utilisé avec constance les centres de santé de l'État, plus que tout autre groupe : en 2002 le quartile le plus pauvre a utilisé ces centres à un taux de 0.99 visites par personne et par an, tandis que pour le groupe le plus riche le taux était 0.77. Il existe peu de données disponibles pour la période précédant l'abolition des redevances, mais le taux d'utilisation moyen pour les mois de janvier et de février 2001 était respectivement de 0.52 et 0.42. L'analyse des enquêtes sur les ménages de 1999/2000 et 2002/3 a confirmé que les groupes les plus pauvres avaient accru, plus que les riches, leur utilisation des services [de santé]. D'autre part, le taux d'augmentation de la fréquentation des services hospitaliers pour les deux quartiles les plus pauvres étaient le double de celui du groupe le plus riche. L'étude a conclu que ceci était le résultat direct de l'abolition des redevances d'utilisation, car "le nombre de ceux qui ont cité le coût comme étant la raison pour ne pas se rendre à l'hôpital lorsque malade, a diminué d'environ 20 pourcent pour les trois quintiles en bas de tableau, mais de beaucoup moins pour le quintile au sommet". (Deininger et 2004 Mpuga).

Ainsi, grâce à un séquençement soigneux de méthodes et d'analyses des données, il est apparu que la suppression des redevances d'utilisation a rendu les services médicaux plus accessibles aux pauvres et ils ont par conséquent augmenté leur consommation de ces services.

En Ouganda, la politique d'exemption des redevances d'utilisation des services de santé et les systèmes d'assurance-maladie communautaires, n'ont pas aidé les pauvres à prévenir ou à gérer le risque de santé. Cependant, la suppression des redevances a constitué une mesure de protection sociale importante, indiquant qu'il faudrait lui donner beaucoup plus d'attention dans la littérature et les débats relatifs à la protection sociale. Ceci n'a cependant pas été le cas jusqu'à présent. Le document phare de la Banque mondiale ayant trait à la stratégie de protection sociale : "*From Safety Net To Spring Board*" reconnaît à la fois les inconvénients de l'assurance-maladie communautaire et ceux de l'exemption de redevances. Il note qu'en Afrique Subsaharienne, la meilleure façon de gérer les risques se fera probablement grâce au renforcement des services de santé de base. Cependant, Il est aussi préconisé de renoncer aux redevances payée par les pauvres seulement lors des crises économiques. Cette approche ne reconnaît pas que tomber malade constitue souvent une crise pour les pauvres, qui se répète à plusieurs reprises les maintenant encore plus dans la pauvreté. Elle ne permet pas non plus de savoir dans quelle mesure le maintien des redevances va contribuer à supprimer la demande en matière de soins de santé de la part des pauvres. La décision du gouvernement ougandais de supprimer les redevances et de rejeter en grande partie les mécanismes de financement des ménages des services publics, signifie aussi qu'il faudra augmenter le budget de santé de l'État de manière considérable s'il faut satisfaire la demande en croissance.

Source: Yates (2004)

Outils méthodes mixtes

Un certain nombre de méthodologies existantes combinent les méthodes de manière à ajouter de la valeur aux plans analytique et empirique. L'[Approche économie des ménages](#) de l'ONG *Save the Children* et la *Méthode ménage individuel* par exemple, combinent différentes méthodes de façon novatrice afin d'examiner et présenter l'impact probable des chocs au niveau des ménages. Le [Suivi consultatif de l'impact des politiques \(CoIMPact\)](#) est conçu pour évaluer l'efficacité des programmes et politiques se concentrant sur la pauvreté, et, pour de meilleurs résultats, ce suivi doit être effectué pendant ou peu de temps après la mise en oeuvre d'une réforme afin d'affiner les futurs plans d'action. CoIMPact a été appliqué dans des formats divers en Jordanie, au Malawi et au Kenya. L'[Évaluation des consommateurs](#) est un outil avec méthodes mixtes qui combine des données sociales mappées spatialement avec des informations sur la volonté et la capacité de payer et sur les préférences des consommateurs, afin de déterminer l'impact distributionnel de changements tarifaires, ou en matière de fourniture de services. Cette méthodologie a été utilisée relativement aux réformes de politique au Mozambique (Privatisation des services de l'eau et

augmentations tarifaires), au Lesotho (secteurs de l'eau et de l'électricité), en Zambie (alimentation en eau) et au Ghana (tarifs de l'électricité).

Études de cas

Les méthodes et les données ont été combinées efficacement dans les AIPS et des études similaires. Les études de cas suivantes, présentées dans le Volume 2 et résumées ici, démontrent la valeur ajoutée descriptive et analytique des méthodes mixtes :

- Le [Malawi](#) . Le contexte de politique de cette AIPS était la privatisation proposée de la Compagnie de développement et de marketing agricoles (*Agricultural Development and Marketing Corporation - ADMARC*).
- Le [Rwanda](#) . Cette AIPS s'est attachée à la réforme du secteur du thé dans ce pays, avec deux composantes clés. Celles-ci comprennent la libéralisation par la privatisation de neuf de la dizaine des domaines d'État et la réorganisation d'une entreprise paraétatique en tant qu'organisme de régulation du secteur (OCIRTHE).
- Le [Yemen](#) . Le contexte de politique de cette AIPS était que le niveau existant des subventions pour le diesel n'était pas considéré fiscalement soutenable. Avec l'adoption du PRSP, des réformes de politique censées réduire les subventions sont considérées.
- La [Zambie](#) . Cette AIPS a été réalisée avec pour objectif de mettre plus d'emphasis sur la réduction de la pauvreté de la Stratégie d'assistance de pays de la Banque mondiale concernant la Zambie, avec une concentration sur la réforme foncière.
- L'[Albanie](#) . Cette AIPS a permis d'étudier les impacts possibles de la mise en oeuvre de la réforme du secteur de l'eau en Albanie, dont le but est l'amélioration de l'efficacité de la fourniture des services, d'assurer l'accès aux services d'infrastructure de base et d'améliorer le ciblage de la population à bas revenus.
- L'[Ouganda](#) . Cette étude a examiné l'impact de l'abolition des redevances pour service rendu dans le secteur des soins de santé primaire en Ouganda, en se concentrant sur l'accès et les résultats en matière de santé.

Méthodes sociales

À l'encontre des méthodes de recherche axées sur les enquêtes, les méthodes sociales sont principalement contextuelles. Leur portée est limitée et elles ne permettent pas la généralisabilité statistique, mais il est possible grâce à elles d'examiner les questions/problèmes abordés en profondeur. Les méthodes sociales peuvent être appliquées à la recherche tant secondaire que primaire. En utilisant la littérature secondaire, la [méthode de revue systématique](#) permet de déterminer les impacts possibles des initiatives de politique en formulant des questions auxquelles il est possible de répondre, en réalisant des recherches appropriées et en produisant un résumé des faits probants et des enseignements à en tirer.

La recherche sociale primaire utilise toute une gamme de méthodes ethnographiques pour une compréhension en profondeur de phénomènes complexes. Par l'[observation directe](#), les chercheurs sont en mesure d'obtenir des données qualitatives concernant les relations sociales, les pratiques

culturelles, les moyens de subsistance et le niveau et la distribution des ressources communautaires qui alimenteront l'analyse des impacts possibles.

L'**observation des participants** est une méthode permettant de collecter les données, qui nécessite que le chercheur participe aux activités de la communauté pour établir une plus grande confiance, afin d'obtenir des informations plus détaillées et de comprendre les causes et les effets de la pauvreté ainsi que les questions distributionnelles qui y ont trait. Les **interviews conversationnelles** permettent au chercheur d'explorer d'une façon ouverte et flexible la dynamique à la base des transmissions du niveau macro au niveau micro, et de créer un climat où les personnes interrogées ne sont pas influencées par la présence de leurs pairs ou par des acteurs plus puissants au sein du groupe. Les **discussions de groupe** permettent l'analyse (en groupe) des phénomènes, processus et relations, selon la perspective d'un groupe social pré-identifié.

Nom de l’outil : Méthode de revue systématique (Same as p.147)

Nom de l’outil : Observation directe (Same as page 58)

Nom de l’outil: Observation des participants

Nom de l’outil : Observation des participants	
Qu’est-ce?	Une méthode permettant de collecter, documenter et comprendre les données par l’observation, en tant que membre de la communauté ou de la population étudiée.
À quoi sert-il ?	Permet de comprendre le monde social du point de vue du sujet, ainsi que d’expérimenter et comprendre les valeurs, la dynamique, les relations internes, les structures, les conflits, les besoin et les aspirations, à partir de l’observation d’actions plutôt que de ne considérer que les déclarations (normatives) de ce qui “est”.
Que dit-il?	Permet de comprendre les valeurs, relations, structures et conflits, à partir de l’observation d’actions. Fournit des informations détaillées des comportements et raisonnements. Informe sur ce qui se produit, mais aussi ce que cela signifie que de faire partie d’un groupe ou d’une communauté.
Outils complémentaires	Interview conversationnelle.

Elements clefs	Le chercheur devient partie prenante des phénomènes sociaux étudiés, afin de comprendre et documenter comment les choses fonctionnent. Le chercheur participe aux activités d'une communauté, observe comment les gens se comportent et agissent les uns vis-à-vis des autres et avec des organisations extérieures, et essaie d'être accepté comme voisin ou participant et ne plus être considéré comme un étranger	
Exigences	Données/ informations	Données secondaires (manuels de politique, outils pédagogiques, minutes des réunions, mémorandums).
	Temps nécessaire	Longues périodes de temps passées dans une communauté ou au sein d'une population.
	Qualifications	Aptitudes a l'observation et aptitudes sociales.
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Est habituellement réalisé avec le travail de terrain participatif ou qualitatif, dont le coût peut s'élever entre \$30,000 et \$100,000, selon le protocole d'échantillonnage et la couverture géographique de la recherche.
Limitations	<p>Les observations sont soumises des parti pris et à des perceptions sélectives et peuvent différer considérablement selon les observateurs. La documentation peut être problématique (par exemple, les notes de terrain peuvent comprendre trop d'informations confidentielles qui sont rendues publiques).</p> <p>Un problème moral peut surgir si les observateurs se présentent sous un faux jour afin d'être acceptés par les communautés étudiées.</p> <p>La présence d'observateurs peut influencer les comportements et les événements et affecter les résultats.</p> <p>Le niveau de confiance et de respect mutuels entre observateurs et observés peut affecter les résultats.</p> <p>Peut être à forte intensité d'utilisation de ressources ; et les échantillons sont donc de dimension limitée.</p> <p>Le groupe étudié n'est pas représentatif d'un autre groupe social et ainsi la généralisation des résultats d'une étude à une autre est problématique.</p> <p>Est moins adapté aux situations "de projet" où les membres de l'équipe sont des outsiders, peu familiers avec une zone.</p> <p>Des contraintes en termes de temps peuvent exister.</p> <p>Les expériences du chercheur ne peuvent pas être reproduites</p>	
References et applications	<ul style="list-style-type: none"> - Rimkus, L. (ed) (2003) Traditional methods for collecting data In The San Francisco Food Systems Guidebook. (<i>Méthodes traditionnelles de collecte des données dans le guide des systèmes alimentaires de San Francisco</i>). Disponible à: http://www.sftfc.globalink.org/AttachG.pdf - Roche, C. (1999) Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change (<i>Évaluation des impacts pour les organismes de développement : Apprendre à valoriser le changement</i>). Oxfam, Londres. - Vagt-Traor, B. (2003) Observation. - Participant Observation. (<i>Observation des participants</i>) Disponible à: http://www2.chass.ncsu.edu/qarson/pa765/particip.htm - Northern Arizona University (1999) Qualitative Research (<i>Recherche qualitative</i>) Module 3: Essentials of Participant Observation. (<i>Éléments</i> 	

<p>essentiels de l'observation des participants). Disponible à : http://jan.ucc.nau.edu/~mid/edr725/class/observation/ - Participant observation and individual interviews. (<i>Observation des participants et interviews individuelles</i>) Disponible à : http://www.iisd.org/casl/CASLGuide/ParticipantObserver.htm - McMillan, L. Participant Observation: Sociological Research Methods 1. (<i>Observation des participants : Méthodes de recherche sociologique</i>) Disponible à : http://www.sussex.ac.uk/sociology/documents/participant_observation.rtf - Research Methods: Participant Observation. (<i>Méthodes de recherche : Observation des participants</i>) Disponible à : http://www.sociology.org.uk/mpohome.htm</p>

Observation des participants : Procédures et exemples

Temps, matériels et qualifications nécessaires

La période de temps exigée pour l'observation des participants dépend beaucoup des besoins de la recherche et des personnes ou de la communauté observées. Cependant, la recherche utilisant l'observation des participants se fait souvent sur le long terme. Elle peut nécessiter des visites multiples au cours d'une longue période de temps.

Du papier et des stylos seront nécessaires pour noter ce qui est observé. Des magnétoscopes, caméras et/ou des dictaphones pourraient aussi être utiles pour enregistrer les discussions et les activités, il faut cependant s'assurer que les personnes observées ont toutes donné leur consentement préalable.

Les observateurs doivent être capables d'enregistrer leurs observations avec exactitude et être aussi objectifs que possible. Ils ont aussi besoin de posséder des compétences sociales et de négociation.

Approche possible

L'approche suivante constitue un exemple général qui peut être adapté au contexte local, aux appréciations des analystes locaux et aux objectifs de la recherche.

Étape 1 : Choisir les sujets de l'observation

Les méthodes pour le choix des sujets de l'observation des participants sont variées et dépendent des besoins et de l'objectif de la recherche. La conduite efficace d'une observation des participants au sein d'une communauté ou d'un groupe, nécessite l'obtention de la permission d'accéder au lieu où ils se trouvent.

L'observation clandestine, où les personnes observées ignorent qu'elles le sont, posent des problèmes éthiques et doit être considérée avec circonspection.

Une permission pourrait aussi être exigée des personnes qui ne sont pas directement observées, par exemple celles qui se trouvent dans le même emplacement ou zone, ou de la part de celles qui possèdent l'autorité et qui peuvent devoir donner la permission aux observateurs pour entrer dans un zone particulière. Dans certains cas, une permission peut ne pas être formellement nécessaire, mais il peut être approprié de prendre contact avec les leaders communautaires ou les anciens pour leur demander la permission.

Étape 2 : Présentations et explications

Les observateurs doivent se présenter aux personnes observées et expliquer clairement le sujet et le but de l'observation. Il est recommandé de vérifier si les gens comprennent ce dont il s'agit et se sentent à l'aise avec l'observation et que toute question de confidentialité est discutée. Il est important d'établir des relations avec les gens, car la présence d'observateurs peut créer quelques inquiétudes.

Étape 3 : Conduire l'observation des participants

Une fois que l'accès/la permission ont été donnés et des relations établies, il est important de continuer à interagir et à s'entretenir avec les gens. Ceci aidera à lever les soupçons et réduire les possibilités de "sabotage" de la recherche. Il se peut également qu'il y ait des "tests" à passer qui ne sont pas évidents à un outsider.

Le chercheur doit écouter et s'engager dans des conversations. Il est recommandé de poser des questions et d'interviewer les gens sur ce qui ne peut être aisément observé, les ambiguïtés ou ce qui n'est pas facile à comprendre.

Avec l'observation des participants il est important d'être aussi impliqué que possible dans les activités et la vie se déroulant dans les lieux étudiés. Il est également important de garder à l'esprit le but de la recherche et les informations qui doivent être enregistrées. Ce qui est enregistré dépendra des exigences de la recherche. Certains ou la totalité des éléments suivants peuvent être requis :

- Le lieu --effectuez un récit descriptif (c'est-à-dire non interprétatif) du lieu (par exemple la localité, la pièce, l'environnement). Enregistrez le rapport des gens à leur environnement physique tel qu'ils le perçoivent, non pas comme le chercheur le conceptualise ou même en fait l'expérience.
- L'environnement humain et social --les caractéristiques des sujets (par exemple, le genre, l'appartenance ethnique, l'âge) ; les patterns, la fréquence, l'orientation de l'interaction et de la communication ; les comportements relatifs à la prise de décision (par exemple, qui l'initie, qui

prend la décision, et quel est le type de communication utilisé/la façon de communiquer?).

- Les expériences des gens dans des circonstances sociales différentes -- les significations ne peuvent être évaluées dans le cadre d'un ensemble unique de circonstances parce qu'elles lui sont spécifiques.
- Les activités et le comportement - qui initie les activités et comment ? Autres réactions verbales et non verbales des gens ; ce qui arrive à chaque étape de l'activité ; qui est impliqué ; qui est présent; comment les gens communiquent entre eux ?
- Les interactions Informelles et activités non planifiées --que se passe-t-il durant le temps libre/non structuré, au cours d'une activité programmée ; qui parle avec qui ; que font les gens ?
- La Langue --déterminer les concepts de vocabulaire est un élément important de d'observation des participants, qui montre les significations intersubjectives de termes essentiels. Enregistrez les formes du langage usité, le jargon et le mode de communication que les différentes personnes utilisent. Enregistrez les termes utilisés pour "étiqueter" les différents types d'individus, organisations, objets ou concepts qui les affectent.
- Communication non verbale -- langage du corps, expressions du visage, les formes usuelles et acceptées de salutation.
- Documents --collecter des documents tels que les manuels de politique, les outils pédagogiques, les minutes des réunions, pour comparer la réalité existante sur le terrain avec l'information documentée.
- Ce qui ne se produit pas et les événements inattendus -- enregistrez comment les gens réagissent.
- Enregistrez les changements de signification lorsque l'observateur des participants est admis dans des milieux sociaux plus restreints, en passant du statut d'étranger/outsider à celui de membre, puis d'initié.

Il se peut qu'il y ait plus d'informations additionnelles à enregistrer. Collectez une grande variété d'informations de divers type et selon diverses perspectives. Ceci peut faciliter le recoupement et la triangulation. N'essayez pas de vous rappeler des détails --bien que mémoriser certaines informations peut être nécessaire, il est cependant recommandé de prendre des notes de terrain précises et détaillées, aussi rapidement que possible, ainsi que des photographies/vidéos ; un dictaphone ou d'autres moyens appropriés sont utiles.

Il est important que les notes détaillées soient riches et descriptives. Évitez d'exagérer la récapitulation et l'interprétation en utilisant des citations précises afin de saisir perceptions, expériences, émotions, etc., telles qu'elles ont été exprimées. Les observateurs devraient aussi inclure leurs propres observations, expériences, opinions et sentiments.

Les choses peuvent changer pendant la conduite de l'observation des participants. Soyez flexible et préparé à changement de plans.

Étape 4 : Terminer les observations de participants

Quand la période d'observation s'achève, vérifiez de nouveau que les personnes impliquées savent à quoi les informations obtenues seront utilisées et clarifiez toute question de confidentialité. Remerciez-les pour leur temps et leurs efforts.

Étape 5 : Analyser les données obtenues à partir des observations des participants

Les ressources et le temps nécessaires à l'analyse des données brutes des observations de participants varient considérablement. L'analyse sera spécifique à un contexte particulier et ses résultats ne peuvent généralement pas être généralisés à d'autres situations.

Les points à retenir

Le chercheur peut être immergé dans un certain cadre social pendant une longue période de temps. Être accepté par les membres de la communauté ou du groupe social est essentiel. Les niveaux de participation et d'engagement peuvent varier et négocier un accès continu est important. Il faut s'assurer qu'il y a une séparation claire entre description, interprétation et jugement. L'approche décrite ci-dessus est un guide très général – il faut donc être flexible et s'adapter aux contextes et nécessités locaux. Il est nécessaire également de se tenir prêt à tout changement de plan.

Nom de l'outil : Interview conversationnelle

Interview conversationnelle: Procédures et exemples

(Same as p.154 to p.159)

Nom de l'outil : Discussion de groupe

Nom de l'outil : Discussion de groupe (FGD)	
Qu'est-ce?	Une discussion organisée (avec des buts spécifiques, des structures, une période de temps déterminé et des procédures) par des groupes homogènes sur un sujet d'intérêt.
À quoi sert-il ?	Comprendre les perceptions locales concernant un sujet particulier.

	<p>Examiner de manière approfondie des sujets spécifiques.</p> <p>Permettre à ceux qui ne peuvent s'exprimer devant un grand public de présenter leur avis.</p> <p>Obtenir l'information de base.</p> <p>Collecter des données et créer une base pour d'autres méthodes.</p> <p>Peut être approprié pour traiter des questions et des sujets particulièrement sensibles</p>	
Que nous dit-il?	<p>L'outil nous permet de nous informer : sur les croyances, attitudes et avis des gens sur un sujet ; et les différences et similarités de vues de groupes homogènes différents .</p>	
Outils complémentaires	<p>Outils participatifs</p>	
Éléments clefs	<p>Questions ouvertes.</p> <p>Discussion libre sur un sujet ou un problème/question</p>	
Exigences	Données/ informations	Informations sur caractéristiques sociales du groupe de discussion
	Temps nécessaire	1 : 30 à 2 heures (maximum)
	Qualifications	Aptitudes à la facilitation de groupes
	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas
	Coût financier	Est habituellement réalisé dans le cadre du moule travail sur le terrain participatif ou qualitatif et peut coûter entre \$30,000 et \$100,000, selon le protocole d'échantillonnage et la couverture géographique de la recherche.
Limitations	<p>Effets de conformité -la pression effectuée au sein des groupes pour se conformer à la norme peut conduire à ce que les avis ne soient pas exprimés.</p> <p>Ne peut pas être utilisé pour faire des généralisations et des déclarations sur les communautés au sens large.</p> <p>L'analyse de données peut, selon des besoins, être compliquée.</p> <p>De très bonnes qualifications sont nécessaires de la part des facilitateurs et de ceux en charge de prendre des notes.</p>	
References et applications	<p>- Dawson, S., L. Manderson and V. Tallo (1993) A Manual for the Use of Focus Groups: Methods for Social Research in Disease. (<i>Manuel d'utilisation des groupes de discussion: Méthodes de recherches sociales relatives aux maladies</i>). International Nutrition Foundation for Developing Countries, Boston, MA.</p> <p>- DFID (2002) Tools for Development: A handbook for those engaged in development activity (<i>Outils pour le développement : Guide à l'attention de ceux engagés dans le développement</i>). (version 15). DFID, London. Disponible à : http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/toolsfordevelopment.pdf</p> <p>- Fitzgerald, J. (2000) Focus Groups: A How-Not-To Guide. (<i>Groupes de discussion : Un guide de ce qu'il ne faut pas faire</i>) Disponible à : http://www.coolth.com/focus.htm</p> <p>- Gosling, L. and M. Edwards (1995) Toolkits: Development Manual 5. SCF, London.</p> <p>- Roche, C. (1999) Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change. (<i>Evaluation d'impacts pour les organismes de développement</i>) Oxfam, London.</p> <p>- Sherraden, M. et al (1995) IAD Evaluation Handbook: A Practical Guide and Tools for Evaluation of Pioneering IDA Projects. (<i>Guide de l'évaluation: Un guide pratique et des outils d'évaluation de projets IDA</i>) Centre for Social Development, Washington University in St. Louis. Disponible à : http://www.qwbweb.wustl.edu/csd/Publications/1995/IDA_Evaluation_Handbook.pdf</p>	

- Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. (*Réaliser une formation PRA et les modifier en fonction des besoins. Exemple du projet participatif sécurité alimentaire et nutrition des ménages en Ethiopie*) Disponible à : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTM

Discussion de groupe : Procédures et exemples

Temps, matériels et qualifications nécessaires

Le temps nécessaire à une discussion de groupe avec des analystes locaux est d'environ une heure et demie (au maximum deux heures). Il devrait suffire pour explorer en profondeur toutes les questions appropriées, Il faut garder à l'esprit que les analystes locaux peuvent ne pas disposer de beaucoup de temps. Il est conseillé de ne pas essayer de faire traîner une discussion si elle est parvenue à sa fin naturelle avant le temps prévu et que les analystes estiment qu'il n'y a rien plus à ajouter.

Le groupe de discussion consistera en un facilitateur, un observateur/personne chargée de prendre des notes et des analystes locaux. Le facilitateur et l'observateur/personne chargée de prendre des notes devront avoir une bonne connaissance des principes à la base des discussions de groupe ainsi que dans leur utilisation pratique. Le facilitateur devra être en mesure de maintenir la discussion concentrée sur le sujet et empêcher que certains individus ne dominent la discussion. L'observateur/personne chargée de prendre des notes devrait être capable d'enregistrer exactement ce qui est dit durant la discussion et de faire des observations quant à la participation et au comportement des analystes ou de membres du groupe (par exemple, y a-t-il des analystes qui ne disent rien ou une personne qui essaie de dominer la discussion)

Un magnétophone peut être utile pour enregistrer la discussion, mais il faut s'assurer que les analystes locaux ont donné leur consentement à son utilisation. Du papier et des stylos seront nécessaires pour noter ce qui est dit pendant la discussion.

Approche possible

L'approche suivante est un exemple qui peut être adapté pour convenir au contexte local, aux vues des analystes locaux et aux objectifs de la recherche.

Etape 1: Choisir les analystes locaux

La méthode la plus commune de choix des analystes locaux pour une discussion de groupe est celle de l'échantillonnage résolu. Déterminer quels sont les groupes de population clefs qui peuvent avoir des vues différentes sur le sujet de

la discussion. Ceci peut signifier de catégoriser les populations par caractéristiques (par exemple l'âge, le genre, le revenu, l'appartenance ethnique, etc.) et/ou d'identifier les groupes spécifiques pertinents (par exemple les chômeurs, les agriculteurs des hautes terres, les chefs de ménage femmes, etc.).

Une fois que les groupes de population clefs ont été déterminés, on peut alors le choisir les analystes locaux à partir de l'échantillon de la sous-population (c'est-à-dire les personnes appartenant au groupe de population clef). Il faut expliquer aux analystes locaux l'objet de la discussion et leur demander s'ils sont intéressés à y contribuer.

Les groupes devraient comprendre entre six et douze analystes locaux. Dans le cas d'une population totale importante, il peut être nécessaire d'avoir plus d'un groupe de la même sous-population. De grands groupes peuvent être plus difficiles à contrôler et il faut s'assurer que tous les analystes locaux peuvent apporter la contribution qu'ils souhaitent librement. Un ou deux individus peuvent aussi dominer des groupes plus petits. Il faut s'assurer que bien que les groupes soient homogènes, ils n'incluent pas d'analystes qui soient des amis proches, car cela pourrait les empêcher de penser et de s'exprimer de manière indépendante.

Etape 2: Présentations et explications

En travaillant avec chaque groupe de discussion le facilitateur et l'observateur/personne chargée de prendre des notes devraient commencer par se présenter et expliquer clairement le sujet et les objectifs de la discussion. Vérifiez que les analystes locaux comprennent et sont à l'aise avec ce qui va être discuté.

Etape 3: Faciliter la discussion de groupe

Assurez-vous que la discussion se tient dans un lieu pratique, confortable, où les interruptions peuvent être évitées. Il peut être approprié ou nécessaire de fournir des rafraîchissements ou des possibilités de garde d'enfants pour les analystes.

Le facilitateur peut utiliser un guide de l'interview pour les orientations générales de la discussion, qui peut indiquer les sujets et questions qui devront être traités durant la discussion, mais qui ne devront pas être trop strictement définis, ou suggérer des réponses possibles. Il ne s'agit pas là d'un instrument d'enquête par exemple, à suivre à la lettre. Pensez aux questions qui méritent des réponses et essayez de procéder logiquement d'un sujet à l'autre. Limitez un groupe de discussion à deux ou trois idées ou questions principales.

Les questions doivent être ouvertes, courtes et claires. Rappelez-vous cependant que leur ordre peut devoir changer pendant la discussion. Il faut être souple à cet égard. Lorsque possible, il peut être prudent d'inclure plus tôt dans

le guide les questions de recherche importantes. Suivez le guide lorsqu'il s'agit de poser des questions générales et ouvertes. Donnez la possibilité et assez de temps aux analystes locaux pour exprimer leurs opinions et faire part de leurs expériences. Lorsque nécessaire, il faut demander des informations complémentaires. Essayez de maintenir la discussion concentrée sur le sujet, mais permettez aux analystes de pouvoir l'orienter vers de nouvelles voies si cela est approprié au sujet traité. Ceci peut permettre de mettre en évidence des informations nouvelles qui peuvent être incorporées dans des guides à utiliser dans de futurs groupes de discussion. Passez en revue le guide après la discussion et faites les changements nécessaires concernant le contenu ou l'ordre des questions, aux fins d'amélioration des discussions suivantes.

Etape 4 : Achever la discussion

Quand la discussion vient à son terme naturel ou que le temps imparti est sur le point de s'achever, demandez s'il y a autre chose que les analystes veulent discuter. Vérifiez de nouveau que les analystes locaux savent à quoi les informations seront utilisées. Demandez leur de réfléchir sur les avantages, les inconvénients et le potentiel analytique de l'outil. Remerciez-les pour leur temps et leurs efforts.

Etape 5 : Analyser les données des discussions de groupe

La discussion est enregistrée par l'observateur/personne chargée de prendre des notes, si possible en utilisant un magnétophone ou un magnétoscope, si les analystes locaux sont d'accord, mais des notes écrites devront également être prises. La production d'un rapport écrit précis nécessite des compétences - il est recommandé d'utiliser des feuilles similaires à celle du guide des questions, pour que les réponses puissent être notées à côté des questions principales.

L'analyse des données en provenance des discussions de groupe peut être faite à divers niveaux, selon les objectifs et les exigences de la recherche. Les données peuvent être analysées thématiquement ou en codant des mots clefs et en utilisant des logiciels pour étudier systématiquement les commentaires faits durant les discussions de groupe, afin de produire des données quantitatives sur le contenu des dites discussions. Cependant, il faut faire preuve d'attention en produisant des données quantitatives de discussions de groupe et en apprécier les limites.

Points à retenir

Des bonnes compétences en matière de facilitation sont essentielles. L'approche décrite ci-dessus est un guide très général : savoir être souple et s'adapter aux contextes et besoins locaux. Il faut éviter de généraliser et d'attribuer les résultats de discussions de groupe à une population entière.

Etude de cas : Groupes de discussion pour la conception d'interventions relatives au VIH/SIDA

Une équipe concevant des activités ayant trait au VIH/SIDA au Kenya a eu besoin de comprendre de manière plus approfondie diverses questions et contraintes concernant l'épidémie. Ils ont conduit des discussions (FGD) avec des groupes cibles potentiels et des fournisseurs de service. Les FGD ont été réalisés avec des personnes vivant avec le SIDA, des jeunes, des groupes fournissant des services de conseils et de test, d'autres offrant des soins de santé domestique, des hommes d'affaires et des chefs religieux.

Les groupes de discussion ont permis à l'équipe de prendre connaissance d'informations de valeur quant aux problèmes, opportunités et contraintes liés au VIH/SIDA ; et également aux analystes locaux au sein des groupes de mieux connaître les problèmes communs auxquels ils ont fait face et leurs solutions possibles. Par exemple, les groupes fournissant des services de conseils et de test font face à des problèmes critiques quant à la protection de la confidentialité de clients séropositifs. Ils ont pu échanger des idées sur la manière dont ces problèmes pourraient les traiter, ce qui a été intégré dans la conception lors d'un atelier de développement du "logframe".

Lors d'une évaluation ex-ante des impacts sociaux et sur la pauvreté, les FGD ont pu être utilisés pour étudier leurs effets sur différents groupes de dépositaires et les résultats ont pu être incorporés dans la conception de programme ou de politique.

Source: DFID (2002) Tools for Development: A handbook for those engaged in development activity (version 15). (*Outils pour le développement : Un guide pour ceux engagés dans des activités de développement*). DFID, London. Disponible à : <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/toolsfordevelopment.pdf>

Outils participatifs

La *recherche participative* comme la recherche sociale a tendance à utiliser des méthodes plus contextuelles et à produire des informations plus qualitatives et interprétatives, mais s'y ajoute en quelque sorte un engagement philosophique complémentaire important, de respect des savoirs locaux et de facilitation de l'appropriation et du contrôle de la production et de l'analyse des données. Par contraste avec l'observation et les discussions individualisées de beaucoup d'enquêtes qualitatives, la recherche participative se concentre sur la réflexion publique et collective et sur l'action. Ainsi, la recherche participative peut susciter une certaine habilitation des différents groupes de dépositaires. Les méthodes participatives ne sont en aucun cas limitées à la production de données qualitatives. Les gens établissent des cartes, comptent, évaluent, comparent et donnent de la valeur en utilisant des chiffres durant la recherche participative, produisant souvent des perceptions empiriques qui sont très difficiles à saisir

grâce aux méthodes conventionnelles. Les méthodes participatives sont souvent rapides et efficaces, produisant des données d'une façon opportune pour l'analyse et l'action axées sur des faits probants. Grâce à un prélèvement d'échantillons et à une triangulation robustes, la recherche participative peut produire des données numériques qui sont représentatives, comparables et généralisables.

En conjonction avec les méthodes sociales présentées dans ce volume, les outils utilisés pour l'analyse participative de la pauvreté et des impacts distributionnels peuvent être catégorisés en trois domaines d'analyse, chacun avec son propre jeu d'outils, afin : (1) d'identifier les caractéristiques de la pauvreté, son incidence et sa distribution ; (2) de comprendre la dynamique de la pauvreté et les stratégies relatives aux moyens de subsistance ; et (3) d'identifier les contraintes institutionnelles et les opportunités de réduction de la pauvreté.

Évaluer les incertitudes et les risques pour la réforme de politique

Avec la recherche qui se focalise sur les politiques, il est particulièrement important de passer de l'analyse de la pauvreté à l'analyse des interventions de politique et leur impact possible sur la pauvreté. L'évaluation du risque est une réflexion de "fin d'exercice" sur les incertitudes et les risques qui entourent la réforme de politique, qui nous oblige à rendre transparentes les suppositions que nous faisons au sujet des réformes de politique et leurs impacts. Une fois que nous avons réalisé une AIPS, nous devons nous demander jusqu'à quel point nous sommes convaincus que les impacts prévus se produiront et sur quelles suppositions nous basons nos prédictions? Dans cette section nous décrivons le rôle que l'[évaluation du risque social](#) peut jouer en utilisant les données et l'analyse AIPS pour identifier et mapper les risques pour la réforme de politique. Nous décrivons ensuite comment en considérant divers [scénarios pour faire face aux incertitudes](#) nous pouvons choisir l'option de politique la plus à même de produire les résultats souhaités.

Nom de l'outil : Gestion du risque social

Nom de l'outil : Matrice de gestion du risque social (SRM)	
Qu'est-ce?	Un cadre conceptuel d'analyse des sources de vulnérabilité : Comment la société gère les risques et les coûts et bénéfices relatifs des interventions publiques concernant le bien-être des ménages ? Le cadre lie les concepts de protection social à l'agenda au sens large de réduction de la pauvreté en se concentrant sur

	la réduction du risque et l'évaluation de la vulnérabilité, plutôt que sur comment y faire face.										
À quoi sert-il ?	Permet d'examiner comment les changements de politique proposés affecteront la capacité des personnes vulnérables et des ménages à mieux gérer les risques et devenir moins susceptibles aux pertes de bien-être.										
Que dit-il?	L'outil informe sur les stratégies de gestion du risque formelles et informelles, actives et réactives, utilisées aux niveaux de l'individu, du ménage, de la communauté, national et international ; y compris des actions entreprises par les secteurs public, privé et informel. L'outil permet de savoir comment et à quel degré un changement ou une mise en oeuvre de politique affecteront ces stratégies (et/ou vice versa).										
Outils complémentaires	Mappage participatif de l'indexe du risque Sources de la matrice du risque.										
Elements clefs	Tous les individus, ménages et communautés sont exposés à des risques multiples provenant de différentes sources, mais les pauvres sont d'habitude plus exposés et ont accès à moins d'instruments de gestion du risque qui pourraient leur permettre d'y faire face. Ceci a pour conséquence le fait que les pauvres sont affectés de manière plus sévère en cas de choc et sont ainsi peu disposés (ou incapables) de s'engager dans des activités présentant des risques mais avec un retour sur investissement élevé. Examiner les politiques en utilisant la SRM a pour objectif de s'assurer que celles-ci permettront aux pauvres et/ou vulnérables de réduire au minimum l'impact d'exposition aux risques et de changer leur comportements de manière à pouvoir échapper à la pauvreté et réduire la vulnérabilité. La gestion du risque social met en évidence une gestion active (ou ex-ante) de réduction et de mitigation de celui-ci, en plus de l'adaptation (<i>coping</i>) ex-post et se concentre sur les options disponibles grâce à divers mécanismes (partenariats informels, formels, mixtes formels et informels, axés sur le marché, des secteurs public et privé, etc.).										
Exigences	<table border="1"> <tr> <td>Données/ informations</td> <td>La gestion du risque social utilise les données et l'analyse produite par la méthodologie AIPS, qu'elle applique à l'analyse de politique et à l'identification des risques qui se posent à la réforme de politique ainsi qu'aux réponses à y apporter.</td> </tr> <tr> <td>Temps nécessaire</td> <td>Si intégré dans une AIPS, la gestion du risque social peut être réalisée en une semaine.</td> </tr> <tr> <td>Qualifications</td> <td>Des compétences multidisciplinaires sont particulièrement importantes pour l'analyse des risques se posant aux réformes en provenance de différentes sources</td> </tr> <tr> <td>Logiciel d'appui</td> <td>Ne s'applique pas</td> </tr> <tr> <td>Coût financier</td> <td>Lorsque combiné avec d'autres travaux qualitatifs, le coût incrémental d'évaluation du risque social peut être très bas.</td> </tr> </table>	Données/ informations	La gestion du risque social utilise les données et l'analyse produite par la méthodologie AIPS, qu'elle applique à l'analyse de politique et à l'identification des risques qui se posent à la réforme de politique ainsi qu'aux réponses à y apporter.	Temps nécessaire	Si intégré dans une AIPS, la gestion du risque social peut être réalisée en une semaine.	Qualifications	Des compétences multidisciplinaires sont particulièrement importantes pour l'analyse des risques se posant aux réformes en provenance de différentes sources	Logiciel d'appui	Ne s'applique pas	Coût financier	Lorsque combiné avec d'autres travaux qualitatifs, le coût incrémental d'évaluation du risque social peut être très bas.
Données/ informations	La gestion du risque social utilise les données et l'analyse produite par la méthodologie AIPS, qu'elle applique à l'analyse de politique et à l'identification des risques qui se posent à la réforme de politique ainsi qu'aux réponses à y apporter.										
Temps nécessaire	Si intégré dans une AIPS, la gestion du risque social peut être réalisée en une semaine.										
Qualifications	Des compétences multidisciplinaires sont particulièrement importantes pour l'analyse des risques se posant aux réformes en provenance de différentes sources										
Logiciel d'appui	Ne s'applique pas										
Coût financier	Lorsque combiné avec d'autres travaux qualitatifs, le coût incrémental d'évaluation du risque social peut être très bas.										
Limitations	Le besoin d'un séquençage des interventions n'est pas suffisamment mis en évidence, ni celui de traiter simultanément les sphères domestiques et entrepreneuriales (par exemple, un choc au sein du ménage drainera les ressources de la production agricole s'ils ne peuvent pas être couverts séparément) (DFID).										
References et applications	- DFID (undated) New Directions for Agriculture in Reducing Poverty: Risk and Vulnerability. (<i>Nouvelles orientations pour l'agriculture dans la réduction de la pauvreté</i>) Disponible à : http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/theme3/theme3.htm										

	<p>- Farrington, J. (2004) Social Protection and Livelihood Promotion in Agriculture: Towards Operational Guidelines (Draft) (<i>Protection sociale et promotion des modes de vie en Agriculture : Vers des directives opérationnelles</i>). Paper for OECD Povnet. Disponible à : http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/maillists/risk-and-vulnerability/msg00006.html</p> <p>- Holzmann, R. (undated) Presentation at The Asia and Pacific Forum on Poverty. Disponible à : http://www.adb.org/Poverty/Forum/powerpoint/Auditorium_ABC/R_Holzmann.PPT</p> <p>- Jørgensen and van Domelen (1999) Helping the Poor Manage Risk Better: The Role of Social Funds (<i>Aider les pauvres à gérer le risque : Le rôle des fonds sociaux</i>), Paper presented at the IADB Conference on Social Protection and Poverty, February 4-5, 1999.</p> <p>- Siegel, P.B. (2001) Viewing Microinsurance as a Social Risk Management Instrument (<i>La micro assurance en tant qu'instrument de gestion du risque social</i>). <i>Social Protection Discussion Paper Series No.116</i>. Social Protection Unit, Human Development Network, World Bank. Disponible à : http://wbIn0018.worldbank.org/HDNet/hddocs.nsf/0/a7b1652d942e959f85256a9c004c92c9/\$FILE/0116.pdf</p> <p>- World Bank (updated 28/1/05) World Bank Social Risk Management Group website. Disponible à : http://www.worldbank.org/srm</p>
--	--

Gestion du risque social : Procédure et exemples

La gestion du risque social peut se faire tant avant qu'après qu'un risque "se produit" Les mesures ex-ante de gestion du risque (c'est-à-dire avant qu'il ne se produise) ont pour objectif de le prévenir si possible, ou d'en atténuer les effets (c'est-à-dire réduire ses impacts négatifs).

L'approche qui suit est un guide pour s'assurer que les implications potentielles des décisions de politique (par ex., des changements proposés ou une mise en oeuvre) relatives à la protection sociale sont reconnues et prises en compte. Les étapes proposées sont pour beaucoup celles de Farrington (2004), ainsi que celles du site Web de la Banque mondiale sur la Gestion du risque social et de Jørgensen et van Domelen (1999), mais devraient être adaptées lorsque nécessaire aux contextes du pays ou de la politique concernée.

Approche possible

Etape 1: Identifier les risques majeurs et les caractéristiques des personnes vulnérables

Bien que ce ne soit pas une tâche facile, il est recommandé de commencer en identifiant les risques majeurs qui se présentent. Ils peuvent être de type naturel (par exemple des maladies, des parasites attaquant les récoltes, etc.) ou résultant d'activités humaines (tel qu'un conflit) et affecter les gens d'une façon indirecte (idiosyncrasique), ou être corrélés entre individus (covariés), dans le temps (répétés) ou avec d'autres risques (concentrés). Les risques diffèrent selon leur fréquence et l'impact de bien-être (par exemple catastrophique ou non

catastrophique). Afin de catégoriser un risque comme "majeur", comparez son impact potentiel par rapport à différentes dimensions de bien-être. Examinez comment les risques varient selon des facteurs comme l'agro écologie, l'infrastructure, les liens avec l'infrastructure axée sur le marché et les institutions, le marché du travail, le degré de segmentation du marché, l'emplacement (particulièrement en termes d'accès au marché et de catastrophes naturelles potentielles) et des réseaux sociaux. Identifier les risques peut aussi être fait en utilisant le mappage participatif de l'index du risque et/ou les sources de matrice des risques.

Examinez en même temps qui est exposé aux risques identifiés. Ceci permettra également de catégoriser un risque comme étant majeur ou pas. Par exemple, selon une perspective de gestion du risque, un risque qui affectent uniquement les riches ne devrait pas être considéré comme majeur, si ceux-ci peuvent s'assurer contre lui. Cependant, un petit risque qui affecte les ménages pauvres devrait être considéré comme majeur s'ils ne peuvent s'en protéger.

Examinez les différences intra-ménage et entre les sexes en termes de vulnérabilité et d'exposition à différents types de risque non assuré convenablement (par exemple, les différences entre hommes et femmes, enfants mâles et femelles, veuves, personnes âgées, etc.). Par exemple, les femmes peuvent porter le principal fardeau consistant à faire face aux chocs au sein d'une famille, alors que les lois ou normes peuvent limiter leur accès aux services qui pourraient les aider dans cette fonction. Les restrictions relatives à l'accès à la propriété d'actifs de la part des femmes et la mauvaise qualité de leurs droits de propriété peuvent aussi réduire leur capacité d'atténuation des risques. Les enfants (mâles ou femelles) peuvent également être retirés de l'école, si un choc en termes de revenus du ménage se produit, ce qui les rend vulnérables à un tel risque. Identifiez au sein des principaux groupes sociaux, les individus, ménages, communautés, aux niveaux régional et national, qui peuvent nécessiter des approches différentes.

Étape 2 : Identifier les stratégies et dispositions ayant trait à la gestion du risque

Identifiez pour différents groupes vulnérables les stratégies adoptées ou possibles, qui pourraient être utilisées pour faire face à ces risques. Examinez les mélanges de stratégies possibles en matière de risques (réduction, mitigation et adaptation) et les dispositions pouvant être prises (informelles/personnelles, formelles axées sur le marché, et formelles/publiques). Ces informations peuvent être présentées dans une matrice (voir le tableau 1 ci-dessous).

Les stratégies de réduction (ou de prévention) des risques sont celles mises en oeuvre avant que les dits risques ne se produisent. Elles sont conçues pour réduire la probabilité d'un choc défavorable ou de stress. Il peut s'agir par exemple de mesures conçues pour réduire les risques concernant le marché du travail (tel que le risque de chômage), les maladies pouvant atteindre les

cultures, l'amélioration de services de santé préventifs ou des normes de construction dans des zones susceptibles aux tremblements de terre. Les stratégies de réduction des risques mises en oeuvre par les ménages ou les individus peuvent, cependant, s'avérer très coûteuses et même contribuer à accroître la pauvreté (en termes de revenus) - par exemple, si des cultures résistantes aux maladies mais à faible rendement sont cultivées.

Les stratégies de réduction des risques doivent aussi pouvoir concerner un événement défavorable avant qu'il ne se produise. Cependant, elles sont conçues pour réduire l'impact potentiel d'un événement défavorable plutôt que la probabilité de son occurrence. Les stratégies de réduction peuvent inclure par exemple que des ménages assemblent des risques non corrélés en utilisant des mécanismes d'assurance informels ou formels, des stratégies de diversification (par exemple, en termes de sources de revenus ou de cultures cultivées), des ménages ou individus économisant de l'argent par précaution ou en stockant de la nourriture en prévision d'un événement météorologique défavorable.

Les stratégies d'adaptation sont celles conçues pour alléger l'impact d'un événement défavorable une fois qu'il s'est produit. Elles peuvent inclure l'épargne négative, l'emprunt ou dépendre des transferts publics et privés. Lorsque les individus ou les ménages n'ont pas assez économisé pour faire face des événements défavorables répétés ou catastrophiques ou si les mécanismes d'adaptation sont inefficaces (par exemple, les prix des actifs chutent rapidement en réponse à la vente par un grand nombre de personnes d'actifs pour obtenir de l'argent afin d'acheter de la nourriture après un choc covarié), alors le gouvernement a un rôle important à jouer. Il joue également un rôle important dans les opérations de secours en cas de catastrophe ou en fournissant des services de santé aux personnes malades.

Il y a trois types principaux de dispositions en matière de gestion du risque social pour traiter la vulnérabilité : informelles, axées sur le marché et de type public sur une grande échelle. Ces dispositions jouent un rôle important et vont probablement changer avec le temps. Les dispositions informelles sont la source principale de gestion du risque pour une grande partie de la population mondiale. Lorsqu'il y a absence d'institutions de marché et de dispositions publiques d'aide, les ménages individuels répondent aux risques en utilisant des dispositions informelles et personnelles. Les dispositions axées sur le marché incluent les produits financiers offerts par des sociétés d'assurance et des banques. Cependant, leur utilisation peut être limitée dans des situations où les marchés financiers sont relativement sous-développés ou lorsque les ménages ne peuvent obtenir un crédit ou une assurance en provenance d'institutions formelles de marché parce que leur revenus sont peu sûrs et/ou parce qu'ils ont peu d'accès à l'information. Les dispositions publiques peuvent inclure la fourniture par l'État de programmes de sécurité sociale (qui peuvent être obligatoires) pour couvrir des risques tels que le chômage, la vieillesse, les accidents du travail, l'incapacité, le veuvage et la maladie. La participation

obligatoire à ces programmes peut permettre de surmonter les problèmes d'antisélection (par exemple, lorsque les individus avec des profils à risque bas évitent de participer à des assurances de groupe à cause des primes, alors que les individus avec des profils à risque élevé s'unissent pour accéder aux remboursements). Cependant, les personnes qui bénéficient de ces dispositions publiques occupent souvent des emplois formels, et sont peu nombreux dans les pays en voie de développement. D'autres dispositions publiques pour aider les ménages à faire face à un événement défavorable incluent l'aide sociale, les subventions pour les produits et services de base et les programmes de travaux publics. Le gouvernement peut aussi passer des lois pour améliorer les stratégies de prévention (par exemple en élaborant des normes et règlements de construction pour les zones sujettes à des catastrophes naturelles).

Tableau 1. Stratégies et dispositions en matière de gestion du risque social
(Same as p. 183)

Stratégies	Informelles /Personnelles	Formelles/Basées sur le marché	Formelles/Publiques/
Réduction du risque			
	<ul style="list-style-type: none"> • Production moins risquée • Migration • Alimentation et pratiques de sevrage appropriées 		<ul style="list-style-type: none"> • Normes du travail • Formation pré et en cours d'emploi \ • Politiques du marché du travail • Réduction du travail des enfants • Politiques concernant l'invalidité-infirmité • Politiques macroéconomiques • Prévention du SIDA et d'autres maladies
Atténuation du risque			
Portfolio	<ul style="list-style-type: none"> • Emplois multiples • Investissement dans les actifs humains, physiques et immobiliers • Investissement dans le capital social (rituels, cadeaux) 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement dans de multiples actifs financiers • Microfinance 	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes de retraite "multi-pillar" • Transferts des actifs • Protection des droits relatifs à la pauvreté (particulièrement concernant les femmes) • Permettre aux pauvres d'accéder aux marchés financiers
Assurance	<ul style="list-style-type: none"> • Mariage/famille • Dispositions communautaires • Métayage • "Travail lié" 	<ul style="list-style-type: none"> • Annuités de retraite • Assurance invalidité-infirmité, accident et autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurance chômage • Vieillesse, invalidité, de survie, maladie, etc.

Faire face au risque			
	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs immobiliers • Emprunter de chez les voisins • Transferts intra-communautaires/charité • Faire travailler les enfants • Désinvestissement en capital humain 	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs financiers • Emprunt bancaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Transferts/ Assistance sociale • Subventions • Travaux public

Source: Jørgensen et van Domelen, 1999

Étape 3 : Analyse de politique du risque social

Une fois que les risques majeurs, les groupes vulnérables, les stratégies et dispositions de gestion du risque ont été identifiés, on peut effectuer une analyse du changement de politique proposée pour examiner comment elle contribue à la dite gestion ou l'affaiblit.

Examinez par exemple jusqu'à quel degré la politique proposée reconnaît la protection sociale et les exigences relatives à la gestion du risque social, et jusqu'à quel point elle peut être modifiée pour tenir compte de ces considérations. Déterminez s'il en est les compromis entre croissance et protection sociale et comment cette politique pourrait être adaptée pour satisfaire de façon équilibrée ces deux exigences de la manière la plus favorable aux pauvres. D'autres questions à considérer sont :

- Sur quels éléments de la structure de gestion du risque social, la politique pourrait avoir un impact (par ex., réduction informelle du risque, adaptation au risque axée sur le marché, etc.) ? Rappelez-vous qu'il peut y avoir d'importants chevauchements et interactions entre différents éléments.
- Si la politique proposée aboutira à ce que les dépenses publiques soient prises en charge par le privé et quelles implications cela pourrait-il avoir pour l'équilibre entre protection sociale et croissance ?
- Si en introduisant des dispositions de marché ou publiques, la politique proposée aura des conséquences négatives pour les dispositions informelles (par exemple l'introduction de dispositions publiques comme celles d'un programme alimentaire ou de travail qui aurait pour conséquence que des individus valides/aptés (*able-bodied*) abandonnent l'assurance informelle et laissent ainsi sans assurance des individus moins aptes).
- Quelles mesures doivent être prises afin d'augmenter les résultats positifs et réduire les implications négatives de la politique proposée ?

- Comment la politique proposée contribue aux stratégies multisectorielles de gestion du risque social ?
- Quels groupes de gens ne seront pas affectés par les impacts positifs de la politique en termes de gestion du risque social et comment peut-on y remédier ?

L'analyse examine également les flux des personnes et des groupes vers et hors de la pauvreté ; comment ils ont été exposés aux chocs ; comment ils y ont fait face ; comment ils en ont été affectés dans leur bien-être à différentes périodes, etc. Ceci permettra de mieux comprendre le rôle du risque dans la poursuite du progrès et pourquoi certains ménages/individus restent dans la pauvreté, alors que d'autres s'y enfoncent et pourquoi d'autres encore sont capables de se tirer hors de la pauvreté.

Étape 4 : Utiliser l'analyse pour améliorer la politique proposée

Sur la base de l'analyse ci-dessus, la pauvreté et les impacts sociaux de la politique proposée afin de mieux gérer ce risque, peuvent être mieux évalués et les moyens d'y faire face mis en évidence. Examinez comment la politique proposée peut être adaptée si nécessaire pour mieux contribuer à la gestion du risque social (réduction et mitigation du risque et stratégies d'adaptation). Le but de l'analyse devrait être d'examiner comment la politique proposée pour des secteurs productifs (comme l'agriculture) par exemple, peut mieux contribuer à la réduction, mitigation du risque et aux stratégies d'adaptation ; et les politiques de protection sociale adaptée pour soutenir les objectifs pro pauvres de croissance, et contribuer de manière plus générale a la gestion du risque social pour les groupes vulnérables.

Nom de l'outil : Analyse de scénario

(p. 187)

Nom de l'outil : 'Outils pour penser'

(p, 189 to 193)

Évaluation du risque social

L'Évaluation de risque social identifie en trois étapes les risques¹ qui se posent à une mise en oeuvre couronnée de succès des politiques: (i) identification des suppositions quant à de ce qui devrait et ne devrait pas se produire pour qu'une politique atteigne ses objectifs ; (ii) détermination de la probabilité que chaque supposition vas se réaliser et son importance pour la politique ; et (iii) adaptation de la politique a la lumière des risques identifiés.

La structure de Gestion du risque social est particulièrement utile pour lier l'évaluation du risque à l'analyse de politique, parce qu'elle introduit la dimension temps, montrant comment les interventions peuvent être conçues pour atténuer ou même réduire la menace du risque, plutôt que de simplement aider les gens à faire face à un événement destructeur. La Structure de gestion du risque social donne également des indications sur l'interaction des stratégies formelles et informelles pour la réduction de la pauvreté, afin que les décideurs puissent concevoir des interventions qui complètent plutôt qu'elles ne sapent les stratégies locales.

¹ Le Manuel de l'utilisateur de l'AIPS établit 4 catégories de risques : risques institutionnels, risques en termes d'économie politique, risques exogènes et autres risques pays..

Scénarios à considérer pour traiter l'incertitude

Il y a généralement plus d'un mélange d'interventions possibles à considérer dans le cadre d'une AIPS, afin de réaliser les objectifs désirés. Pour comparer des politiques et suppositions différentes, il est utile de développer un certain nombre de scénarios. Des techniques spécifiques peuvent être utilisées pour faciliter ce processus d'identification de scénarios afin d'évaluer le risque et l'incertitude relatifs à la réforme de politique. L'analyse de scénario est un exercice participatif basé sur un processus facilité de brainstorming (réflexion en commun), ainsi que sur la collecte rigoureuse de données pour analyser les questions mises en avant lors du dit brainstorming et la conception de trois ou quatre scénarios plausibles de réforme. L'analyse de scénario permet aux décideurs : (i) de "pré évaluer la performance" d'une réforme de politique dans le cadre de différentes situations plausibles, avec la possibilité de concevoir des plans alternatifs ; (ii) d'évaluer le degré d'appropriation de l'agenda d'une réforme de la part des dépositaires clés ; (iii) d'obtenir un appui pour l'agenda de la réforme grâce à l'inclusion des dépositaires concernés dans les discussions concernant les scénarios, afin d'obtenir une compréhension partagée des problèmes clés

Les [*Outils pour penser*](#) sont un système de planification basé sur un logiciel que GTZ a utilisé pour permettre aux personnes concernées (dépositaires d'enjeux) de comprendre ensemble la structure et la dynamique d'une réforme de politique, de définir les objectifs et les priorités de la réforme, d'évaluer des scénarios alternatifs, de choisir une stratégie de réforme réalisable et d'évaluer les risques se posant à sa mise en oeuvre. Comme pour l'analyse de scénario, ces outils permettent aux participants d'assembler leurs connaissances, avec un avantage complémentaire qui consiste à utiliser des graphiques visuels de manière à permettre une compréhension commune d'une situation complexe ainsi que la portée de la réforme et les options en la matière.

Directives institutionnelles

Cette section fournit des informations de base relatives à l'approche AIPS et comprend des directives institutionnelles sur la manière dont elle est appliquée par la Banque mondiale et DFID.

Le Guide pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social ([User guide to poverty and social impact analysis](#)) décrit la structure conceptuelle, présente dix composantes d'une bonne pratique et fournit une vue d'ensemble d'outils et de techniques économiques et sociaux qui peuvent être utilisés pour l'AIPS.

Les directives institutionnelles pour l'AIPS relatives aux opérations de la Banque mondiale sont fournies dans une large mesure via *Banque mondiale OP 8.60 – Prêts de politique de développement* ([World Bank OP 8.60 – Development Policy Lending](#)). En outre, une note ayant trait aux meilleures pratiques explique en détail comment l'AIPS sert de base analytique à un DPL (Meilleures pratiques de la Banque mondiale en matière de politiques opérationnelles de développement --[World Bank's Good Practices for Development Policy Operations](#)). Finalement, DFID décrit son approche en termes de meilleures pratiques pour l'AIPS dans la [Note de bonnes pratiques](#).

Ressources

Dans cette section nous fournissons des sources documentaires complémentaires provenant d'organisations et de réseaux qui ont travaillé sur des thèmes liés et utilisé certains des cadres et outils présentés dans ce livre source. Cette section sera étendue et mise à jour lors des révisions futures du livre source. Il s'agit de :

- [Diversity and Livelihoods Assessment Fieldwork Guide](#) [Pour plus d'informations, prière de contacter Mary Ann Brocklesby (maryannbrocklesby@yahoo.com)]
- [Guidelines for Undertaking a Regional/National Sustainable Rural Livelihoods Study](#) [Pour plus d'informations, prière de contacter Khanya (khanya@khanya-mrc.co.za)]
- A UNDP [Guidebook for Field Projects: Participatory Research for Sustainable Livelihoods](#) [Pour plus d'informations, prière de contacter John Keith Rennie (jrennie@worldbank.org)]
- [Participatory Research that Generates Numbers: Guidelines and a Code of Conduct](#) [Pour plus d'informations, prière de contacter Savitri Abeyasekera (s.abeyasekera@reading.ac.uk) or Jeremy Holland (j.d.holland@swansea.ac.uk)]
- [Bridging Research and Policy: Insights from 50 Case Studies](#) [Pour plus d'informations, prière de contacter Julius Court j.court@odi.org.uk and John Young j.young@odi.org.uk)]
- [Tools for Policy Impact. A Handbook for Researchers](#) [Pour plus d'informations, prière de contacter Daniel Start dstart@onetel.com et Ingie Hovland ingiehovland@yahoo.co.uk]

- Le guide de l'utilisateur de l'AIPS est accessible à partir des sites de [DFID](#) et de la [Banque mondiale](#).

Cas

Dans cette section, six AIPS récentes sont résumées, présentant toute une gamme d'approches permettant un séquençement et une combinaison efficaces de méthodes et de données.

Une AIPS relative à la Compagnie de développement et de marketing agricoles du Malawi ([Agricultural Development and Marketing Corporation \(ADMARC\) in Malawi](#)) a examiné les impacts possibles de la fermeture de marchés sur les groupes de pauvres et de personnes vulnérables. L'analyse a utilisé une combinaison de sources de données pour révéler que ces marchés [gérés par l'entreprise publique] ont une fonction sociale en ce qui concerne la sécurité alimentaire et l'accès aux intrants agricoles qui ne sera très probablement pas assumée par le privé. L'étude a recommandé de retarder la privatisation jusqu'à ce que d'autres institutions soient dans une position d'assumer les fonctions sociales d'ADMARC.

Une AIPS relative à la [réforme du secteur du thé du Rwanda](#) a permis de considérer les impacts distributionnels de deux de ses composants clefs : libéralisation par privatisation de neuf des dix entreprises publiques et réorganisation de l'entreprise paraétatique OCIRTHE, en tant que commission de régulation du secteur. Ces questions ont été traitées initialement dans le cadre d'une analyse des dépositaires et institutionnelle, qui a fourni des explications détaillées de la structure institutionnelle et contractuelle du secteur du thé. Ces informations aideront à la conception d'une enquête sur les ménages qui évaluera l'impact de la privatisation en relation avec des indicateurs de bien-être identifiés de différents groupes sociaux.

Une enquête sur les ménages et l'énergie et une Évaluation rapide participative (PRA) ont été réalisées simultanément pour une AIPS relative à la [réforme du secteur de l'énergie du Yémen](#), où le niveau des subventions pour le diesel n'était pas considéré fiscalement soutenable. L'objectif de l'AIPS était d'examiner quels changements de politique devraient être adoptés pour le secteur de l'énergie, afin de mieux contribuer à la réduction de la pauvreté dans le pays.

Le Gouvernement de Zambie a conçu un avant projet de [politique de réforme foncière](#) qui a suscité un certain débat dans le pays quant à ses impacts potentiels sur les ménages à bas revenus. Une AIPS relative à cette réforme proposée a utilisé une combinaison novatrice de données qualitatives et quantitatives pour évaluer l'impact sur la pauvreté et social de la politique proposée, et a contribué à un débat basé sur des faits probants entre détenteurs d'enjeux.

La réforme du secteur de l'eau proposée a pour but d'améliorer l'efficacité de la fourniture de services, d'assurer l'accès aux services d'infrastructure de base et d'améliorer le ciblage de la population à bas revenus. L'[AIPS relative à la réforme du](#)

[secteur de l'eau](#) a combiné des données d'enquête et des interviews d'informateur clefs ainsi que des discussions de groupe pour évaluer les impacts distributionnels. Les résultats, qui ont inclus une recommandation d'amélioration de la qualité des services ainsi que le taux de recouvrement ont constitué des conditions à des augmentations tarifaires graduelles, et ont eu une influence sur le dialogue de politique entre la Banque, le Gouvernement et les partenaires locaux sur la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau.

Une étude de type AIPS concernant les [redevances d'utilisateur dans le secteur de la santé de l'Ouganda](#) a examiné l'impact de leur abolition en se concentrant sur l'accès et les résultats en matière de santé. En utilisant un séquençement prudent de méthodes de recherche et de données, l'étude a montré que la suppression des redevances rendait les services médicaux plus accessibles aux pauvres.

Liens vers des sites externes

Cette section fournit plus de références et de liens vers des sites Web concernant les outils présentés dans ce Volume. L'information relative à chaque outil est fournie par ordre alphabétique pour faciliter l'utilisation.

Bien que nous considérons ces liens comme utiles, vous êtes priés de noter que la Banque mondiale et DFID n'endossent pas de sites externes.

Calendrier de 24 heures

Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. Disponible à :
http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTM

RUAF (2004) PRA Tools for Studying Urban Agriculture and Gender. Disponible à :
<http://www.ruaf.org/ruafpublications.html#gender2>

The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à :
http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf
www.iied.org (PLA Notes)

Roue des actifs

Coady International Institute (2004) Operationalizing an asset-based approach at the community level. Disponible à :
http://www.tessproject.com/products/seminars&training/seminar%20series/Assets_Materials/Mathie_and_Cunningham.ppt

Synergos (2002) Asset Based Community Development workshop. Disponible à :
<http://www.synergos.org/events/abcd2002/>

Questionnaire sur les ménages au niveau communautaire

- Buck, N., J. Ermisch, and S. Jenkins (1995) Choosing a longitudinal survey design: the issues. *Occasional Papers of the ERSC Research Centre on Micro-social Change* Paper 96-1. University of Essex, Colchester. Disponible à :
<http://www.iser.essex.ac.uk/pubs/occpaps/pdf/op96-1.pdf> (188kb)

- Dercon, S. (2004) Growth and shocks: evidence from rural Ethiopia. *Journal of Development Economics* 74 (2004) 309-329. Disponible à :
<http://are.berkeley.edu/courses/ARE251/2004/papers/Dercon.pdf> (176kb)

Profil communautaire

Messer, N. and P. Townsley (2003) Local Institutions and Livelihoods: Guidelines for Analysis. Rural Development Division, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome. Disponible à : <http://www.fao.org/DOCREP/006/Y5084E/y5084e00.HTM>

(Module 3 - Doing the community profile. Disponible à :
http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/006/Y5084E/y5084e06.htm)

Mappage des ressources communautaires

Integrated Approaches to Participatory Development (IAPAD) website focuses on sharing information on participatory mapping methodologies and processes:
www.iapad.org http://www.iapad.org/resource_mapping.htm
http://www.iapad.org/two_stage_resource_mapping.htm

Rock, F. (Ed.) (2001) Participatory Land Use Planning (PLUP) in Rural Cambodia, Annex 11. Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction (MLMUPC), Cambodia. Disponible à :
[http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/\\$FILE/Annex11.html](http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/$FILE/Annex11.html)

Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. Disponible à :
http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTM

The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à :
http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf (463kb)

Suivi consultatif de l'impact des politiques

CoIMPact has successfully applied in Malawi (QIM) and Kenya (KePIM). Further information about the approach and the experiences made can be found under www.methodfinder.net

Interview conversationnelle

- Options (2004) Participatory Ethnographic Evaluation and Research. Disponible à :
<http://www.mande.co.uk/docs/PEER%20flyer%20Options%20May%2004.pdf> (161 kb)

See also for case studies: <http://www.options.co.uk/te-peer-unit.htm>

- Sewell, M. The Use of Qualitative Interviews in Evaluation. Disponible à :
<http://www.aq.arizona.edu/fcs/cyfernet/cyfar/Intervu5.htm>

- World Bank. Beneficiary Assessment. Disponible à :
http://www.worldbank.org/participation/beneficiaryassessment/beneficiary_assessment.pdf

Observation directe

Rimkus, L. (ed) (2003) Traditional methods for collecting data In The San Francisco Food Systems Guidebook. Disponible à :
<http://www.sfffc.globalink.org/AttachG.pdf> (300kb)

- Vagt-Traor, B. (2003) Observation. Disponible à :
<http://www.arches.uqa.edu/~bvagt/observe/>

- Forestry Commission (2004) Involving People in Forestry Toolbox: Direct Observation. Disponible à :
<http://www.forestry.gov.uk/pdf/tboxdirectobservation.pdf> (1.5mb)

- Rauterberg, M. Userfit Tools: Direct Observation. Disponible à :
[UFTdirectobservation.pdf](http://www.userfit.org.uk/UserfitTools/DirectObservation.pdf) (74kb)

- Roche, C. (1999) Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change. Oxfam, London.

- Fox, N. (1998) Trent Focus for Research and Development in Primary Health Care: How to Use Observations in a Research Project. Trent Focus. Disponible à :
<http://www.trentfocus.org.uk/Resources/How%20to%20Use%20Observations....pdf> (211kb)

- USAID (1996) Using Direct Observation Techniques. USAID Center for Development Information and Evaluation. Disponible à :
http://www.usaid.gov/pubs/usaid_eval/ascii/pnaby208.txt

Évaluation de la diversité et des moyens de subsistance

Brocklesby M A and Action Aid Bangladesh, 2002. [Diversity and Livelihoods Assessment: Fieldwork Guide, London, DFID](#)

Analyse des agents du changement

GRC Exchange website. Disponible à : http://www.grc-exchange.org/g_themes/politicalsystems_drivers.html

Duncan, A., H. Macmillan and N. Simutanyi (2003) Zambia - Drivers of pro-poor change: an overview (Short version). Oxford Policy Management Ltd., Oxford, UK. Disponible à : <http://www.grc-exchange.org/docs/DOC48.pdf> (251kb)

Analyse du genre

Bolt, V. and K. Bird (2003) The Intra-household Disadvantages Framework: A Framework for the analysis of Intra-household Difference and Inequality. CPRC Working Paper No.32. Disponible à : <http://www.chronicpoverty.org/pdfs/KBNo32.pdf> (416kb)

International Labour Organisation (1998) A conceptual framework for gender analysis and planning. Available from: [harvardfw.htm](http://www.harvardfw.htm)

Cadre analytique de Harvard

Bolt, V. and K. Bird (2003) The Intra-household Disadvantages Framework: A Framework for the analysis of Intra-household Difference and Inequality. CPRC Working Paper No.32. Disponible à : <http://www.chronicpoverty.org/pdfs/KBNo32.pdf> (416kb)

International Labour Organisation (1998) A conceptual framework for gender analysis and planning. Available from: [harvardfw.htm](http://www.harvardfw.htm)

Mappage institutionnel / Diagramme de Venn

- RUAF (2004) PRA Tools for Studying Urban Agriculture and Gender. Disponible à : <http://www.ruaf.org/ruafpublications.html#gender2>

- Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. Disponible à : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTM

- Rock, F. (Ed.) (2001) Participatory Land Use Planning (PLUP) in Rural Cambodia, Annex 11. Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction (MLMUPC), Cambodia. Disponible à :

[http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/\\$FILE/Annex11.html](http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/$FILE/Annex11.html)

MekongInfo is an interactive system for sharing information and knowledge about participatory natural resource management (NRM) in the Lower Mekong Basin. (www.mekonginfo.org). <http://www.fao.org/participation/>

- Planning and Development Department, Government of Azad Jammu and Kashmir (2004) Between Hope and Despair, Pakistan Participatory Poverty Assessment - AJK Report.

Cycle de vie

Mountain Voices website presents oral testimony of people living in mountain and highland regions in ten countries. Disponible à : www.mountainvoices.org

Panos Oral Testimony Programme webpage. With links to the Oral Testimony Manual. Disponible à : <http://www.panos.org.uk/global/projectdetails.asp?ProjectID+1030&ID+1004>

Analyse de réseau

- Borgatti, S. Social Network Analysis Instructional Web Site. Disponible à : <http://www.analytictech.com/networks.htm>

- Davies, R. (2003) Network Perspectives In The Evaluation Of Development Interventions: More Than A Metaphor. Disponible à : <http://www.mande.co.uk/docs/nape.pdf> (1.8mb)

- Freeman, L. (viewed 18/01/05) The Study of Social Networks. Disponible à : http://www.insna.org/INSNA/na_inf.html

International Network for Social Network Analysis website. Disponible à : <http://www.insna.org/>

- Krebs, V. (2005) An Introduction to Social Network Analysis. Disponible à : <http://www.orgnet.com/sna.html> (viewed 18/01/05)

- NHS (2001) Knowledge Management: Social Network Analysis. National electronic Library for Health. Disponible à : http://www.nelh.nhs.uk/knowledge_management/km2/social_network.asp

- Steven Were Omamo and John Farrington (2004) Policy Research and African Agriculture: Time for a Dose of Reality? Natural Resource Perspectives, Number 90, January 2004. Disponible à : <http://www.odi.org.uk/nrp/90.pdf> (36kb)

- Stoebenau, K. and T.W. Valente (2003) Using Network Analysis to Understand Community-Based Programs: A Case Study from Highland Madagascar. International Family Planning Perspectives. Vol. 29, No. 4, December 2003. Disponible à : <http://www.aqi-usa.org/pubs/journals/2916703.html>

- MandE News website: <http://www.mande.co.uk/networks.htm>

Observation des participants

- Rimkus, L. (ed) (2003) Traditional methods for collecting data In The San Francisco Food Systems Guidebook. Disponible à : <http://www.sftfc.globalink.org/AttachG.pdf> (300kb)

- Roche, C. (1999) Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change. Oxfam, London.

- Vagt-Traor, B. (2003) Observation. Disponible à : <http://www.arches.uga.edu/~bvagt/observe/>

- Participant Observation. Disponible à : <http://www2.chass.ncsu.edu/garson/pa765/particip.htm>

- Northern Arizona University (1999) Qualitative Research Module 3: Essentials of Participant Observation. Disponible à : <http://jan.ucc.nau.edu/~mid/edr725/class/observation/>

- Participant observation and individual interviews. Disponible à : <http://www.iisd.org/casl/CASLGuide/ParticipantObserver.htm>

- McMillan, L. Participant Observation: Sociological Research Methods 1. Disponible à : http://www.sussex.ac.uk/sociology/documents/participant_observation.rtf

- Research Methods: Participant Observation. Disponible à : <http://www.sociology.org.uk/mpohome.htm>

Indexation participative du risque

Quinn, C. (2001) Risk Mapping in Semi-arid Tanzania: Review of Common Pool Resource Management in Tanzania. Report Prepared for NRSP Project R7857 (DRAFT) <http://www.york.ac.uk/res/celp/webpages/projects/cpr/tanzania/pdf/Annex7.pdf>

Smith, K., C. Barrett and P. Box (1999) Participatory Risk Mapping for Targeting Research and Assistance: With an Example from East African Pastoralists. Disponible à : http://glcrsp.ucdavis.edu/projects/project_subpages/PRMP_folder/PRMPrpt3.html

Mappage participatif du risque

EIRD (Estrategia Internacional para la Reducción de Desastres - International Strategy for Disaster Reductions). Disponible à : <http://www.eird.org/ing/varios/folletocomunidades/mapascomunidades.htm>

ISDR (2002) Living with Risk: A global review of disaster reduction initiatives. Disponible à : <http://www.eird.org/publicaciones/globalreview/gring.htm>

Calendrier saisonnier

Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. Disponible à : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTMwww.reflect-action.org

The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à : http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf (463kb)
<http://www.fao.org/participation/>

Brocklesby M A, 2002. Chars Livelihoods Programme Design - [Diversity and Livelihoods Assessment: Fieldwork Guide](#), London, DFID.

Mappage social

- Integrated Approaches to Participatory Development (IAPAD) website focuses on sharing information on participatory mapping methodologies and processes: www.iapad.org.
http://www.iapad.org/social_mapping.htm

- Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. Disponible à : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTM

The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à : http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf (463kb)

Rock, F. (Ed.) (2001) Participatory Land Use Planning (PLUP) in Rural Cambodia, Annex 11. Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction (MLMUPC), Cambodia. Disponible à : [http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/\\$FILE/Annex11.html](http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/$FILE/Annex11.html)

Cramb, R.A. and T.D. Purcell (2001) How to Monitor and Evaluate Impacts of Participatory Research Projects: A Case Study of the Forages for Smallholders Project. CIAT Working Document No. 185.

Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT). Cali, Colombia. Disponible à : <http://www.ciat.cgiar.org/asia/how-to/WHOLE.PDF> (487kb)

[Part B: Methods and Tools - Experiences with a range of M&E Techniques. Disponible à : http://www.ciat.cgiar.org/asia/how-to/PART_B2.PDF].(131kb)

* Mishra, P. and G. Mohany () Social Maps and Geographical Transects: Some recent Experiences in Orissa, India. PLA Notes, IIED. Disponible à : http://www.iied.org/sarl/pla_notes/pla_backissues/documents/plan_02205_000.PDF (410kb)

Duijnhower, J. (1998) Guidelines for Developing Baseline Studies, Experiences from CARE Nepal: Annex 1. Disponible à : http://www.carenepal.org/Care_nepal_Library/Baseline/86_PDF/Annex/annex1.pdf(58kb)

Kumala Sari and Pradipta Paramitha (undated) Participatory Monitoring of Sanitation: The Case of Wotawati Hamlet, Pucung - Indonesia. Disponible à : <http://www.irc.nl/redirect/content/download/8523/130404/file/Wotawati%20case%20study.pdf> (734kb)

Approche en termes de relations sociales pour l'analyse du genre

Bolt, V. and K. Bird (2003) The Intra-household Disadvantages Framework: A Framework for the analysis of Intra-household Difference and Inequality. CPRC Working Paper No.32. Disponible à : <http://www.chronicpoverty.org/pdfs/KBNo32.pdf> (416kb)

International Labour Organisation (1998) A conceptual framework for gender analysis and planning. Available from: [harvrdfw.htm](http://www.ilo.org/public/eng/condem/harvrdfw.htm)

Matrice gestion du risque social

- DFID (undated) New Directions for Agriculture in Reducing Poverty: Risk and Vulnerability. Disponible à : <http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/theme3/theme3.htm>

- Farrington, J. (2004) Social Protection and Livelihood Promotion in Agriculture: Towards Operational Guidelines (Draft). Paper for OECD Povnet. Disponible à : <http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/maillists/risk-and-vulnerability/msg00006.html>

- Holzmann, R. (undated) Presentation at The Asia and Pacific Forum on Poverty. Disponible à : http://www.adb.org/Poverty/Forum/powerpoint/Auditorium_ABC/R_Holzmann.PPT

- Jørgensen and van Domelen (1999) Helping the Poor Manage Risk Better: The Role of Social Funds, Paper presented at the IADB Conference on Social Protection and Poverty, February 4-5, 1999.

Siegel, P.B. (2001) Viewing Microinsurance as a Social Risk Management Instrument. *Social Protection Discussion Paper Series* No.116. Social Protection Unit, Human Development Network, World Bank. Disponible à : [http://wbIn0018.worldbank.org/HDNet/hddocs.nsf/65538a343139acab85256cb70055e6ed/a7b1652d942e959f85256a9c004c92c9/\\$FILE/0116.pdf](http://wbIn0018.worldbank.org/HDNet/hddocs.nsf/65538a343139acab85256cb70055e6ed/a7b1652d942e959f85256a9c004c92c9/$FILE/0116.pdf)

- World Bank (updated 28/1/05) World Bank Social Risk Management Group website.
Disponible à : <http://www.worldbank.org/srm>

Ligne de temps

The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à :
http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf (463 kb)

Planning and Development Department, Government of the Azad Jammu and Kashmir (2004)

Between Hope and Despair, Pakistan Participatory Poverty Assessment - Azad Jammu and Kashmir Report.

FAO <http://www.fao.org/Participation/tools/Timelines.html>

Marche par transect

de Zeeuw, H. and J. Wilbers (2004) PRA Tools for Studying Urban Agriculture and Gender. Resource Centre on Urban Agriculture and Forestry (RUAF). Disponible à :
http://www.ruaf.org/ruafpublications/gender_tools.pdf (813kb)

Integrated Approaches to Participatory Development (IAPAD) website focuses on sharing information on participatory mapping methodologies and processes: www.iapad.org.
Transect mapping: http://www.iapad.org/transect_mapping.htm

Rock, F. (Ed.) (2001) Participatory Land Use Planning (PLUP) in Rural Cambodia, Annex 11. Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction (MLMUPC), Cambodia. Disponible à :
[http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/\\$FILE/Annex11.html](http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/$FILE/Annex11.html)

The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à :
http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf (463kb)

Classement selon la richesse

- Rock, F. (Ed.) (2001) Participatory Land Use Planning (PLUP) in Rural Cambodia, Annex 11. Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction (MLMUPC), Cambodia. Disponible à :

[http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/\\$FILE/Annex11.html](http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/BA7AA16ECF97B14247256BC90030DFF1/$FILE/Annex11.html)

- Sontheimer, S. et al. (1999) Conducting a PRA Training and Modifying PRA Tools to Your Needs. An Example from a Participatory Household Food Security and Nutrition Project in Ethiopia. Disponible à :

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/003/X5996E/X5996E00.HTM

- The Forest Manager's Guide to Participatory Forest Management: Module 3 (The Participatory Process in Forest Management). Disponible à :

http://www.fcghana.com/pfma_fao/archive_docs/ref_docs/pfm_manager_guide_module3.pdf (463 kb)

- National Institute of Urban Affairs (NIUA). PLA Tools. Disponible à :

http://www.niua.org/newniuaorg/cbis/cbis_index.htm

<http://www.niua.org/newniuaorg/cbis/private/wealth%20ranking.pdf> (542kb)

Jeffries, D., H. Warburton, K. Oppong-Nkrumah and E. Fredua Antoh (undated) Wealth Ranking Study of Villages in Peri-urban Areas of Kumasi, Ghana. Collaborative project between the Social and Economic Development Department, Natural Resources Institute and the Statistical Services Centre, The University of Reading. Disponible à :

http://www.rdg.ac.uk/ssc/publications/guides/cs6_kuma.pdf (48kb)